



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

XLVI^e Année

Tome I N^o 4 - Avril 1971

SOMMAIRE :

L'enquête sur l'utilisation des capacités de production.

Statistiques.

Législation économique.

Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

L'ENQUETE SUR L'UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION

L'attention portée par les autorités responsables de la politique économique à la régulation de la demande globale a mis à l'avant-plan deux problèmes relatifs à l'offre. Le premier consiste à estimer l'évolution de l'offre des ressources intérieures au cours des prochaines années. Il a donné lieu à de nombreuses études économétriques qui, se fondant sur les fonctions de production généralement du type Cobb Douglas, ont calculé des projections de l'offre potentielle ⁽¹⁾. Le second problème se situe dans une perspective à court terme. Par quels moyens peut-on anticiper avec le maximum de données chiffrées le moment où le rythme d'expansion conjoncturelle de la demande globale risque de se heurter à une insuffisance des capacités de production, spécialement à celle des capacités de production industrielles ? C'est en vue de répondre à ce problème que dans plusieurs pays, les pouvoirs publics ou des institutions de recherches économiques ont organisé des enquêtes sur l'utilisation des capacités de production dans l'industrie.

I. CARACTERISTIQUES DE L'ENQUETE SUR L'UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE BELGE.

En Belgique, la Banque Nationale a étendu les enquêtes mensuelles sur la conjoncture et les enquêtes semestrielles sur les dépenses d'investissement en capital fixe dans l'industrie, en mettant en route, à partir d'octobre 1962, une enquête sur l'utilisation des capacités de production dans l'industrie. Avec la collaboration des différentes organisations professionnelles, l'enquête a été progressivement élargie. Au départ, elle couvrait 53.3 p.c. de l'ensemble des

⁽¹⁾ *Measure of Productive Capacity*, Hearings before the Subcommittee on Economic Statistics, Joint Economic Committee 87th Congress, 2d Session, Washington, 1962.

L.R. Klein, *A Post War Quarterly Model : Description and Application. Models of Income Determination*, Conference on Research in Income and Wealth, Princeton, 1964.

R. Krengel, *Measuring of Utilisation of Industrial Capacity in the Federal Republic of Germany*, Paper read at the First World Congress of the Econometric Society, Rome, 1965.

P. Schönfeld, « Probleme und Verfahren der Messung der Kapazität und des Auslastungsgrades », *Zeitschrift für die Gesamte Staatswissenschaft*, 123 Band, 1 Heft, janvier 1967.

L.R. Klein and R.S. Preston, « Some New Results in the Measurement of Capacity Utilization », *The American Economic Review*, volume 57, mars 1967.

industries manufacturières et, en 1970, 64,2 p.c. (1). Dans l'appréciation de ces pourcentages, il y a lieu de prendre en considération le fait que certaines industries se prêtent mal ou pas du tout à ce type d'enquête. C'est le cas pour les industries de l'électricité, du raffinage du pétrole et de la fabrication du ciment où, en raison même des techniques de production, l'utilisation des capacités ne peut être que portée près du maximum ou arrêtée.

Périodicité.

L'enquête a lieu trois fois par an. Elle porte sur la situation prévalant en janvier, en mai et en octobre. Ces trois mois ont été choisis, car ils coïncident le plus souvent avec une forte utilisation des capacités au cours des premier, deuxième et quatrième trimestres. De plus, ce sont ces mois-là que les six instituts de la Communauté Economique Européenne ont retenus lors de la mise sur pied en 1962 de l'harmonisation des enquêtes de conjoncture conduites dans chaque pays membre. Enfin, cette périodicité n'alourdit pas trop le travail des entreprises répondantes, ce qui amène un grand nombre d'entre elles à apporter leur collaboration et par là-même à rehausser la représentativité des résultats, tandis que l'intervalle entre deux enquêtes est encore assez rapproché pour permettre de déceler sans retard un changement de la tendance conjoncturelle. A l'expérience, cette périodicité s'est révélée parfaitement adaptée aux besoins.

Principes fondamentaux de l'enquête.

L'enquête est du type sectoriel; elle vise à décrire la situation dans les industries prises séparément. Elle a, par conséquent, pour support le produit ou la gamme de produits fabriqués dans un même établissement. Chaque entreprise est invitée à répondre à un ou plusieurs questionnaires portant sur la ou les productions les plus représentatives de son activité.

Les réponses données sont pondérées par le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise sur le produit retenu par l'enquête. Grâce à cette pondération, les réponses individuelles peuvent être totalisées en vue de former les résultats pour un produit ou pour un groupe de produits : par exemple, les résultats des filés de laine peignée destinés à la bonneterie ou ceux des constructions électriques pour l'industrie. En vue de passer des résultats relatifs à un produit où à une gamme de produits à ceux d'une branche d'industrie, les premiers sont pondérés par le chiffre de ventes total correspondant et se rapportant aux ventes sur le marché intérieur et à l'exportation. Le choix du chiffre d'affaires ou du chiffre de ventes

(1) Le taux de couverture est mesuré par la part des industries participant aux enquêtes dans la valeur ajoutée brute de l'ensemble des industries manufacturières.

L'enquête couvrait en octobre 1962 : la sidérurgie, les industries des fabrications métalliques, des textiles, du cuir, la fabrication de papier, la transformation du bois, les industries de la terre cuite et de la céramique. Elle a été étendue à l'industrie du verre en mai 1964, à la transformation du papier en janvier 1965, au secteur des agglomérés du ciment en mai 1966, à la transformation des métaux non ferreux en mai 1967 et à l'industrie des produits chimiques en mai 1969.

comme élément de pondération des réponses individuelles ou des résultats relatifs à un produit repose sur le principe que le chiffre d'affaires représente la meilleure mesure de l'importance d'une entreprise sur le marché d'un produit et, partant, de sa capacité de production pour ce bien. Dans la même ligne de pensée, on considère que le chiffre de ventes total d'un produit représente de manière la meilleure possible l'importance relative de celui-ci dans un ensemble de produits, qui sont analogues quant aux techniques de fabrication.

Pour agréger les résultats des différentes branches d'une industrie à l'ensemble de celle-ci et de chaque industrie à l'ensemble des industries manufacturières, la pondération est faite suivant le procédé classique du recours à la valeur ajoutée.

Ce système de pondération donne le moyen de suivre l'évolution de manière distincte au niveau des branches d'industrie et de chaque industrie ainsi que de manière globale au niveau des industries et de l'ensemble de celles-ci. Ceci permet de localiser les phénomènes en matière d'utilisation des capacités de production dans l'industrie et facilite par là même la recherche des causes.

Dispositif de l'enquête.

L'enquête comprend quatre séries de questions.

Dans la première série, l'entreprise informe sur le pourcentage d'utilisation des capacités de production au cours d'un mois donné et elle porte une appréciation sur le caractère suffisant, plus que suffisant ou insuffisant des capacités de production installées en tenant compte du niveau de la demande pour ses produits. Les informations recueillies par cette série de questions donnent par conséquent le moyen de suivre les niveaux successifs auxquels les variations de la demande ont porté l'utilisation des capacités de production dans chaque industrie et dans l'ensemble des industries au cours des phases de la conjoncture. En outre, elles renseignent sur la proportion des entreprises qui, à leur estime, disposent encore de marges de capacité de production disponibles pour répondre à une augmentation de la demande. Elles donnent une mesure indirecte des marges existantes d'adaptation de l'offre à la progression de la demande.

Dans la deuxième série de questions, l'entreprise mentionne la cause ou les causes majeures qui l'ont empêchée d'utiliser à plein les capacités de production. Elle signale si cette situation est due à une insuffisance de la demande ou à l'apparition d'un ou de plusieurs goulets d'étranglement.

La proportion des entreprises citant l'*insuffisance de la demande*, accuse des variations sensibles suivant les phases conjoncturelles et elle permet d'estimer l'évolution de la pression que la demande exerce sur les capacités de production. Toutefois, dans son interprétation, il y a lieu de noter que, même en période de très haute conjoncture, il subsiste une proportion encore élevée d'entreprises se ressentant d'une insuffisance de la demande. Ce phénomène doit être mis en relation avec la persistance de crises structurelles dans certaines industries. Ce fut le cas en 1969-1970 pour les tissages de laine, la construction de matériel ferro-

viaire, pour l'industrie du cuir. Ce sont des industries qui souffrent de surcapacités de production.

En période de ralentissement conjoncturel, la proportion des entreprises mentionnant l'insuffisance de la demande croît rapidement et atteint en peu de temps des chiffres fort élevés, tandis qu'elle décroît fortement en période d'accroissement de l'expansion conjoncturelle. Cette grande variabilité reflète, en grande partie, le processus respectivement d'accélération ou de décélération de la demande dérivée au sein de l'industrie. En cas d'accroissement de l'expansion de la demande finale, les entreprises situées au terme du processus de production font état d'une amélioration, mais comme elles augmentent à leur tour les commandes aux entreprises situées en amont, celles-ci mentionnent également une amélioration. Etant donné que l'enquête est du type sectoriel, elle enregistre les deux améliorations. Aussi, elle tend à représenter, de manière amplifiée, les variations conjoncturelles de la pression que la demande exerce sur les capacités de production. Cependant, elle met en évidence le caractère cumulatif de ces variations et elle permet de se rendre compte du fait qu'en un court laps de temps, l'ensemble de l'industrie peut se trouver dans une situation proche du plein emploi des capacités de production et aux prises avec des goulets d'étranglement.

Quand la sous-utilisation des capacités de production n'est pas due à l'insuffisance de la demande, les entreprises sont invitées à signaler si cette situation est causée par le manque de main-d'œuvre qualifiée et/ou de cadre, par l'insuffisance d'outillage, par l'insuffisance d'approvisionnements ou éventuellement par d'autres faits à préciser dans leurs réponses. En réalité, ce sont les trois premières causes citées qui ont été le plus souvent indiquées par les entreprises depuis la mise en route de l'enquête en octobre 1962.

Le manque de main-d'œuvre qualifiée et/ou de cadre a été retenu de préférence à celui de la main-d'œuvre en général pour deux raisons. Si l'immigration de travailleurs étrangers permet de pallier, dans une mesure appréciable, le manque de main-d'œuvre non qualifiée, il n'en est pas de même de celui de la main-d'œuvre qualifiée, qui apparaît comme un obstacle difficile à surmonter à bref délai. De plus, les progrès accomplis par les industries au cours des dernières décennies dans la rationalisation et dans l'automatisation ont eu pour corollaire de renforcer le rôle des travailleurs qualifiés dans la bonne marche des entreprises. Dès lors, l'expansion conjoncturelle de la production industrielle dépend dans une large mesure des possibilités d'embaucher et de maintenir un effectif suffisant de main-d'œuvre qualifiée. Les résultats des enquêtes menées depuis octobre 1962 ont montré que le manque de main-d'œuvre qualifiée constituait en période de haute conjoncture une cause généralisée de sous-utilisation des capacités de production dans nombre de branches d'industrie.

L'insuffisance d'outillage ne signifie pas que l'entreprise ne dispose plus de capacités de production pour faire face à la demande. Elle se rapporte à des déficiences qui apparaissent dans l'agencement interne de l'usine entre les diffé-

rents stades du processus de production et les services auxiliaires qui leur fournissent la force motrice, les moyens de transport à l'intérieur de l'établissement, etc. L'activité de ces différents stades de la production et des services auxiliaires n'évolue pas de manière parfaitement parallèle, spécialement en période où la production est poussée au maximum. L'un ou l'autre accuse des bris de machines, des pannes dans la fourniture d'énergie, des retards de production dus à la composition hétérogène du parc de machines et d'engins. La chaîne de production subit des à-coups, voire des interruptions, qui font obstacle à une pleine utilisation de la capacité de production de l'usine. Il s'ensuit des retards de livraison qui se répercutent sur l'activité de l'ensemble des industries. Ce goulet d'étranglement est apparu principalement dans les industries de produits de base et dans celles des fabrications métalliques.

L'insuffisance d'approvisionnements prend souvent naissance dans les industries de produits de base, qui se révèlent incapables de faire face à l'augmentation de la demande. Ce goulet d'étranglement apparaît au départ fort localisé, mais il tend à gagner rapidement les différents secteurs de l'industrie et à prendre un caractère cumulatif. Il fait courir en effet le risque du déclenchement de mouvements spéculatifs en ce sens que pareille situation pousse les entreprises à accroître leurs stocks en vue de se prémunir contre une rupture des approvisionnements et, à cet effet, à surenchérir pour obtenir le produit de base. Dès lors, même si la proportion des entreprises mentionnant l'insuffisance d'approvisionnements peut paraître peu élevée, elle n'en constitue pas moins en période de haute conjoncture une indication que de sérieux dérèglements sont en passe de se produire dans l'économie, si les autorités ne prennent pas des mesures pour modérer le rythme de l'expansion de la demande globale.

Après avoir délimité les éléments caractéristiques de l'utilisation des capacités de production dans l'industrie, les chefs d'entreprise indiquent s'ils prévoient respectivement l'accroissement, la réduction ou le maintien du taux d'utilisation des capacités de production pour les trois prochains mois. Les réponses données à cette troisième série de questions prolongent les informations recueillies dans les deux premières séries; elles font entrevoir dans quel sens la situation est appelée à évoluer dans un avenir proche. Mais leur principale utilité est de mettre en évidence l'opinion qui prévaut à un moment donné chez les chefs d'entreprise et qui influence leur comportement, plus particulièrement leurs dispositions à agrandir ou non les capacités de production.

C'est l'objet de la quatrième série de questions de suivre dans quelle mesure la propension à agrandir les capacités de production évolue en réaction à la pression de la demande sur celles-ci. A cet effet, les chefs d'entreprise sont invités à signaler si leur entreprise travaille au maximum des capacités de production et s'ils sont décidés à les agrandir dans la perspective d'une nouvelle augmentation de la demande. Les réponses à ces deux questions ont révélé que la propension à agrandir les capacités de production accuse une sensibilité élevée aux différentes phases de la conjoncture, et aussi que, même en période de très haute conjoncture, une proportion encore appréciable des entreprises travaillant

au maximum des capacités décide néanmoins de ne pas les agrandir. Ces deux indications permettent de mieux connaître le mécanisme par lequel une accentuation de la pression de la demande sur les capacités de production est de nature, d'une part, à engendrer des tensions dans les délais de livraison et dans le système des prix, et, d'autre part, à enclencher une accélération des dépenses d'investissement d'extension dans l'ensemble des industries ⁽¹⁾.

Etant donné ce dispositif, l'enquête repose essentiellement sur les réponses qualitatives des chefs d'entreprise. Il est hautement vraisemblable que ceux-ci ont des conceptions différentes de la notion de capacité de production et de sa pleine utilisation. De même, certains d'entre eux sont enclins à grossir l'importance des difficultés rencontrées, comme l'insuffisance de la demande, le manque de main-d'œuvre qualifiée. Aussi, dans l'esprit d'aucuns, les résultats de l'enquête sur l'utilisation des capacités de production ne peuvent prétendre égaler en rigueur et en précision les données qui résulteraient d'un calcul d'ingénieur sur les capacités techniques de production ou d'un recensement statistique sur les goulets d'étranglement ou l'insuffisance de la demande.

Ces vues appellent toutefois deux observations.

De prime abord, on doit se demander s'il est réellement possible d'arriver à une mesure objective et indiscutable de la capacité technique de production et des goulets d'étranglement. La capacité, en effet, est liée à plusieurs moyens de production — main-d'œuvre, outillage, organisation — dont l'agencement change sans cesse, surtout en fonction des états de conjoncture. Aussi, on en vient alors à se demander s'il n'est pas plus raisonnable de se fier au jugement des chefs d'entreprise. Ceux-ci ne sont-ils pas plus avertis et conscients des possibilités techniques d'augmenter la capacité de production par des modifications apportées aux postes de travail, par la substitution d'un moyen de production à un autre, etc. ? De même, ne sont-ils pas les mieux placés pour juger de l'importance réelle d'un goulet d'étranglement et surtout de ses contrecoups sur la marche de l'entreprise ? Ne sont-ils pas les mieux à même d'apprécier dans quelle mesure un facteur de production encore disponible peut être substitué à un autre devenu rare ?

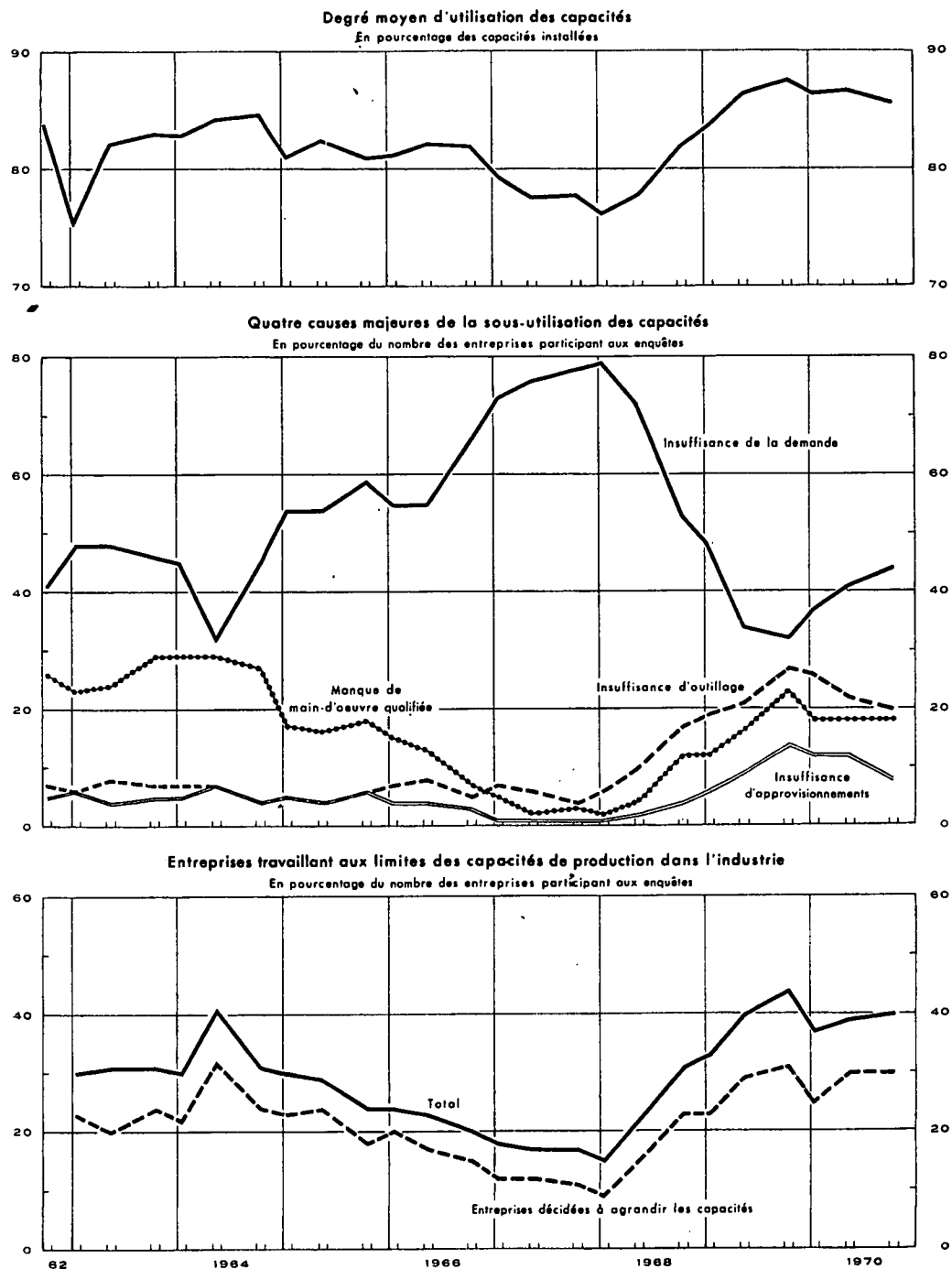
Ensuite, dans l'analyse conjoncturelle, l'important n'est pas tant de déterminer le seuil « technique » du plein emploi des capacités de production, à supposer même qu'il puisse être calculé, mais bien de connaître le seuil « psychologique » tel que le voient les chefs d'entreprise. Sans doute, le second se situe-t-il plus bas que le premier. Mais il répond mieux à la notion économique du plein emploi pour deux raisons. D'abord, il est influencé par la montée des coûts qui se produit au fur et à mesure que le taux d'utilisation des capacités de production se relève, et qui entre dans l'appréciation du chef d'entreprise. En second lieu, c'est le seuil « psychologique » qui oriente la politique de

⁽¹⁾ Ces deux types de comportement sont suivis par les enquêtes mensuelles sur la conjoncture et par l'enquête semestrielle sur les dépenses d'investissement en capital fixe dans l'industrie. (Cf. « Le comportement de quelques indicateurs conjoncturels au cours de la période 1959-1967 ». *Bulletin d'Information et de Documentation*, Banque Nationale de Belgique, XLIII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1968, pp. 1-26.)

l'entreprise et qui détermine le comportement quant à l'organisation interne du processus de production et quant aux décisions d'investir.

En dernière analyse, on est amené à penser que les résultats de l'enquête sur l'utilisation des capacités de production dans l'industrie représentent bien l'évolution réelle de la situation. Ils ont retracé assez fidèlement les différentes phases de la conjoncture de l'économie belge depuis octobre 1962 à nos jours.

Graphique 1.



A la lecture du graphique 1, on se rendra compte de la cohérence entre les différentes données tirées de l'enquête. Ainsi, la courbe représentative de l'insuffisance de la demande évolue à l'inverse de celles représentant les principaux goulets d'étranglement et de celle représentant les entreprises travaillant au maximum des capacités de production. Grâce à l'assortiment des indicateurs, l'enquête apparaît comme un bon instrument d'analyse conjoncturelle au niveau de chaque branche d'industrie et à celui de l'ensemble des industries. Elle permet de suivre l'intensité de la pression que la demande exerce sur les capacités de production au cours des fluctuations de la conjoncture, de discerner les principales causes qui font obstacle à une adaptation de l'offre à la progression de la demande et d'entrevoir le comportement des chefs d'entreprise en réaction aux variations de la pression de la demande sur les capacités.

II. QUELQUES ENSEIGNEMENTS TIRES DE L'ENQUETE SUR L'UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE.

Au cours de ses huit années d'existence, l'enquête a couvert deux phases de très haute conjoncture séparées par une phase de net ralentissement conjoncturel. Elle a déjà livré plusieurs données d'expérience, qui contribuent à améliorer la connaissance des aspects conjoncturels de l'évolution des capacités de production dans l'industrie.

Délimitation de la zone de plein emploi « économique » des capacités de production dans l'ensemble des industries.

L'enquête a d'abord permis de constater qu'au cours de la phase de très haute conjoncture, tant de 1963-1964 que de 1969-1970, la proportion des entreprises mentionnant l'insuffisance de la demande est tombée à un minimum identique, soit 32 p.c. pour l'ensemble des industries.

A chaque fois, cette proportion minimale a coïncidé avec une « surchauffe » caractérisée de la conjoncture. Par conséquent, elle apparaît comme l'indication qu'un « seuil » critique a été atteint en ce sens que l'expansion conjoncturelle

Tableau I.

Entreprises mentionnant l'insuffisance de la demande comme cause de sous-utilisation des capacités de production

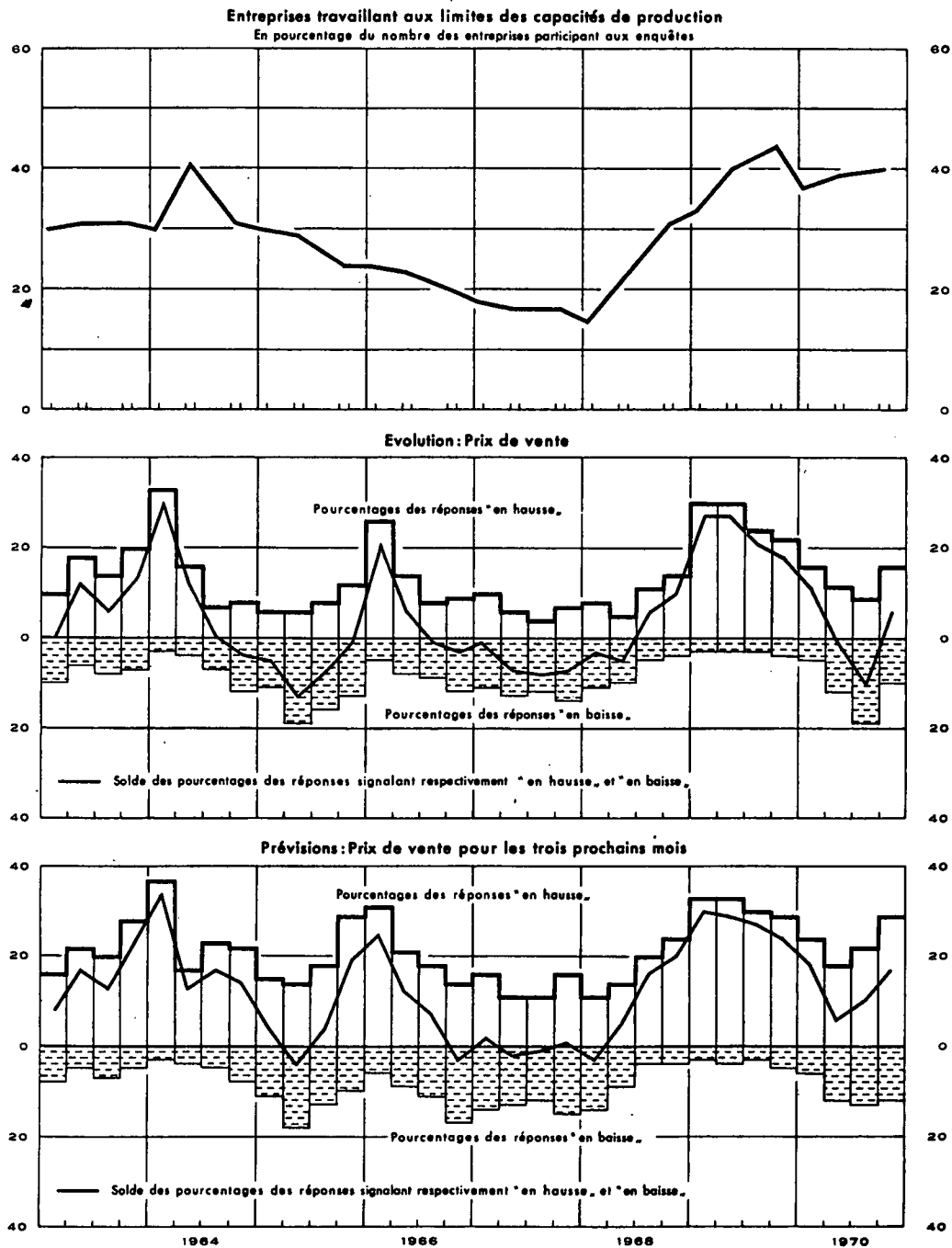
(en pourcentage du nombre des entreprises participant aux enquêtes)

	Octobre	Janvier	Mai	Octobre	Janvier
Phase d'expansion de 1963 à 1965	46	45	32	45	54
Phase d'expansion de 1968 à 1970	53	48	34	32	37

de la demande a porté l'utilisation des capacités de production industrielles aux limites du plein emploi « économique ».

Ensuite, la proportion des entreprises travaillant au maximum des capacités de production constitue un autre indicateur, mais cette fois de l'approche d'une période de tensions en matière de prix à la production. Quand cette

Graphique 2.



proportion s'est relevée de manière nette et a dépassé les 30 p.c. en 1963-1964 et en 1968-1970, on a pu constater un accroissement des pressions à la hausse des prix à la production dans les réponses relatives à l'évolution et aux prévisions de prix pour les trois prochains mois. Cette relation paraît s'expliquer par le fait qu'à partir d'un certain moment de la phase ascendante de la conjoncture, l'accentuation de la pression de la demande sur les capacités de production va de pair avec des relèvements des coûts, dus notamment au renchérissement des moyens de production devenus rares, que les entreprises s'efforcent de répercuter sur les prix à la production. On notera, par ailleurs, sur le graphique 2 qu'au premier trimestre de 1966, la majoration au 1^{er} janvier de la taxe de transmission est allée de pair avec une augmentation des tensions en matière de prix à la production.

Bien que ces constatations ne soient pas totalement concluantes et que de nouvelles observations doivent encore confirmer et préciser la valeur significative de ces deux indicateurs, ceux-ci peuvent néanmoins servir de repères ⁽¹⁾. Ils aident à diagnostiquer que l'expansion conjoncturelle de la demande globale a atteint le stade où dans l'immédiat les marges disponibles de capacités de production sont devenues très limitées pour l'ensemble des industries. Il se pourrait cependant qu'elle n'arrive pas à ce stade en raison du développement des goulets d'étranglement dans plusieurs industries clé, lesquels font obstacle à l'adaptation de l'offre au rythme de progression de la demande et à la pleine utilisation des capacités de production industrielle.

Caractéristiques de l'évolution conjoncturelle des goulets d'étranglement dans l'appareil de production industrielle.

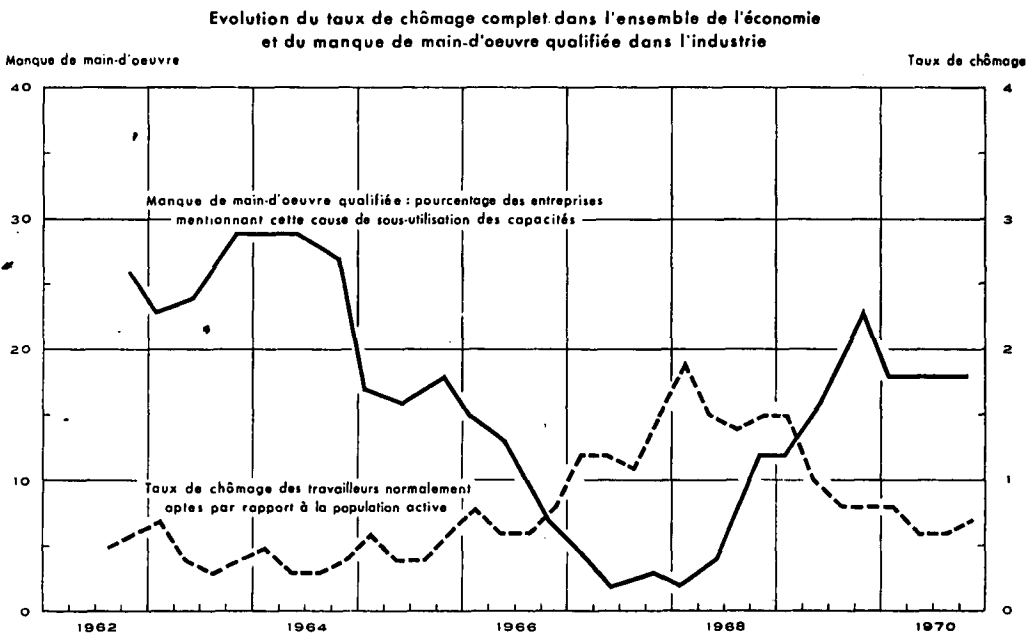
Les indicateurs conjoncturels traditionnels n'ont guère apporté d'informations sur l'apparition et sur la résorption des goulets d'étranglement dans le processus conjoncturel, sauf en matière d'offres et de demandes d'emplois. Pour le reste, on en était réduit à des suppositions. De ce point de vue, la série des enquêtes conduites depuis octobre 1962 a amélioré les connaissances sur les différentes caractéristiques que peut présenter l'évolution des goulets d'étranglement au cours des phases successives de la conjoncture.

L'expérience acquise ces huit dernières années a d'abord montré que le taux de chômage des travailleurs normalement aptes, couramment utilisé comme indicateur de tensions sur le marché de l'emploi, ne révélait l'apparition ou la résorption de ces tensions qu'avec un certain décalage. La comparaison entre la courbe représentative du manque de main-d'œuvre qualifiée et celle

⁽¹⁾ Otto Eckstein et Gary Fromm ont tenté de délimiter, pour l'économie américaine, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle maximal compatible avec le maintien de la stabilité des prix. Ils sont arrivés à la conclusion que ce taux avoisine les 82 p.c. (Voir « The Price Equation », *American Economic Review*, décembre 1968, pp. 1159-1183.)

du taux de chômage fait apparaître que la première a tendu à précéder la seconde au cours des phases de tensions et de détente. L'amorce d'une détente sur le marché de l'emploi s'est dessinée en 1965 d'abord dans la première courbe et ensuite dans la seconde. A l'inverse, on relèvera qu'au second semestre de 1968 et au premier semestre de 1969, la courbe du manque de main-d'œuvre qualifiée indiquait le développement rapide de tensions alors que le taux de chômage apparaissait encore comme relativement important.

Graphique 3.



De plus, la suite des enquêtes a permis de se rendre compte de ce que le manque de main-d'œuvre ne formait pas toujours le principal goulet d'étranglement dans la phase ascendante de la conjoncture. Sans doute, en 1963-1964, le manque de main-d'œuvre qualifiée a constitué le goulet le plus important, suivi d'assez loin par l'insuffisance d'outillage et par celle d'approvisionnements. En 1969-1970, au contraire, c'est l'insuffisance d'outillage qui est venue en premier lieu, suivie de très près par le manque de main-d'œuvre qualifiée et, ensuite, par l'insuffisance d'approvisionnements.

Ces différences semblent pouvoir s'expliquer par le contexte de la phase ascendante de la conjoncture. Ainsi, une longue phase d'expansion amorcée en 1959 et caractérisée par un « boom » des investissements productifs des entreprises de 1960 à 1963, avait précédé la très haute conjoncture de 1963-1964. Elle a permis d'adapter les capacités techniques de production au rythme de progression de la demande, mais sa durée a eu pour conséquence l'épuisement des effectifs de main-d'œuvre qualifiée disponibles et en quête d'emploi.

Tableau II.

**Evolution des principaux goulets d'étranglement
au cours des deux phases de très haute conjoncture**

Entreprises mentionnant la cause ou les causes suivantes
(en pourcentage du nombre des entreprises participant aux enquêtes)

	Manque de main-d'œuvre qualifiée et/ou de cadre		Insuffisance d'outillage		Insuffisance d'approvisionnements	
	1968-1964	1969-1970	1968-1964	1969-1970	1968-1964	1969-1970
Janvier	23	12	6	19	6	6
Mai	24	16	8	21	4	9
Octobre	29	23	7	27	5	14
Janvier	29	18	7	26	5	12
Mai	29	18	7	22	7	12
Octobre	27	18	4	20	4	8

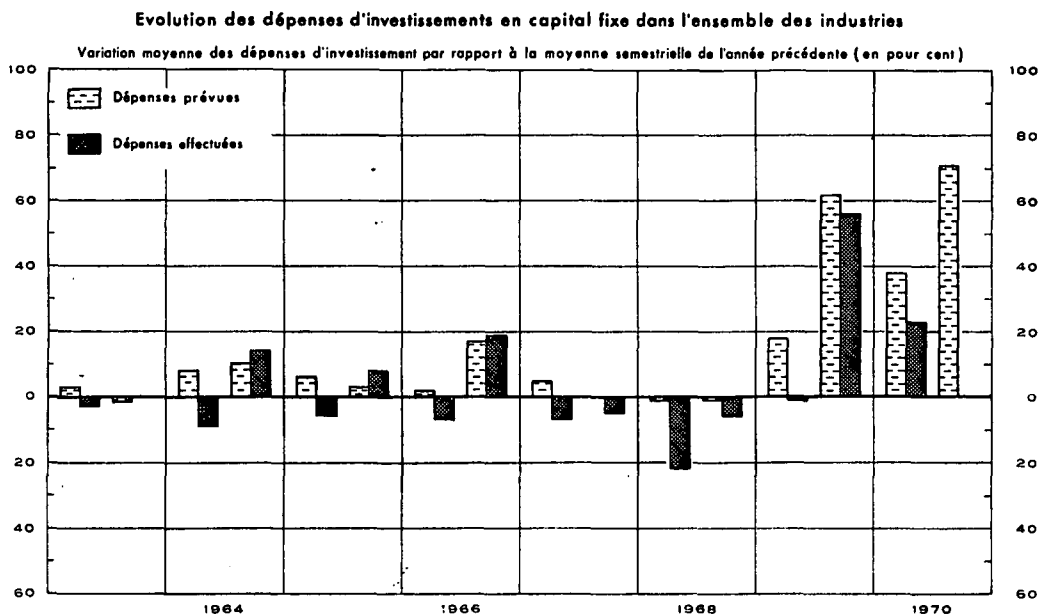
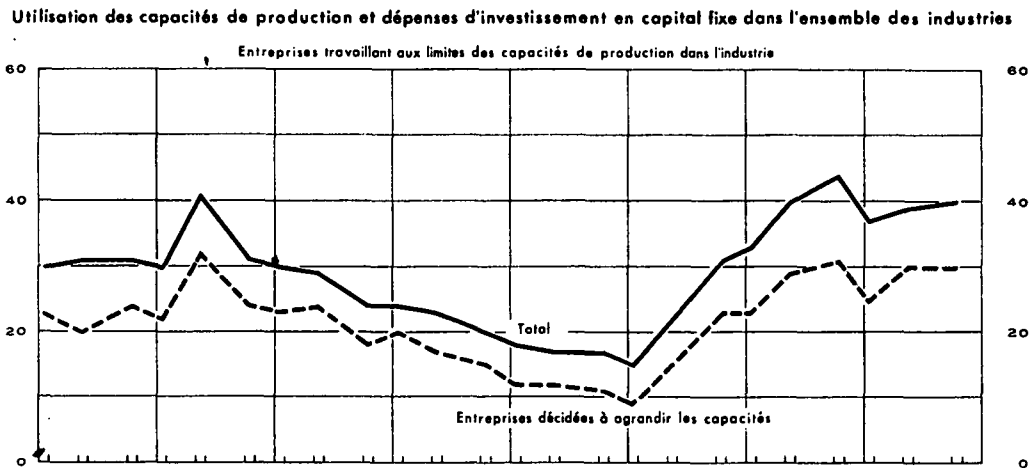
Par contre, lors de la période de 1968 à 1970, la reprise de l'expansion conjoncturelle, amorcée dans la première moitié de 1968, prit un rythme si rapide qu'elle porta un an plus tard l'utilisation des capacités de production industrielles aux limites du plein emploi. Dans ces conditions, les entreprises ne paraissent pas avoir disposé du temps suffisant pour adapter l'appareil de production au rythme de la progression de la demande. Si une proportion élevée a accusé, comme en 1963-1964, un manque de main-d'œuvre qualifiée, une autre plus importante s'est ressentie d'une insuffisance d'outillage et une autre non négligeable d'une insuffisance d'approvisionnements. Cette situation a amené nombre d'entreprises à réviser à la hausse leurs programmes d'investissements et, comme le met en lumière le graphique 4, elle a suscité un « boom » des investissements productifs qui se prolonge au début de 1971.

Enfin, l'enquête a mis en évidence le caractère variable de la durée du processus de formation et de résorption des goulets d'étranglement dans les industries et dans l'ensemble de celles-ci. Après le dépassement du sommet conjoncturel de 1964, la résorption des goulets d'étranglement, plus spécialement celle du manque de main-d'œuvre qualifiée s'est prolongée pendant trois semestres pour vraiment se terminer dans la seconde moitié de 1966. Elle apparaît devoir se faire de manière encore plus lente lors de la phase actuelle de ralentissement de l'expansion conjoncturelle. D'autre part, il y a lieu de rappeler que la formation de goulets d'étranglement s'est manifestée très tôt lors de la phase ascendante de 1968, comme il apparaît au graphique 1.

En fin de compte, l'expérience de ces huit années d'enquêtes a mis en relief le caractère complexe de la formation, du développement et de la résorption des goulets d'étranglement dans l'appareil de production industrielle. Ceux-ci peuvent non seulement être de durée, de nature et présenter des caractéristiques diverses, mais encore susciter des réactions différentes dans

le comportement des chefs d'entreprise et, par voie de conséquence, enclencher des répercussions différentes sur le déroulement du processus conjoncturel.

Graphique 4.



Leur observation régulière, conduite au niveau des branches d'industrie et à celui de l'ensemble des industries, constitue sans conteste un apport à la formulation des diagnostics de conjoncture. Elle permet de déceler l'apparition de goulets d'étranglement dans une ou plusieurs industries clé, de suivre leur propagation d'une branche à l'autre et aussi de s'assurer de leur résorption. Elle ouvre ainsi la voie à des prises de mesures destinées à prévenir la généra-

lisation des goulets et, de la sorte, à préserver une expansion conjoncturelle plus équilibrée de la demande globale ou, au contraire, à relancer celle-ci au moment opportun de la phase de détente conjoncturelle.

*
**

Après huit années d'expérience, il ne subsiste plus guère de doute sur le fait que l'enquête sur l'utilisation des capacités de production dans l'industrie a sérieusement enrichi l'arsenal des instruments d'analyse conjoncturelle. Son assortiment d'indicateurs a mis en mesure d'obtenir d'une manière régulière une représentation chiffrée et synthétique des phases conjoncturelles de tensions et de détente dans l'appareil de production industrielle. Ceci ne pouvait être réalisé par la statistique traditionnelle. De plus, les enseignements déjà tirés de la succession des enquêtes ont amélioré les connaissances relatives à ces phases conjoncturelles. Ils laissent espérer que l'accumulation des observations au cours de plusieurs fluctuations conjoncturelles permettra progressivement d'atteindre à une compréhension plus exacte des éléments essentiels du processus de formation et de résorption des tensions et aussi de déterminer de manière concrète les limites de l'état de plein emploi dans l'économie.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 4 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION (milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
				(à fin d'année)			
Population totale	9.328	9.428	9.499	9.556	9.606	9.632	9.660
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	5.946	5.996	6.022	6.039	6.058	6.071	6.088
dont : Hommes	2.950	2.984	2.998	3.007	3.017	3.023	3.032
Femmes	2.998	3.012	3.024	3.032	3.041	3.048	3.056
				(estimations à fin juin)			
Population active ¹ :	3.611	3.652	3.672	3.691	3.698	3.715	3.761
dont : Agriculture	263	249	230	216	209	201	191
Industries extractives	100	102	94	83	74	67	60
Industries manufacturières	1.232	1.258	1.256	1.253	1.220	1.202	1.236
Bâtiments et construction	285	290	293	296	304	304	307
Transports	259	262	263	266	263	268	272
Commerce, banques, assurances et services	1.352	1.379	1.412	1.452	1.483	1.510	1.554
Chômeurs complets ²	62	55	63	67	92	110	88
Ouvriers frontaliers	58	57	61	58	53	53	53

¹ Non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1. Rémunération des salariés ¹ :						
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	210,9	230,1	255,9	269,7	285,8	321,1
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	16,6	18,4	19,8	20,8	22,5	23,9
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	43,1	49,8	52,6	59,0	62,9	68,6
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	82,5	92,9	104,1	113,9	121,5	132,2
e) Corrections et compléments	19,4	21,1	19,2	18,6	20,2	23,1
Total ...	372,5	412,3	451,6	482,0	512,9	568,9
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés des personnes :						
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹ ...	29,1	31,2	28,8	29,4	32,3	36,1
b) Professions libérales ¹	16,7	22,0	24,2	25,5	27,8	29,8
c) Commerçants et artisans indépendants ¹ ...	100,8	104,9	110,2	114,4	118,8	122,6
d) Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,6	8,2	8,3	8,5	9,7
e) Ajustement statistique	-0,9	0,2	-0,1	...	-1,0	-0,7
Total ...	154,0	166,9	171,3	177,6	186,4	197,5
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :						
a) Intérêts	28,5	31,3	34,5	38,2	41,5	49,3
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	32,5	34,2	37,0	38,2	39,7	41,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	15,0	17,0	18,3	18,6	22,0	27,7
Total ...	76,0	82,5	89,8	95,0	103,2	118,0
4. Bénéfices non distribués des sociétés ²	16,7	17,0	11,9	16,3	18,8	24,3
5. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	14,1	17,0	18,1	18,8	21,0	26,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	6,8	5,3	4,3	7,1	5,8	6,0
7. Intérêt de la dette publique	-22,5	-24,3	-26,1	-29,0	-31,8	-37,7
Revenu national net au coût des facteurs	617,6	676,7	720,9	767,8	816,3	908,4
8. Amortissements	74,3	80,0	86,4	92,6	98,1	106,9
Revenu national brut au coût des facteurs	691,9	756,7	807,3	860,4	914,4	1.010,3
9. Impôts indirects	94,1	101,9	119,2	130,3	137,9	152,4
10. Subventions	-7,7	-9,7	-12,3	-12,7	-15,4	-18,8
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	914,2	978,0	1.036,9	1.143,9

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 3. — VALEUR AJOUTEE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

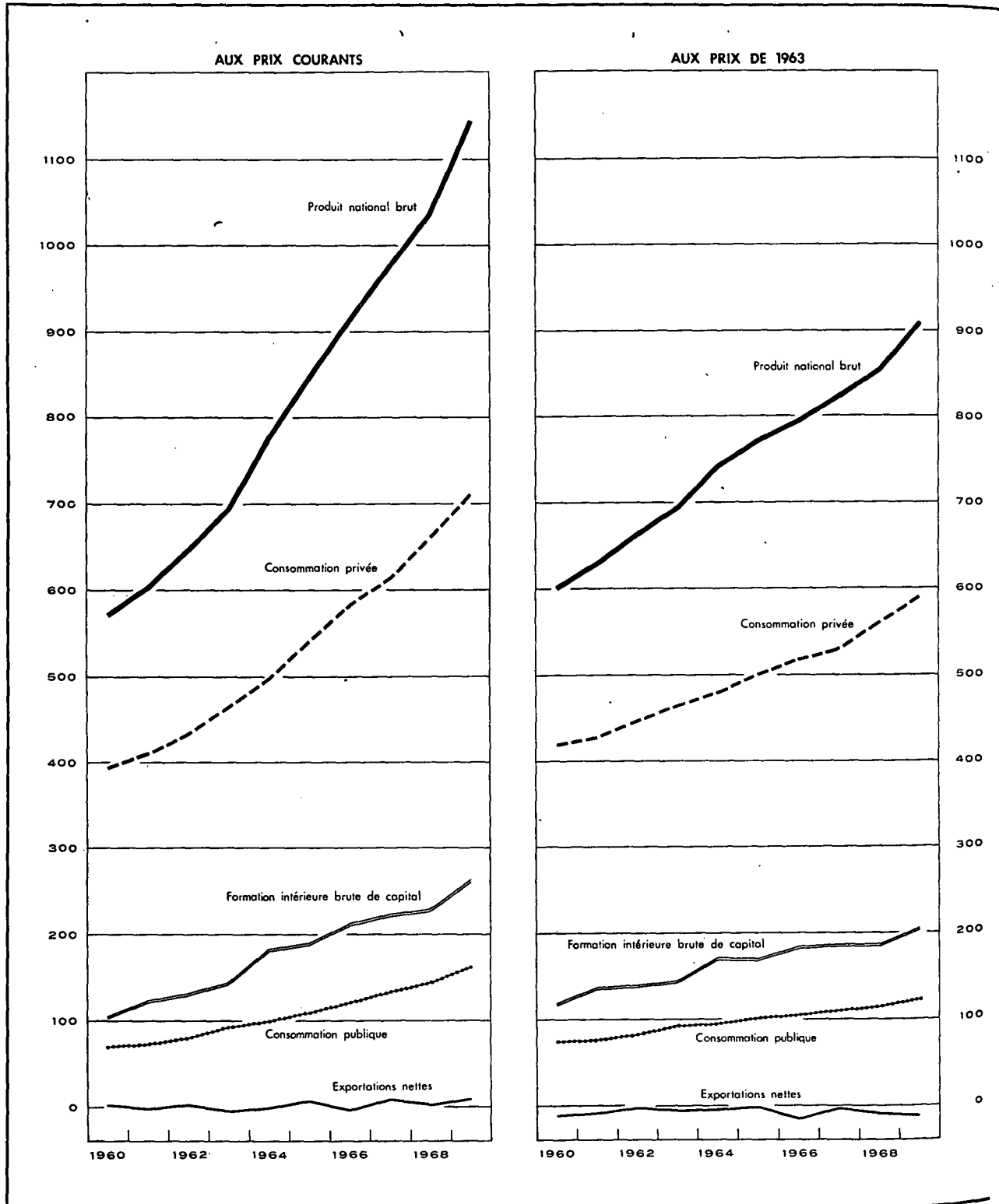
	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1. Agriculture, sylviculture et pêche	43,0	45,4	43,5	44,7	48,1	52,7
2. Industries extractives	16,5	15,2	13,2	12,2	11,2	11,0
3. Industries manufacturières :						
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	46,7	49,5	53,5	58,8	64,4	68,5
b) Textiles	21,3	21,1	24,0	22,3	24,0	26,4
c) Vêtements et chaussures	10,7	11,7	12,5	12,6	12,5	14,0
d) Bois et meubles	10,6	11,3	13,0	13,9	14,9	16,2
e) Papier, impression, édition	12,5	13,3	14,8	15,9	17,0	19,6
f) Industrie chimique et activités connexes ...	19,7	21,0	22,5	23,4	27,2	29,4
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	14,7	14,8	15,5	16,5	16,9	18,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux	21,5	23,0	23,7	25,1	26,8	30,8
i) Fabrications métalliques et constructions navales	62,4	68,5	72,9	74,0	75,9	90,1
j) Industries non dénommées ailleurs	20,4	22,2	25,8	27,8	30,7	34,6
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>240,5</i>	<i>256,4</i>	<i>278,2</i>	<i>290,3</i>	<i>310,3</i>	<i>347,8</i>
4. Construction	54,4	57,9	62,5	69,0	66,9	73,0
5. Electricité, gaz et eau	16,7	18,3	20,7	22,5	25,3	28,6
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :						
a) Commerce	128,3	142,9	158,4	172,1	181,3	199,2
b) Services financiers et assurances	21,8	24,0	27,1	30,1	33,4	38,3
c) Immeubles d'habitation	42,8	45,7	49,7	51,6	53,5	55,8
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>192,9</i>	<i>212,6</i>	<i>235,2</i>	<i>253,8</i>	<i>268,2</i>	<i>293,3</i>
7. Transports et communications	53,2	57,8	63,6	67,6	76,1	83,1
8. Services	161,2	183,9	200,2	218,0	234,6	256,4
9. Corrections	- 5,0	- 5,4	- 9,7	- 7,5	- 11,9	- 9,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	773,4	842,1	907,3	970,5	1.028,8	1.136,4
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1	7,5
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	914,2	978,0	1.036,9	1.143,9

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1965	1964	1966	1967	1968	1969
1. Consommation privée :						
a) Produits alimentaires	127,7	138,2	146,9	154,1	160,5	171,9
b) Boissons et tabacs	36,1	39,1	40,5	44,3	47,3	49,9
c) Vêtements et autres effets personnels	47,6	51,1	54,4	54,8	58,6	65,3
d) Loyers, taxes, eau	53,3	57,0	61,6	64,3	66,9	69,9
e) Chauffage et éclairage	24,8	27,6	28,2	29,9	33,1	35,0
f) Articles ménagers durables	44,5	48,3	51,8	52,7	58,0	65,8
g) Entretien de la maison	23,4	25,7	27,7	29,8	32,4	34,9
h) Soins personnels et hygiène	30,4	38,0	42,2	45,7	51,4	55,3
i) Transports et communications	47,6	51,8	57,3	61,2	67,0	73,8
j) Loisirs	41,2	44,4	47,3	51,6	54,6	59,6
k) Autres dépenses et ajustement statistique ...	20,3	19,7	24,7	24,1	30,9	30,1
Total ...	496,9	540,9	582,6	612,5	660,7	711,5
2. Consommation publique :						
a) Rémunérations et pensions	67,4	77,1	86,1	94,1	100,9	111,6
b) Biens et services	26,2	27,1	28,4	31,7	35,1	41,3
c) Loyer net imputé ou payé	3,8	4,3	4,5	5,2	5,8	6,2
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	1,5	1,7	1,9	2,1	2,2	2,5
Total ...	98,9	110,2	120,9	133,1	144,0	161,6
3. Formation intérieure brute de capital :						
a) Agriculture, sylviculture et pêche	4,9	5,3	6,0	5,7	6,4	6,8
b) Industries extractives	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9	2,0
c) Industries manufacturières	40,7	46,3	54,3	54,0	49,2	59,8
d) Construction	5,1	5,5	6,5	6,9	6,5	7,4
e) Electricité, gaz et eau	7,8	9,4	11,4	15,0	13,4	14,0
f) Commerce, banques, assurances	15,4	15,7	18,1	18,0	19,3	22,0
g) Immeubles d'habitation	52,2	58,7	56,5	59,3	58,3	61,8
h) Transports et communications	15,4	18,6	20,5	23,4	23,5	23,9
i) Pouvoirs publics et enseignement	23,2	19,7	24,3	28,8	34,2	38,3
j) Autres services	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5	7,0
k) Variations de stocks	11,0	4,4	7,8	5,3	8,8	17,7
l) Ajustement statistique	0,9	...	1,1	0,2	2,0	0,8
Total ...	182,5	189,7	213,1	223,6	229,0	261,5
4. Exportations nettes de biens et services :						
a) Exportations totales	295,0	325,7	350,1	376,8	422,0	510,9
b) Importations totales	295,0	317,6	352,5	368,0	418,8	501,6
c) Exportations nettes	—	+ 8,1	— 2,4	+ 8,8	+ 3,2	+ 9,3
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	914,2	978,0	1.036,9	1.143,9

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1. Consommation privée :						
a) Produits alimentaires	101	102	105	110	112	115
b) Boissons	106	109	107	112	118	125
c) Tabac	105	111	115	117	118	121
d) Vêtements et autres effets personnels	102	107	110	109	114	125
e) Loyers, taxes, eau	102	105	107	109	111	113
f) Chauffage et éclairage	90	98	99	103	113	119
g) Articles ménagers durables	112	119	124	125	135	151
h) Entretien de la maison	103	106	107	110	114	117
i) Soins personnels et hygiène	102	110	112	115	127	134
j) Transports	109	120	125	131	143	156
k) Communications P.T.T.	108	114	123	132	141	151
l) Loisirs	106	110	112	117	120	127
<i>Total ...</i>	<i>103</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>127</i>
2. Consommation publique :						
a) Rémunérations et pensions	105	113	119	124	126	133
b) Biens et services	101	101	102	111	121	138
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	109	117	121	135	146	154
<i>Total ...</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>126</i>	<i>135</i>
3. Formation intérieure brute de capital :						
a) Agriculture, sylviculture et pêche	110	116	126	115	124	128
b) Industries extractives	96	93	78	70	83	86
c) Industries manufacturières	99	110	126	123	111	130
d) Construction	89	94	109	116	108	118
e) Electricité, gaz et eau	108	126	149	188	167	167
f) Commerce, banques, assurances	99	97	110	106	112	123
g) Immeubles d'habitation	144	151	136	134	127	129
h) Transports et communications	101	118	125	137	134	132
i) Pouvoirs publics (à l'excl. de l'enseignement)	142	106	123	150	179	194
j) Enseignement	89	85	100	95	102	101
k) Autres services	99	99	117	126	126	155
<i>Total ...</i>	<i>119</i>	<i>119</i>	<i>129</i>	<i>130</i>	<i>130</i>	<i>143</i>
4. Exportations nettes de biens et services :						
a) Exportations totales	111	120	124	133	148	171
b) Importations totales	111	118	128	132	149	173
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	106,8	110,9	114,2	118,5	122,7	130,7

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.) — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — I.R.E.S. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1963 = 100¹

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Mois ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction	
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Textiles (sans confection)			Construction
					Fabrications de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport				
1964	104,0	101,8	103,0	101,6	102,1	102,2	108,8	103,9	99,6	107,9		
1965	101,7	95,2	101,7	101,2	98,4	105,2	114,1	104,6	94,4	103,7		
1966	100,5	80,9	101,8	96,0	101,3	102,9	103,1	107,7	98,9	102,1		
1967	98,2	73,0	98,7	88,3	99,7	98,3	96,6	104,7	96,5	103,8		
1968	95,7	64,1	96,9	86,9	94,2	96,6	96,7	104,1	92,8	99,4		
1966 4 ^e trimestre	100,9	77,7	102,2	93,2	103,5	103,2	103,2	108,9	98,6	103,2		
1967 1 ^{er} trimestre	98,8	76,4	100,3	89,6	101,8	100,9	100,2	106,3	100,0	99,0		
2 ^e trimestre	98,6	74,4	98,7	88,5	98,7	97,2	97,3	106,0	96,6	105,3		
3 ^e trimestre	98,3	71,9	98,1	86,8	98,7	96,8	96,2	104,5	92,8	107,6		
4 ^e trimestre	97,0	69,9	97,6	87,4	99,1	96,9	95,8	100,7	94,6	103,1		
1968 1 ^{er} trimestre	93,8	67,9	95,7	86,1	95,8	94,9	93,8	100,8	93,5	93,8		
2 ^e trimestre	95,1	66,6	95,7	86,5	93,2	95,6	94,7	102,1	92,4	100,4		
3 ^e trimestre	96,6	64,6	97,1	86,7	93,2	96,8	96,6	105,7	92,6	103,3		
4 ^e trimestre	96,8	63,2	98,3	88,6	94,6	98,8	101,7	108,0	92,7	100,5		
1967 Décembre	95,4	69,4	97,1	87,0	98,2	96,8	95,2	102,0	94,3	96,4		
1968 Janvier	93,7	68,5	96,2	86,5	97,1	95,4	93,7	101,3	93,8	91,2		
Février	93,7	67,9	95,5	86,0	95,1	95,1	93,4	100,1	93,4	93,6		
Mars	94,2	67,4	95,5	85,9	95,3	94,2	94,3	100,9	93,4	96,4		
Avril	94,7	67,1	95,5	86,3	93,9	95,4	94,3	100,1	92,6	99,1		
Mai	95,1	66,6	95,8	86,4	93,2	95,1	95,1	102,5	92,4	99,6		
Juin	95,6	66,2	96,0	86,7	92,6	96,3	94,9	103,6	92,3	102,4		
Juillet	95,9	65,6	96,4	86,6	93,0	96,6	94,3	104,5	91,9	101,7		
Août	96,5	64,9	96,9	86,7	92,7	95,4	96,2	106,0	92,6	103,9		
Septembre	97,4	63,4	98,1	86,9	94,1	98,4	99,0	106,5	93,3	104,3		
Octobre	97,4	63,4	98,4	89,0	95,0	98,7	99,9	108,1	92,1	102,8		
Novembre	96,9	63,1	98,3	88,9	94,4	98,9	102,1	107,6	92,6	100,9		
Décembre	96,2	63,4	98,2	87,9	94,6	98,9	103,0	108,2	93,4	97,5		

¹ Indices sur base 1964 = 100 convertis en indices base 1963 = 100.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi ¹						Offres d'emploi		
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en suspens ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1		13,9	13,1
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	17,8 ³	23,9 ³
1968 4 ^e trimestre	5,8	50,7	45,9	102,4	6,7	3,0	6,6	13,0	5,6
1969 1 ^{er} trimestre	3,9	53,2	47,1	104,2	5,6	1,3	5,7	16,6	7,3
2 ^e trimestre	2,0	36,1	45,4	83,5	6,9	0,9	4,0	18,4	12,0
3 ^e trimestre	1,8	27,7	46,1	75,6	7,2	1,6	4,1	15,0	13,9
4 ^e trimestre	3,3	28,0	46,7	78,0	6,2	1,5	4,3	14,1	13,2
								Nouvelle série ³	
1970 1 ^{er} trimestre	2,1	29,1	47,1	78,2	5,3	0,9	4,4	22,9	23,3
2 ^e trimestre	1,4	23,1	44,8	69,3	6,7	0,8	3,8	19,6	28,3
3 ^e trimestre	1,6	20,9	43,8	66,3	7,0	1,5	3,7	15,1	25,0
4 ^e trimestre	3,4	23,3	44,4	71,1	6,4	1,5	4,0	13,5	19,0
1970 Février	2,2	29,7	47,3	79,2	5,2	0,9	4,5	20,4	23,5
Mars	1,8	27,1	46,8	75,7	5,7	0,9	4,4	21,6	26,1
Avril	1,7	25,5	46,1	73,3	6,4	0,8	4,1	19,8	26,6
Mai	1,4	23,0	45,4	69,8	6,7	0,7	3,8	18,4	28,4
Juin	1,2	19,3	44,4	64,9	6,9	0,9	3,4	20,5	29,9
Juillet	1,5	21,9	44,6	68,0	7,0	1,2	3,6	12,0	26,7
Août	1,3	20,5	43,5	65,3	7,0	1,6	3,8	15,5	24,4
Septembre	2,0	20,3	43,3	65,6	7,0	1,6	3,7	17,9	23,8
Octobre	3,0	21,1	43,3	67,4	7,0	1,6	3,9	15,4	22,0
Novembre	3,2	22,4	44,2	69,8	6,4	1,5	4,1	13,3	19,5
Décembre	4,1	26,3	45,8	76,2	5,7	1,3	3,9	11,7	15,5
1971 Janvier	4,0	26,3	46,4	76,7	5,3	1,3	4,0	17,2	15,6
Février	3,6	24,4	46,7	74,7	5,6	0,5	3,5	15,5	15,6

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

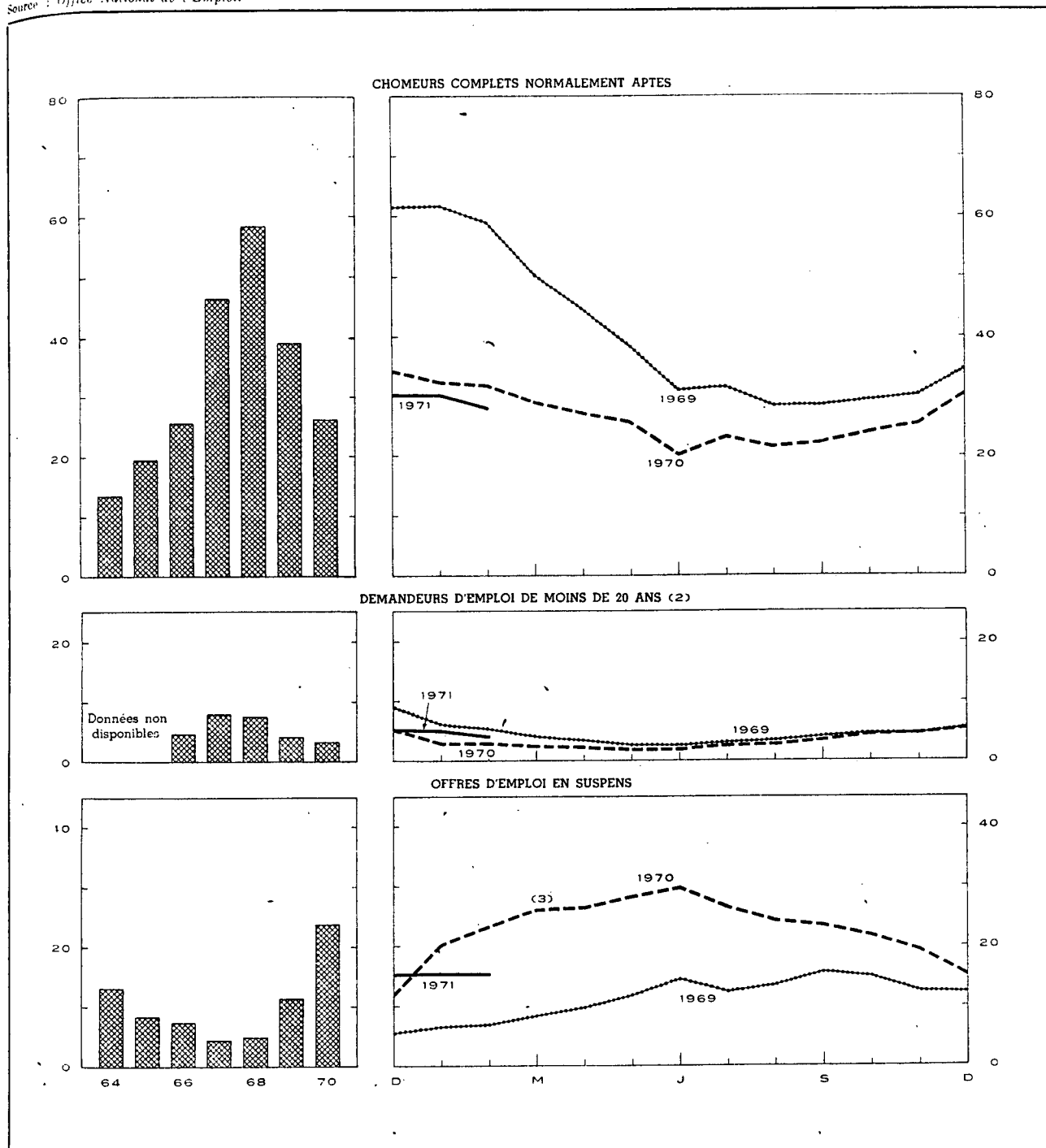
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970 de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office National de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1970 de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office national de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Superficie agricole utilisée (milliers d'hectares)							
Céréales panifiables	259	263	244	229	232	224	207
dont : froment	214	226	211	197	201	197	181
seigle	41	33	29	26	26	21	20
Céréales non panifiables	238	252	258	258	249	249	255
Plantes industrielles	106	95	92	95	107	109	101
Plantes racines et tuberculifères	94	89	90	91	81	77	80
Légumes cultivés pour la graine	10	10	9	8	8	8	7
Prés et prairies	799	795	795	794	791	788	795
Divers	109	98	102	102	96	98	97
Total ...	1.615	1.602	1.590	1.577	1.564	1.553	1.542
Production végétale (milliers de tonnes)							
Froment	900	854	650	828	839	751	708
Autres céréales	1.064	962	896	1.129	1.033	968	843
Betteraves sucrières	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	4.217	3.868
Lin (graines et paille)	283	190	167	105	108	112	48
Chicorée à café	68	46	29	32	40	43	56
Pommes de terre	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	1.253	1.373
Nombre d'animaux (milliers d'unités)							
Chevaux agricoles	120	108	94	85	86	81	73
Total des bovidés	2.657	2.725	2.767	2.753	2.799	2.839	2.887
dont : vaches laitières	996	1.007	1.016	1.026	1.064	1.072	1.052
Porcs	1.809	1.824	1.948	2.300	2.479	2.780	3.722
Production animale							
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	2.475	2.355
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	429	461	500	548	586	608	704

1 Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

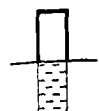
Source : I.N.S.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Aiglefin	281	233	141	130	136	361
Cabillaud	630	1.124	1.052	1.322	1.695	1.176
Plie	322	294	442	516	450	376
Sole	201	263	329	412	356	309
Raie	319	280	182	178	219	220
Hareng	134	112	61	30	11	38
Crevettes	75	72	80	104	80	114

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de*

la Belgique. — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin mensuel : Economic et statistiques agricoles* (F.A.O.).

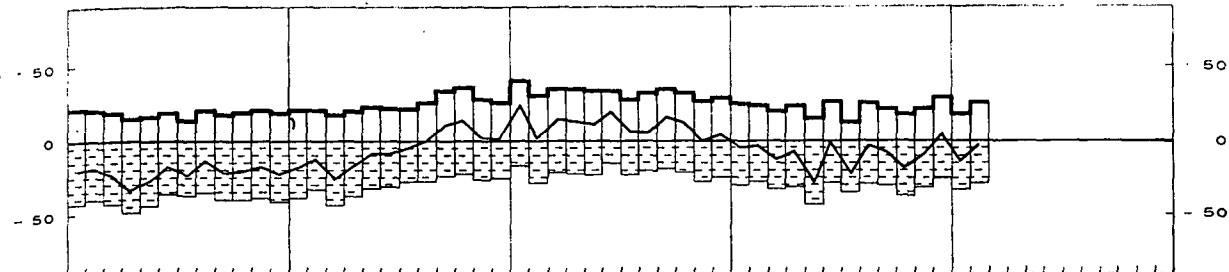
IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE *



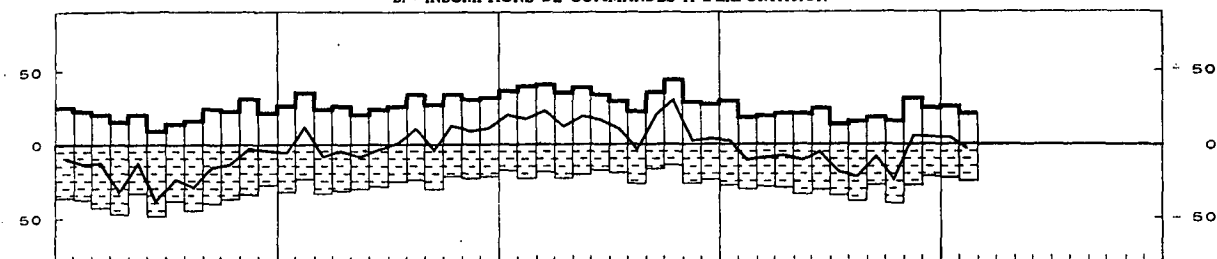
Pourcentage des réponses - en hausse - pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses - Supérieur à la normale - pour les questions D et E.
 Pourcentage des réponses - en baisse - pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses - Inférieur à la normale - pour les questions D et E.

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement - en hausse - et - en baisse - pour les questions A, B et C
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement - Supérieur - et - Inférieur - à la normale pour les questions D et E

A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHE INTERIEUR



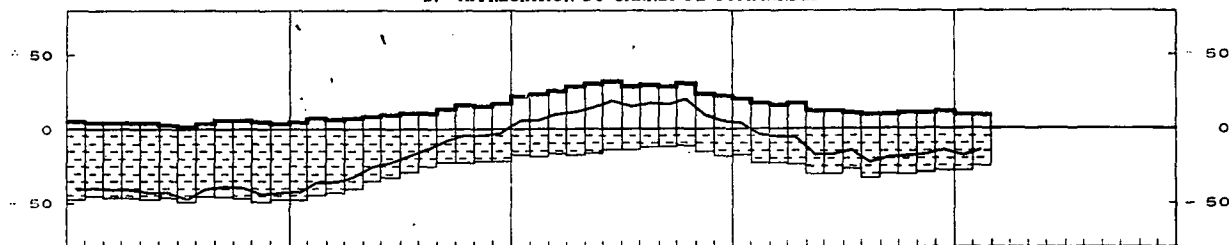
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION



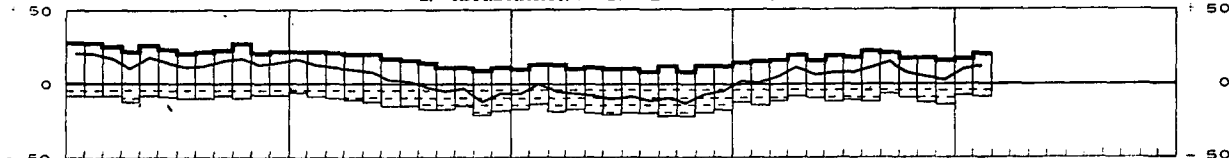
C. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



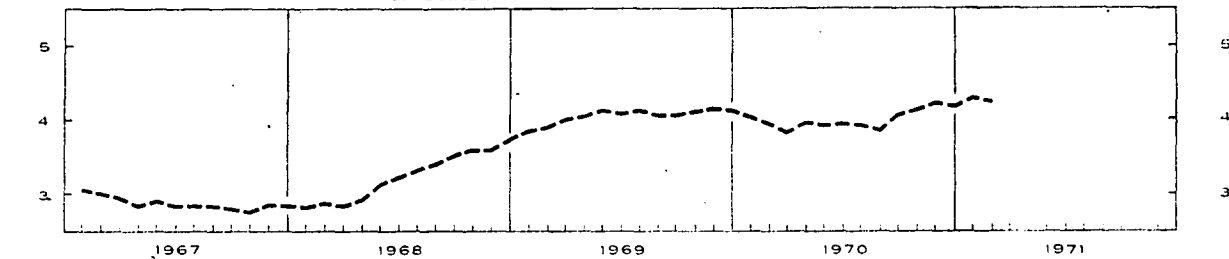
D. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



F. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramique de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, sucre cuite, textiles et verre. Elles ne comprennent pas la chimie en 1967

et en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.
 † Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1963 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Mouvement trend-cyclique
	Source : I.N.S.		Source : « Centre de Recherches économiques de Louvain »		Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1964	107	107	107	107	107
1965	109	110	112	109	109
1966	111	114	115	109	111
1967	113	116	115	111	113
1968	119	124	124	121	120
1969	131	138	140	131	p 132
1970				p 134	
1968 4 ^e trimestre	128	131	134	127	124
1969 1 ^{er} trimestre	127	133	135	128	128
2 ^e trimestre	132	139	145	131	130
3 ^e trimestre	125	132	130	129	p 133
4 ^e trimestre	139	148	148	137	p 136
1970 1 ^{er} trimestre	p 140	p 144	p 142	129	p 138
2 ^e trimestre	p 144	p 148	p 150	137	p 140
3 ^e trimestre	p 131	p 135	p 135	133	p 142
4 ^e trimestre				p 138	
1970 Janvier	p 134	p 140	p 135	128	p 138
Février	p 134	p 139	p 141	124	p 138
Mars	p 151	p 154	p 149	135	p 139
Avril	p 150	p 154	p 151	139	p 139
Mai	p 135	p 138	p 147	137	p 140
Juin	p 147	p 151	p 151	137	p 140
Juillet	p 113	p 116	p 126	129	p 141
Août	p 131	p 134	p 131	132	p 142
Septembre	p 150	p 154	p 149	138	p 142
Octobre	p 155	p 160		140	p 143
Novembre	p 140			p 132	
Décembre				p 142	
1971 Janvier				p 136	

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1963 = 100

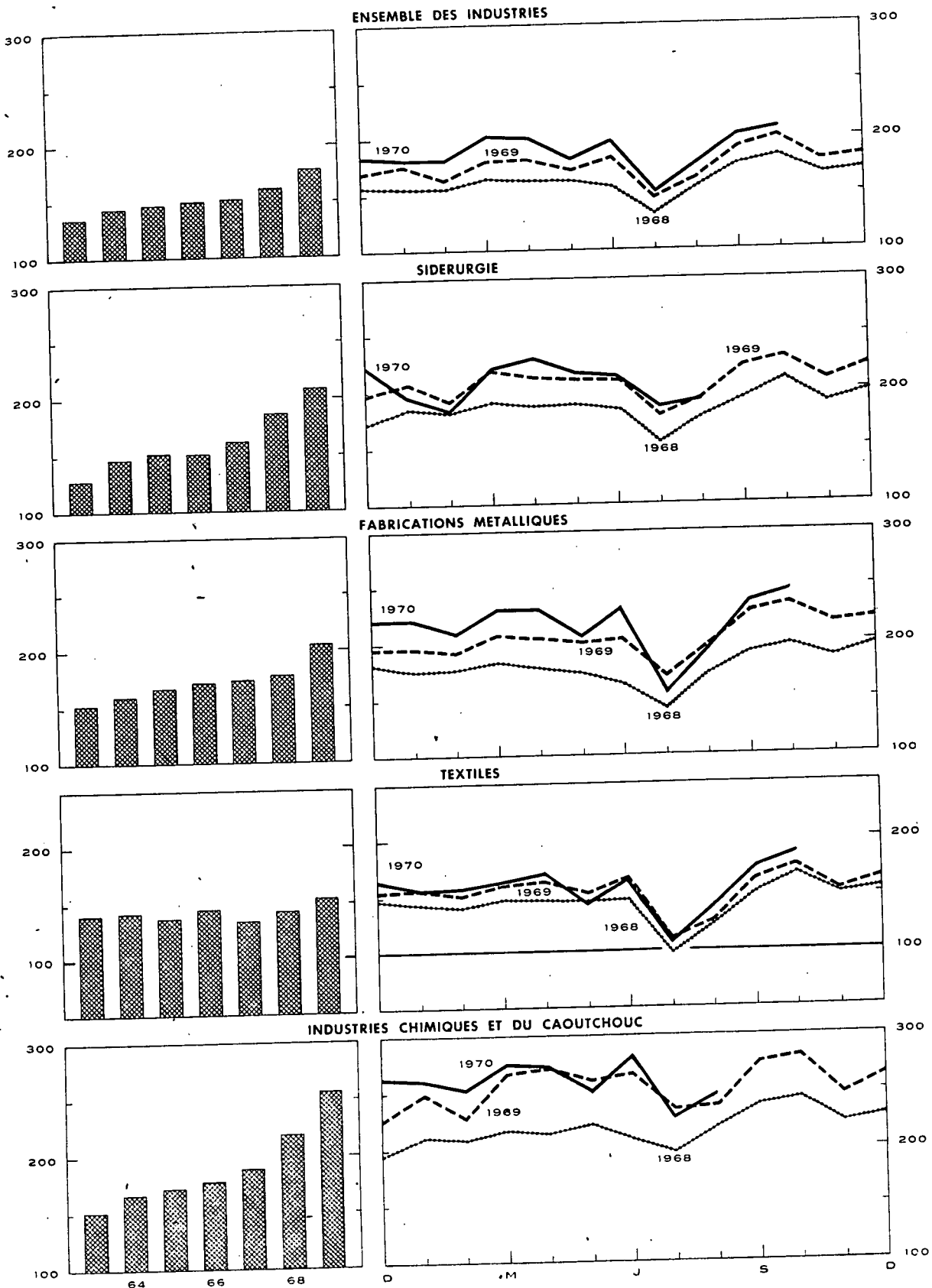
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières															
		Industries extractives	Industries manufacturières								Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffineries de pétrole
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Total	Fila- ture	Tissage	Bonne- terie	Total	Trans- formation des matières plastiques			
															Industries extractives	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	
1964	107	104	107	115	115	112	104	106	101	99	105	97	110	119	110		
1965	109	96	110	112	118	121	109	107	98	97	99	98	114	144	128		
1966	111	86	114	112	123	122	112	112	103	99	107	102	117	172	137		
1967	113	83	116	113	126	118	113	119	95	89	102	96	125	219	142		
1968	119	76	124	115	145	129	116	121	102	98	108	97	145	260	189		
1969	131	69	138	123	163	133	135	129	110	104	118	104	171	310	235		
1968 3 ^e trimestre	114	68	118	113	136	123	110	123	89	84	96	84	144	251	206		
4 ^e trimestre	128	75	134	119	155	137	126	133	113	107	122	105	153	283	216		
1969 1 ^{er} trimestre	127	72	133	107	161	132	130	113	111	106	118	107	165	300	232		
2 ^e trimestre	132	73	139	129	165	131	133	125	115	108	123	110	176	317	233		
3 ^e trimestre	125	62	132	124	155	127	130	133	95	89	103	91	166	300	235		
4 ^e trimestre	139	68	148	130	172	140	147	143	118	112	128	107	175	325	242		
1970 1 ^{er} trimestre	p 140	55	p 144	116	155	140	p 144	120	113	108	125	103	175	331	224		
2 ^e trimestre	p 144	67	p 148	138	172	146	p 146	135	114	108	125	105	179	338	242		
3 ^e trimestre	p 131	60	p 135	136	155	135	p 128	p 140	p 97	86	104	89			257		
1969 Novembre	133	66	133	129	164	131	142	140	109	104	121	99	164	308	232		
Décembre	136	62	145	122	174	144	145	131	118	116	127	101	176	309	253		
1970 Janvier	p 134	42	p 140	110	152	138	p 145	115	111	106	124	96	174	320	231		
Février	p 134	54	p 139	110	143	141	p 137	118	112	106	124	103	168	339	205		
Mars	p 151	70	p 154	127	171	141	p 151	128	117	110	128	110	183	334	233		
Avril	p 150	71	p 154	135	179	150	p 151	137	122	114	134	115	182	330	237		
Mai	p 135	61	p 138	137	169	138	p 135	122	103	96	114	94	168	307	256		
Juin	p 147	69	p 151	143	167	151	p 151	147	118	115	129	106	188	378	232		
Juillet	p 113	49	p 116	126	146	119	p 104	140	76	59	102	61	151	279	264		
Août	p 131	63	p 134	136	149	138	p 127	139	90	90	85	95	165	309	256		
Septembre	p 150	68	p 154	146	169	147	p 154	p 141	p 125	108	125	111			250		
Octobre	p 155	72	p 160	146	164	154	p 161	p 158	p 134	p 112			113		242		
Novembre	p 140	73	p 144	142	131	142	146	134	126	104			110		262		

* Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (6)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (7) et (8)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz		
	Production	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue ¹	Rendement journalier par ouvrier à fond et surface	Production	Mise en œuvre	Production de gaz manufacturé	Importation de gaz naturel	
	(milliers de tonnes)					(kg)	(millions kWh)	(milliers ton.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.155	1.623	1.112	244	...	
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	272	...	
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	244	...	
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	267	23	
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	261	100	
1969	1.100	631	479	2.211	1.506	2.303	2.379	210	249	
1970	947	215			1.599	2.413		173		
1968 4 ^e trimestre	1.204	1.735	464	2.354	1.458	2.323	2.189	273	161	
1969 1 ^{er} trimestre	1.219	1.578	455	2.267	1.472	2.334	2.342	277	222	
2 ^e trimestre	1.145	1.381	482	2.267	1.489	2.164	2.358	194	308	
3 ^e trimestre	951	1.069	437	1.990	1.503	2.090	2.372	174	152	
4 ^e trimestre	1.085	631	541	2.316	1.567	2.621	2.443	195	315	
1970 1 ^{er} trimestre	784 ²	514	713	2.085	1.429 ²	2.536	2.263	176	325	
2 ^e trimestre	1.037	344	599	2.253	1.621	2.338	2.445	184	317	
3 ^e trimestre	913	238	509	1.969	1.617	2.157	2.596	169	310	
4 ^e trimestre	1.054	215			1.673	2.616		162		
1970 Février	736 ²	512	747	2.031	1.424 ²	2.393	2.101	166	309	
Mars	1.139	514	754	2.459	1.644	2.609	2.352	191	538	
Avril	1.190	484	707	2.547	1.666	2.497	2.399	185	372	
Mai	924	415	407	1.920	1.618	2.236	2.592	191	298	
Juin	997	344	684	2.291	1.578	2.282	2.343	175	279	
Juillet	803	289	462	1.901	1.664	2.078	2.670	159	289	
Août	915	265	546	1.989	1.591	2.117	2.589	173	316	
Septembre	1.020	238	518	2.016	1.595	2.276	2.529	173	326	
Octobre	1.084	237			1.635	2.544	2.449	169		
Novembre	1.033	218			1.685	2.518	2.648	152		
Décembre	1.046	215			1.699	2.786		165		
1971 Janvier	p 1.037	p 245			p 1.681	2.767				
Février	p 1.027	p 284			p 1.694					

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,3 tonne de coke ou 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

² Grèves.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969	1.070	819	8,57	11,52	20,09	18,20
1970	1.051	775				
1968 4 ^e trimestre	1.033	777	8,41	9,98	18,39	16,67
1969 1 ^{er} trimestre	1.038	824	8,62	11,32	19,94	16,43
2 ^e trimestre	1.079	834	8,67	11,37	20,04	18,92
3 ^e trimestre	1.030	744	7,98	9,94	17,92	16,34
4 ^e trimestre	1.131	874	8,99	13,45	22,44	21,10
1970 1 ^{er} trimestre	1.012	827	8,92	12,84	21,76	19,02
2 ^e trimestre	1.148	839	p 8,92	p 13,02	p 21,94	p 21,23
3 ^e trimestre	1.044	695	p 8,55	p 11,36	p 19,91	p 18,81
4 ^e trimestre	1.000	739				
1970 Février	929	765	8,89	11,26	20,15	18,02
Mars	1.144	872	8,98	14,14	23,12	21,44
Avril	1.200	908	p 9,65	p 13,01	p 22,66	p 21,40
Mai	1.142	803	p 7,62	p 12,87	p 20,49	p 19,71
Juin	1.103	806	p 9,48	p 13,17	p 22,65	p 22,59
Juillet	1.012	613	p 7,32	p 11,09	p 18,41	p 17,24
Août	1.006	655	p 8,38	p 10,33	p 18,71	p 15,98
Septembre	1.114	816	p 9,93	p 12,68	p 22,61	p 23,20
Octobre	1.069	819	p 11,71	p 14,76	p 26,47	p 23,16
Novembre	851	641				
Décembre	1.080	767				
1971 Janvier	1.135 ¹					
Février	1.040 ¹					

¹ Estimations de l'Adffi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

source : I.N.S.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et reconstructions totales	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		Constructions nouvelles et transformations
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)		Nombre
1964	44.235	34.575	14.827	1.728	35.751	6.583	20.661	3.969	5.466	7.741
1965	39.254	31.001	17.067	1.996	39.780	6.562	24.421	4.301	6.442	12.074
1966	41.725	36.282	18.937	2.107	34.586	8.692	25.151	4.264	6.320	10.596
1967	37.335	33.281	17.954	1.994	34.071	8.569	25.846	4.094	5.353	9.663
1968	^p 37.704	31.179			28.874 ²		1		1	8.525 ²
1969	^p 45.092	36.886			35.439 ²		1		1	11.627 ²

¹ En 1968 et 1969, le volume à construire pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 28.981 et 29.110 milliers de m³.
² Depuis 1968, nombre de bâtiments commencés.

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)	Autorisations de bâtir accordées (nombre)	Bâtiments commencés (nombre)
1968 3 ^e trimestre	3.011	2.809	1.030	824
4 ^e trimestre	3.277	2.482	990	853
1969 1 ^{er} trimestre	3.875	1.942	1.018	702
2 ^e trimestre	4.539	3.776	1.499	1.072
3 ^e trimestre	4.010	3.728	1.497	1.197
4 ^e trimestre	3.108	2.367	1.096	905
1970 1 ^{er} trimestre	2.801	1.773	926	650
2 ^e trimestre	3.329	3.384	1.356	971
3 ^e trimestre	2.846	2.457	1.102	861
1969 Octobre	3.183	3.633	1.321	1.228
Novembre	2.697	2.253	962	892
Décembre	3.443	1.216	1.005	594
1970 Janvier	2.606	999	855	468
Février	2.881	1.180	907	597
Mars	2.917	3.140	1.016	886
Avril	4.100	3.319	1.535	1.045
Mai	2.831	3.377	1.174	875
Juin	3.055	3.455	1.358	993
Juillet	2.948	2.085	1.231	786
Août	2.858	2.744	1.110	934
Septembre	2.733	2.541	965	862
Octobre	2.538	1.533	929	1.253

¹ Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.
² Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1968 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1968	1969	% variat. *	1968	1969	% variat. *	1968	1969	% variat. *
1 ^{er} trimestre	125	140	+12,0	117	128	+ 9,6	120	140	+ 16,7
2 ^e trimestre	122	144	+18,0	119	130	+ 9,9	125	144	+ 15,2
3 ^e trimestre	132	144	+ 9,1	121	133	+ 9,8	130	144	+ 10,8
4 ^e trimestre	137	145	+ 5,8	124	137	+ 9,8	136	150	+ 10,3
	1969	1970		1969	1970		1969	1970	
1 ^{er} trimestre	140	152	+ 8,6	128	138	+ 8,2	140	153	+ 9,3
2 ^e trimestre	144	152	+ 5,6	130	140	+ 7,4	144	154	+ 6,9
3 ^e trimestre	144	151	+ 4,9	133	142	+ 6,8	144	151	+ 4,9
4 ^e trimestre	145	152	+ 4,8	137	144	+ 5,1	150	152	+ 1,3
	France			Italie			Pays-Bas		
	1968	1969	% variat. *	1968	1969	% variat. *	1968	1969	% variat. *
1 ^{er} trimestre	127	138	+ 8,7	133	143	+ 7,5	136	153	+ 12,5
2 ^e trimestre	108	142	+31,5	135	145	+ 7,4	141	157	+ 11,3
3 ^e trimestre	132	144	+ 9,1	136	143	+ 5,1	145	162	+ 11,7
4 ^e trimestre	136	144	+ 4,3	141	131	- 7,1	150	166	+ 10,7
	1969	1970		1969	1970		1969	1970	
1 ^{er} trimestre	138	150	+ 8,7	143	151	+ 5,6	153	171	+ 11,8
2 ^e trimestre	142	149	+ 4,9	145	149	+ 2,8	157	174	+ 10,8
3 ^e trimestre	144	149	+ 3,5	143	148	+ 3,5	162	178	+ 9,9
4 ^e trimestre	144	152	+ 5,6	131	150	+ 14,5	166	177	+ 6,6

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue de Travail*. — *I.R.E.S. — Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar*. — *Bulletin du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

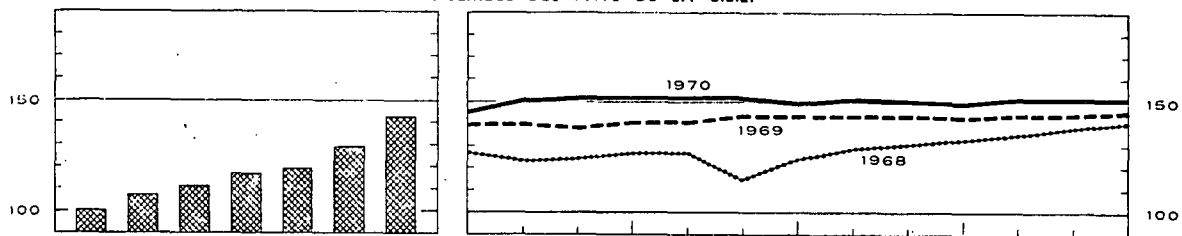
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

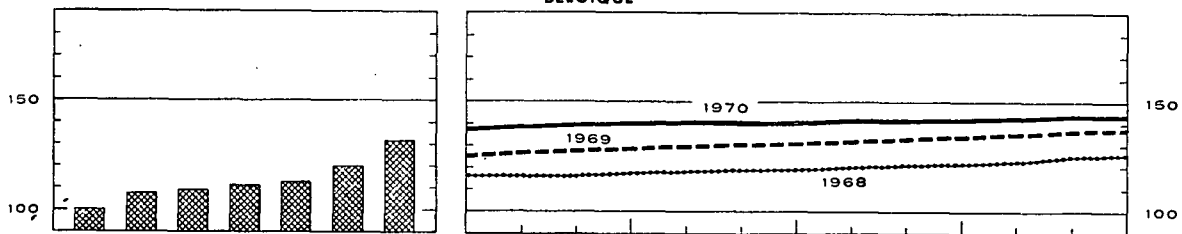
Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)

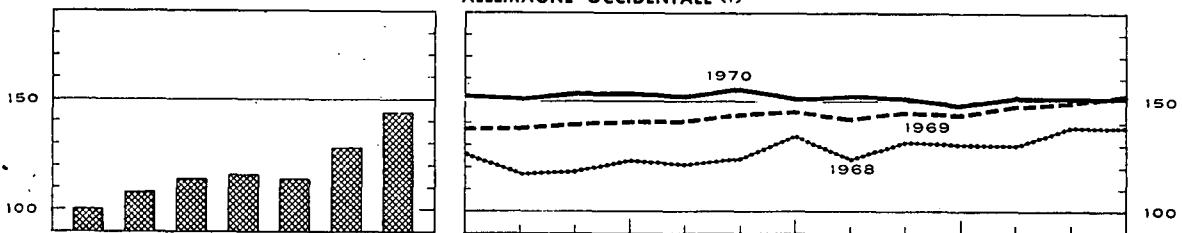
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C.E.E.



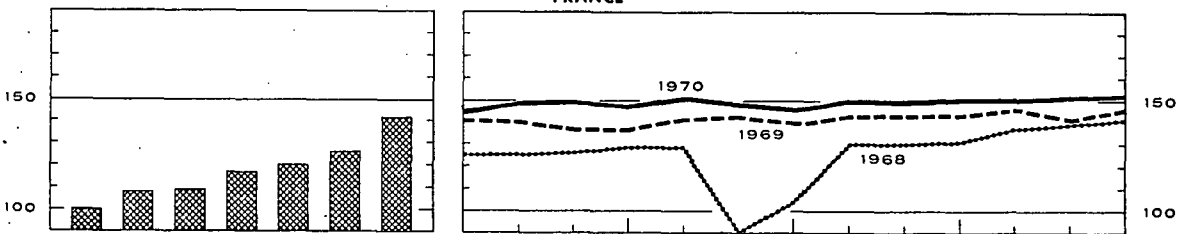
BELGIQUE



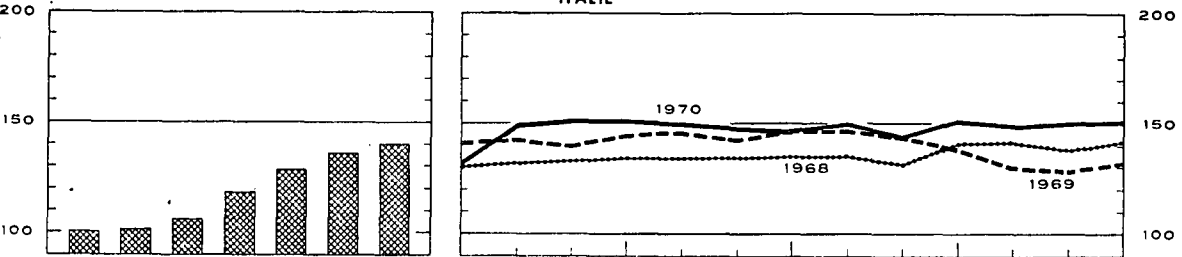
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (1)



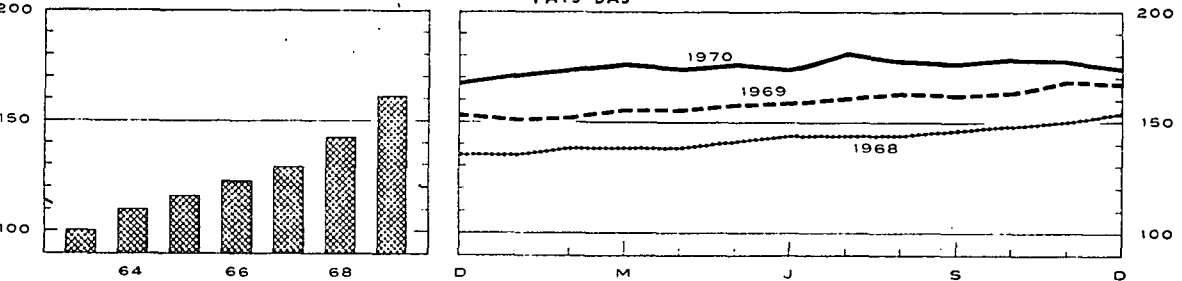
FRANCE



ITALIE



PAYS BAS



(1) A partir de 1963, y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
		Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont :		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales (milliers de tonnes)				minerais		
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	137,8	18,4
1967	711	507	4.952	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1968 3 ^e trimestre	660	521	4.947	1.466	1.270	256,2	33,2
4 ^e trimestre	692	648	5.984	1.890	1.429	128,8	24,3
1969 1 ^{er} trimestre	674	585	5.513	1.643	1.377	166,3	26,6
2 ^e trimestre	699	607	5.754	1.669	1.448	172,3	29,0
3 ^e trimestre	675	583	5.458	1.557	1.458	292,0	40,0
4 ^e trimestre	697	697	6.350	1.752	1.517	152,3	29,8
1970 1 ^{er} trimestre	p 685	596	5.313	1.372	1.315	144,3	27,9
2 ^e trimestre	p 693	682	6.343	1.700	1.642	205,2	34,6
3 ^e trimestre	p 672	655	5.942	1.627	1.554	301,1	43,2
1969 Novembre	675	683	6.129	1.683	1.482	122,9	27,2
Décembre	710	709	6.389	1.774	1.504	152,2	29,3
1970 Janvier	p 689	613	5.414	1.230	1.472	151,5	27,3
Février	p 664	522	4.367	1.107	960	113,8	24,9
Mars	p 701	653	6.157	1.779	1.512	167,6	31,4
Avril	p 694	706	6.552	1.794	1.638	178,0	31,3
Mai	p 700	658	6.162	1.673	1.649	197,0	34,0
Juin	p 685	682	6.316	1.632	1.640	240,6	38,5
Juillet	p 663	647	5.968	1.619	1.556	316,8	45,7
Août	p 665	651	5.813	1.651	1.541	307,9	42,9
Septembre	p 687	668	6.044	1.610	1.565	278,7	41,0
Octobre	p 709	699	6.425	1.766	1.673	196,9	35,6
Novembre	p 678	667	6.086	1.669	1.467	134,7	28,5

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation Intérieure

Source : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Mois ou mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78	304	99	36	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	313	118	39	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	337	156	40	6.633	497
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658			476							
1968 4 ^e trimestre ..	5.229	4.001	1.937	169	131	138	923	529	61	7.801	568
1969 1 ^{er} trimestre ..	5.194	3.928	2.069	315	193	278	918	523	56	7.468	545
2 ^e trimestre ..	5.592	4.029	1.685	418	378	283	989	676	54	8.189	606
3 ^e trimestre ..	5.487	4.149	2.034	466	403	405	1.110	668	79	7.742	570
4 ^e trimestre ..	5.569	4.169	1.894	476	519	357	905	671	78	7.487	566
1970 1 ^{er} trimestre ..	5.463	3.804	1.784	407	371	320	913	545	64	6.647	496
2 ^e trimestre ..	5.718	4.625	1.801	417	376	286	1.053	585	62	8.110	609
3 ^e trimestre ..	5.870	4.971	1.896	520	579	252	1.111			7.897	561
4 ^e trimestre ..	5.580			559							
1969 Décembre	5.459	3.660	1.806	449	619	333	908	531	74	6.839	514
1970 Janvier	5.681	3.446	1.893	496	172	213	955	571	41	5.843	437
Février	4.954	3.566	1.592	321	421	545	812	458	89	6.695	471
Mars	5.755	4.400	1.866	404	519	202	973	606	61	7.402	580
Avril	5.739	4.876	1.886	329	487	344	891	630	68	8.391	630
Mai	5.975	4.420	1.275	510	305	190	1.091	543	54	7.872	591
Juin	5.441	4.580	2.242	413	337	323	1.177	583	63	8.066	606
Juillet	6.033	4.984	1.742	564	546	278	1.183	704	79	7.919	535
Août	5.483	4.773	1.999	512	612	290	1.062	765	76	8.098	575
Septembre	6.094	5.155	1.947	485	578	187	1.087			7.675	573
Octobre	5.617			571			963			8.675	616
Novembre	5.587			483							
Décembre	5.537			624							

1. Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME ¹

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1964	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.112	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.212	1.646	91	131	106	86	42
1968 4 ^e trimestre	516	305	36	27	20	28	26
1969 1 ^{er} trimestre	397	212	30	22	17	28	21
2 ^e trimestre	1.895	1.382	115	104	94	75	41
3 ^e trimestre	5.601	4.441	194	371	192	164	63
4 ^e trimestre	533	325	37	30	25	31	27
1970 1 ^{er} trimestre	493	270	41	25	32	34	21
2 ^e trimestre	2.018	1.464	83	104	126	83	47
3 ^e trimestre	5.759	4.513	197	364	233	195	71
4 ^e trimestre	579	339	41	31	32	33	28
1969 Décembre	482	313	28	30	16	21	16
1970 Janvier	361	188	29	21	17	23	20
Février	367	189	29	21	19	25	20
Mars	750	433	64	33	59	55	24
Avril	1.317	984	62	34	74	43	31
Mai	1.975	1.382	98	113	142	71	50
Juin	2.763	2.026	89	166	161	134	61
Juillet	8.429	6.815	179	739	263	167	78
Août	7.044	5.536	304	293	289	325	68
Septembre	1.804	1.187	109	59	147	92	68
Octobre	677	360	46	36	56	43	43
Novembre	519	305	41	26	20	31	22
Décembre	542	352	36	30	20	24	18

¹ Y compris les nuitées du camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples ¹					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à sucursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage ²				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Gros-sistes en alimen-tation générale
1965 *	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169			
1966	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166			
1967	232	232	220	199	240	193	243	343	173	145	178			
1968	244	242	229	206	259	198	259	427	178	144	187			
1969	266	265	249	217	288	200	285	543	186	140	197			
1969 1 ^{er} trimestre	234	261	200	216	260	197	261	482	182	140	194			
2 ^e trimestre	263	258	269	218	274	201	286	527	188	143	200			
3 ^e trimestre	252	246	233	209	280	188	280	531	187	138	188			
4 ^e trimestre	316	294	294	226	337	213	312	631	188	140	207			
1970 1 ^{er} trimestre	257	288	217	232	277	197	276	620	191	134	195			
2 ^e trimestre	284	276	283	240	302	199	312	656	196	136	209			
3 ^e trimestre	276	269	239	233	315	188	308	665	197	133	201			
1969 Octobre	276	278	264	225	310	203	307	592						
Novembre	296	265	272	203	288	193	279	563						
Décembre	376	340	346	249	412	244	351	737						
1970 Janvier	259	286	220	249	274	205	270	623						
Février	237	273	186	221	274	186	267	590						
Mars	274	305	244	225	282	200	290	647						
Avril	281	293	260	227	300	198	313	662						
Mai	288	276	292	253	310	198	296	656						
Juin	284	259	296	240	296	202	327	649						
Juillet	294	276	268	249	341	188	307	675						
Août	255	258	204	205	286	186	298	667						
Septembre	280	274	246	245	318	190	320	656						
Octobre	200	306	328	251	358	212	321	730						

* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.
¹ Y compris les ventes en supermarchés à partir de 1965. — ² Articles de ménage et appareils ménagers.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1968 1 ^{er} semestre	1.655	1.023	142	490	20,30	8,42	5,64	6,24	8,84	4,12	2,24	2,48
2 ^e semestre	1.670	992	156	522	21,78	8,94	6,16	6,68	8,75	3,95	2,25	2,55
1969 1 ^{er} semestre	1.710	1.004	170	536	24,60	9,78	7,25	7,57	10,42	4,47	2,90	3,05
2 ^e semestre	1.715	1.026	173	516	25,37	10,08	7,75	7,54	9,29	3,89	2,60	2,80
1970 1 ^{er} semestre	1.687	1.006	174	507	25,30	9,81	8,29	7,20	8,66	3,56	2,69	2,41

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 8 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 8 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1968 1 ^{er} semestre	50	34	1	15	96,3	44,2	10,0	42,1
2 ^e semestre	49	31	2	16	94,8	42,1	10,6	42,1
1969 1 ^{er} semestre	51	33	2	16	124,1	63,4	14,7	46,0
2 ^e semestre	54	34	2	18	111,0	50,9	13,3	46,8
1970 1 ^{er} semestre	62	41	2	19	177,5	109,2	16,4	51,9

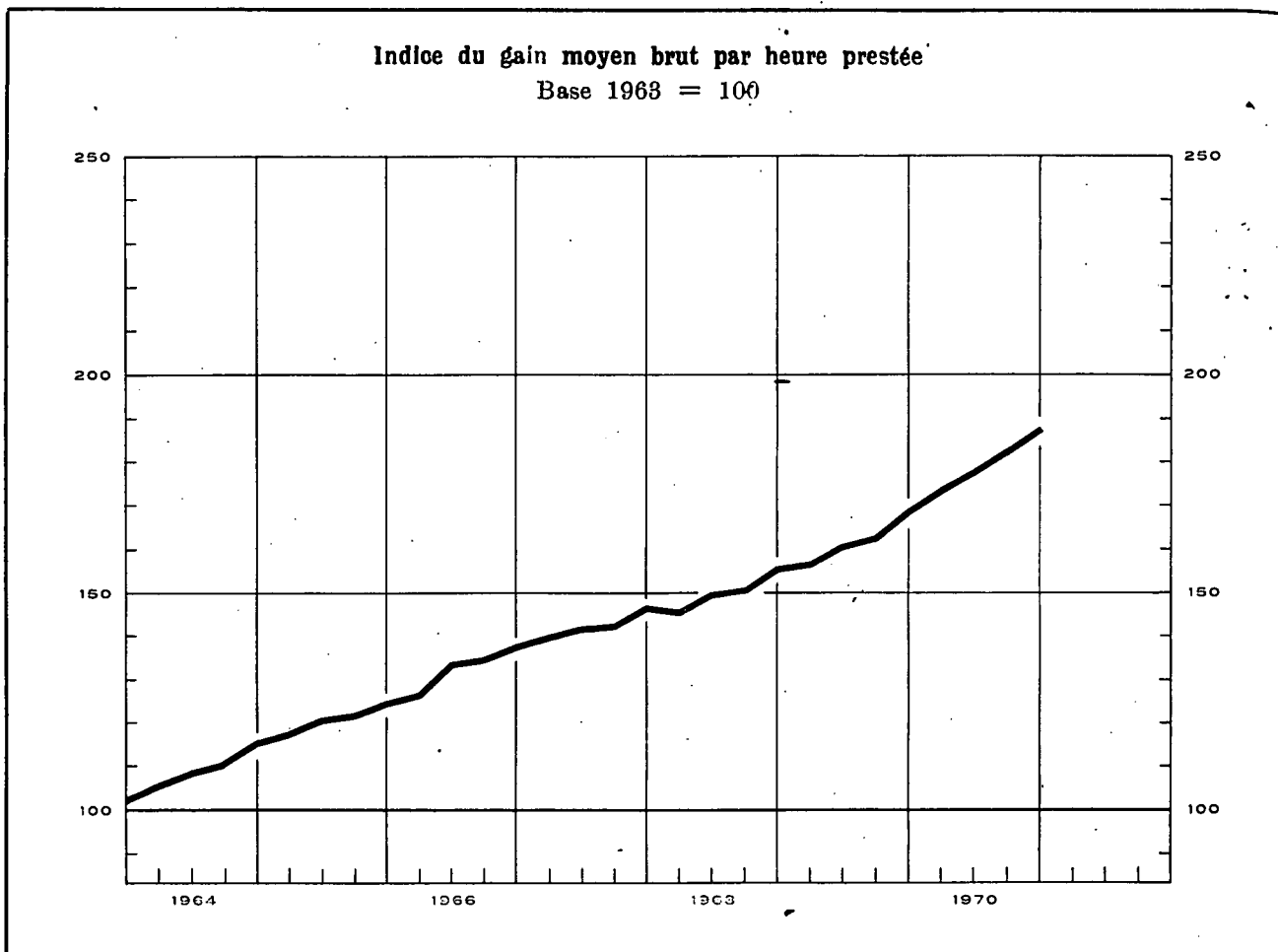
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélo-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipment professionnel autre que articles cités antérieurement (construc-tion, arrosant, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1968 1 ^{er} semestre	874	4,0	1,0	1,9	62,5	22,1	9,8	320,7	36,4	8,4	403,9	3,8
2 ^e semestre	843	4,0	0,9	2,3	53,5	20,0	9,8	319,1	39,7	8,4	380,3	5,6
1969 1 ^{er} semestre	821	4,8	1,0	2,2	72,7	22,0	10,0	247,2	45,0	8,4	404,7	3,5
2 ^e semestre	768	4,0	0,7	2,3	58,4	17,1	8,9	279,0	46,5	7,8	339,5	3,4
1970 1 ^{er} semestre	749	4,3	0,9	1,9	56,2	17,8	7,2	221,8	59,3	6,4	369,5	3,8
Crédit accordé (millions de francs)												
1968 1 ^{er} semestre	8.836	602	79	162	3.617	681	66	357	127	792	2.324	29
2 ^e semestre	8.753	548	73	255	3.193	620	83	434	121	834	2.552	40
1969 1 ^{er} semestre	10.417	786	88	221	4.419	723	76	297	126	1.012	2.627	42
2 ^e semestre	9.291	704	65	301	3.573	541	68	410	123	1.023	2.438	45
1970 1 ^{er} semestre	8.664	783	93	212	3.317	560	56	245	132	992	2.232	42
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1968 1 ^{er} semestre	100,0	6,8	0,9	1,8	41,0	7,7	0,7	4,1	1,4	9,0	26,3	0,3
2 ^e semestre	100,0	6,3	0,8	2,9	36,5	7,1	0,9	5,0	1,4	9,5	29,2	0,4
1969 1 ^{er} semestre	100,0	7,6	0,8	2,1	42,4	7,0	0,7	2,9	1,2	9,7	25,2	0,4
2 ^e semestre	100,0	7,6	0,7	3,2	38,5	5,8	0,7	4,4	1,3	11,0	26,3	0,5
1970 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,1	2,4	38,3	6,5	0,6	2,8	1,5	11,5	25,8	0,5

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — I.R.E.S. — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1963 = 100 *

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1964	111	110	111	115	113
1965	121	119	121	122	127
1966	133	131	133	131	140
1967	143	139	143	135	152
1968	150	146	151	140	161
1969	162	158	163	154	175
1970	181	174	182		197
1968 Sept.	151	148	152		161
1968 Déc.	156	150	154		167
1969 Mars	157	154	159		168
1969 Juin	161	156	162		173
1969 Sept.	163	160	165		176
1969 Déc.	169	162	168		183
1970 Mars	173	168	174		189
1970 Juin	178	173	180		194
1970 Sept.	183	177	185		200
1970 Déc.	190	180	189		206

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : F.I.B.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,6
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92	96,2	68,3	89,3	83,7	76,3
1969	89,10	102,4	67,8	93,7	85,0	78,0
1965 Sept.-Octobre	63,57	109,0	87,5	87,5	88,4	84,8
1966 Mars-Avril	66,75	108,2	87,5	87,5	86,8	82,5
1966 Sept.-Octobre	70,70	103,8	83,5	88,7	84,8	79,1
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,7	82,6	80,2
1967 Sept.-Octobre	77,09	99,4	80,6	90,1	82,9	79,4
1968 Mars-Avril	81,46	96,0	68,6	88,7	81,3	77,2
1968 Sept.-Octobre	84,38	96,5	67,9	89,9	86,8	76,5
1969 Mars-Avril	86,93	98,8	68,8	93,9	88,8	79,7
1969 Sept.-Octobre	91,26	110,8	67,8	93,6	79,0	78,6
1970 Mars-Avril	96,05	110,0	n.d.	95,8	80,9	87,3

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 275.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

4 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

* Pour convertir les indices base 1963 = 100 en indices base 1953 = 100 il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : col. (1) : 1,675; col. (2) : 1,008; col. (3) : 1,024; col. (5) : 1,761.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : Institut National de Statistique.

Groupe et branche d'industrie	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 octobre	1969 avril	1969 octobre	1970 avril
<i>Industries extractives</i> ¹ :							
Extraction de charbon (fond et surface)	56,62	60,57	64,11	67,49	69,48	70,47	80,53
Carrières	48,24	53,13	54,01	56,88	59,99	61,10	65,19
Total des industries extractives	55,84	59,68	62,97	66,20	68,35	69,35	78,61
<i>Industries manufacturières</i> :							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	40,29	43,47	45,59	48,74	51,30	53,30	55,82
Boissons	44,38	47,77	50,56	54,13	56,23	59,15	60,57
Tabac	37,06	41,06	43,60	47,00	51,02	51,93	55,28
Industries textiles	37,27	41,83	44,32	46,55	49,86	51,52	53,95
Chaussures, habillement	32,45	35,97	37,66	39,90	42,29	43,67	47,00
Bois (sauf meubles)	39,93	44,71	48,00	50,69	54,21	55,62	58,72
Industrie du meuble	42,17	46,75	49,18	53,16	55,65	58,19	59,97
Papier, articles en papier	43,58	47,88	50,88	53,17	56,79	59,82	63,49
Impressions et reliures	48,06	52,17	56,79	61,45	64,48	65,12	72,33
Cuir (sauf chaussures, habillement)	37,07	40,77	43,38	46,62	48,67	50,91	53,39
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	43,59	48,49	51,42	54,05	58,01	60,09	63,33
Industries chimiques	49,81	56,32	59,59	61,49	64,78	67,83	72,24
Industrie du pétrole	71,33	78,36	85,10	88,22	91,89	94,01	103,01
Produits minéraux non métalliques	45,88	50,98	53,46	56,02	59,96	61,56	66,74
Industries métallurgiques de base	54,96	59,55	62,98	66,23	70,19	72,94	77,34
Fabricat. métall., à l'excl. des machines et du matériel de transport	46,13	49,44	52,12	54,88	58,63	60,08	64,16
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	47,33	52,22	56,20	59,18	62,93	63,93	68,26
Industrie électrotechnique	43,99	48,80	51,19	54,46	57,15	60,11	63,37
Construction de matériel de transport ...	51,80	56,34	59,53	63,21	67,53	69,93	74,77
Total des industries manufacturières	44,03	48,58	51,36	54,22	57,57	59,54	63,26
dont : hommes	48,14	52,94	55,92	59,04	62,58	64,79	68,73
femmes	31,97	35,51	37,67	39,79	42,55	43,82	46,83
Construction ¹	47,30	52,82	55,71	57,89	61,06	62,22	66,56
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :							
Total (hommes + femmes)	45,60	50,01	52,84	55,60	58,85	60,62	64,78
dont : hommes	48,75	53,43	56,42	59,34	62,70	64,59	69,02

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — I.R.E.S. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. —
— Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Le coût de la main d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série,
no 52, 1969 (B.I.T.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX
1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Méridos 64S au Royaume- Uni	Coton aux Etats-Unis (15 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » prix n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	\$ par 100 lbs	d par lb.	£ par long ton		\$ par long ton	\$ par barrel
1962	2,16	34,0	94	33,60	23	234	897	29,4	2,89
1963	2,14	34,1	107	33,60	21	234	910	27,0	2,89
1964	2,22	46,7	105	32,20	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	2,10	44,7	92	30,40	21	409	1.413	35,2	2,89
1966	2,22	40,8	101	26,40	19	555	1.296	31,0	2,89
1967	2,19	37,8	94	23,00	16	418	1.229	27,0	2,88
1968	2,09	37,4	106	27,20	19	526	1.323	27,1	2,90
1969	2,04	40,8	99	25,45	24	621	1.451	31,5	3,00
1969 1 ^{er} trimestre	2,08	38,8	103	25,83	23	539	1.371	28,7	2,95
2 ^e trimestre	2,01	37,3	101	25,66	25	601	1.417	29,3	3,02
3 ^e trimestre	1,99	39,4	97	25,33	27	654	1.465	33,7	3,02
4 ^e trimestre	1,95	48,0	94	25,00	23	689	1.552	34,3	3,02
1970 1 ^{er} trimestre	1,95	52,6	92	24,87	23	699	1.584	43,8	3,02
2 ^e trimestre	1,91	53,9	90	25,20	20	666	1.546	43,5	3,02
3 ^e trimestre		55,8	84	25,50	18	538	1.495	40,7	
1969 Novembre	1,95	48,4	94	25,10	22	690	1.542	34,0	3,02
Décembre	1,95	48,8	93	25,00	22	719	1.616	35,0	3,02
1970 Janvier	1,95	52,3	93	24,80	24	677	1.601	40,0	3,02
Février	1,95	52,4	93	24,90	23	690	1.570	46,5	3,02
Mars	1,95	53,0	90	24,90	21	730	1.581	45,0	3,02
Avril	1,93	53,6	91	25,10	20	725	1.604	42,0	3,02
Mai	1,93	54,0	91	25,20	20	666	1.558	44,5	3,02
Juin	1,88	54,0	88	25,30	20	607	1.477	44,0	3,02
Juillet	1,86	54,7	88	25,60	19	568	1.458	40,5	3,02
Août	1,85	55,8	85	25,60	18	528	1.508	39,0	3,02
Septembre		57,0	80	25,30	18	519	1.519	42,5	
Octobre		57,8	74	25,10	17	478	1.529	44,0	
Novembre			78			452	1.507		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Schulze			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) ¹
			général	industriel	alimentaire	
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1967	88	89	100	105	91	115
1968	100	88	101	107	89	118
1969	108	96	104	111	91	112
1970	113	100	106	111	97	
1969 2 ^e trimestre	108	94	103	110	90	110
3 ^e trimestre	108	98	104	111	91	109
4 ^e trimestre	111	100	106	112	93	118
1970 1 ^{er} trimestre	113	103	107	113	93	
2 ^e trimestre	114	100	106	112	94	
3 ^e trimestre	113	100	105	110	95	
4 ^e trimestre	112	95	105	108	98	
1970 Février	113	104	107	113	93	
Mars	114	102	107	113	94	
Avril	115	101	107	113	94	
Mai	114	100	106	112	94	
Juin	113	99	105	110	94	
Juillet	114	99	105	109	94	
Août	113	99	105	110	95	
Septembre	113	101	105	110	97	
Octobre	113	97	105	108	98	
Novembre	112	94	105	108	98	
Décembre	111	93	104	108	97	
1971 Janvier	111	94	104	108	97	
Février	109	95	104	109	97	

¹ Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 *

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1962	103,2	100,8	106,9	95,2	103,8	107,6	98,1	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	107,0	117,9	97,5	105,4	110,0	96,3	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	109,9	126,7	96,0	110,9	113,9	103,7	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	113,2	131,2	98,5	111,5	113,8	105,6	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	118,2	134,0	104,8	113,5	115,0	109,3	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1967	113,2	118,1	134,8	104,2	112,0	115,0	103,7	105,2	116,9	90,7	111,9	154,9	98,6	112,6	121,2
1968	113,5	116,8	138,4	99,5	112,7	116,6	102,3	105,1	117,5	91,9	111,9	158,5	98,2	114,3	121,8
1969	119,1	126,4	143,2	112,3	117,3	120,4	107,6	107,2	125,6	93,3	113,9	162,7	101,1	122,3	125,5
1970	124,8	128,7	138,1	120,4	123,8	127,9	113,3	114,2	141,4	96,8	115,9	169,2	107,8	126,5	133,3
1969 2 ^e trimestre	118,6	126,6	145,6	110,8	116,7	119,5	107,3	106,6	122,9	93,3	113,3	163,3	100,9	121,6	124,5
1969 3 ^e trimestre	119,4	124,9	142,0	110,5	118,0	120,9	108,6	107,6	128,7	92,5	112,9	163,3	101,6	124,2	125,5
1969 4 ^e trimestre	121,6	129,9	140,2	120,5	119,6	122,9	109,7	108,1	132,4	93,9	114,9	164,7	102,0	125,2	128,3
1970 1 ^{er} trimestre	124,3	131,4	141,6	122,2	122,6	125,7	113,2	111,4	140,3	94,6	115,8	165,9	105,3	127,4	131,5
1970 2 ^e trimestre	125,1	130,6	139,8	123,0	123,7	126,6	115,4	113,2	142,6	96,6	114,9	167,7	108,6	127,1	132,0
1970 3 ^e trimestre	124,6	126,9	135,1	119,4	124,1	123,4	112,9	115,5	141,4	97,3	115,2	170,7	108,9	125,6	133,9
1970 4 ^e trimestre	125,1	125,9	135,7	117,0	124,8	130,7	111,7	116,8	140,2	98,7	117,6	172,4	108,5	125,9	135,7
1969 Mars	117,1	124,4	145,4	107,3	115,3	118,4	105,4	106,6	118,8	93,4	114,9	159,4	99,9	118,7	123,9
1969 Avril	118,6	127,4	144,8	112,7	116,5	119,2	107,3	106,3	121,2	93,7	114,8	163,3	100,9	120,4	124,9
1969 Mai	118,5	125,7	144,9	109,7	116,7	119,5	107,1	106,6	122,9	93,8	112,4	163,3	101,2	121,8	124,2
1969 Juin	118,7	126,6	147,0	109,9	116,8	119,7	107,5	106,9	124,7	92,5	112,6	163,3	100,7	122,5	124,4
1969 Juillet	118,7	123,8	141,4	109,0	117,5	120,2	108,5	107,7	126,4	92,5	112,7	163,3	101,7	123,5	124,5
1969 Août	119,6	124,8	143,3	109,5	118,3	121,1	109,0	107,7	130,0	92,7	112,0	163,3	101,9	124,5	125,6
1969 Septembre	119,9	126,0	141,3	112,9	118,3	121,4	108,4	107,5	129,6	92,2	114,0	163,3	101,2	124,5	126,4
1969 Octobre	120,2	126,7	136,4	117,9	118,6	121,9	108,6	107,3	129,5	93,3	114,4	164,7	101,0	124,1	127,4
1969 Novembre	121,5	130,9	141,7	121,3	119,3	122,4	109,8	108,3	131,0	93,7	115,1	164,7	101,9	125,1	127,6
1969 Décembre	123,1	132,0	142,6	122,4	120,9	124,4	110,6	108,6	136,8	94,7	115,1	164,7	103,0	126,4	130,0
1970 Janvier	123,8	131,8	142,0	122,6	121,9	125,4	111,4	110,3	138,0	94,6	115,8	165,3	104,4	126,6	131,0
1970 Février	124,3	130,4	140,3	121,6	122,8	125,9	113,6	112,0	140,9	94,5	115,9	166,2	105,6	127,7	131,8
1970 Mars	124,3	131,9	142,5	122,3	123,0	125,7	114,5	111,9	142,1	94,6	115,6	166,2	105,9	128,0	131,7
1970 Avril	125,3	132,0	140,6	126,0	123,7	126,2	116,2	113,2	143,1	96,1	115,6	166,2	108,1	127,7	131,9
1970 Mai	125,1	131,3	141,2	122,5	123,5	126,3	115,4	113,2	142,7	95,9	114,3	167,5	108,4	127,2	131,7
1970 Juin	124,8	128,6	137,4	120,5	123,9	127,4	114,5	113,3	142,1	97,8	114,8	169,4	109,4	126,4	132,4
1970 Juillet	124,9	128,1	136,5	120,4	124,1	127,9	114,1	114,7	142,0	97,5	115,0	169,9	110,1	125,8	132,9
1970 Août	124,5	126,6	134,3	119,4	124,0	128,5	112,2	114,9	141,1	97,7	115,1	171,1	108,5	125,4	134,0
1970 Septembre	124,5	126,0	134,5	118,3	124,1	128,7	112,4	117,0	141,1	96,6	115,6	171,1	108,0	125,5	134,7
1970 Octobre	124,6	125,2	133,9	117,3	124,4	131,7	110,6	117,0	140,8	97,7	115,6	171,9	108,1	125,5	135,3
1970 Novembre	125,4	126,6	137,4	116,9	125,0	130,0	112,6	116,8	140,1	99,2	118,5	171,9	109,0	126,0	135,8
1970 Décembre	125,2	125,9	135,8	116,9	125,0	130,3	111,8	116,7	139,7	99,1	118,8	173,3	108,3	126,2	136,1
1971 Janvier 1	123,7	127,4	144,2	113,2	122,7	128,3	109,6	117,7	137,0	98,0	112,5	173,1	107,7	123,3	133,1
1971 Janvier 2	139,7	134,8	152,9	119,5	140,9	147,8	124,3	132,5	159,4	108,9	131,5	204,3	119,4	143,5	154,5
1971 Février 1	123,3	123,2	138,2	110,5	123,3	129,1	109,6	118,4	137,5	98,0	112,9	177,5	108,9	123,5	133,4
1971 Février 2	139,2	130,3	146,4	116,6	141,4	148,8	123,7	133,0	160,0	108,8	131,9	209,6	120,5	143,8	154,9

* Indices base originale 1980-88 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

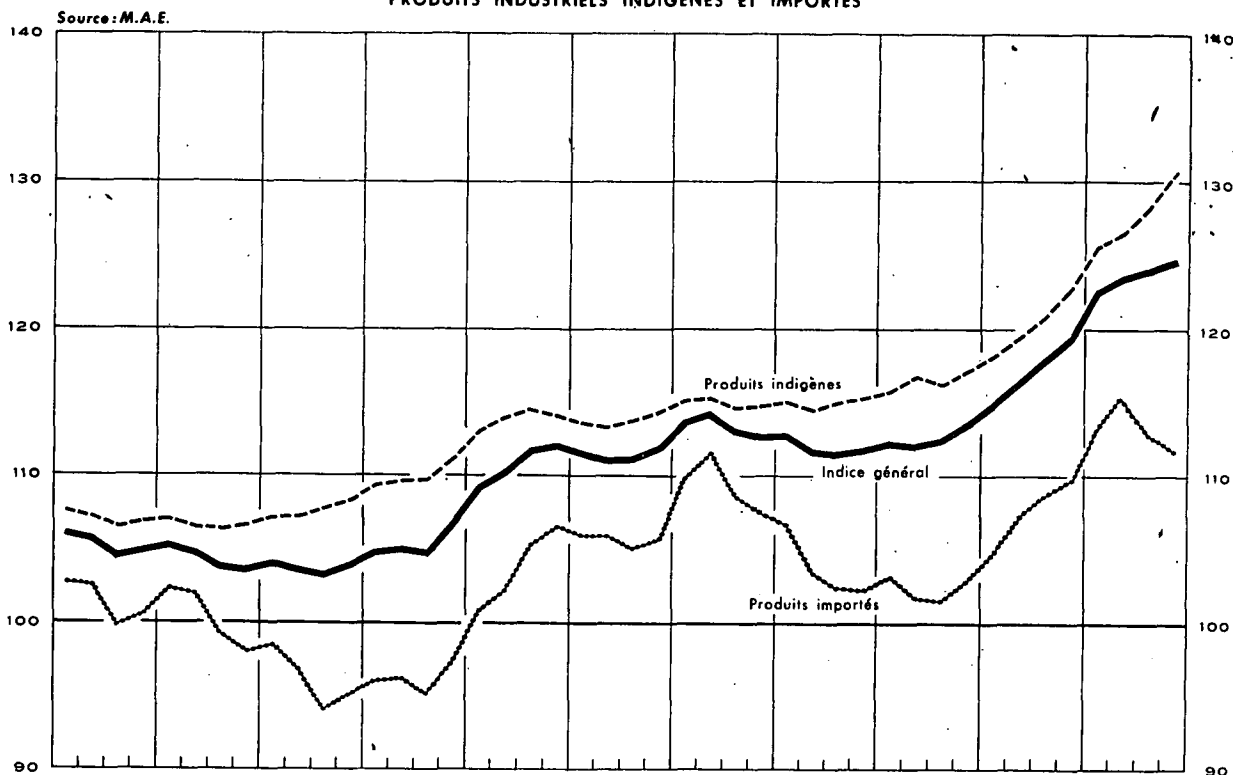
1 Non compris la taxe sur la valeur ajoutée.

2 Y compris la taxe sur la valeur ajoutée.

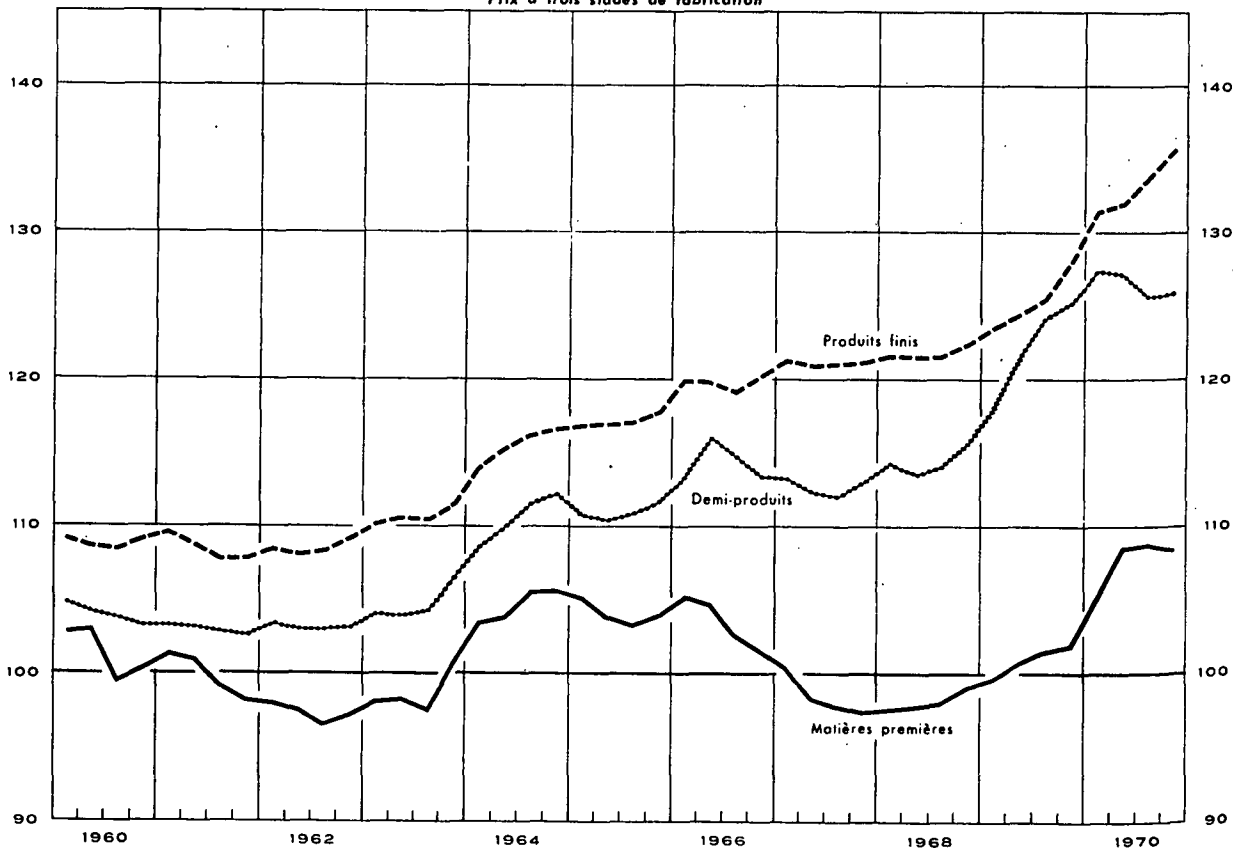
VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1958 = 100

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES



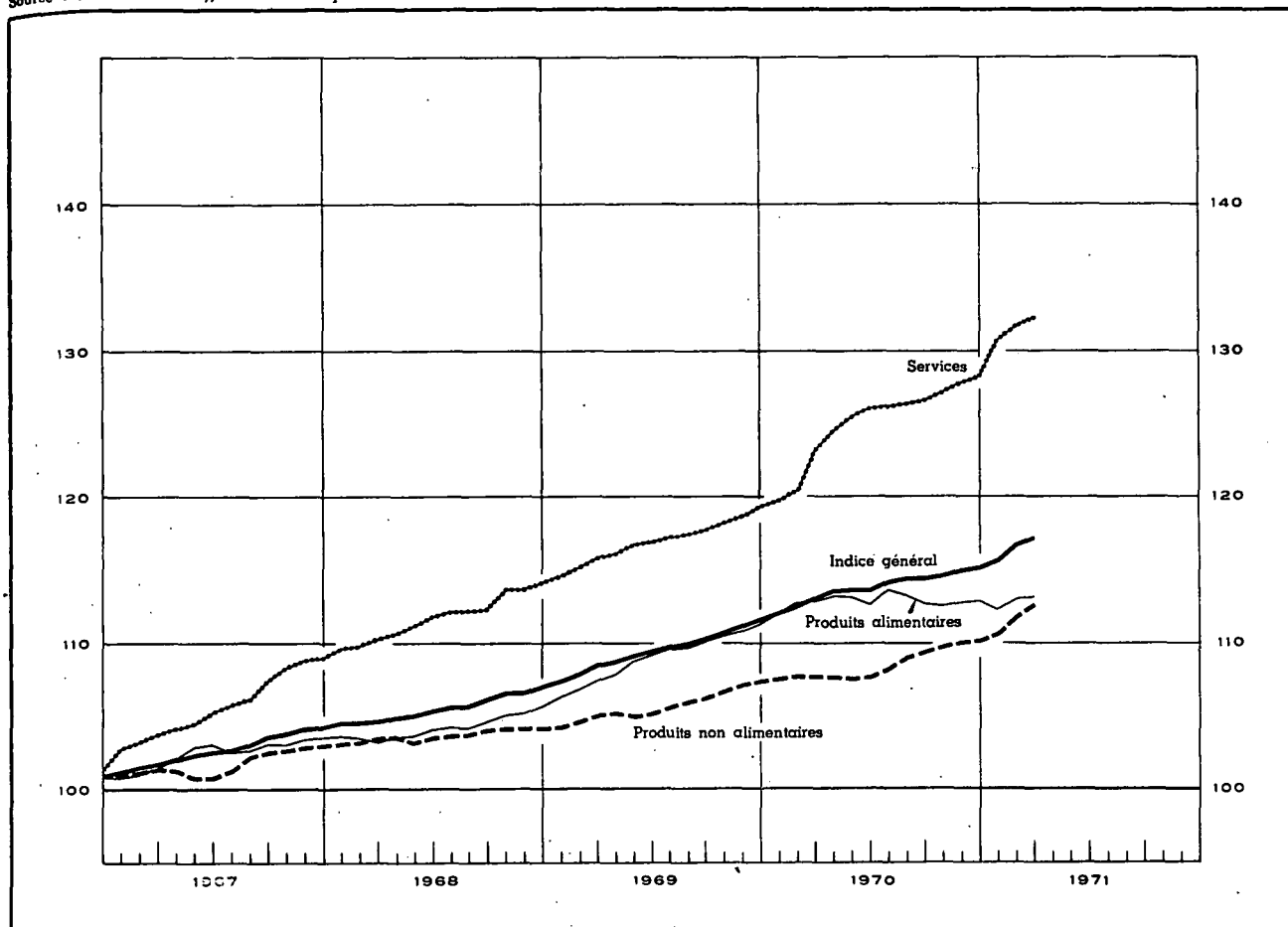
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971
1966	100,00		100,00		100,00		100,00	
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968	105,69		104,28		103,81		111,79	
1969	109,66		109,10		105,81		116,97	
1970	113,94		112,90		108,64		125,17	
1 ^{er} trimestre	112,67	116,60	112,57	112,84	107,80	111,70	121,14	131,58
2 ^e trimestre	113,67		113,04		107,77		125,38	
3 ^e trimestre	114,44		113,21		108,95		126,44	
4 ^e trimestre	114,99		112,79		110,05		127,74	
Janvier	112,22	115,83	112,17	112,38	107,68	110,69	119,82	130,74
Février	112,57	116,74	112,67	113,00	107,90	111,84	120,39	131,66
Mars	113,21	117,23	112,88	113,13	107,81	112,56	123,21	132,33
Avril	113,64		113,24		107,83		124,53	
Mai	113,66		113,16		107,65		125,53	
Juin	113,70		112,72		107,83		126,07	
Juillet	114,29		113,56		108,33		126,27	
Août	114,53		113,32		109,02		126,41	
Septembre	114,50		112,75		109,51		126,63	
Octobre	114,70		112,59		109,89		127,17	
Novembre	115,04		112,83		110,08		127,85	
Décembre	115,23		112,95		110,17		128,20	

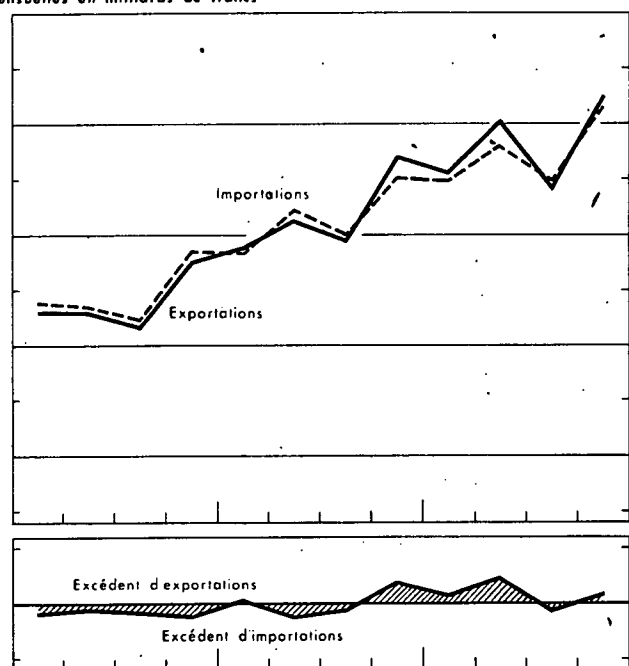
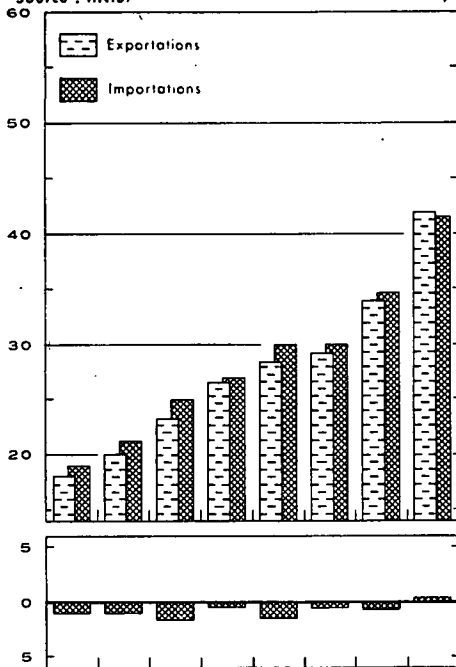
Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — I.R.E.S. — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin de la Fédération des Industries Belges. — Journaux financiers : Agéfi, Het Financieel Dagblad, The Financial Times, Le Nouveau Journal.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

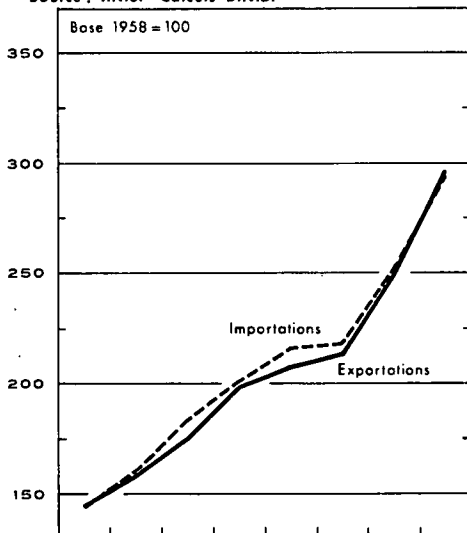
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

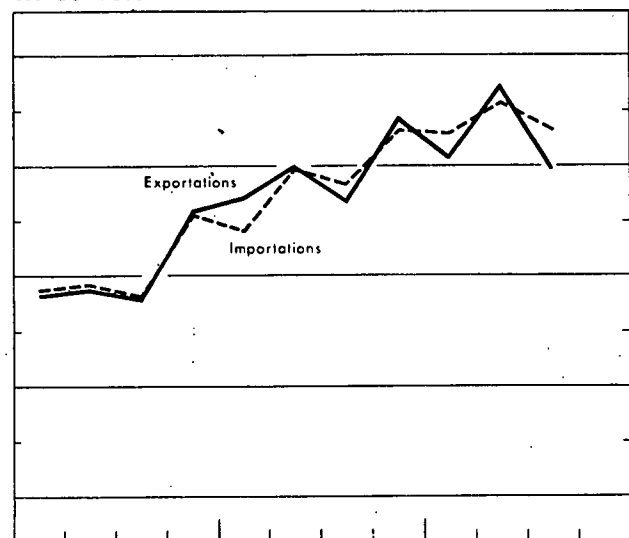
Source : I.N.S.



Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.

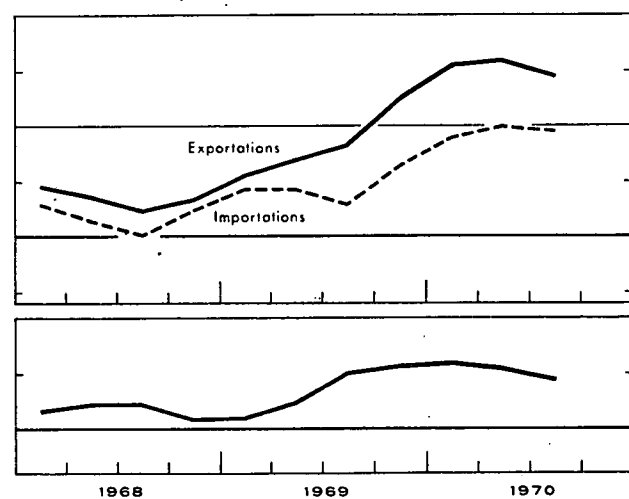
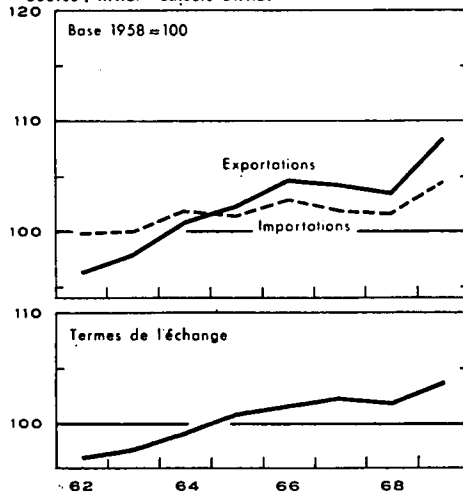


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S.- Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	218,3	214,3	101,9	104,4	102,5
1968	34,7	34,0	- 0,7	98	252,6	250,3	101,7	103,6	101,9
1969	41,6	41,9	+ 0,3	101	294,0	296,9	104,6	108,5	103,7
1970 p	47,3	48,4	+ 1,1	102					
1968 4 ^e trimestre	38,7	37,7	- 1,0	97	278,3	280,3	102,5	103,4	100,9
1969 1 ^{er} trimestre	38,5	39,1	+ 0,6	102	271,3	286,1	104,4	105,5	101,1
2 ^e trimestre	42,5	41,4	- 1,1	97	298,6	299,9	104,4	107,1	102,6
3 ^e trimestre	40,2	39,7	- 0,5	99	292,3	284,6	103,1	108,5	105,2
4 ^e trimestre	45,4	47,6	+ 2,2	104	316,8	321,4	106,5	112,7	105,8
1970 1 ^{er} trimestre	44,9	45,6	+ 0,7	102	314,9	304,0	109,0	115,6	106,1
2 ^e trimestre	47,6	50,4	+ 2,8	106	328,4	337,0	110,0	116,0	105,5
3 ^e trimestre	45,1	44,6	- 0,5	99	316,9	299,9	109,6	114,6	104,6
4 ^e trimestre p	51,8	52,9	+ 1,1	102					
1969 12 mois	41,6	41,9	+ 0,3	101	294,8	298,0	104,6	108,4	103,7
1970 1 ^{er} mois	39,8	43,8	+ 4,0	110					
2 premiers mois	43,6	43,9	+ 0,3	101					
3 premiers mois	44,9	45,6	+ 0,7	102	314,9	304,0	109,0	115,6	106,1
4 premiers mois	46,4	47,7	+ 1,3	103					
5 premiers mois	45,8	47,6	+ 1,8	104					
6 premiers mois	46,3	48,0	+ 1,7	104	321,7	320,5	109,5	115,8	105,8
7 premiers mois	46,3	48,3	+ 2,0	104					
8 premiers mois	45,5	46,6	+ 1,1	102					
9 premiers mois	45,9	46,9	+ 1,0	102	320,1	313,6	109,5	115,4	105,4
10 premiers mois	46,5	47,6	+ 1,1	102					
11 premiers mois p	46,7	47,7	+ 1,0	102					
12 mois p	47,3	48,4	+ 1,1	102					
1971 1 ^{er} mois p	42,8	44,1	+ 1,3	103					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrics métal- liques	Produits sidérur- giques	Textiles	Produits chimi- ques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pétro- lière	Indus- tries alimen- taires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caout- chouc	Carriè- res	Matér. de const. à base de cime- nt et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillère	Céra- miques	Ciments	Divers	Total
1964	5,85	3,75	3,56	1,65	1,84	0,84	1,17	0,65	0,61	0,45	0,37	0,57	0,24	0,14	0,16	0,12	0,07	0,27	0,08	0,08	0,82	23,29
1965	7,07	4,13	3,78	2,02	2,22	1,16	1,22	0,69	0,72	0,54	0,43	0,58	0,27	0,16	0,17	0,12	0,10	0,18	0,08	0,09	0,86	26,59
1966	7,34	3,95	4,17	2,19	2,81	1,22	1,50	0,67	0,81	0,63	0,49	0,61	0,30	0,18	0,17	0,13	0,10	0,12	0,07	0,07	0,92	28,45
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1968 3 ^e trimestre	7,64	4,64	3,99	3,14	3,05	1,57	1,67	1,01	0,45	0,78	0,59	0,70	0,30	0,22	0,21	0,16	0,14	0,11	0,08	0,07	0,92	31,94
4 ^e trimestre	9,55	5,04	5,09	3,69	3,15	1,99	1,84	1,11	1,07	0,96	0,80	0,85	0,33	0,26	0,21	0,17	0,20	0,15	0,10	0,06	1,09	37,71
1969 1 ^{er} trimestre	9,94	5,44	5,20	3,80	3,36	2,14	1,84	1,30	1,13	0,99	0,78	0,75	0,41	0,27	0,18	0,14	0,13	0,11	0,09	0,05	1,03	39,08
2 ^e trimestre	11,49	5,66	5,25	3,92	3,50	1,88	1,71	1,21	1,22	1,06	0,83	0,82	0,40	0,29	0,22	0,17	0,12	0,11	0,10	0,07	1,34	41,37
3 ^e trimestre	9,96	5,53	4,66	3,92	4,11	1,99	1,61	1,50	1,25	1,02	0,74	0,79	0,40	0,29	0,22	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,15	39,72
4 ^e trimestre	12,47	7,23	5,77	4,44	4,34	2,52	2,57	1,08	1,38	1,24	0,89	0,84	0,43	0,33	0,22	0,20	0,13	0,13	0,11	0,07	1,18	47,57
1970 1 ^{er} trimestre	11,82	7,45	5,18	4,44	4,56	2,33	1,79	1,03	1,42	1,17	0,75	0,77	0,43	0,32	0,19	0,15	0,11	0,08	0,10	0,06	1,48	45,63
2 ^e trimestre	14,63	7,53	5,68	5,05	4,57	2,36	1,62	0,99	1,57	1,31	0,93	0,96	0,41	0,35	0,24	0,21	0,13	0,13	0,12	0,09	1,53	50,41
3 ^e trimestre	11,27	6,73	4,96	4,80	3,98	2,39	1,79	1,19	1,39	1,13	0,85	0,88	0,36	0,29	0,25	0,22	0,13	0,18	0,12	0,08	1,57	44,56
1969 11 premiers mois	10,82	5,86	5,19	3,98	3,78	2,08	1,88	1,29	1,23	1,06	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,45
12 mois	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970 1 ^{er} mois	11,31	7,61	4,52	4,28	4,82	2,26	1,51	1,10	1,28	1,07	0,66	0,72	0,38	0,31	0,18	0,13	0,11	0,10	0,08	0,06	1,34	43,83
2 premiers mois	11,50	7,38	4,75	4,46	4,43	2,21	1,56	1,12	1,29	1,10	0,69	0,73	0,40	0,31	0,18	0,13	0,11	0,09	0,09	0,05	1,37	43,95
3 premiers mois	11,82	7,45	5,18	4,44	4,56	2,33	1,79	1,03	1,42	1,17	0,75	0,77	0,43	0,32	0,19	0,15	0,11	0,08	0,10	0,06	1,48	45,63
4 premiers mois	12,53	7,74	5,50	4,69	4,67	2,40	1,81	1,00	1,46	1,24	0,80	0,83	0,43	0,34	0,20	0,16	0,12	0,09	0,10	0,07	1,55	47,73
5 premiers mois	12,85	7,59	5,38	4,74	4,59	2,34	1,79	0,94	1,46	1,23	0,81	0,84	0,41	0,33	0,21	0,17	0,11	0,10	0,10	0,07	1,51	47,57
6 premiers mois	13,23	7,49	5,43	4,75	4,57	2,34	1,71	1,01	1,49	1,24	0,84	0,86	0,42	0,34	0,21	0,18	0,12	0,10	0,11	0,08	1,50	48,02
7 premiers mois	13,31	7,51	5,40	4,81	4,56	2,37	1,70	1,02	1,49	1,23	0,85	0,87	0,42	0,34	0,22	0,19	0,12	0,11	0,11	0,08	1,57	48,28
8 premiers mois	12,56	7,28	5,19	4,70	4,40	2,32	1,72	1,04	1,45	1,18	0,82	0,84	0,40	0,32	0,22	0,18	0,12	0,12	0,11	0,08	1,51	46,56
9 premiers mois	12,57	7,24	5,27	4,76	4,37	2,36	1,74	1,07	1,46	1,20	0,84	0,87	0,40	0,32	0,23	0,19	0,12	0,13	0,11	0,08	1,54	46,87
10 premiers mois	12,80	7,30	5,39	4,80	4,37	2,45	1,77	1,09	1,47	1,22	0,87	0,90	0,41	0,33	0,23	0,20	0,12	0,14	0,11	0,08	1,55	47,60
11 premiers mois	12,89	7,20	5,40	4,82	4,30	2,48	1,84	1,11	1,48	1,22	0,88	0,91	0,41	0,33	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,56	47,73

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Pour une analyse du commerce extérieur de 1969 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XLVe année, vol II, no 8, septembre 1970.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ³	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques ¹	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables ²
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1969	27.944	10.149	2.028	2.539	2.407	526	298	427	172	686	238	2.010	475	1.188	2.198	781	1.822	8.529	1.150	1.604	848	4.927	5.095	52	41.620
1968 4 ^e trimestre	25.812	8.804	2.003	2.651	2.204	490	266	418	175	606	171	1.925	606	1.131	1.987	711	1.664	8.019	1.074	1.540	847	4.558	4.704	191	38.726
1969 1 ^{er} trimestre	25.994	8.824	2.115	2.477	2.498	349	337	383	171	547	186	2.006	582	1.122	2.026	674	1.697	8.092	1.056	1.526	796	4.714	4.282	86	38.454
2 ^e trimestre	28.645	10.167	2.124	2.492	2.906	491	326	432	184	706	252	1.951	427	1.255	2.274	793	1.865	8.569	1.180	1.606	840	4.943	5.238	42	42.494
3 ^e trimestre	26.827	10.347	1.814	2.234	1.830	674	232	437	158	694	227	2.137	401	1.066	2.083	771	1.722	8.248	1.099	1.502	818	4.829	5.047	37	40.159
4 ^e trimestre	30.311	11.260	2.060	2.952	2.394	589	297	456	177	799	287	1.946	489	1.310	2.407	886	2.002	9.206	1.263	1.783	936	5.224	5.813	41	45.371
1970 1 ^{er} trimestre	30.062	11.660	2.116	3.030	1.464	409	326	473	179	692	237	1.896	588	1.536	2.437	913	2.106	9.109	1.144	1.646	931	5.388	5.687	60	44.918
2 ^e trimestre	31.625	12.449	2.060	2.941	1.820	485	285	543	201	875	311	1.866	498	1.518	2.594	990	2.189	9.572	1.309	1.936	977	5.350	6.359	52	47.608
3 ^e trimestre	29.979	11.829	1.654	2.952	1.290	623	220	508	166	819	256	2.360	492	1.419	2.353	970	2.068	8.963	1.247	1.611	979	5.126	6.045	58	45.045

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

¹ Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

² Rubrique modifiée, en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

³ Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1968		1969				1970		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	
IMPORTATIONS (G.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																		
Biens de production	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	99,2	99,2	101,9	99,6	101,7	102,3	100,2	103,6	107,4	108,2	106,8	
Biens de consommation	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	104,6	103,3	106,3	104,6	106,6	106,0	105,1	107,7	110,6	108,0	110,0	
Biens d'équipement	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	112,1	113,0	116,8	115,3	116,7	113,7	116,2	121,2	115,2	124,0	124,7	
Ensemble ...	99,9	99,5	100,1	101,9	101,4	103,0	101,9	101,7	104,6	102,5	104,4	104,4	103,1	106,5	109,0	110,0	109,6	
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																		
Sidérurgie	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	91,4	89,9	99,1	90,2	91,2	93,7	99,7	110,7	118,5	121,7	120,2	
Fabrications métalliques	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	112,1	108,2	111,3	111,5	110,7	116,3	118,6	119,8	120,8	
Métaux non ferreux	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	159,4	171,0	188,4	161,8	170,7	179,9	193,2	205,7	216,1	216,8	197,4	
Textiles	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	104,7	99,8	101,3	99,4	101,0	101,3	100,8	101,8	102,7	100,7	100,7	
Produits chimiques	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	94,3	93,3	94,0	93,2	94,2	92,6	93,8	95,6	94,2	94,8	93,4	
Industrie houillère	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	71,9	77,0	86,2	78,4	81,1	82,2	88,1	93,2	108,1	116,5	136,6	
Industrie pétrolière	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	74,5	74,8	72,1	71,0	72,7	71,1	73,1	71,0	69,7	70,0	69,3	
Verres et glaces	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	105,2	102,7	102,0	102,3	103,3	103,0	104,3	101,4	101,1	95,1	93,1	
Produits agricoles	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	114,4	113,0	124,6	120,8	126,6	126,8	124,8	122,2	120,9	118,4	118,9	
Ciments	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	100,8	98,5	90,7	97,4	94,7	90,9	91,8	86,9	92,1	96,2	98,5	
Carrières	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	100,6	101,6	106,2	101,9	105,7	106,2	105,9	107,9	111,1	110,1	110,0	
Céramiques	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	116,1	119,4	118,1	121,6	119,2	118,3	120,5	114,4	122,2	124,8	129,4	
Bois et meubles	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	113,2	109,7	111,7	108,6	111,1	109,2	110,9	115,5	118,3	119,3	115,8	
Peaux, cuirs et chaussures	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	119,3	113,7	126,8	114,2	122,7	131,3	126,9	126,4	129,8	120,0	123,8	
Papier et livres	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,5	95,0	96,9	100,5	96,5	97,6	96,8	97,0	100,8	103,2	100,0	
Tabacs manufacturés	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	120,1	134,6	131,1	139,0	134,6	131,0	132,2	126,9	132,4	133,2	134,1	
Caoutchouc	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	82,5	82,7	80,0	83,9	81,0	80,7	79,6	79,0	81,4	79,8	82,1	
Industries alimentaires	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,8	94,8	98,9	95,8	97,5	100,1	93,2	102,0	101,3	104,0	101,7	
Divers	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	78,8	83,0	96,9	87,0	80,3	88,3	102,9	96,5	99,8	107,6	110,7	
Ensemble ...	97,8	96,4	97,9	101,1	102,4	104,8	104,4	103,6	108,5	103,4	105,5	107,1	108,5	112,7	115,6	116,0	114,6	
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																		
Ensemble ...	97,9	96,9	97,8	99,2	101,0	101,7	102,5	101,9	103,7	100,9	101,1	102,6	105,2	105,8	106,1	105,5	104,6	

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1968					1970		
										4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	209,6	248,0	289,2	275,6	267,3	290,7	287,7	310,7	308,6	317,5	310,6
Biens de consommation	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	240,9	272,9	315,2	300,6	301,3	322,0	311,1	341,7	330,0	351,8	326,9
Biens d'équipement	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	234,7	250,9	294,1	266,1	249,1	310,9	294,3	316,6	335,0	360,0	345,9
Ensemble ...	132,3	144,6	160,5	184,4	201,5	216,4	218,3	252,6	294,0	278,3	271,3	298,6	292,3	316,8	314,9	328,4	316,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	173,4	198,5	224,9	209,6	222,7	225,7	207,0	244,4	235,0	231,2	209,4
Fabrications métalliques	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	259,5	297,4	372,0	335,8	343,8	395,5	346,8	401,8	378,0	461,3	354,9
Métaux non ferreux	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	179,3	204,2	219,5	211,0	212,8	209,3	231,2	228,7	228,5	227,8	217,5
Textiles	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	199,7	236,4	279,9	279,8	279,7	281,3	250,6	307,8	274,3	306,8	267,6
Produits chimiques	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	241,1	312,0	390,0	362,1	368,5	390,9	383,1	428,4	418,1	471,5	450,8
Industrie houillère	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	51,6	40,9	37,4	53,6	37,9	36,2	36,6	38,9	21,7	29,9	38,1
Industrie pétrolière	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	170,4	236,3	327,7	291,9	331,5	316,6	385,9	285,0	274,6	261,5	317,5
Verres et glaces	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	208,9	239,6	256,4	273,9	237,7	257,6	243,9	263,8	248,7	327,9	309,7
Produits agricoles	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	273,4	314,7	347,7	344,5	363,5	319,7	333,3	428,6	410,3	407,5	419,0
Ciments	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	106,3	109,6	113,4	98,4	88,8	117,7	121,1	126,4	105,0	147,5	131,4
Carrières	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	221,7	238,1	245,7	255,2	217,9	254,8	264,5	255,2	209,3	268,6	283,5
Céramiques	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	232,5	248,3	300,9	290,6	268,4	313,1	287,0	331,7	278,0	337,0	325,0
Bois et meubles	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	521,6	644,2	812,3	820,5	789,8	852,9	742,1	868,4	710,8	874,0	818,0
Peaux, cuirs et chaussures	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	227,8	250,8	304,0	272,0	312,7	292,4	297,2	328,3	310,4	320,1	277,6
Papier et livres	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	292,2	368,5	480,9	403,8	444,0	468,4	458,0	553,5	502,5	545,8	487,2
Tabacs manufacturés	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	374,5	424,7	375,4	549,8	375,9	366,9	375,4	385,2	328,9	368,6	384,4
Caoutchouc	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	300,9	363,5	478,7	398,1	442,7	464,2	463,1	548,9	516,0	578,7	461,9
Industries alimentaires	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	312,9	365,2	445,2	400,8	411,9	432,4	470,4	481,0	496,4	534,7	488,8
Divers	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	206,5	214,8	215,0	220,7	223,4	236,3	204,3	223,2	228,5	258,0	251,6
Ensemble ...	130,0	145,1	157,9	175,7	199,1	207,9	214,3	250,3	296,9	280,3	286,1	299,9	284,6	321,4	304,0	337,0	299,9

* Voir N. B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,38	+ 2,46
1968 4 ^e trimestre	8,35	8,02	- 0,33	6,46	7,77	+ 1,31	5,60	7,68	+ 2,08
1969 1 ^{er} trimestre	8,28	8,69	+ 0,41	6,58	8,47	+ 1,89	5,74	7,75	+ 2,01
2 ^e trimestre	9,56	8,92	- 0,64	6,88	8,80	+ 1,92	6,16	8,12	+ 1,96
3 ^e trimestre	9,91	9,41	- 0,50	5,80	8,00	+ 2,20	5,48	7,61	+ 2,13
4 ^e trimestre	10,88	11,40	+ 0,52	7,22	9,99	+ 2,77	6,37	8,98	+ 2,61
1970 1 ^{er} trimestre	10,30	11,20	+ 0,90	7,92	8,91	+ 0,99	6,78	8,54	+ 1,76
2 ^e trimestre	10,67	12,33	+ 1,66	8,31	10,16	+ 1,85	7,05	10,23	+ 3,18
3 ^e trimestre	10,83	11,26	+ 0,43	7,38	8,86	+ 1,48	6,36	8,60	+ 2,24
4 ^e trimestre	12,41	12,86	+ 0,45	8,85	10,40	+ 1,55	7,48	10,15	+ 2,67
1969 12 mois	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970 1 ^{er} mois	8,15	10,57	+ 2,42	7,27	8,60	+ 1,33	6,30	8,11	+ 1,81
2 premiers mois	10,25	10,56	+ 0,31	7,41	8,54	+ 1,13	6,47	8,19	+ 1,72
3 premiers mois	10,30	11,20	+ 0,90	7,92	8,91	+ 0,99	6,78	8,54	+ 1,76
4 premiers mois	10,55	11,76	+ 1,21	8,15	9,34	+ 1,19	6,97	9,12	+ 2,15
5 premiers mois	10,30	11,66	+ 1,36	7,92	9,36	+ 1,44	7,00	9,22	+ 2,22
6 premiers mois	10,48	11,76	+ 1,28	8,11	9,54	+ 1,43	6,92	9,38	+ 2,46
7 premiers mois	10,68	11,93	+ 1,25	8,00	9,61	+ 1,61	6,70	9,36	+ 2,66
8 premiers mois	10,43	11,54	+ 1,11	7,82	9,22	+ 1,40	6,71	8,93	+ 2,22
9 premiers mois	10,60	11,60	+ 1,00	7,87	9,31	+ 1,44	6,73	9,12	+ 2,39
10 premiers mois	10,72	11,73	+ 1,01	8,00	9,43	+ 1,43	6,86	9,23	+ 2,37
11 premiers mois	10,82	11,77	+ 0,95	8,03	9,46	+ 1,43	6,90	9,22	+ 2,32
12 mois	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,38	+ 2,46
Moyennes mensuelles	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1969	1,68	1,80	+ 0,12	23,89	28,33	+ 4,44	29,35	33,79	+ 4,44
1970	1,78	2,27	+ 0,49	27,86	33,14	+ 5,28	33,61	39,42	+ 5,81
1968 4 ^e trimestre	1,61	1,57	- 0,04	22,02	25,04	+ 3,02	27,14	29,62	+ 2,48
1969 1 ^{er} trimestre	1,71	1,61	- 0,10	22,32	26,52	+ 4,20	27,67	31,73	+ 4,06
2 ^e trimestre	1,69	1,74	+ 0,05	24,28	27,59	+ 3,31	29,80	32,86	+ 3,06
3 ^e trimestre	1,78	1,69	- 0,09	22,97	26,71	+ 3,74	27,77	31,88	+ 4,11
4 ^e trimestre	1,52	2,16	+ 0,64	25,99	32,53	+ 6,54	32,14	38,70	+ 6,56
1970 1 ^{er} trimestre	1,80	2,11	+ 0,31	26,80	30,76	+ 3,96	32,12	37,10	+ 4,98
2 ^e trimestre	1,77	2,60	+ 0,83	27,80	35,32	+ 7,52	33,75	41,69	+ 7,94
3 ^e trimestre	1,79	2,09	+ 0,30	26,36	30,81	+ 4,45	31,68	36,31	+ 4,63
4 ^e trimestre	1,76	2,29	+ 0,53	30,50	35,70	+ 5,20	36,88	42,57	+ 5,69
1969 12 mois	1,68	1,80	+ 0,12	23,89	28,33	+ 4,44	29,35	33,79	+ 4,44
1970 1 ^{er} mois	1,55	1,91	+ 0,36	23,27	29,19	+ 5,92	28,70	35,50	+ 6,80
2 premiers mois	1,66	1,98	+ 0,32	25,79	29,27	+ 3,48	31,15	35,54	+ 4,39
3 premiers mois	1,80	2,11	+ 0,31	26,80	30,76	+ 3,96	32,12	37,10	+ 4,98
4 premiers mois	1,87	2,34	+ 0,47	27,54	32,56	+ 5,02	33,00	39,04	+ 6,04
5 premiers mois	1,78	2,31	+ 0,53	27,00	32,55	+ 5,55	32,44	38,90	+ 6,46
6 premiers mois	1,79	2,36	+ 0,57	27,30	33,04	+ 5,74	32,93	39,40	+ 6,47
7 premiers mois	1,80	2,40	+ 0,60	27,18	33,30	+ 6,12	32,80	39,59	+ 6,79
8 premiers mois	1,80	2,31	+ 0,51	26,76	32,00	+ 5,24	32,22	38,09	+ 5,87
9 premiers mois	1,79	2,27	+ 0,48	26,99	32,30	+ 5,31	32,52	38,37	+ 5,85
10 premiers mois	1,81	2,27	+ 0,46	27,39	32,66	+ 5,27	33,01	38,83	+ 5,82
11 premiers mois	1,79	2,26	+ 0,47	27,54	32,71	+ 5,17	33,23	38,87	+ 5,64
12 mois	1,78	2,27	+ 0,49	27,86	33,14	+ 5,28	33,61	39,42	+ 5,81

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1961	1965	1966	1967	1968	1969	1970 p			
							Recettes	Dépenses	Sal	
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations ¹	- 8,7	- 2,6	- 16,6	- 3,9	- 12,1	- 4,6	466,1	442,7	+ 23,4	
1.12 Travail à façon	+ 5,2	+ 6,6	+ 8,1	+ 7,8	+ 8,7	+ 9,8	14,6	4,0	+ 10,6	
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	+ 3,4	+ 4,8	5,0	—	+ 5,0	
1.2 Or non monétaire	- 0,8	- 2,0	- 1,5	- 2,4	- 1,3	- 0,4	0,6	0,5	+ 0,1	
1.3 Frets ²	- 0,4	- 0,3	- 0,2	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,7	20,3	18,8	+ 1,5	
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ²	- 0,1	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,1	0,8	0,8	—	
1.5 Autres frais de transport	+ 1,0	+ 1,1	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,5	- 0,1	8,0	8,1	- 0,1	
1.6 Déplacements à l'étranger	- 3,4	- 4,1	- 4,5	- 6,4	- 6,2	- 6,9	17,4	23,4	- 6,0	
1.7 Revenus d'investissements	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,7	+ 0,8	42,8	39,7	+ 3,1	
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 1,1	10,6	9,8	+ 0,8	
1.9 Autres :										
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	+ 4,2	+ 4,5	7,0	3,2	+ 3,8	
1.92 Autres	+ 0,5	+ 1,3	+ 0,9	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,4	44,4	42,6	+ 1,8	
Total 1	- 0,4	+ 8,1	- 2,9	+ 13,3	+ 5,0	+ 10,0	637,6	593,6	+ 44,0	
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	+ 1,5	+ 2,2	+ 0,5	9,9	8,8	+ 1,1	
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,7	- 3,0	- 3,5	- 4,7	- 5,4	- 6,3	0,7	8,6	- 7,9	
Total 2	+ 0,3	- 0,5	- 1,9	- 3,2	- 3,2	- 5,8	10,6	17,4	- 6,8	
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat ³ :										
3.11 Engagements :										
3.111 Amortissements contractuels	- 2,3	- 3,3	- 1,8	- 1,9	- 2,1	- 2,1	—	1,8	- 1,8	
3.112 Autres opérations	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	- 4,0	- 0,8	+ 1,3	3,5	1,2	+ 2,3	
3.12 Avoirs	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 1,1	...	0,3	- 0,4	
3.2 Autres pouvoirs publics :										
3.21 Engagements	+ 1,0	...	...	- 0,5	- 0,2	- 0,2	...	0,2	- 0,2	
3.22 Avoirs	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	- 6,8	- 3,4	- 2,1	3,5	3,5	—	
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	- 0,4	+ 1,6	0,4	2,7	- 2,3	
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	- 0,2	+ 8,0	1,4	1,1	+ 0,3	
4.3 Secteur privé ⁴ :										
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger [*] :										
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 1,3	- 2,1	- 6,5	- 5,3	- 13,4	- 15,0	—	15,8	- 16,8	
4.312 Investissements directs	- 5,4	- 2,0	- 0,4	- 2,6	- 2,6	- 0,2	1,0	7,4	- 6,4	
4.313 Immeubles	- 5,4	- 1,3	- 1,7	- 1,5	- 1,2	- 1,3	0,7	1,6	- 0,9	
4.314 Autres (chiffres nets) .....	...	...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,5	+ 3,1	—	2,7	- 1,7	
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	- 0,5	- 1,1	1,3	—	+ 1,3	
4.322 Investissements directs	+ 12,1	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	+ 12,5	+ 13,3	18,6	1,9	+ 16,7	
4.323 Immeubles	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	0,5	0,5	—	
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 12,1	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	...	+ 6,1	—	1,7	- 1,7	
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	...	...	—	...
Total 4	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	- 4,4	+ 14,2	23,9	35,4	- 11,5	
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,5	+ 1,6	—	3,0	- 3,0	
Total 1 à 5	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	+ 12,3	- 4,5	+ 17,9	675,6	652,9	+ 22,7	
6. Financement du total :										
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	...	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	- 0,8	+ 2,8	—	—	+ 2,8	
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Francs belges et luxembourgeois	+ 1,7	...	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,9	—	—	+ 5,9	
6.212 Monnaies étrangères	- 3,8	- 1,2	- 6,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,8	—	—	+ 1,8	
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,2	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	—	—	+ 2,0	
6.23 Banque Nationale	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	- 14,2	+ 5,4	—	—	+ 5,4	
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(+)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Les chiffres de l'année 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des années suivantes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1968		1969				1970 p			
	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	
<i>Transactions sur biens et services :</i>										
<i>1.1 Opérations sur marchandises :</i>										
1.11 Exportations et importations ¹	- 1,9	- 2,3	- 4,0	- 8,1	+ 9,8	+ 7,4	+ 2,8	+ 7,8	+ 5,4	
1.12 Travail à façon	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,3	+ 2,7	+ 2,6	+ 2,3	+ 2,2	+ 2,7	+ 3,4	
1.13 Opérations d'arbitrage	- 0,4	+ 1,4	...	+ 1,7	+ 1,7	+ 2,0	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,7	
1.2 Or non monétaire	...	- 0,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	...	...	...	+ 0,1
1.3 Frets ²	...	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	...	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...
1.5 Autres frais de transport	+ 0,2	+ 0,1	...	- 0,2	...	- 0,2	...	+ 0,1	...	
1.6 Déplacements à l'étranger	+ 0,2	- 1,0	- 0,9	- 4,3	- 0,7	- 0,5	- 1,7	- 3,7	- 0,1	
1.7 Revenus d'investissements	+ 0,6	+ 0,8	- 1,8	+ 1,0	+ 0,8	+ 1,3	- 0,5	+ 2,3	...	
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,8	...	+ 0,7	+ 0,2	+ 0,2	- 1,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 1,5	
1.9 Autres :										
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,5	+ 0,8	+ 1,2	+ 0,8	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,2	
1.92 Autres	- 0,1	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,6	- 0,1	
<i>Total 1 ...</i>	<i>+ 2,9</i>	<i>+ 2,4</i>	<i>- 2,2</i>	<i>- 6,6</i>	<i>+ 16,4</i>	<i>+ 13,4</i>	<i>+ 5,4</i>	<i>+ 12,7</i>	<i>+ 12,5</i>	
<i>Transferts :</i>										
2.1 Transferts privés	+ 0,2	+ 0,6	+ 0,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,3	- 0,2	
2.2 Transferts de l'Etat	- 1,4	- 2,3	- 1,2	- 1,3	- 1,5	- 1,8	- 0,7	- 1,3	- 4,1	
<i>Total 2 ...</i>	<i>- 1,2</i>	<i>- 1,7</i>	<i>- 1,0</i>	<i>- 1,4</i>	<i>- 1,7</i>	<i>- 1,2</i>	<i>- 0,3</i>	<i>- 1,0</i>	<i>- 4,3</i>	
<i>Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</i>										
<i>3.1 Etat ³ :</i>										
<i>3.11 Engagements :</i>										
3.111 Amortissements cont. actuels	- 0,3	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2	
3.112 Autres opérations	- 0,4	...	+ 1,7	- 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,5	
3.12 Avoirs	- 0,1	- 0,3	...	...	- 0,8	- 0,2	...	...	- 0,1
<i>3.2 Autres pouvoirs publics :</i>										
3.21 Engagements	...	...	- 0,2	...	...	...	- 0,2	...	...
3.22 Avoirs	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	<i>- 0,8</i>	<i>- 1,0</i>	<i>+ 0,9</i>	<i>- 0,8</i>	<i>- 1,2</i>	<i>- 0,2</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>+ 0,2</i>	
<i>Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :</i>										
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,0	...	+ 0,5	- 0,8	- 1,0	- 0,3	- 0,2	
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	+ 1,3	+ 5,1	+ 2,6	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,4	- 0,7	
<i>4.3 Secteur privé :</i>										
<i>4.31 Investissement et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :</i>										
4.311 Valeurs mobilières	- 4,7	- 5,3	- 3,7	- 3,7	- 2,3	- 3,2	- 3,6	- 4,5	- 4,5	
4.312 Investissements directs	- 0,8	- 1,8	+ 1,7	+ 0,4	- 0,5	- 0,8	- 2,2	- 1,8	- 1,6	
4.313 Immeubles	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,1	- 0,3	
4.314 Autres	...	+ 0,2	+ 2,2	- 0,1	+ 0,8	- 0,8	- 0,1	- 1,7	- 0,1	
<i>4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :</i>										
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,1	- 0,4	- 0,2	- 0,5	...	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 0,9	
4.322 Investissements directs	+ 3,8	+ 1,1	+ 2,8	+ 4,5	+ 4,9	+ 2,4	+ 5,9	+ 3,2	+ 5,2	
4.323 Immeubles	...	- 0,1	- 0,1	...	- 0,1	...	...	...	...
4.324 Autres	+ 0,2	+ 1,5	+ 2,3	+ 1,0	+ 1,3	- 0,3	+ 0,2	- 1,1	- 0,5	
4.33 Investissements et placements non ventilés	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 4 ...</i>	<i>- 0,3</i>	<i>+ 0,1</i>	<i>+ 8,3</i>	<i>+ 1,5</i>	<i>+ 4,3</i>	<i>- 3,1</i>	<i>- 1,0</i>	<i>- 5,6</i>	<i>- 1,8</i>	
<i>Erreurs et omissions</i>	<i>- 0,7</i>	<i>+ 2,4</i>	<i>- 2,4</i>	<i>+ 1,8</i>	<i>- 0,2</i>	<i>- 4,1</i>	<i>+ 1,3</i>	<i>+ 1,1</i>	<i>- 1,3</i>	
<i>Total 1 à 5 ...</i>	<i>- 0,1</i>	<i>+ 2,2</i>	<i>+ 3,6</i>	<i>- 5,5</i>	<i>+ 17,6</i>	<i>+ 4,8</i>	<i>+ 5,4</i>	<i>+ 7,2</i>	<i>+ 5,3</i>	
<i>Financement du total :</i>										
<i>6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger</i>										
6.1	- 1,0	+ 1,0	+ 0,4	- 0,9	+ 2,3	+ 1,3	...	+ 2,6	+ 0,9	
<i>6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :</i>										
<i>6.21 Banques belges et luxemb. :</i>										
6.211 Francs belges et lux.	+ 2,2	+ 0,2	+ 2,7	+ 6,9	- 3,9	+ 3,9	- 2,4	+ 4,4	- 0,8	
6.212 Monnaies étrangères	+ 5,5	+ 6,3	- 3,8	- 4,6	+ 3,9	+ 0,9	+ 2,4	- 3,2	+ 0,6	
6.22 Organismes monétaires divers	- 0,2	- 0,2	+ 0,5	...	+ 1,7	+ 0,2	- 0,6	+ 1,0	+ 0,1	
6.23 Banque Nationale	- 6,6	- 5,1	+ 3,8	- 6,9	+ 13,6	- 1,5	+ 6,0	+ 2,4	+ 4,5	
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>										
	-	-	-	-	-	(+3,5)	-	-	-	

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises. Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie ne peut être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

² Compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
(milliards de francs)

	1970			1970			1970	1971
	3 ^e trimestre			4 ^e trimestre				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Janvier	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	115,5	107,7	+ 7,8	125,3	119,9	+ 5,4	+ 4,1 ⁴	+ 1,5 ⁵
1.12 Travail à façon	3,7	1,0	+ 2,7	4,6	1,2	+ 3,4	+ 0,9	+ 1,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	1,7	—	+ 1,7	0,7	—	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,0
1.2 Or non monétaire	0,1	0,1	...	0,3	0,2	+ 0,1	...	...
1.3 Frets ²	5,2	5,1	+ 0,1	5,9	5,5	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,2	0,2	...	0,2	0,2	...	...	...
1.5 Autres frais de transport	2,2	2,1	+ 0,1	2,2	2,2	...	...	+ 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	5,2	8,9	- 3,7	4,7	4,8	- 0,1	- 0,2	- 0,1
1.7 Revenus d'investissements	11,5	9,2	+ 2,3	12,1	12,1	...	+ 0,6	+ 0,2
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,1	1,9	+ 0,2	3,7	2,2	+ 1,5	- 1,9	- 0,6
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	1,7	0,8	+ 0,9	2,0	0,8	+ 1,2	+ 0,2	+ 0,3
1.92 Autres	11,1	10,5	+ 0,6	12,3	12,4	- 0,1	+ 0,2	+ 0,5
Total 1 ...	160,2	147,5	+12,7	171,0	161,5	+12,5	+ 4,8	+ 4,7
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,6	2,3	+ 0,3	2,3	2,5	- 0,2	+ 0,2	- 0,1
2.2 Transferts de l'Etat	0,2	1,5	- 1,3	0,2	4,3	- 4,1	- 0,5	- 2,0
Total 2 ...	2,8	3,8	- 1,0	2,5	6,8	- 4,3	- 0,3	- 2,1
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,5	- 0,5	—	0,2	- 0,2	- 0,2	- 0,3
3.112 Autres opérations	1,2	0,7	+ 0,5	0,8	0,3	+ 0,5	+ 0,1	- 0,2
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	1,2	1,2	...	0,8	0,6	+ 0,2	- 0,1	- 0,7
4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	0,3	- 0,3	0,1	0,3	- 0,2	- 0,2	+ 0,2
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	1,2	0,8	+ 0,4	0,2	0,9	- 0,7	+ 0,3	- 0,1
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	4,5	- 4,5	—	4,5	- 4,5	- 0,7	- 1,0
4.312 Investissements directs	0,1	1,9	- 1,8	0,2	1,8	- 1,6	- 0,2	...
4.313 Immeubles	0,2	0,3	- 0,1	0,2	0,5	- 0,3	- 0,1	...
4.314 Autres (chiffres nets)	—	1,7	- 1,7	—	0,1	- 0,1	- 0,3	+ 0,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	0,3	—	+ 0,3	0,9	—	+ 0,9	+ 0,2	+ 0,4
4.322 Investissements directs	4,4	1,2	+ 3,2	5,4	0,2	+ 5,2	+ 1,8	+ 1,4
4.323 Immeubles	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	...	...
4.324 Autres (chiffres nets)	—	1,1	- 1,1	—	0,5	- 0,5	- 0,9	- 0,1
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets) .....	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	6,3	11,9	- 5,6	7,2	9,0	- 1,8	- 0,1	+ 1,0
5. Erreurs et omissions (nettes)	1,1	—	+ 1,1	—	1,3	- 1,3	- 0,3	+ 0,2
Total 1 à 5 ...	171,6	164,4	+ 7,2	184,5	179,2	+ 5,3	+ 4,0	+ 3,1
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 2,6	—	—	+ 0,9	+ 0,3	+ 1,6
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises	—	—	+ 4,4	—	—	- 0,8	+ 1,7	- 2,5
6.211 Francs belges et luxembourgeois ...	—	—	+ 3,2	—	—	+ 0,6	+ 1,9	- 3,6
6.212 Monnaies étrangères	—	—	+ 1,0	—	—	+ 0,1	- 1,6	- 0,5
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	+ 2,4	—	—	+ 4,5	+ 1,7	+ 8,1
6.23 Banque Nationale	—	—	—	—	—	—	—	—
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	(+3,5)	(+3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B. : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968).

⁴ Exportations = 85,4; importations = 81,3.

⁵ Exportations = 80,2; importations = 84,4.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XI^e année, vol. I, no 1, page 21 ; « Aménagements apportés à des séries de la partie « statistiques » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLV^e année, vol. I, no 6, page 765 ; « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1969 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES
1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS
REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Pays	1 \$ U.S.A.	1 fr. francs	1 Livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 lire ital.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 Mark finlandais	1 Zaire
											câble	courrier					
.....	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—	—	—
.....	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,041	46,041	173,06	192,21	82,88 ¹	—	—
.....	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—	—
.....	49,69	10,10	138,65 ² 119,68 ³	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ² 6,65 ³	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ² 71,35 ³	—	—
.....	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—	—
.....	50,13	10,12 ⁴ 8,98 ⁵	119,85	13,84	11,63	12,56 ⁶ 13,47 ⁷	7,99	9,70	7,02	6,67	46,558	46,558	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁸	—
.....	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,601	47,600	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ¹³
1 ^{er} trim.	50,22	10,14	120,02	13,86	11,64	12,51	8,02	9,71	7,03	6,68	46,731	46,730	176,24	194,05	72,00	—	—
2 ^e trim.	50,26	10,11	120,12	13,81	11,63	12,56	8,01	9,72	7,04	6,67	46,640	46,641	176,49	194,20	71,88	—	—
3 ^e trim.	50,29	10,11 ⁹ 9,07 ¹⁰	120,05	13,87	11,68	12,62 ¹¹	8,00	9,73	7,04	6,68	46,608	46,607	176,75	194,69	72,07	—	—
4 ^e trim.	49,78	8,93	119,21	13,80	11,55	13,47	7,94	9,64	6,97	6,64	46,262	46,261	175,15	192,58	71,16	11,85	—
1 ^{er} trim.	49,67	8,96	119,40	13,67	11,53	13,49	7,90	9,59	6,95	6,63	46,298	46,297	174,68	192,04	71,12	11,88	—
2 ^e trim.	49,66	8,99	119,31	13,69	11,53	13,66	7,89	9,56	6,95	6,62	46,792	46,792	174,23	191,85	71,27	11,91	—
3 ^e trim.	49,63	8,99	118,52	13,77	11,53	13,67	7,92	9,56	6,95	6,62	48,507	48,507	173,52	192,29	71,34	11,91	—
4 ^e trim.	49,64	8,99	118,62	13,79	11,49	13,65	7,97	9,59	6,95	6,62	48,680	48,680	173,63	192,21	71,34	11,91	100,03 ¹³
1 ^{er} trim.	49,64	8,99	119,82	13,81	11,54	13,66	7,97	9,61	6,95	6,63	49,210	49,210	174,37	191,90	71,33	11,91	100,02
Mars	49,66	8,96	119,49	13,67	11,52	13,52	7,90	9,55	6,95	6,63	46,296	46,296	174,53	192,02	71,17	11,89	—
Avril	49,68	8,98	119,54	13,68	11,55	13,64	7,90	9,56	6,96	6,62	46,305	46,304	174,51	191,91	71,21	11,92	—
Mai	49,65	8,99	119,34	13,69	11,52	13,66	7,89	9,55	6,95	6,62	46,271	46,271	174,23	191,77	71,27	11,91	—
Juin	49,64	8,99	119,04	13,70	11,51	13,67	7,89	9,57	6,95	6,62	47,800	47,800	173,96	191,86	71,32	11,89	—
Juill.	49,63	9,00	118,66	13,74	11,53	13,67	7,89	9,57	6,95	6,62	48,079	48,080	173,61	192,24	71,33	11,91	—
Août	49,64	8,99	118,53	13,79	11,54	13,67	7,91	9,58	6,95	6,62	48,594	48,594	173,51	192,35	71,35	11,91	—
Sept.	49,63	8,99	118,38	13,79	11,53	13,67	7,95	9,54	6,95	6,62	48,847	48,847	173,44	192,28	71,34	11,91	—
Oct.	49,63	8,99	118,50	13,79	11,46	13,66	7,97	9,57	6,95	6,62	48,589	48,589	173,49	192,28	71,33	11,91	—
Nov.	49,63	8,99	118,64	13,79	11,49	13,67	7,97	9,59	6,95	6,62	48,651	48,651	173,66	192,03	71,33	11,90	100,05 ¹²
Déc.	49,66	8,99	118,73	13,79	11,52	13,63	7,97	9,61	6,96	6,63	48,800	48,800	173,74	192,31	71,37	11,91	100,02
Janv.	49,64	8,99	119,41	13,81	11,53	13,65	7,97	9,61	6,95	6,63	49,042	49,042	174,27	192,01	71,34	11,91	100,02
Févr.	49,63	8,99	119,99	13,80	11,55	13,67	7,96	9,60	6,95	6,63	49,257	49,257	174,46	191,72	71,32	11,91	100,02
Mars	49,64	9,00	120,06	13,81	11,54	13,67	7,97	9,62	6,96	6,64	49,330	49,331	174,37	191,96	71,34	11,91	100,01

oyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

oyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.

oyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.

oyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.

oyenne du 11 août au 31 décembre 1969.

oyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 24

octobre, cotation suspendue.

oyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.

⁸ Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.

⁹ Moyenne du 1^{er} juillet au 8 août 1969.

¹⁰ Moyenne du 11 août au 30 septembre 1969.

¹¹ Moyenne du 1^{er} juillet au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 30

septembre 1969, cotation suspendue.

¹² Moyenne du 16 au 30 novembre 1970.

¹³ Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

**Parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
 et cours extrêmes à Bruxelles le 31 mars 1971**

Pays	Parité (ou cours moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4084	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Canada	7,50 CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C. Can.
France	5,55419 FF	+ 0,753	- 0,751	8,8679	9,1383	1 FF
Allemagne	3,66 DM	+ 0,820	- 0,820	13,4485	13,8774	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Israël	88,— C. isl.	+ 0,114	- 0,114	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Etats-Unis	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7288	1 F.S.
Republique tchèque	15,— Lt.	+ 1,000	- 1,000	—	—	—
Union soviétique	2,40 £ 2	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en

dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

Les marges du Royaume-Uni par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-

Unis : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la

banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-

Unis : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur

de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (8) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(8) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	33,0	- 32,7	- 37,8
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	37,7	- 37,1	- 31,5
1968 9 premiers mois ...	177,5	181,5	- 4,0	0,3	24,4	- 24,1	- 28,1
1969 3 premiers mois ...	64,0	71,2	- 7,2	0,1	9,3	- 9,2	- 16,4
6 premiers mois ...	124,9	136,2	- 11,3	0,1	16,1	- 16,0	- 27,3
9 premiers mois ...	198,8	202,5	- 3,7	0,1	23,1	- 23,0	- 26,7
1970 1 ^{er} mois	30,3	26,2	+ 4,1	0,1	4,0	- 3,9	+ 0,2
2 premiers mois ...	50,3	48,0	+ 2,3	0,1	7,4	- 7,3	- 5,0
3 premiers mois ...	71,1	71,9	- 0,8	0,1	10,3	- 10,2	- 11,0
4 premiers mois ...	92,9	97,5	- 4,6	0,2	13,5	- 13,3	- 17,9
5 premiers mois ...	113,5	120,0	- 6,5	0,2	15,4	- 15,2	- 21,7
6 premiers mois ...	137,6	145,1	- 7,5	0,2	18,0	- 17,8	- 25,3
7 premiers mois ...	179,7	172,6	+ 7,1	0,3	20,5	- 20,2	- 13,1
8 premiers mois ...	199,6	192,1	+ 7,5	0,3	23,4	- 23,1	- 15,6
9 premiers mois ...	219,6	215,1	+ 4,5	0,3	26,9	- 26,6	- 22,1
10 premiers mois ...	246,1	239,9	+ 6,2	0,4	29,9	- 29,5	- 23,3
11 premiers mois ...	269,6	262,4	+ 7,2	0,5	32,2	- 31,7	- 24,5
12 mois	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	37,7	- 37,1	- 31,5
1971 1 ^{er} mois	28,9	29,3	- 0,4	0,1	5,0	- 4,9	- 5,3

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																	
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4	Emissions d'emprunts consolidés ⁵			Variations de la dette flottante								Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B.	Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie 17	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges 5	en monnaies étrangères 6	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges					en monnaies étrangères 14	Total (15) = (8) + (14)				
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché 8	Secteur bancaire 9	Secteur para-étatique 10	Congo, Rwanda et Burundi 11	Certificats divers 12			Office des chèques postaux 13			
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15) = (8) + (14)	(16)	(17)	(18)	
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9
1969	-37,8	+ 2,6	-13,2	-48,4	+36,0	+ 1,0	+37,0	...	+ 1,7	+ 5,8	...	+ 0,3	- 1,9	+ 6,5	+12,4	+ 0,9	- 1,9	+48,4
1970	-31,5	+ 1,4	-12,6	-42,7	+37,3	...	+37,3	...	+12,5		...	- 0,3	+ 4,5	- 9,5	+ 7,2	- 2,3	+ 0,5	+42,7
1968 9 premiers mois	-28,1	- 0,4	- 6,2	-34,7	+31,6	...	+31,6	...	- 1,8	- 3,0	...	- 0,2	- 0,9	+ 0,6	- 5,3	+ 8,1	+ 0,3	+34,7
1969 3 premiers mois	-16,4	+ 1,2	- 2,7	-17,9	+ 8,0	...	+ 8,0	...	+ 2,2	+14,1	...	- 0,1	- 6,1	...	+10,1	+ 0,4	- 0,6	+17,9
6 premiers mois	-27,3	+ 2,4	- 5,9	-30,8	+18,2	+ 1,0	+19,2	...	+ 5,5	+ 7,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 2,3	+12,0	+ 1,2	- 1,6	+30,8
9 premiers mois	-26,7	+ 3,0	- 9,9	-33,6	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 4,8	+ 4,1	...	- 0,1	- 7,7	+ 6,2	+ 7,3	+ 1,3	- 1,6	+33,6
1970 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 0,7	- 1,0	- 1,5	+ 9,2	...	+ 9,2	...	+ 4,1	+14,3	...	- 0,1	- 3,0	- 1,1	+ 4,2	-12,6	+ 0,7	+ 1,5
2 premiers mois	- 5,0	- 2,5	- 2,0	- 9,5	+ 6,9	...	+ 6,9	...	+ 7,0	+ 4,9	...	- 0,1	- 6,0	- 1,9	+ 3,9	- 1,9	+ 0,6	+ 9,5
3 premiers mois	-11,0	- 0,7	- 3,0	-14,7	+ 6,1	...	+ 6,1	...	+ 4,3	+10,1	...	- 0,1	- 3,2	- 2,2	+ 8,9	+ 0,2	- 0,5	+14,7
4 premiers mois	-17,9	- 2,7	- 3,7	-24,3	+18,9	...	+18,9	...	+ 7,3	+ 8,8	...	- 0,1	+ 3,9	- 3,1	+16,8	-11,2	- 0,2	+24,3
5 premiers mois	-21,7	+ 0,2	- 4,3	-25,8	+18,9	...	+18,9	...	+ 7,3	+ 7,2	...	- 0,1	- 3,4	- 3,3	+ 7,7	- 1,1	+ 0,3	+25,8
6 premiers mois	-25,3	+ 2,5	- 5,2	-28,0	+18,4	...	+18,4	...	+ 8,8	+ 7,2	...	- 0,1	- 1,8	- 3,4	+10,7	+ 0,3	- 1,4	+28,0
7 premiers mois	-13,1	- 1,6	- 6,4	-21,1	+20,7	...	+20,7	...	+ 3,4	+ 1,9	...	- 0,1	- 0,8	- 3,4	+ 1,0	- 1,2	+ 0,6	+21,1
8 premiers mois	-15,6	- 1,6	- 7,6	-24,8	+20,3	...	+20,3	...	+ 6,6	+ 4,9	...	- 0,1	- 3,8	- 3,5	+ 4,1	- 0,4	+ 0,8	+24,8
9 premiers mois	-22,1	+ 0,3	- 9,1	-30,9	+27,7	...	+27,7	...	+ 7,8	+ 3,3	...	- 0,2	- 4,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,1	+30,9
10 premiers mois	-23,3	+ 0,3	-10,2	-33,2	+40,3	...	+40,3	...	+ 7,5		...	- 0,2	+ 0,9	- 6,0	+ 2,2	-10,6	+ 1,3	+33,2
11 premiers mois	-24,5	- 0,3	-11,3	-36,1	+37,8	...	+37,8	...	+15,9		...	- 0,2	+ 3,6	- 7,4	+ 4,7	- 6,7	+ 0,3	+36,1
12 mois	-31,5	+ 1,4	-12,6	-42,7	+37,3	...	+37,3	...	+12,5		...	- 0,3	+ 4,5	- 9,5	+ 7,2	- 2,3	+ 0,5	+42,7
1971 1 ^{er} mois	- 5,3	+ 2,4	- 1,2	- 4,1	+16,7	...	+16,7	...	+ 8,4		...	...	- 0,6	- 1,3	+ 6,5	-13,3	- 5,8	+ 4,1

1 Cf. tableau XI-1.

2 Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui sont comprises dans la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2. —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paraétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967.)

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat 5	Couverture 6					Recours aux marchés étrangers 7	
						Recours au marché belge				Total (8) = (6) à (8)		Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total			
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché (6)	des autres engagements à moyen terme (7)	des engagements à court terme (8)				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (8) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)			
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 18,9	+ 1,1		
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8		
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9		
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5		
1968	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7		
1969	- 37,8	- 12,7	- 50,5	+ 22,4	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1		
1970	- 31,5	- 13,3	- 44,8	+ 21,0	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4		
1968 9 prem. mois	- 28,1	- 8,7	- 36,8	+ 12,2	- 24,6	+ 22,3	+ 0,8	+ 4,4	+ 27,5	- 2,9		
1969 3 prem. mois	- 16,4	- 2,2	- 18,6	+ 6,9	- 11,7	+ 2,2	+ 2,9	+ 7,3	+ 12,4	- 0,7		
6 prem. mois	- 27,3	- 5,4	- 32,7	+ 12,3	- 20,4	+ 8,0	+ 4,8	+ 5,8	+ 18,6	+ 1,8		
9 prem. mois	- 26,7	- 8,1	- 34,8	+ 17,5	- 17,3	+ 11,2	+ 7,0	- 6,1	+ 12,1	+ 5,2		
1970 1 ^{er} mois	+ 0,2	- 1,4	- 1,2	+ 2,5	+ 1,3	+ 7,5	...	- 6,9	+ 0,6	- 1,9		
2 prem. mois	- 5,0	- 4,2	- 9,2	+ 4,7	- 4,5	+ 2,9	...	+ 4,0	+ 6,9	- 2,4		
3 prem. mois	- 11,0	- 4,4	- 15,4	+ 5,4	- 10,0	+ 1,5	- 0,1	+ 11,7	+ 13,1	- 3,1		
4 prem. mois	- 17,9	- 7,5	- 25,4	+ 7,6	- 17,8	+ 12,9	- 0,2	+ 9,3	+ 22,0	- 4,2		
5 prem. mois	- 21,7	- 4,3	- 26,0	+ 8,7	- 17,3	+ 11,7	- 0,5	+ 10,7	+ 21,9	- 4,6		
6 prem. mois	- 25,3	- 5,1	- 30,4	+ 10,5	- 19,9	+ 9,9	- 1,7	+ 16,6	+ 24,8	- 4,9		
7 prem. mois	- 13,1	- 8,6	- 21,7	+ 12,2	- 9,5	+ 10,9	- 2,7	+ 6,3	+ 14,5	- 5,0		
8 prem. mois	- 15,6	- 9,8	- 25,4	+ 13,6	- 11,8	+ 9,3	- 2,7	+ 9,9	+ 16,5	- 4,7		
9 prem. mois	- 22,1	- 10,3	- 32,4	+ 16,0	- 16,4	+ 14,7	- 2,8	+ 9,8	+ 21,7	- 5,3		
10 prem. mois	- 23,3	- 11,5	- 34,8	+ 17,8	- 17,0	+ 26,9	- 2,0	- 1,8	+ 23,1	- 6,1		
11 prem. mois	- 24,5	- 13,9	- 38,4	+ 19,4	- 19,0	+ 22,8	- 1,7	+ 5,8	+ 26,9	- 7,9		
12 mois	- 31,5	- 13,3	- 44,8	+ 21,0	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4		
1971 1 ^{er} mois	- 5,3	+ 2,8	- 2,5	+ 2,0	- 0,5	+ 14,5	...	- 12,8	+ 1,7	- 1,2		

¹ Cf. tableau XI-1.

² Y compris les dépenses d'organismes paratatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, de novembre 1967 à août 1969, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal no 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent à la colonne (1).

³ Cf. note 4 du tableau XI-2.

⁴ Suivant les situations de la dette publique.

⁵ Cf. tableau XVI-3b.

⁶ Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

⁷ Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI . 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1962	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+ 10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9
1970	131,5	+ 5,0	46,0	+ 3,1	105,9	+ 0,1	283,4	+ 8,2
1969 Août	6,2	- 0,3	3,4	+ 0,1	7,7	+ 0,4	17,3	+ 0,2
Septembre	6,0	- 0,1	3,4	- 0,1	8,2	+ 0,4	17,6	+ 0,2
Octobre	10,3	+ 0,1	3,7	+ 0,2	9,1	+ 0,3	23,1	+ 0,6
Novembre	7,4	- 0,1	3,5	...	8,3	+ 0,1	19,2	...
Décembre	8,3	- 2,8	3,8	+ 0,2	9,6	+ 0,1	21,7	- 2,5
1970 Janvier	13,8	+ 1,8	3,6	- 0,1	8,6	- 0,2	26,0	+ 1,5
Février	7,7	+ 0,5	3,5	+ 0,3	7,9	- 0,3	19,1	+ 0,5
Mars	7,4	+ 0,5	3,9	+ 0,4	8,5	...	19,8	+ 0,9
Avril	8,0	...	3,9	+ 0,2	8,7	- 0,4	20,6	- 0,2
Mai	7,8	+ 0,3	3,7	+ 0,2	8,3	- 0,3	19,8	+ 0,2
Juin	10,4	...	3,8	+ 0,4	9,1	- 0,4	23,3	...
Juillet	28,4	- 0,3	3,9	+ 0,4	8,6	...	40,9	+ 0,1
Août	7,9	+ 0,5	3,6	+ 0,1	7,7	...	19,2	+ 0,6
Septembre	7,0	+ 0,1	3,5	- 0,1	8,6	+ 0,2	19,1	+ 0,2
Octobre	12,1	+ 0,7	3,9	+ 0,1	9,4	...	25,4	+ 0,8
Novembre	9,5	+ 1,2	3,8	+ 0,2	9,1	+ 0,1	22,4	+ 1,5
Décembre	11,5	- 0,4	4,9	+ 1,0	11,3	+ 1,5	27,7	+ 2,1
1971 Janvier	14,1	+ 0,1	3,4	- 0,5	8,5	+ 0,1	26,0	- 0,3
Février	8,8	+ 0,3	3,2	- 0,5	9,9	...	21,9	- 0,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris la produit des versements anticipés.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI . 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1970		Exercice 1970 : février		Exercice 1971 : février	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	131,5	126,5	7,7	7,2	8,8	8,5
précompte immobilier	1,1	1,1	...	...	...	...
précompte mobilier	13,3	13,4	0,9	0,9	1,2	1,2
précompte professionnel	59,3	56,3	4,9	4,4	5,7	5,6
versements anticipés	27,5	28,9	- 0,2	0,1	0,1	0,1
impôts des personnes physiques (rôles)	19,1	17,8	1,3	1,2	1,3	1,3
impôts de sociétés (rôles)	3,9	3,0	0,3	0,3	0,3	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	5,7	4,5	0,3	0,1	0,1	0,1
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,1	0,1	...	...	—	—
divers ²	1,5	1,4	0,2	0,2	0,1	...
II. Douanes et accises	46,0	42,9	3,5	3,2	3,2	3,7
dont : douanes	9,4	7,3	0,6	0,5	0,5	0,5
accises	34,9	35,4	2,7	2,7	2,6	3,2
taxes spéciales de consommât.	1,5	...	0,2	...	0,1	...
III. Enregistrement	105,9	105,8	7,9	8,2	9,9	9,9
dont : enregistrement	8,0	9,5	0,6	0,7	0,5	0,6
successions	4,3	4,5	0,4	0,3	0,4	0,4
timbres et taxes assimilées	92,6	90,6	6,9	7,1	8,9	8,9
Total ...	283,4	275,2	19,1	18,6	21,9	22,1
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 8,2		+ 0,5		- 0,2

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. P. Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

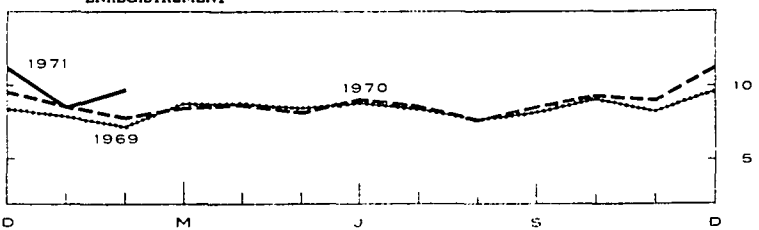
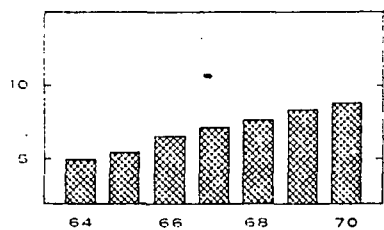
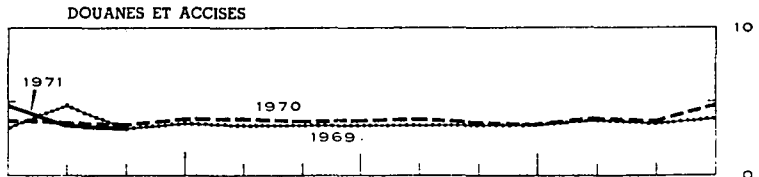
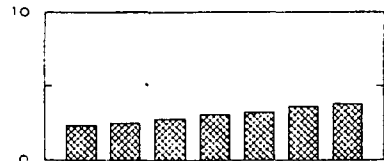
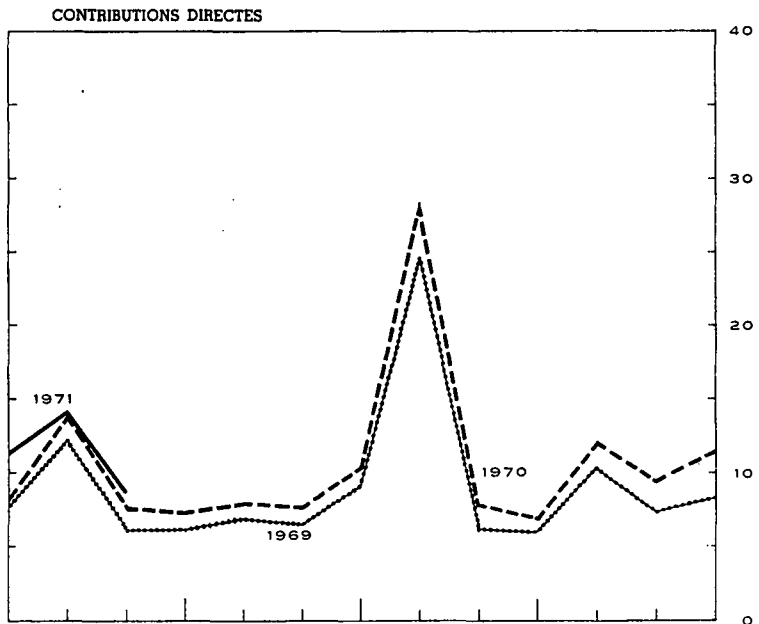
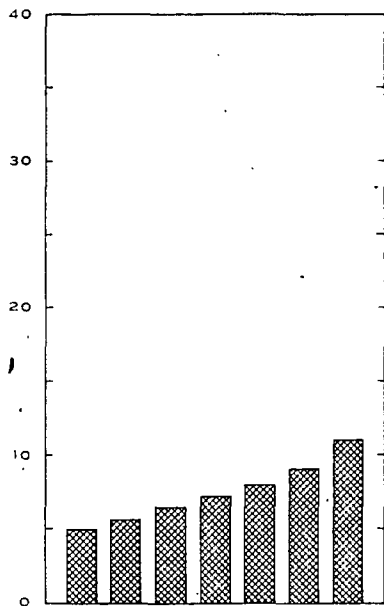
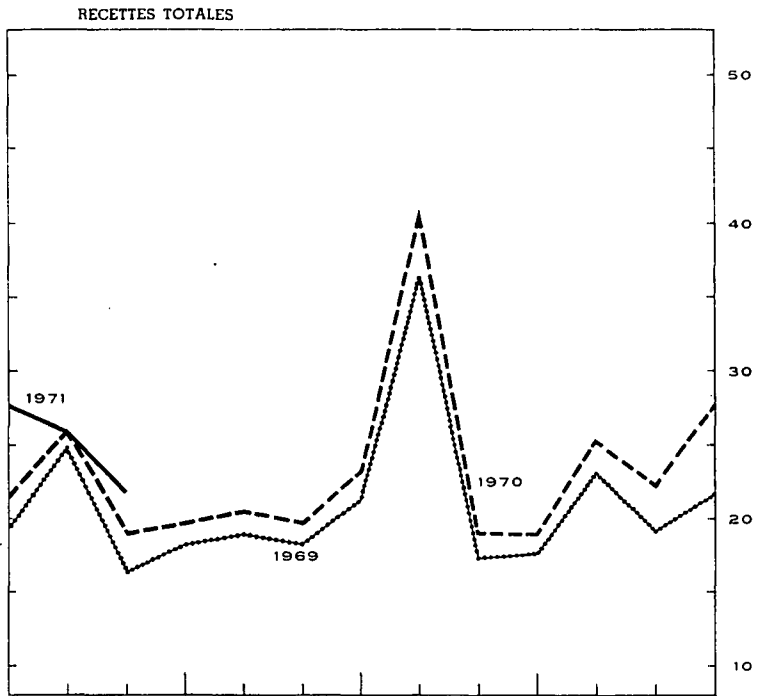
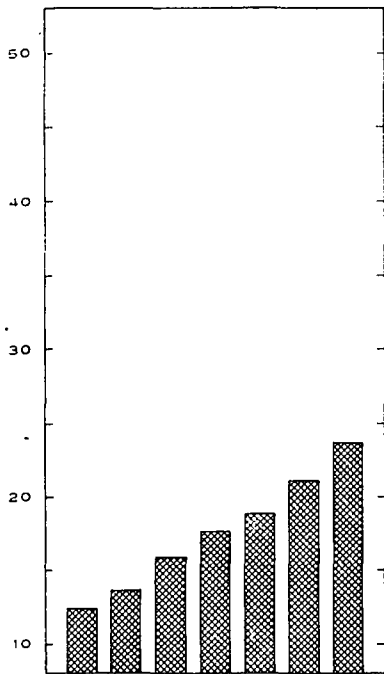
Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes ²	Domaines et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1969	9,1	3,6	8,4	21,1	2,11
1970	11,0	3,8	8,8	23,6	2,29
1969 3 premiers mois	8,1	3,8	7,9	19,8	1,17
6 premiers mois	7,5	3,4	8,6	19,5	0,76
9 premiers mois	9,3	3,5	8,2	21,0	2,56
1970 3 premiers mois	9,6	3,7	8,3	21,6	0,91
6 premiers mois	9,2	3,7	8,5	21,4	0,90
9 premiers mois	10,9	3,7	8,5	23,1	2,75
1970 Février	7,7	3,5	7,9	19,1	-0,15
Mars	7,4	3,9	8,5	19,8	0,09
Avril	8,0	3,9	8,7	20,6	1,14
Mai	7,8	3,7	8,3	19,8	0,19
Juin	10,4	3,8	9,1	23,3	1,30
Juillet	28,4	3,9	8,6	40,9	19,10
Août	7,9	3,6	7,7	19,2	0,18
Septembre	7,0	3,5	8,6	19,1	0,12
Octobre	12,1	3,9	9,4	25,4	2,44
Novembre	9,5	3,8	9,1	22,4	0,03
Décembre	11,5	4,9	11,3	27,7	0,25
1971 Janvier	14,1	3,4	8,5	26,0	2,71
Février	8,8	3,2	9,9	21,9	0,10

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Mouleur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XIII^e année, vol. 1, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI » Finances publiques » de la série statistique « Révision de certaines données » et XI^e année, vol. 11, no 6, décembre 1970 : « Les budgets de 1970 et 1971 ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE
(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE ¹
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1967 ²
(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	
		Entreprises et particuliers	Parastatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)			
		données non disponibles												
		... nihil ou inférieur à 50 millions												
		— opérations non effectuées												
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	...	77,9	—	5,8	—	6,3	4,1	94,1
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,4	—	—	—	...	75,9	—	0,1	—	1,2	...	86,6
		Obligations ...	16,6	—	1,2	19,0	36,9
		Autres emprunts à moyen et long terme	0,1	0,4	149,3	44,0	141,8	...	335,6
		Divers	2,2	2,1	0,1	21,6	1,9	12,0	0,8	...	40,7
	(Actions et parts) ...	(227,6)	(1,3)	(...)	...	(...)	...	(1,1)	(—)	(0,4)	(4,9)	(—)	(...)	(235,4)
	Total ...	26,0	2,5	2,1	0,1	22,0	...	153,7	—	158,3	75,0	150,1	4,1	594,0
	Parastatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	0,5	0,5
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,7	—	—	...	0,1	1,4	—	0,2	2,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,2	1,3	—	0,1	...	1,6
Obligations accessibles à tout placeur ...		19,2	0,6	...	...	3,7	2,9	0,7	4,2	4,7	0,6	...	36,7
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,2	...	0,1	1,4	4,6	...	1,4	5,3	0,7	1,3	15,1	
Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	0,1	...	2,1	...	...	0,2	12,1	...	14,5	
Divers ...	7,2	0,1	6,0	0,6	1,9	0,5	...	...	...	0,1	1,3	17,6	
(Actions et parts) ...	(1,0)	...	(15,6)	(7,6)	(...)	...	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,5)	(0,9)	(26,3)	
Total ...	27,3	0,8	6,0	0,8	...	9,2	10,7	0,7	6,3	10,3	13,6	2,7	88,4	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,3	...	—	2,3	...	44,4	...	...	...	0,1	8,6	58,7
	Certificats à court terme ...	...	0,8	—	0,2	...	16,3	...	9,6	0,4	14,5	1,9	88,5
	Obligations accessibles à tout placeur ...	142,5	2,4	—	2,3	1,9	9,8	54,1	2,9	35,0	48,2	7,6	308,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	...	...	13,0	67,4	2,7	2,0	0,4	0,2	85,9
	Divers ...	...	0,4	—	...	2,1	0,4	0,7	...	...	0,6	...	4,3
Total ...	145,8	3,8	—	4,7	4,0	39,4	207,9	6,5	47,3	51,2	22,7	12,1	545,4	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	8,0	...	...	...	...	...	8,0
	Obligations accessibles à tout placeur ...	22,0	0,6	...	0,3	...	0,5	2,5	1,0	3,1	8,5	1,3	39,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	0,7	1,8	...	13,6	2,2	...	18,5
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	6,2	...	...	...	...	...	...	0,9	...	74,6	81,8
Divers ...	2,4	0,6	1,4	...	...	...	...	...	...	0,2	4,0	8,6	
Total ...	24,4	7,3	1,4	0,3	...	1,2	12,3	1,0	17,6	10,7	76,2	4,2	156,7	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,7	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	0,1	...	0,7	...	0,9	12,7	0,2	16,9
	Divers ...	25,0	...	0,5	...	0,9	0,7	1,5	...	4,1	32,8
Total ...	33,7	...	0,5	...	1,0	0,3	0,7	...	1,6	14,3	0,2	6,4	58,7	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	1,8	...	...	...	...	...	1,8
	Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	...	...	...	21,1	...	1,7	...	2,7	2,5	28,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	6,4	...	0,2	...	...	...	6,6
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	170,8	...	...	...	...	170,8
	Obligations ...	8,5	...	0,8	...	0,1	...	2,4	0,9	0,3	3,1	0,2	16,3	
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	10,6	—	—	—	14,7	—	—	—	—	—	25,3	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
Organismes monétaires (7)	Engagements bruts envers l'étranger	8,4	—	—	—	—	117,7	—	—	—	—	—	—	8,4
	Dépôts en devises des résidents	59,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	59,2
Fonds des Reventes (8)	Dépôts à terme des résidents	48,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48,7
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	16,9	—	—	—	—	—	16,9
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Obligations (y compris les bons de caisse)	13,3	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	13,5
	Divers	0,1	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	16,1	16,4
	(Actions et parts)	(13,9)	—	(0,2)	—	—	—	(0,8)	—	(0,1)	(0,1)	—	—	(15,0)
	Total ...	450,7	1,8	4,2	17,7	0,7	121,1	19,9	0,2	2,5	2,8	0,4	16,1	638,1
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	4,2	—	2,0	—	0,1	—	6,3
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9
	Total ...	—	—	2,8	—	—	—	4,2	—	2,0	—	0,1	0,1	9,2
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	5,6	—	—	0,1	1,5	—	—	—	—	1,6	0,2	—	9,0
	Dépôts sur livrets	198,7	—	—	0,5	—	—	—	—	—	—	—	0,2	199,4
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à terme	2,2	1,3	—	—	2,9	—	—	—	—	1,0	—	1,1	8,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	22,4	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	—	—	23,2
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
	Divers	7,3	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1	—	—	2,5	10,0
	(Actions et parts)	(2,3)	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	—	(2,4)
	Total ...	236,8	1,3	—	0,6	4,4	—	0,1	—	0,1	3,4	0,2	3,8	250,7
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Réserves de sécurité sociale	32,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,6
	Réserves mathématiques	189,6	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	206,8
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	0,6	—	—	1,0
	Divers	9,7	—	0,5	—	2,2	—	—	—	—	—	—	2,5	14,9
	Total ...	231,9	—	0,5	—	2,6	17,2	—	—	—	0,6	—	2,5	255,3
Secteurs indétachés et ajustements (12)	Dépôts à vue	3,8	—	—	0,1	—	—	0,2	—	—	—	—	—	4,1
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	2,4	—	—	1,3	—	0,2	0,1	4,0
Secteurs indétachés et ajustements (12)	Dépôts sur livrets	10,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,6
	Dépôts à terme	2,7	1,0	—	3,1	2,7	0,6	0,6	—	0,3	1,6	—	0,5	13,1
Secteurs indétachés et ajustements (12)	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,8	—	1,4	—	0,2	—	2,4
	Obligations accessibles à tout placeur	108,0	0,3	—	0,4	3,1	0,1	14,3	0,3	12,0	26,1	0,7	—	165,3
Secteurs indétachés et ajustements (12)	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	1,1	5,5	2,0	—	5,0	21,8	—	2,3	37,7
	Divers	4,7	—	14,4	—	—	2,2	0,3	—	0,1	—	0,2	7,1	29,0
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)
	Total ...	129,8	1,3	14,4	3,7	6,9	10,7	18,1	0,3	20,2	49,6	1,2	10,0	266,2
(13) = (12)			2,8	1,4	—	1,8	—	15,8	0,8	9,2	7,5	2,6	—	41,9
	Total des créances	1.315,0	23,8	52,2	28,0	44,1	199,0	661,7	10,4	267,2	228,9	270,5	64,5	3.165,3

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Certaines données en mouvements concernent l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Cf. notes 2 à 5 du tableau XII-2.

2 Pour les années 1957 à 1959, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1968; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 8, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XLI^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 8, mars 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 8, mars 1968; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, no 4, avril 1969; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1969.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1968

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéter- minés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Para- étatiques d'exploit- ation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Orga- nismes moné- taires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisse d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capi- talisation (9)	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
															données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	—	83,5	—	11,5	3,1	0,7	99,0	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	9,8	—	—	—	—	96,7	—	0,2	—	1,3	—	108,0
			Obligations	18,0	—	—	—	—	—	—	1,1	20,0	—	—	39,1
			Autres emprunts à moyen et long terme	0,1	—	—	—	0,4	—	—	165,1	45,9	159,5	—	371,1
			Divers (Actions et parts)	2,4 (264,6)	2,2 (1,5)	0,2 (...)	22,3 (...)	— (...)	— (1,2)	— (—)	2,0 (0,5)	13,0 (5,8)	1,4 (...)	— (...)	— (...)	43,4 (273,6)
		Total ...	27,8	2,7	2,2	0,2	22,7	—	180,2	—	179,9	78,9	165,3	0,7	660,6
		Paraétatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	—	—	—	0,1	—	0,2	—	—	—	—	0,3
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,4	—	—	—	—	1,0	—	0,3	—	0,2	—	1,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .		0,1	—	—	—	—	0,1	1,3	—	—	0,1	—	1,6	
	Obligations accessibles à tout placeur		21,0	0,6	—	—	3,6	4,5	1,0	5,0	5,1	1,0	—	41,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,3	—	0,2	0,1	1,2	4,6	1,7	5,0	0,8	0,7	14,5	
			Autres emprunts à moyen et long terme	—	—	0,1	—	1,8	—	—	0,2	14,8	—	16,9	
			Divers (Actions et parts)	7,8 (1,0)	—	6,1 (16,8)	0,7 (8,0)	2,0 (...)	— (0,1)	— (—)	— (0,4)	— (0,2)	0,1 (0,6)	1,6 (0,9)	18,4 (28,0)
		Total ...	29,3	0,9	6,1	1,0	0,1	8,8	11,4	1,2	7,0	10,3	17,0	2,3	95,4
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	1,9	—	1,3	—	—	52,3	—	—	—	—	7,1	62,6
Certificats à court terme	—		1,5	—	0,2	—	21,0	46,7	5,1	8,2	—	8,9	5,0	96,5	
Obligations accessibles à tout placeur	147,8		3,1	—	2,2	1,9	8,9	62,9	4,1	37,2	48,2	14,0	1,4	331,7	
Obligations non accessibles à tout placeur	—		—	—	—	—	12,5	67,9	—	3,3	2,1	0,4	0,6	86,8	
Divers	—		0,6	—	—	1,4	0,7	1,7	—	—	0,7	0,1	—	5,3	
	Total ...	149,7	5,2	—	3,7	3,3	43,1	231,5	9,2	48,7	51,0	23,5	14,1	582,9	
	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	—	—	—	10,0	—	—	—	—	—	10,0	
Obligations accessibles à tout placeur		24,6	0,5	—	0,3	—	0,5	4,2	1,4	4,3	9,7	1,5	—	47,0	
Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	0,5	1,8	—	14,2	1,9	—	0,4	18,7	
Autres emprunts à moyen et long terme		—	6,0	—	—	—	—	—	—	0,9	—	83,0	—	90,0	
	Total ...	2,6	0,6	1,5	—	—	—	—	—	—	0,2	4,4	9,4		
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	8,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,3	
Obligations accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3	
Obligations non accessibles à tout placeur		—	—	—	—	—	—	0,9	—	0,8	10,7	0,4	2,1	14,9	
Divers		25,0	—	0,6	—	0,9	—	—	—	0,6	2,4	—	7,4	36,9	
Total ...		33,3	—	0,6	—	0,9	0,2	0,9	—	1,4	13,2	0,4	9,5	60,4	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	1,2	—	—	—	—	—	1,2	
	Acceptations et effets commerciaux	—	—	—	—	—	—	28,4	—	1,5	—	2,2	2,4	34,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	—	—	—	—	—	—	18,9	—	0,1	—	—	—	14,0	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	—	180,3	—	—	—	—	—	180,3	
	Obligations	8,5	—	—	—	0,1	—	6,2	0,9	0,4	3,8	0,2	0,6	20,7	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	15,1	—	—	—	10,3	—	—	—	—	—	25,3	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

(7)

Organismes bancaires

(8)

Fonds des Rentes

(9)

Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation

(10)

Organ. d'assur.-vie et accéd. du travail, fonds de pension

(11)

Organismes publics de crédit monétaires

(12)

Secteurs indéterminés et ajustements

(13) = (1) à (12)

Total des créances

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Total

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1968 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (18) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)		
données non disponibles														
... nihil ou inférieur à 50 millions														
— opérations non effectuées														
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...						+ 5,7		+ 5,7		- 3,1	- 3,4	+ 4,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	+ 0,4					+20,8		+ 0,1		+ 0,1		+ 21,4	
	Obligations	+ 1,4							- 0,1	+ 1,0			+ 2,2	
	Autres emprunts à moyen et long terme								+15,9	+ 1,9	+17,6		+ 35,5	
	Divers		+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,6	+12,4 ²		+ 0,1	+ 1,0	+ 0,6		+ 15,1	
(Actions et parts)	(+12,9)	(+ 0,2)	(...)		(...)	(- 0,6) ³	(...)	(-)	(+ 0,1)	(+ 0,9)	(...)	(...)	(+ 13,5)	
Total ...	+ 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,7	+12,4	+26,4		+21,7	+ 3,9	+15,2	- 3,4	+ 79,1	
Parastatutiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme						+ 0,1	+ 0,3	- 0,5				- 0,1	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	- 0,4						- 0,4	+ 0,1		+ 0,2		- 0,6	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .	- 0,1					+ 0,1						+ 0,1	
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 1,8					- 0,1	+ 1,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,3	+ 5,1	
	Obligations non accessibles à tout placeur				+ 0,1		- 0,2			+ 0,3	- 0,3	+ 0,1	- 0,7	
	Autres emprunts à moyen et long terme						- 0,3					+ 2,7	+ 2,4	
Divers	+ 0,6		+ 0,2			+ 0,1	- 0,4					+ 0,3	+ 0,7	
(Actions et parts)	(...)		(+ 1,2)	(+ 0,4)	(...)		(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,7)	
Total ...	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1		- 0,4	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,8		+ 3,4	- 0,4	+ 7,0	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	- 1,5			- 1,0		+ 8,0				- 0,1	- 1,4	+ 4,0	
	Certificats à court terme		+ 0,6				+ 5,4	+ 1,6	- 1,4	- 0,4	- 5,6	- 0,1	+ 0,4	
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 5,4	+ 0,7		- 0,1	- 0,1	- 0,9	+ 8,8	+ 1,1	+ 2,3		+ 6,4	+ 23,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur		- 0,2				- 0,5	+ 0,5	+ 0,5	+ 0,2		+ 0,4	+ 0,9	
	Divers		+ 0,3			- 0,6	- 1,9	+ 0,7			+ 0,1	- 0,1	- 1,6	
Total ...	+ 3,9	+ 1,4		- 1,1	- 0,7	- 3,0	+23,4	+ 2,7	+ 1,4	- 0,2	+ 0,7	- 1,1	+ 27,4	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme													
	Engagements en comptes courants ou d'avances .						+ 2,1						+ 2,0	
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 2,6	- 0,1				+ 1,7	+ 0,4	+ 1,2	+ 1,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 7,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur						- 0,1		+ 0,6	- 0,3			+ 0,2	
	Autres emprunts à moyen et long terme		- 0,2								+ 8,4		+ 8,2	
Divers	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1								+ 0,5		+ 0,8	
Total ...	+ 2,8	- 0,2	+ 0,1			- 0,2	+ 3,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 0,9	+ 8,6	+ 0,6	+ 18,4	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	- 0,4											- 0,4	
	Obligations accessibles à tout placeur													
	Obligations non accessibles à tout placeur						+ 0,1		- 0,1	- 2,0	+ 0,2	- 0,2	- 2,0	
	Divers			+ 0,1		- 0,1			- 0,1	+ 0,9		+ 3,3	+ 4,2	
Total ...	- 0,4		+ 0,1		- 0,1		+ 0,1		- 0,2	- 1,1	+ 0,2	+ 3,1	+ 1,7	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)						- 0,6						- 0,6	
	Acceptations et effets commerciaux						+ 7,3		- 0,2		- 0,5	- 0,1	+ 6,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .						+ 7,4						+ 7,4	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)													
	Obligations						+ 9,6						+ 9,6	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique						+ 3,7		+ 0,1 ⁵	+ 0,7 ⁵		- 0,2	+ 4,4	
	Divers	+ 2,8	- 0,1	+ 0,5		- 0,1		- 4,5				+ 4,5		

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1967

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	26,0	2,5	2,1	0,1	22,0	52,7	...	153,7	—	158,3	75,0	150,1	537,1	4,1	594,0
2. Paraétatiques d'exploitation	27,3	0,8	6,0	0,8	...	34,9	9,2	10,7	0,7	6,3	10,3	13,6	41,6	2,7	88,4
3. Etat (Trésor)	145,8	3,8	—	4,7	4,0	158,3	39,4	207,9	6,5	47,3	51,2	22,7	335,6	12,1	545,4
4. Secteur public non compris ailleurs	24,4	7,3	1,4	0,3	...	33,4	1,2	12,3	1,0	17,6	10,7	76,2	117,8	4,2	156,7
5. Sécurité sociale	33,7	...	0,5	...	1,0	35,2	0,3	0,7	...	1,6	14,3	0,2	16,8	6,4	58,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	257,2	14,4	10,0	5,9	27,0	314,5	50,1	385,3	8,2	231,1	161,5	262,8	1.048,9	29,5	1.443,1
7. Etranger	8,5	2,2	18,9	.....	0,8	30,4	—	218,2	0,9	2,2	3,6	3,1	228,0	2,5	260,8
8. Organismes monétaires	450,7	1,8	4,2	17,7	0,7	475,1	121,1	19,9	0,2	2,5	2,8	0,4	25,8	16,1	638,1
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,2	...	2,0	—	0,1	6,3	0,1	9,2
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	236,8	1,3	...	0,6	4,4	243,1	.....	0,1	...	0,1	3,4	0,2	3,8	3,8	250,7
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	231,9	...	0,5	...	2,6	235,0	17,2	...	...	...	0,6	...	0,6	2,5	255,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	129,8	1,3	14,4	3,7	6,9	156,1	10,7	18,1	0,3	20,2	49,6	1,2	89,4	10,0	266,2
13. Total des intermédiaires financiers	1.049,2	4,4	21,9	22,0	14,6	1.112,1	149,0	42,3	0,5	24,8	56,4	1,9	125,9	32,5	1.419,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,8	1,4	...	1,8	6,0	.....	15,8	0,8	9,2	7,5	2,6	35,9	—	41,9
15. Total des créances	1.315,0	23,8	52,2	28,0	44,1	1.463,1	199,0	661,7	10,4	267,2	228,9	270,5	1.438,7	64,5	3.165,3
16. Solde des créances et des dettes	+ 721,0	— 64,6	— 493,2	— 128,7	— 14,6	+ 19,9	— 61,8	+ 23,6	+ 1,2	+ 16,5	— 26,4	+ 4,3	+ 19,2	+ 22,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1968

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culières	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(18) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (18) + (14)
1. Entreprises et particuliers	27,8	2,7	2,2	0,2	22,7	55,6	...	180,2	—	179,9	78,9	165,3	604,3	0,7	660,6
2. Paraétatiques d'exploitation	29,3	0,9	6,1	1,0	0,1	37,4	8,8	11,4	1,2	7,0	10,3	17,0	46,9	2,3	95,4
3. Etat (Trésor)	149,7	5,2	—	3,7	3,3	161,9	43,1	231,5	9,2	48,7	51,0	23,5	363,9	14,1	582,9
4. Secteur public non compris ailleurs	27,2	7,1	1,5	0,3	...	36,1	1,0	16,0	1,4	19,4	11,6	84,7	133,1	4,8	175,1
5. Sécurité sociale	33,3	...	0,6	...	0,9	34,8	0,2	0,9	...	1,4	13,2	0,4	15,9	9,5	60,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	267,3	15,9	10,4	5,2	27,0	325,8	53,1	440,0	11,8	256,4	165,0	290,9	1.164,1	31,4	1.574,4
7. Etranger	8,5	2,1	23,1	.....	0,9	34,6	—	240,5	0,9	2,0	4,3	2,9	250,6	3,0	288,2
8. Organismes monétaires	492,0	2,0	4,2	21,4	1,0	520,6	154,4	24,9	0,1	4,0	2,7	1,2	32,9	20,0	727,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	1,3	6,8	...	2,0	—	...	8,8	0,1	13,0
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	264,2	1,5	...	0,3	5,4	271,4	.....	0,1	...	0,5	3,9	0,9	5,4	4,4	281,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	245,3	...	0,6	...	1,8	247,7	18,1	...	...	...	0,5	...	0,5	3,4	269,7
12. Organismes publics de crédit non monétaires	147,5	1,4	15,5	4,2	7,7	176,3	6,6	22,0	0,7	24,3	51,6	2,2	100,8	13,8	297,5
13. Total des intermédiaires financiers	1.149,0	4,9	23,1	25,9	15,9	1.218,8	180,4	53,8	0,8	30,8	58,7	4,3	148,4	41,7	1.589,3
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	3,6	5,0	...	1,6	10,2	.....	21,5	0,8	10,3	9,6	3,0	45,2	—	55,4
15. Total des créances	1.424,8	26,5	61,6	31,1	45,4	1.589,4	233,5	755,8	14,3	299,6	237,6	301,0	1.608,3	76,1	3.507,4
16. Solde des créances et des dettes	+ 764,2	- 68,9	- 521,3	- 144,0	- 15,0	+ 15,0	- 54,7	+ 27,9	+ 1,3	+ 18,4	- 32,1	+ 3,5	+ 19,0	+ 20,7	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1968

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,7	+ 2,9	+ 12,4	+ 26,4	—	+ 21,7	+ 3,9	+ 15,2	+ 67,2	— 3,4	+ 79,1
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 2,4	— 0,4	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,8	...	+ 3,4	+ 5,4	— 0,4	+ 7,0
3. Etat (Trésor)	+ 3,9	+ 1,4	—	— 1,1	— 0,7	+ 3,5	— 3,0	+ 23,4	+ 2,7	+ 1,4	— 0,2	+ 0,7	+ 28,0	— 1,1	+ 27,4
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,8	— 0,2	+ 0,1	...	...	+ 2,7	— 0,2	+ 3,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 0,9	+ 8,6	+ 15,3	+ 0,6	+ 18,4
5. Sécurité sociale	— 0,4	...	+ 0,1	...	— 0,1	— 0,4	...	+ 0,1	...	— 0,2	— 1,1	+ 0,2	— 1,0	+ 3,1	+ 1,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 10,1	+ 1,5	+ 0,5	— 0,9	— 0,1	+ 11,1	+ 8,8	+ 54,2	+ 3,6	+ 25,5	+ 3,5	+ 28,1	+ 114,9	— 1,2	+ 133,6
7. Etranger	+ 2,3	— 0,1	+ 0,5	.....	+ 0,1	+ 2,8	—	+ 22,3	...	— 0,1	+ 0,8	— 0,2	+ 22,8	+ 4,1	+ 29,7
8. Organismes monétaires	+ 41,3	+ 0,2	...	+ 3,6	+ 0,4	+ 45,5	+ 33,3	+ 4,9	— 0,1	+ 1,6	— 0,2	+ 0,8	+ 7,0	+ 4,0	+ 89,8
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	+ 1,3	+ 2,6	—	+ 0,1	...	— 0,2	+ 2,5	...	+ 3,8
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 27,4	+ 0,2	...	— 0,2	+ 1,0	+ 28,4	.....	...	...	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,5	+ 0,6	+ 30,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 13,3	...	+ 0,2	...	— 0,8	+ 12,7	+ 1,0	...	...	...	— 0,1	...	— 0,1	+ 0,9	+ 14,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 17,7	+ 0,1	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,8	+ 20,3	— 1,9	+ 4,2	+ 0,4	+ 4,0	+ 2,0	+ 1,0	+ 11,6	+ 3,8	+ 33,8
13. Total des intermédiaires financiers	+ 99,7	+ 0,5	+ 1,3	+ 4,0	+ 1,4	+ 106,9	+ 33,7	+ 11,7	+ 0,3	+ 6,0	+ 2,3	+ 2,2	+ 22,5	+ 9,3	+ 172,4
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 0,8	+ 0,4	...	— 0,2	+ 1,0	—	+ 5,8	+ 0,1	+ 1,0	+ 2,1	+ 0,4	+ 9,4	—	+ 10,4
15. Total des créances	+ 112,1	+ 2,8	+ 2,6	+ 3,1	+ 1,3	+ 121,9	+ 42,4	+ 94,1	+ 3,9	+ 32,4	+ 8,8	+ 30,5	+ 169,6	+ 12,2	+ 346,1
16. Solde des créances et des dettes	+ 33,0	— 4,2	— 24,8	— 15,3	— 0,4	— 11,7	+ 12,7	+ 4,3	+ 0,1	+ 1,9	— 5,7	— 3,3	— 2,8	+ 1,8	—

Notes : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des arrondissements.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 4						
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires								
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises												Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2						
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2						
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0						
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0						
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9						
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1						
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9						
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3						
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	127,0	7,2	12,4	-11,5	-14,2						
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	131,0	8,8	13,4	-11,5	-14,7						
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,7	5,1	15,2	-11,7	-15,5						
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	-12,0	-13,9						
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	...	430,1	90,8	200,5	8,5	136,4	149,5	5,0	15,3	-12,4	-14,0						
Juin	347,5	98,9	7,5	...	453,9	92,9	207,9	11,1	140,4	156,1	8,6	17,7	-12,6	-12,1						
Septembre	343,2	105,7	6,9	...	455,8	90,9	214,3	11,4	145,6	159,1	3,8	18,8	-13,1	-15,9						
Décembre	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	-13,5	-16,2						
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	...	473,4	94,5	212,1	12,9	159,3	175,3	3,8	20,4	-14,7	-14,9						
Juin	372,7	118,3	7,9	...	498,9	97,2	225,3	12,7	166,0	181,5	7,9	19,7	-15,3	-14,6						
Septembre	361,8	123,3	9,1	...	494,2	90,1	226,8	13,1	168,0	182,7	7,8	20,6	-15,9	-16,3						
Décembre	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	-16,5	-17,1						
1969 Mars	372,1	135,0	9,7	...	516,8	83,6	236,3	13,9	189,4	204,1	5,6	20,4	-17,2	-15,2						
Juin	393,8	135,5	12,6	...	541,9	88,5	243,1	17,3	198,4	210,9	8,7	22,5	-19,0	-17,6						
Septembre	373,9	142,2	15,3	...	531,4	85,3	242,6	18,6	195,8	206,7	9,2	26,3	-20,3	-26,1						
Décembre	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	-21,0	-23,1						
1970 Mars	390,1	155,1	13,2	...	558,4	97,6	257,0	20,5	198,6	210,4	4,2	27,9	-22,4	-25,0						
Juin	410,8	157,5	13,5	...	581,8	102,0	260,3	22,2	207,9	218,0	6,3	27,1	-23,4	-20,6						
Septembre	399,2	165,6	12,9	...	577,7	103,6	p 252,1	p 25,4	207,7	218,3	6,3	p 30,4	-24,2	p -23,6						
Décembre	418,6	165,7	11,4	...	595,7	104,8	p 254,2	p 29,0	219,7	232,4	5,4	p 35,9	-25,6	p -27,7						

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLIII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	80-6-66	80-9-66	81-12-66	81-3-67	80-6-67	80-9-67	81-12-67	81-3-68	80-6-68	80-9-68	81-12-68	81-3-69	80-6-69	80-9-69	81-12-69	81-3-70	80-6-70	80-9-70	81-12-70
A. Créances sur l'étranger :																			
1. Or	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	76,0	76,0	76,0	76,0	76,5	73,5
2. F.M.I. — Participation	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	3,5	7,8	10,0	15,4	16,8	19,6
— Prêts ¹	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,0	4,7	4,7	10,2
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	14,2	14,4	17,1	15,6	9,8	4,7	7,1	0,2	1,9
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																			
a) en monnaies étrangères	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	18,1	17,9	25,0	29,3	35,6	36,5	33,9	41,5	39,0
b) en francs belges	1,5	1,5	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	0,3	0,2	0,4	0,1	...	0,1	...	...	0,2
Total des créances sur l'étranger ...	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	124,1	119,9	128,2	124,5	129,2	131,3	137,1	139,7	144,4
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																			
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2
2. Autres :																			
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7	1,0	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7	0,2	...	...	...	0,1	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																			
1. Sur l'Etat ² :																			
a) à un an au plus	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	15,3	15,8	16,7	16,0	15,5	15,8	15,9	15,7	13,2
b) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	2,4	2,3
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																			
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																			
a) acceptations bancaires	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9	0,4	1,8	2,8	3,6	4,3	1,9	0,6	1,9	...	1,5
b) effets commerciaux	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,2	10,0	9,2	9,9	11,3	6,9	3,0	3,2	1,8	3,2
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	0,2
d) à un an au plus ³	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	0,1	...	...	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	2,9	0,7	0,3	0,3	2,2	...	...	...	3,5	2,9	...	...	1,8	2,0	...	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																			
a) à un an au plus .....	...	0,8	...	...	1,4	2,0	0,3	...	...	...	...	0,5	0,6	1,0	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	34,7	35,6	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	43,1	49,3	37,2	38,6	51,6	58,3	58,4	59,5	56,2	64,3	55,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	256,6	249,7	248,2	252,2	259,5	256,2

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968)

² Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e ann., vol. II, n° 8, septembre 1968).

³ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	80-6-66	80-9-66	81-12-66	81-3-67	80-6-67	80-9-67	81-12-67	81-3-68	80-6-68	80-9-68	81-12-68	81-3-69	80-6-69	80-9-69	81-12-69	81-8-70	80-6-70	80-9-70	81-12-70
A. Engagements envers l'étranger :																			
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																			
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges ¹	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,5	1,0	2,0	6,3	9,9	0,7	0,8	0,6	0,8	1,0
Total des engagements envers l'étranger ...	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,7	1,2	2,2	6,5	10,1	0,9	1,0	0,8	1,0	1,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																			
1. Pièces et billets ²	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	4,3	4,4	4,8	5,3	4,6	4,9	5,2	5,3	4,8	5,0
2. Autres :																			
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les banques de dépôts :																			
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	1,0	1,0	0,1	0,1	1,2
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																			
1. Monnaie fiduciaire ³	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	176,2	178,8	175,6	183,6	177,8	178,1	173,3	181,9	178,7	183,2
2. Monnaie scripturale :																			
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8	0,5	0,6	0,6	0,4	0,5	0,4	0,6	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																			
a) détenues par les entreprises et particuliers :																			
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																			
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	51,9	40,7	41,7	55,8	63,4	64,4	67,2	63,7	74,3	65,1
TOTAL DU PASSIF ...	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	256,6	249,7	248,2	252,2	259,5	256,2

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-69	31-8-69	30-9-69	31-10-69	30-11-69	31-12-69	31-1-70	28-2-70	31-3-70	30-4-70	31-5-70	30-6-70	31-7-70	31-8-70	30-9-70	31-10-70	30-11-70	31-12-70	31-1-71	28-2-71
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	76,1	76,0	76,0	76,0	75,9	76,0	75,9	76,0	76,0	75,9	76,0	76,0	76,0	75,9	76,5	76,4	76,4	73,5	73,5	73,4
2. F.M.I. — Participation	3,5	3,5	3,5	3,6	6,3	7,8	7,8	9,3	10,0	10,3	15,2	5,4	17,1	17,4	16,8	16,7	16,7	19,6	25,8	25,8
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	3,8	3,9	4,0	4,1	4,6	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	18,4	17,8	15,6	12,5	9,7	9,8	10,7	6,3	4,7	8,4	8,4	7,1	4,9	2,1	0,2	1,8	0,3	1,9	0,6	0,2
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	25,5	29,0	29,3	34,1	34,1	35,6	36,1	35,6	36,5	37,6	32,9	33,9	38,0	39,2	41,5	43,9	46,5	39,0	42,4	42,9
b) en francs belges	1,6	0,1	0,1	0,1	—	—	—	—	0,1	0,1	0,1	—	—	—	—	0,1	0,1	0,2	—	—
Total des créances sur l'étranger	125,1	126,4	124,5	126,3	126,0	129,2	134,3	131,1	131,3	136,4	137,2	137,1	140,7	139,3	139,7	143,6	144,7	144,4	156,0	156,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,4
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	—	—	1,0	—	—	—	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) sur les banques de dépôts	0,5	0,8	0,2	—	—	—	0,1	—	—	3,9	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ² :																				
a) à un an au plus	12,5	16,3	16,0	8,3	11,1	15,5	2,9	13,6	15,8	4,3	14,4	15,9	14,4	15,2	15,7	4,9	8,9	13,2	—	0,7
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur ..	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	2,4	2,3
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur ..	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	4,6	5,1	4,3	4,4	3,1	1,9	3,4	0,4	0,6	2,4	0,7	1,9	1,1	—	—	2,1	—	1,5	—	—
b) effets commerciaux	11,9	14,2	11,3	9,0	6,8	6,0	7,4	4,6	3,0	5,2	3,3	3,2	2,7	1,9	1,8	3,5	1,7	3,2	3,4	3,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) à un an au plus ³	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur ..	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ..	0,7	0,7	2,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	1,1	0,3	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur ..	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	45,8	62,1	58,3	49,4	56,8	58,4	56,1	59,5	59,5	61,0	52,7	56,2	59,1	61,7	64,3	65,7	65,8	55,9	58,8	55,9
TOTAL DE L'ACTIF	240,1	263,8	256,6	235,4	241,8	249,7	243,2	247,2	248,2	251,2	246,2	252,2	255,8	255,9	259,5	257,8	258,0	256,2	256,5	253,7

¹ Fonds spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) - N° 1116, année, vol. II, n° 8, septembre 1968).

³ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-69	31-8-69	30-9-69	31-10-69	30-11-69	31-12-69	31-1-70	28-2-70	31-3-70	30-4-70	31-5-70	30-6-70	31-7-70	31-8-70	30-9-70	31-10-70	30-11-70	31-12-70	31-1-71	28-2-71
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				0,1
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1
b) en francs belges ¹	1,7	11,8	9,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,5	0,8	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,6	0,6	1,0	1,0	0,9
Total des engagements envers l'étranger ...	1,9	12,0	10,1	1,2	1,1	0,9	0,8	0,7	1,0	0,9	0,9	0,8	0,9	0,9	1,0	0,8	0,8	1,3	1,3	1,3
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	5,0	4,4	4,6	4,4	4,6	4,9	4,5	4,3	5,2	4,4	4,7	5,3	4,8	4,8	4,8	4,4	5,1	5,0	4,8 ^p	4,8
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,0	0,1	—	1,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	1,2	0,1 ^p	0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	183,1	180,5	177,8	174,2	173,4	178,1	173,5	174,5	173,3	176,5	179,4	181,9	182,9	179,9	178,7	178,2	177,0	183,2	177,3 ^p	178,5
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6	0,3	0,4	0,4	0,6	1,1
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	49,6	66,2	63,4	55,1	62,2	64,4	64,0	67,4	67,2	68,9	60,6	63,7	66,5	69,6	74,3	74,0	75,5	65,1	70,8 ^p	67,9
TOTAL DU PASSIF ...	240,1	263,8	256,6	235,4	241,8	249,7	243,2	247,2	248,2	251,2	246,2	252,2	255,8	255,9	259,5	257,8	258,9	256,2	256,5	253,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70
A. Créances sur l'étranger :																			
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	0,1	1,9	1,8	1,2	2,3	3,5
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																			
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	...	...	0,1	...	...	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	...	0,1	0,1	1,9	1,8	1,2	2,3	3,5
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																			
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																			
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,0
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																			
1. Sur l'Etat :																			
a) à un an au plus	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,3	56,7	54,8	57,4	59,0	59,2	52,6	62,1	63,9	61,7	54,4	64,9
b) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	6,3	6,3	6,5	6,5	6,4	6,7	6,9	7,1	7,2	7,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																			
a) à un an au plus	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	7,0	10,2	11,5	11,4	8,4	9,5	11,9	14,5
b) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																			
a) acceptations bancaires	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1	...	0,1	0,1	1,5	1,2	0,1	0,6	0,9
b) effets commerciaux	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	0,9	1,3	0,6	1,4	1,2	1,3	1,3	1,8	1,1	1,1
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	2,0	2,0	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																			
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	2,9	4,6	3,9	3,7	3,4	3,0	2,1	4,0	3,4	1,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,7	76,6	88,4	86,0	87,8	83,3	94,1

¹ Office des chèques postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. «Autres».

² Autres que des effets commerciaux.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	1,3	
Total des engagements envers l'étranger ...	2,0	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	1,3	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets ²	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1	0,7	1,0	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics	0,1	—	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,7	
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	2,1	10,1	6,6	3,3	4,7	8,2	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire ³	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	6,5	6,6	6,5	6,8	6,8	7,1	7,0	7,2	7,3	7,5	
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	41,2	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	42,8	46,8	42,5	48,7	43,8	44,8	44,8	48,3	46,0	50,8	
b) détenue par les pouvoirs publics	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,7	23,2	22,0	25,6	26,9	28,4	24,7	25,3	
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	1,0	0,2	0,8	0,9	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL DU PASSIF ...	63,1	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,7	76,6	88,4	86,0	87,8	83,3	94,1	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale de Belgique.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70
A. Créances sur l'étranger :																			
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,8	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	5,7	6,1	6,2	6,6	7,7	7,3	5,8	9,4	10,0	14,6
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	5,7	6,4	5,8	6,6	6,7	6,5	8,8	9,7	13,5	12,6
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																			
a) en monnaies étrangères	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	79,3	85,6	97,5	133,9	136,8	134,4	133,0	173,3	171,0	198,1
b) en francs belges	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	17,1	18,2	19,6	20,6	21,5	19,9	20,1	20,5	21,4	20,8
Total des créances sur l'étranger ...	56,9	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	107,8	116,3	129,1	167,7	172,7	168,1	167,7	212,9	215,9	246,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																			
1. Pièces et billets	3,7	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	4,2	4,4	4,7	5,2	4,6	4,8	5,1	5,2	4,7	5,0
2. Autres :																			
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																			
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	1,0	1,0	0,1	0,1	1,2
b) sur les organismes publics	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	2,1	10,1	6,6	3,3	4,5	7,1
c) sur les banques de dépôts	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	11,8	12,9	14,5	18,8	19,9	20,2	18,9	23,3	25,0	28,8
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																			
1. Sur l'Etat ¹ :																			
a) à un an au plus	33,7	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	34,7	35,6	32,7	28,1	32,0	35,6	39,5	37,1	39,5	41,3	p 39,4	p 28,0
b) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	38,3	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,7	45,6	46,3	51,7	54,0	53,0	55,7	59,6	61,5	62,7	66,2	p 67,2	p 71,8
— autres	27,6	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,4	33,0	33,7	33,7	33,9	33,4	32,8	31,9	32,5	31,7	31,6	p 31,7	p 32,9
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																			
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,6	0,6	1,1	p 1,9	p 1,9
b) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	2,0	2,3	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	4,7	8,3	8,0	p 8,1	p 9,1
— autres	1,0	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,6	2,5	2,6	2,5	2,3	2,4	2,5	2,5	2,3	2,6	2,9	p 2,9	p 2,9
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																			
a) acceptations bancaires	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	5,0	4,2	3,6	3,8	3,9	3,9	5,8	7,4	9,1	6,3
b) effets commerciaux	47,3	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	68,6	67,1	70,4	74,0	74,9	82,2	84,2	87,4	85,5	91,7
c) avances	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,7	98,0	102,8	105,3	100,1	99,4	102,5	106,2	109,5	114,8
d) à un an au plus ²	0,1	0,1	0,3	0,6	1,4	1,0	1,0	1,1	0,3	0,3	0,9	1,2	1,2	1,2	1,4	1,8	2,0	p 1,8	p 2,0
e) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	1,5	1,5	2,0	2,3	2,8	2,9	2,8	3,5	3,3	4,3	4,1	4,1	4,4	4,4	4,2	4,7	p 4,7	p 7,2
— autres	1,7	2,0	2,0	1,9	1,1	2,0	3,0	3,0	3,4	3,9	3,7	3,4	3,9	4,1	4,6	4,2	4,2	p 4,2	p 4,5
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	5,9	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	4,6	5,4	6,3	6,8	5,6	6,9	6,2	5,4	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																			
a) à un an au plus	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	1,8	1,9	2,1	1,6	2,2	1,7	2,2	2,1	1,7	p 1,9	p 2,8
b) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,1	16,6	17,0	16,9	18,1	19,0	20,2	22,3	22,8	p 23,4	p 28,6
— autres	1,4	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	1,9	2,2	2,2	2,2	2,0	1,9	4,5	4,2	4,6	5,2	p 5,2	p 5,2
D. Autres	45,3	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	52,4	56,9	55,1	59,6	61,4	71,5	64,7	62,4	67,6	74,2	p 82,0	p 78,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	621,6	633,2	644,0	711,7	728,7	776,5

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70
A. Engagements envers l'étranger																			
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																			
a) en monnaies étrangères	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,4	163,4	169,8	169,6	164,3	206,6	207,4	236,5
b) en francs belges ¹	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	35,9	38,7	39,0	37,3	31,8	34,7	37,8	41,7	45,7	50,2
Total des engagements envers l'étranger ...	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,3	146,6	152,6	162,4	200,7	201,6	204,3	202,1	248,3	253,1	286,7
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																			
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																			
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7	0,2	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	11,8	12,9	14,5	18,8	19,9	20,1	18,9	23,3	25,0	28,7
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																			
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																			
a) détenue par les entreprises et particuliers	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	116,2	122,8	124,4	130,9	122,8	130,3	137,6	144,6	142,0	151,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																			
a) détenues par les entreprises et particuliers :																			
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	38,2	42,4	42,4	47,4	46,8	50,5	50,4	54,8	54,8	56,8	56,3	62,1	62,3	69,1	77,7	83,9	85,6	92,2	91,4
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	42,9	44,1	46,6	50,2	52,1	55,2	57,4	61,1	63,5	66,5	69,4	72,9	73,2	73,2	71,6	71,2	71,9	73,4	74,3
— dépôts en devises	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	15,3	14,7	13,2	13,5	12,9	11,3
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,9	16,5	17,3	18,9	20,3	21,0	22,4	23,4	24,2	25,6
5. Autres :																			
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	1,4	...	...	0,1	1,0	...	...	...	...	...	—	—	—	—
b) envers les parafinanciers de crédit	0,1	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,2	0,3	1,4	2,8	0,4	1,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,3	79,5	87,1	86,2	98,2	99,0	93,2	93,3	98,3	105,5	105,6
TOTAL DU PASSIF ...	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	621,6	633,2	644,0	711,7	728,7	776,3

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.I.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	Différence du tableau XIII. Bilans intégrés des organismes monétaires dans lequel le la rubrique est comprise
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	76,0	76,0	76,0	76,0	76,5	73,5	
2. F.M.I. — Participation	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	3,5	7,8	10,0	15,4	16,8	19,6	
— Prêts ¹	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,0	4,7	4,7	10,9	
3. Obligations	1,9	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	4,2	5,0	5,7	6,1	6,2	6,6	7,7	7,3	5,8	9,4	10,0	14,6	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	13,3	16,4	15,7	20,7	20,2	23,8	22,4	18,2	15,3	18,0	16,0	18,0	
5. Créances sur l'U.E.P. ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	99,8	104,0	97,5	103,7	115,4	158,9	166,1	170,0	169,5	207,2	212,5	237,1	
b) en francs belges	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	16,7	19,4	20,2	18,5	19,8	21,0	21,6	19,9	20,2	20,5	21,4	21,0	
Total des créances sur l'étranger ...	180,7	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	223,0	244,4	238,9	240,5	249,0	296,0	297,3	299,2	300,8	351,2	357,9	394,0	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6	5,0	5,2	5,6	5,6	5,2	5,3	
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	1,0	1,0	0,1	0,1	1,2	
b) sur les organismes publics	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	3,1	0,8	1,5	5,9	4,6	2,4	3,3	10,3	6,8	3,5	4,7	8,1	
c) sur les banques de dépôts	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	10,5	10,9	11,8	13,9	14,9	19,6	20,1	20,2	18,9	23,3	25,0	28,8	
Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ³ :																				
a) à un an au plus	88,3	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	86,4	90,3	102,3	98,4	100,8	106,8	111,5	108,1	114,7	119,2	118,9 ^p	109,5 ^p	106,1	(7)
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	47,5	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0	54,9	55,3	60,6	62,9	62,1	64,8	68,6	70,7	72,1	75,8 ^p	76,9 ^p	81,1	(7)
— autres	61,6	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,4	67,0	67,7	67,7	67,9	67,4	66,8	65,9	66,5	65,7	65,6 ^p	65,7 ^p	66,9	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,8	6,4	10,3	7,3	10,5	11,8	12,0	9,0	10,6 ^p	13,8 ^p	16,4	(8)
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,2	1,3	1,5	1,6	1,6	2,5	2,8	4,2	4,2	4,2	4,3	4,3	4,3	5,3	8,9	8,6 ^p	8,7 ^p	9,7	(8)
— autres	1,0	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,5	2,5	2,6	2,5	2,3	2,4	2,5	2,5	2,3	2,6	2,9 ^p	2,9 ^p	2,9	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	7,7	7,7	5,5	6,1	6,4	7,5	8,3	7,3	7,6	9,4	9,7	8,7	(9)
b) effets commerciaux	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	70,7	72,0	71,7	78,4	80,2	85,3	87,4	90,4	88,5	92,4	88,4	96,0	(9)
c) avances	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,8	98,1	102,8	105,5	100,1	99,4	102,5	106,2	109,5	115,0	(9)
d) à un an au plus ⁴	0,1	0,1	0,3	0,6	1,4	1,0	1,0	1,1	0,3	0,3	0,9	1,2	1,2	1,2	1,5	1,8	2,0 ^p	1,8 ^p	2,0	(14)
e) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	1,6	1,5	1,5	2,0	2,4	2,8	2,9	2,9	3,7	3,5	4,5	4,3	4,4	4,7	4,7	4,5	5,0 ^p	5,0 ^p	7,7	(14)
— autres	2,5	2,9	2,3	2,7	1,8	2,6	3,5	3,3	3,6	4,0	3,7	3,4	3,9	4,1	4,5	4,2	6,2 ^p	6,2 ^p	4,5	(14)
Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁵	8,8	5,1	4,6	5,0	8,6	6,8	4,3	4,6	8,9	9,2	6,8	5,6	8,7	9,2	5,4	—	—	—	—	(11)
Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,5	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	3,3	1,8	1,9	2,1	2,1	2,2	2,7	2,3	2,1	1,7 ^p	1,9 ^p	2,8	(12)
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	11,7	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,2	16,7	17,1	17,0	18,2	19,1	20,3	22,5	23,0 ^p	23,6 ^p	28,8	(12)
— autres	1,5	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1	2,0	2,3	2,3	2,3	2,1	2,0	4,6	4,3	4,7	5,3 ^p	5,3 ^p	5,3	(12)
Autres	82,4	85,0	92,3	87,3	109,1	107,1	107,9	108,3	104,7	107,3	101,4	103,9	126,8	126,4	123,8	129,2	134,4 ^p	149,7 ^p	135,3	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5	954,8	971,3	978,2	1.051,7	1.071,5	1.126,6	

bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

Créances bilatérales sur les pays d'émission lors de la liquidation de l'U.E.P.

X compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) - XLIII^e année, vol. 11, n° 3, septembre 1969)

Autres que des effets de banque

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(Milliard de francs)

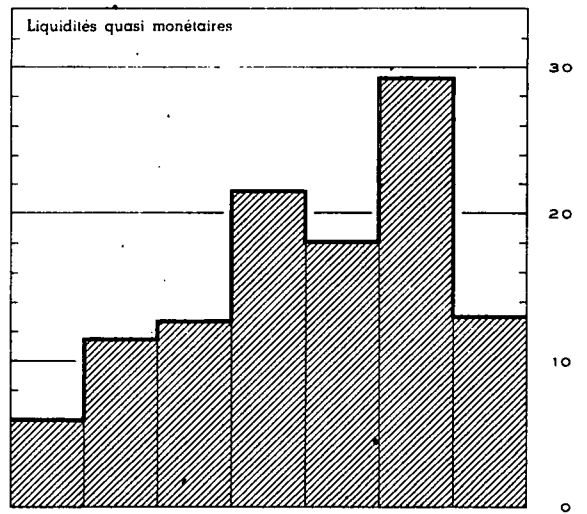
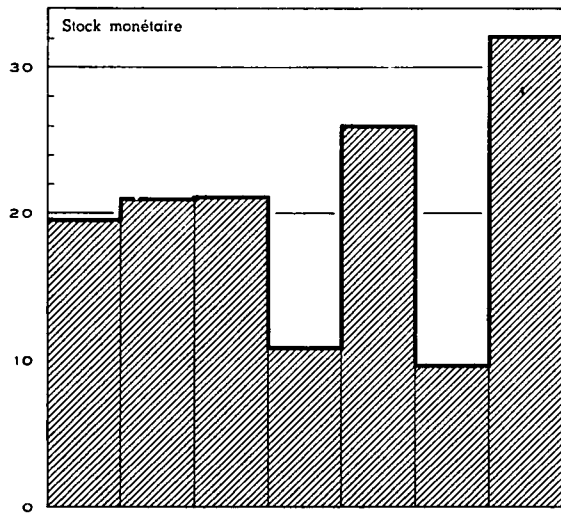
	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	
A. Engagements envers l'étranger :																					
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,4	163,4	169,8	169,6	164,3	206,6	207,4	236,5	236,5	
b) en francs belges ¹	24,3	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0	37,8	40,3	41,8	43,9	42,0	35,8	38,7	42,4	46,6	52,5	52,5	
Total des engagements envers l'étranger ...	87,4	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,3	148,7	154,4	165,4	207,5	212,0	205,6	203,2	249,2	254,2	289,3	289,3	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets ²	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6	5,0	5,2	5,6	5,6	5,1	5,3	5,3	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	1,4	1,4	1,2	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1	1,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4	13,3	19,0	19,0	20,5	22,1	31,2	26,5	26,7	29,8	38,1	38,1	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Monnaie fiduciaire ³	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	182,7	185,4	182,1	190,4	184,6	185,2	180,3	189,1	186,0	190,7	190,7	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	139,7	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	159,4	170,4	167,4	180,2	167,2	175,5	182,9	193,3	188,6	202,7	202,7	
b) détenue par les pouvoirs publics	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,7	23,2	22,0	25,6	26,9	28,4	24,7	25,3	25,3	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	38,2	42,4	42,4	47,4	46,8	50,5	50,4	54,8	54,8	56,8	56,3	62,1	62,3	69,1	77,7	83,9	85,6	92,2	91,4	91,4	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	42,9	44,1	46,6	50,2	52,1	55,2	57,4	61,1	63,5	66,5	69,4	72,9	73,2	73,2	71,6	71,2	71,9	73,4	74,3	74,3	
— dépôts en devises	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	15,3	14,7	13,2	13,5	12,9	11,3	11,3	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,9	16,5	17,3	18,9	20,3	21,0	22,4	23,4	24,2	25,6	25,6	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes ⁵	—	—	—	—	—	3,0	0,2	0,8	1,0	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,2	0,2	—	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,8	0,5	0,2	0,3	1,4	2,8	0,4	1,2	1,2	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	130,6	126,8	131,4	127,8	127,9	154,0	162,4	157,6	160,5	162,0	179,8	170,7	170,7	
TOTAL DU PASSIF ...	625,8	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5	954,8	971,3	978,2	1.051,7	1.071,5	1.126,6	1.126,6	

Colonne du tableau X111
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans lequel le la rubrique est comprise

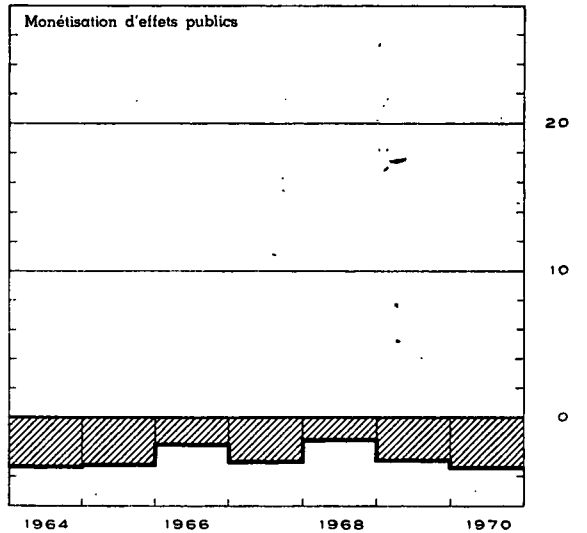
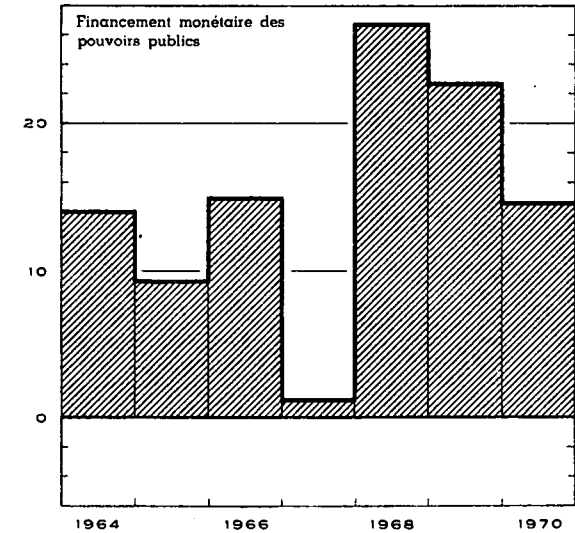
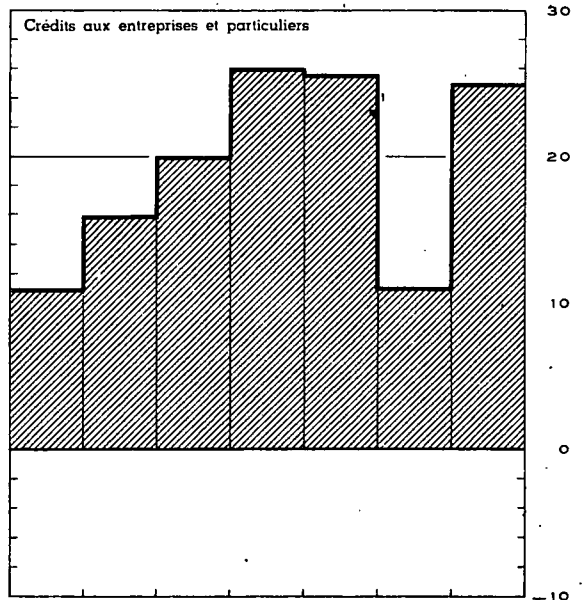
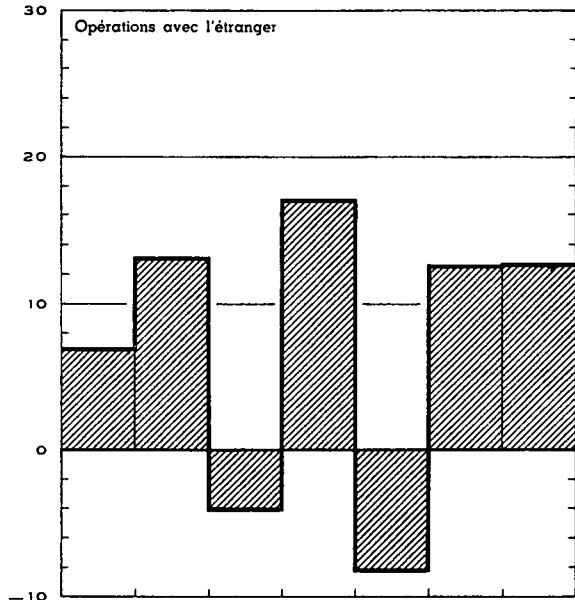
¹ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en C.F.E.D.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.
² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. *Organismes publics monétaires* : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.
³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.
⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». *Organismes publics monétaires* : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITÉS QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITÉS



B. - ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentés			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,5	+ 0,3	- 1,0	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,2	+ 1,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,7	- 0,9	- 2,5	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 4,9	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,8
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968 1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	- 0,7	+ 4,6	- 1,9	- 2,2	+ 4,4	- 0,4	- 0,8	...	+ 3,3	- 1,2	+ 1,5
2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,8	+ 6,1	+ 1,3	+ 0,5	+ 18,0	- 0,5	+ 0,3	- 1,1	- 0,6	- 0,6	- 0,7
3 ^e trimestre	-10,9	+ 6,2	- 4,7	+ 6,0	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,9	- 3,1	+ 0,3	- 1,1	+ 2,1	+ 1,3	- 0,5	- 0,2
4 ^e trimestre	+14,8	+ 2,1	+ 16,9	- 4,2	+ 13,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 4,4	+ 3,7	- 0,5	- 0,3	...	- 0,7	- 1,0
Total ...	+26,1	+18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+10,2	+ 5,8	- 0,7	+ 7,7	- 1,0	- 0,9	+ 6,5	- 2,8	- 1,8	- 1,8	- 0,6	- 0,7	+ 1,9
2 ^e trimestre	+21,7	+ 3,4	+ 25,1	+ 4,2	+ 6,9	- 0,4	+ 2,1	+ 13,1	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,3	+ 1,9	- 1,7	- 5,9
3 ^e trimestre	-19,9	+ 9,4	- 10,5	- 2,9	- 4,2	+ 0,9	+ 1,6	- 4,6	+ 1,3	- 0,7	+ 0,9	+ 3,6	- 1,3	- 5,1
4 ^e trimestre	+12,4	+ 6,4	+ 18,8	+12,0	+ 0,7	- 2,3	+ 0,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 0,1	- 1,1	...	- 0,7	+ 3,4
Total ...	+ 9,8	+29,4	+ 39,2	+12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970 1 ^{er} trimestre	+ 3,8	+ 4,3	+ 8,1	+ 1,8	+ 3,0	- 1,3	- 1,6	+ 5,6	+ 0,9	- 0,6	- 1,2	+ 1,1	- 1,4	+ 1,8
2 ^e trimestre	+20,7	+ 2,8	+ 23,5	+ 4,5	+ 7,6	...	+ 1,8	+ 8,6	+ 1,4	- 0,8	- 2,3	- 0,9	- 1,0	+ 4,6
3 ^e trimestre	-11,5	+ 7,4	- 4,1	p+ 4,2	+ 0,3	- 2,6	- 0,6	p- 10,4	p+ 3,2	p- 0,2	+ 2,6	p+ 3,3	- 0,8	p- 3,1
4 ^e trimestre	+19,3	- 1,4	+ 17,9	p+ 2,2	+ 14,1	- 0,9	- 2,1	p+ 1,8	p+ 3,6	p- 0,5	- 0,3	p+ 5,5	- 1,4	p- 4,1
Total ...	+32,3	+13,1	+ 45,4	p+12,7	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	p+ 5,6	p+ 9,1	p- 2,1	- 1,2	p+ 9,0	- 4,6	p- 0,8

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (I.N.S.E.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968]. — 4 Y compris les fonds de pension.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor 2	Billets de la B.N.B. 2	Stock de monnaie fiduciaire 3	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés 4	détenue par les entreprises et particuliers 1			Stock de monnaie scripturale (9) = (4) + (8)			
					comptes courants à la B.N.B. 5	avoirs en C.C.P. 6	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques 7				
											Total (8)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (3) + (9)	(11) = (10) : (9) x 100	
1957 Juin	4,6	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	4,7	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin	4,8	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	4,8	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ⁴	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	4,9	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	4,9	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,0	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,2	124,1	126,8	7,3 ⁶	0,7	26,9	58,7 ⁵	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,3	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	5,5	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	5,6	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	5,8	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (e)	5,9	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série 7</i>											
Juin	5,9	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,1	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,4	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	6,7	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Juin	6,9	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Décembre	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Juin	6,5	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3
Décembre	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969 Juin	6,8	188,9	190,4	23,2	0,6	48,0	131,6	180,2	203,4	393,8	48,3
Décembre	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970 Février	7,0	178,8	181,5	20,8	0,3	43,3	130,6	174,2	195,0	376,5	48,2
Mars	7,0	178,5	180,3	26,9	0,5	43,8	138,6	182,9	209,8	390,1	46,2
Avril	7,0	180,9	183,5	25,6	0,4	53,3	135,3	189,0	214,6	398,1	46,1
Mai	7,1	184,1	186,5	28,2	0,5	45,8	139,3	185,6	213,8	400,3	46,6
Juin	7,2	187,1	189,1	28,4	0,4	47,4	145,5	193,3	221,7	410,8	46,0
Juillet	7,3	187,7	190,2	27,7	0,5	48,2	137,7	186,4	214,1	404,3	47,0
Août	7,3	184,8	187,2	23,8	0,5	45,1	138,8	184,4	208,2	395,4	47,3
Septembre	7,3	183,5	186,0	24,7	0,7	44,8	143,1	188,6	213,3	399,3	46,6
Octobre	7,3	182,6	185,5	21,9	0,3	48,1	141,9	190,3	212,2	397,7	46,6
Novembre	7,4	182,1	184,4	23,5	0,4	43,9	142,5	186,8	210,3	394,7	46,7
Décembre	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,7	202,7	227,9	418,6	45,6
1971 Janvier	7,5	182,1	184,8	26,5	0,6	51,0	152,9	204,5	231,0	415,8	44,4

1 Y compris des organismes para-étatiques administratifs.

2 Déduction faite des avoirs de la Banque Nationale de Belgique.

3 Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

4 Depuis août 1953, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

5 En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

6 Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

7 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Crises et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁶	74,8 ⁶	+ 8,3	- 4,2 ⁶	+ 4,1 ⁶	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ⁶	77,8 ⁶	+12,2	-10,4 ⁶	+ 1,8 ⁶	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 Année	91,0	-10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 Année ⁷	102,2	-23,0	79,2	+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 Année	114,8	-26,8	88,0	+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965 Année	122,8	-28,0	94,8	+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre ..	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre ..	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre ..	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 ^e trimestre ..	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 ^{er} trimestre ..	124,0	-33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7
2 ^e trimestre ..	129,3	-36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6
3 ^e trimestre ..	130,0	-39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7
4 ^e trimestre ..	136,9	-39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6
				+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968 1 ^{er} trimestre ..	133,4	-38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	...	...	- 1,9	- 0,7	+ 0,6	- 2,0
2 ^e trimestre ..	134,5	-37,3	97,2	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,7	- 1,2	- 0,2	+ 1,3	+ 2,8	- 1,8	+ 0,9
3 ^e trimestre ..	129,3	-39,2	90,1	- 5,2	- 1,7	- 6,9	- 1,3	...	+ 0,4	- 6,0	+ 3,4	- 3,5
4 ^e trimestre ..	122,9	-36,8	86,1	- 6,4	+ 2,2	- 4,2	- 1,0	...	+ 1,0	- 4,2	+ 5,1	+ 0,9
				-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969 1 ^{er} trimestre ..	117,6	-34,0	83,6	- 5,3	+ 2,8	- 2,5	- 0,8	...	- 1,0	- 0,7	+ 3,7	+ 1,2
2 ^e trimestre ..	121,7	-33,2	88,5	+ 4,1	+ 0,8	+ 4,9	+ 1,3	- 0,2	- 0,4	+ 4,2	- 1,7	+ 3,2
3 ^e trimestre ..	114,5	-29,2	85,3	- 7,0 ⁸	+ 4,0	- 3,0	- 1,0	...	+ 0,9	- 2,9	- 1,6	+ 4,6
4 ^e trimestre ..	128,3	-34,7	93,6	+13,4 ⁹	- 5,6	+ 7,8	- 1,9	...	- 2,3	+12,0	+ 7,5	+15,3
				+ 5,2	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970 1 ^{er} trimestre ..	130,3	-32,7	97,6	- 1,5 ¹⁰	+ 2,1	+ 0,6	+ 0,1	...	- 1,3	+ 1,8	p+ 2,9	p+ 3,5
2 ^e trimestre ..	136,3	-34,3	102,0	+ 6,0	- 1,6	+ 4,4	+ 0,3	- 0,4	...	+ 4,5	p+ 1,0	p+ 5,4
3 ^e trimestre ..	138,7	-35,1	103,6	+ 2,4	- 0,8	+ 1,6	p ...	p ...	- 2,6	p+ 4,2	p+ 3,0	p+ 4,6
4 ^e trimestre ..	143,1	-38,3	104,8	+ 4,5 ⁸	- 3,3	+ 1,2	p- 0,1	p ...	- 0,9	p+ 2,2	p+ 3,2	p+ 4,4
				+11,4	- 3,6	+ 7,8	p+ 0,3	p- 0,4	- 4,8	p+12,7	p+10,1	p+17,9

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, page 20 à 27.

² Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatutaires administratifs, sauf, à partir de 1963, les Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

³ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

⁴ Cette différence est égale à :

- variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L., b) en 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises (ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)).

- moins, a) depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique (ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)).

⁵ Voir tableaux IX - 1, 2 et 8, rubrique 6.2.

⁶ Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « b'laux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,0 milliard en 1960 et une augmentation, également comptable, de 0,5 milliard en 1961. Ces mouvements de caractère purement comptable ont été éliminés de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique [col. (5) et (6)].

⁷ A partir de 1963, les chiffres des autres organismes monétaires ne sont plus comparables à ceux de années antérieures; un article explicatif à ce sujet est inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XLII^e année, vol. 1, n° 1, janvier 1967.

⁸ Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

⁹ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

¹⁰ Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)	
	Financements spécifiques					Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée			Total (10) = (7) à (9)
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4	Autres (9)				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
1964 Juin	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5	
Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0	
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0	
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9	
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5	
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,4	115,1	15,5	7,0	1,9	24,4	139,5	
Décembre	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	181,1	
1966 Mars	13,9	8,0	13,0	12,0	78,3	125,2	17,9	8,1	2,7	28,7	153,9	
Juin	15,1	8,6	13,4	12,4	80,0	129,5	17,9	7,7	2,5	28,1	157,6	
Septembre	16,7	8,9	13,7	11,4	83,8	134,5	18,2	7,6	2,5	28,3	162,8	
Décembre ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6	
1967 Mars	20,2	9,2	14,1	11,9	92,3	147,7	19,6	7,4	2,2	29,2	176,9	
Juin	22,4	10,4	15,0	11,7	95,2	154,7	21,8	7,3	3,6	32,7	187,4	
Septembre ⁵	22,6	10,5	15,1	11,5	98,2	157,9	22,3	6,7	3,1	32,1	190,0	
Décembre ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2	
1968 Mars ⁵	24,1	11,6	16,3	13,8	107,3	173,1	25,1	8,2	4,2	37,5	210,6	
Juin ⁵	25,3	12,1	18,2	13,3	111,2	180,1	26,7	9,1	4,5	40,3	220,4	
Septembre	27,7	12,7	19,0	13,2	108,9	181,5	26,7	11,2	3,6	41,5	223,0	
Décembre	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8	
1969 Mars	27,4	14,0	20,0	16,0	124,3	201,7	30,9	16,4	3,3	50,6	252,3	
<i>Nouvelle série</i>												
Mars	26,6	13,0	20,8	16,0	125,3	201,7	30,9	16,4	3,3	50,6	252,3	
Juin	28,6	13,3	23,4	15,1	128,8	209,2	34,6	20,4	3,0	58,0	267,2	
Septembre	27,2	14,1	24,0	15,6	124,4	205,3	33,1	25,6	3,0	61,7	267,0	
Décembre	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9	
1970 Mars	28,6	14,7	23,2	13,3	128,2	208,0	33,0	23,3	1,7	58,0	266,0	
Juin	28,8	15,9	23,7	15,9	132,1	216,4	36,1	29,6	1,4	67,1	283,5	
Septembre	28,5	16,4	24,7	16,2	131,3	217,1	38,0	38,7	1,4	77,9	295,0	
Décembre	29,1	16,9	24,8	17,3	141,7	230,1	41,5	43,1	1,5	86,1	316,2	

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²	
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)		
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)		(12)	
A. Crédits aux entreprises et particuliers													
1966	Septembre	11,7	58,1	64,7	134,5	4,7	9,7	14,4	7,0	48,4	64,7	120,1	—
	Décembre ³	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967	Mars	12,3	65,9	69,5	147,7	5,1	9,6	14,7	7,2	56,3	69,5	133,0	...
	Juin	12,0	69,4	73,3	154,7	6,0	11,3	17,3	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
	Septembre ³	11,2	72,2	74,5	157,9	4,3	11,3	15,6	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
	Décembre ³	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	Mars ³	12,7	79,6	80,8	173,1	5,3	12,2	17,5	7,4	67,4	80,8	155,6	...
	Juin ³	11,6	82,3	86,2	180,1	5,0	13,4	18,4	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
	Septembre	10,9	79,8	90,8	181,5	5,8	12,9	18,7	5,1	66,9	90,8	162,8	1,6
	Décembre	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969	Mars	13,0	85,9	102,8	201,7	9,4	15,6	25,0	3,6	70,3	102,8	176,7	0,1
	Juin	11,9	92,0	105,3	209,2	8,1	18,1	26,2	3,8	73,9	105,3	183,0	0,1
	Septembre	11,5	93,7	100,1	205,3	7,6	18,9	26,5	3,9	74,8	100,1	178,8	...
	Décembre	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970	Mars	10,7	94,8	102,5	208,0	4,9	11,2	16,1	5,8	83,6	102,5	191,9	0,6
	Juin	12,8	97,5	106,1	216,4	5,4	10,3	15,7	7,4	87,2	106,1	200,7	0,2
	Septembre	13,3	94,2	109,6	217,1	4,2	8,8	13,0	9,1	85,4	109,6	204,1	...
	Décembre	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
B. Crédits à l'étranger													
1966	Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
	Décembre ³	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967	Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
	Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
	Septembre ³	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
	Décembre ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	Mars ³	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
	Juin ³	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
	Septembre	17,2	13,7	10,6	41,5	11,4	5,4	16,8	5,8	8,3	10,6	24,7	0,1
	Décembre	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	14,4	7,1	21,5	5,8	7,5	15,8	29,1	0,1
	Juin	22,9	15,6	19,5	58,0	16,2	8,5	24,7	6,7	7,1	19,5	33,3	0,1
	Septembre	21,1	16,0	24,6	61,7	14,5	7,6	22,1	6,6	8,4	24,6	39,6	...
	Décembre	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	Mars	18,7	16,3	23,0	58,0	9,8	7,0	16,8	8,9	9,3	23,0	41,2	...
	Juin	20,0	17,6	29,5	67,1	10,3	8,1	18,4	9,7	9,5	29,5	48,7	...
	Septembre	21,3	18,1	38,5	77,9	7,8	7,4	15,2	13,5	10,7	38,5	62,7	...
	Décembre	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
C. Total													
1966	Septembre	25,3	65,3	72,2	162,8	12,3	12,1	24,4	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
	Décembre ³	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967	Mars	26,6	74,4	75,9	176,9	14,0	12,3	26,3	12,6	62,1	75,9	150,6	0,1
	Juin	28,4	79,0	80,0	187,4	14,9	14,8	29,7	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
	Septembre ³	27,2	81,9	80,9	190,0	12,1	15,2	27,3	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
	Décembre ³	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968	Mars ³	29,6	92,5	88,5	210,6	14,7	17,6	32,3	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
	Juin ³	29,1	96,4	94,9	220,4	14,8	19,8	34,6	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2
	Septembre	28,1	93,5	101,4	223,0	17,2	18,3	35,5	10,9	75,2	101,4	187,5	1,7
	Décembre	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969	Mars	33,2	100,5	118,6	252,3	23,8	22,7	46,5	9,4	77,8	118,6	205,8	0,2
	Juin	34,8	107,6	124,8	267,2	24,3	26,6	50,9	10,5	81,0	124,8	216,3	0,2
	Septembre	32,6	109,7	124,7	267,0	22,1	26,5	48,6	10,5	83,2	124,7	218,4	...
	Décembre	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970	Mars	29,4	111,1	125,5	266,0	14,7	18,2	32,9	14,7	92,9	125,5	233,1	0,6
	Juin	32,8	115,1	135,6	283,5	15,7	18,4	34,1	17,1	96,7	135,6	249,4	0,2
	Septembre	34,6	112,3	148,1	295,0	12,0	16,2	28,2	22,6	96,1	148,1	266,8	...
	Décembre	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	158,0	270,8	0,2

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Réescampte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation. XLIIe année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets r \acute{e} escomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accep- tations bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accep- tations bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9) + (6)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1966 Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
Septembre ¹	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
Décembre ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
Juin ¹	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
Septembre	1,1	...	1,1	0,4	1,1	1,5	0,4	2,2	...	2,6
Décembre	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969 Mars	2,4	...	2,4	2,8	6,4	9,2	2,8	8,8	...	11,6
Juin	1,5	0,2	1,7	3,6	8,3	11,9	3,6	9,8	0,2	13,6
Septembre	1,4	...	1,4	4,3	9,7	14,0	4,3	11,1	...	15,4
Décembre	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970 Mars	2,4	...	2,4	0,6	0,6	1,2	0,6	3,0	...	3,6
Juin	1,6	...	1,6	1,8	1,7	3,5	1,8	3,3	...	5,1
Septembre	1,2	...	1,2	...	0,5	0,5	...	1,7	...	1,7
Décembre	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
B. Crédits à l'étranger										
1966 Septembre .....	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars .....	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin .....	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
Septembre ¹ .....	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars ¹ .....	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
Juin ¹	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
Septembre	0,3	...	0,3	8,3	1,3	9,6	8,3	1,6	...	9,9
Décembre	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969 Mars .....	...	...	...	11,2	3,1	14,3	11,2	3,1	...	14,3
Juin	0,1	...	0,1	12,6	4,4	17,0	12,6	4,5	...	17,1
Septembre	0,3	...	0,3	11,7	3,6	15,3	11,7	3,9	...	15,6
Décembre	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970 Mars	0,1	...	0,1	3,7	0,9	4,6	3,7	1,0	...	4,7
Juin	0,3	...	0,3	5,4	1,4	6,8	5,4	1,7	...	7,1
Septembre	0,1	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	0,1
Décembre	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
C. Total										
1966 Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
Septembre ¹	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
Décembre ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
Juin ¹	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6
Septembre	1,4	...	1,4	8,7	2,4	11,1	8,7	3,8	...	12,5
Décembre	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969 Mars	2,4	...	2,4	14,0	9,5	23,5	14,0	11,9	...	25,9
Juin	1,6	0,2	1,8	16,2	12,7	28,9	16,2	14,3	0,2	30,7
Septembre	1,7	...	1,7	16,0	13,3	29,3	16,0	15,0	...	31,0
Décembre	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970 Mars	2,5	...	2,5	4,3	1,5	5,8	4,3	4,0	...	8,3
Juin	1,9	...	1,9	7,2	3,1	10,3	7,2	5,0	...	12,2
Septembre	1,3	...	1,3	...	0,5	0,5	...	1,8	...	1,8
Décembre	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. - Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) + (7)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1966	Septembre	11,7	59,3	64,7	135,7	2,9	7,6	10,5	8,8	51,7	64,7	125,2	—
	Décembre	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,3	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967	Mars	12,3	67,7	69,5	149,5	4,3	8,9	13,2	8,0	58,8	69,5	136,3	...
	Juin	12,0	70,8	73,3	156,1	5,7	10,0	15,7	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
	Septembre	11,2	73,4	74,5	159,1	3,9	9,7	13,6	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
	Décembre	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	Mars	12,7	81,8	80,8	175,3	4,9	11,1	16,0	7,8	70,7	80,8	159,3	...
	Juin	11,6	83,7	86,2	181,5	3,9	11,6	15,5	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1
	Septembre	10,9	80,9	90,8	182,6	5,3	10,9	16,2	5,6	70,0	90,8	166,4	1,7
	Décembre	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,8
1969	Mars	13,0	88,3	102,8	204,1	6,6	8,7	15,3	6,4	79,6	102,8	188,8	0,5
	Juin	11,9	93,5	105,5	210,9	4,4	8,4	12,8	7,5	85,1	105,5	198,1	0,3
	Septembre	11,5	95,1	100,1	206,7	3,3	8,0	11,3	8,2	87,1	100,1	195,4	0,4
	Décembre	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970	Mars	10,7	97,2	102,5	210,4	3,1	9,4	12,5	7,6	87,8	102,5	197,9	0,6
	Juin	12,8	99,1	106,1	218,0	3,4	6,9	10,3	9,4	92,2	106,1	207,7	0,2
	Septembre	13,3	95,4	109,6	218,3	3,6	7,5	11,1	9,7	87,9	109,6	207,2	0,2
	Décembre	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2

B. Crédits à l'étranger

1966	Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
	Décembre	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1
1967	Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
	Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
	Septembre	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
	Décembre	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	Mars	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
	Juin	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1
	Septembre	17,2	14,0	10,6	41,8	3,1	4,1	7,2	14,1	9,9	10,6	34,6	0,1
	Décembre	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	3,2	4,0	7,2	17,0	10,6	15,8	43,4	0,1
	Juin	22,9	15,7	19,5	58,1	3,5	4,1	7,6	19,4	11,6	19,5	50,5	0,1
	Septembre	21,1	16,3	24,6	62,0	2,7	4,0	6,7	18,4	12,3	24,6	55,3	...
	Décembre	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	Mars	18,7	16,4	23,0	58,1	4,8	5,5	10,3	13,9	10,9	23,0	47,8	...
	Juin	20,0	17,9	29,5	67,4	4,1	6,2	10,3	15,9	11,7	29,5	57,1	...
	Septembre	21,3	18,2	38,5	78,0	5,9	7,0	12,9	15,4	11,2	38,5	65,1	...
	Décembre	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...

C. Total

1966	Septembre	25,3	66,5	72,2	164,0	4,7	9,6	14,3	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
	Décembre	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3
1967	Mars	26,6	76,2	75,9	178,7	6,6	11,3	17,9	20,0	64,9	75,9	160,8	0,1
	Juin	28,4	80,4	80,0	188,8	8,5	12,8	21,3	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
	Septembre	27,2	83,1	80,9	191,2	8,2	13,3	21,5	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
	Décembre	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	Mars	29,6	94,7	88,5	212,8	9,3	15,7	25,0	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
	Juin	29,1	97,9	94,9	221,9	6,6	16,5	23,1	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2
	Septembre	28,1	94,9	101,4	224,4	8,4	15,0	23,4	19,7	79,9	101,4	201,0	1,8
	Décembre	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969	Mars	33,2	102,9	118,6	254,7	9,8	12,7	22,5	23,4	90,2	118,6	232,2	0,6
	Juin	34,8	109,2	125,0	269,0	7,9	12,5	20,4	26,9	96,7	125,0	248,6	0,4
	Septembre	32,6	111,4	124,7	268,7	6,0	12,0	18,0	26,6	99,4	124,7	250,7	0,4
	Décembre	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970	Mars	29,4	113,6	125,5	268,5	7,9	14,9	22,8	21,5	98,7	125,5	245,7	0,6
	Juin	32,8	117,0	135,6	285,4	7,5	13,1	20,6	25,3	103,9	135,6	264,8	0,2
	Septembre	34,6	118,6	148,1	296,3	9,5	14,5	24,0	25,1	99,1	148,1	272,3	0,2
	Décembre	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2

¹ Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (8) du tableau XIII-8].

² Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Réescampte et de Garantie [crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires].

³ Il s'agit d'effets commerciaux.

⁴ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175	75.947	73.519
Fonds Monétaire International :								
Participation							7.777	19.584
Prêts .....							...	...
Droits de tirage spéciaux .....							...	10.246
Total des éléments de couverture ¹ ...	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175	83.724	103.349
Monnaies étrangères	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087	18.087	35.619	39.014
Monnaies étrangères et or à recevoir	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468	12.327	17.510	10.718
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000	—	—	—
Accords internationaux :								
Union Européenne des Paiements	118	62	7	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Monétaire International :								
Participation	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736	10.278	...	...
Prêts ²	—	1.500	3.375	3.375	1.875	4.975	...	...
Autres accords .....	...	...	6	...	...	120	...	140
Débiteurs pour change et or, à terme ...	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521	18.256	34.015	37.843
Effets de commerce	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834	26.694	18.639	6.488
Avances sur nantissement	1.655	625	31	338	345	572	47	188
Effets publics :								
Effets publics belges	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650	14.675	15.550	13.250
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	—	200	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	247	397	455	302	320	266	281	265
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	1	2	2	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367	3.514	3.633	3.728
Immeubles, matériel et mobilier	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999	2.064	2.105	2.161
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583	2.858	3.120
Divers	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357	1.919	1.746	1.982
Compte d'ordre :	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707	249.728	256.248
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437	2.649	2.586
PASSIF								
Billets en circulation	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482	183.243	183.002	188.212
Comptes courants :								
compte ordinaire ...	3	5	18	12	2	4	25	23
taxe exceptionnelle de conjunct.	17	12	14	13	10	9	8	7
Trésor public } compte spécial liquidation U.E.P. ....	...	...	...	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin. ...	309	329	394	390	316	677	383	526
Comptes courants divers et valeurs à payer	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206	2.545	4.511	4.205
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	126	161	262	128	271	256	148	459
Autres accords	333	383	217	325	326	224	319	264
Total des engagements à vue ...	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613	186.958	188.396	193.696
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	—	—	—	3.545
Banques belges, réserve monétaire	—	1.253	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218	30.665	51.767	48.687
Caisse de Pensions du Personnel	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583	2.858	3.120
Divers	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216	2.908	3.022	3.415
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077	3.193	3.285	3.385
Compte d'ordre :	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707	249.728	256.248
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437	2.649	2.586

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la Banque sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la Banque et par l'article 30 des statuts de la Banque, modifié par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

² Baux spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963, Convention du 1-2-1963).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1970 5 janvier	1971 4 janvier	1970 9 février	1971 8 février	1970 9 mars	1971 8 mars	1970 6 avril	1971 5 avril
ACTIF								
Encaisse en or	75.888	73.479	75.983	73.402	75.959	73.334	75.959	73.334
Fonds Monétaire International :								
Participation	7.777	19.584	8.777	25.834	9.277	25.769	10.372	23.169
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	3.545	13.723	3.795	13.723	3.945	13.723	3.995	14.973
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	87.210	106.786	88.555	112.959	89.181	112.826	90.326	111.476
Monnaies étrangères	35.190	38.954	35.856	41.429	35.450	41.411	38.291	42.113
Monnaies étrangères et or à recevoir	16.984	11.179	15.551	9.359	17.470	6.681	17.553	5.060
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres accords .....	...	154	...	88	14	95	71	92
Débiteurs pour change et or, à terme ...	33.436	37.745	34.723	39.947	34.539	39.984	37.439	39.556
Effets de commerce	18.807	7.035	13.084	3.465	9.794	3.150	6.184	2.721
Avances sur nantissement	64	24	23	253	35	23	16	27
Effets publics :								
Effets publics belges	12.275	10.175	11.475	250	13.850	5.725	15.100	10.500
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	268	261	353	330	405	366	405	382
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	1	1	1	1	1	2	1
Créance consolidée sur l'Etat	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics	3.631	3.728	3.726	3.832	3.727	3.832	3.720	3.832
Immeubles, matériel et mobilier	2.064	2.105	2.105	2.161	2.105	2.161	2.105	2.161
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	2.896	3.172	2.970	3.302	2.990	3.276	2.987	3.273
Divers	3.038	3.230	1.212	809	1.389	1.161	1.403	947
Compte d'ordre :	249.864	258.549	243.634	252.185	244.950	254.692	249.602	256.141
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	2.649	2.586	2.413	2.347	2.216	2.133	2.023	1.922
PASSIF								
Billets en circulation	182.257	187.704	176.909	182.275	178.004	184.064	179.229	186.537
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	11	2	11	24	8	17	8	14
taxe exceptionnelle de conjonct.	8	7	8	7	8	7	8	7
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	405	537	418	539	431	484	458	627
Comptes courants divers et valeurs à payer	1.576	1.319	2.800	2.278	864	5.428	727	5.992
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	92	449	130	289	122	292	82	249
Autres accords	286	264	230	385	247	343	363	413
<i>Total des engagements à vue</i> ...	184.635	190.282	180.506	185.797	179.684	190.635	180.875	193.859
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	3.545	7.022	3.545	7.022	3.545	7.022	3.545	7.022
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	50.666	49.049	50.509	49.549	52.192	46.904	55.177	44.824
Caisse de Pensions du Personnel	2.896	3.172	2.970	3.302	2.990	3.276	2.987	3.273
Divers	4.489	5.296	2.376	2.682	2.811	3.022	3.290	3.330
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	3.233	3.328	3.328	3.433	3.328	3.433	3.328	3.433
Compte d'ordre :	249.864	258.549	243.634	252.185	244.950	254.692	249.602	256.141
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	2.649	2.586	2.413	2.347	2.216	2.133	2.023	1.922

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la Banque sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la Banque et par l'article 80 des statuts de la Banque, modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global 1	Avoirs des particuliers 2	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) 3	(moyennes mensuelles ou mois)				(milliards de francs)		
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.023	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1968 4 ^e trimestre	1.013	64,1	43,1	103,3	216,5	98,8	216,5	601,9	94
1969 1 ^{er} trimestre	1.015	66,3	44,3	102,4	222,7	104,8	222,7	652,7	94
2 ^e trimestre	1.014	67,7	45,7	118,8	233,0	117,6	233,0	702,5	94
3 ^e trimestre	1.018	69,9	45,3	112,2	237,0	114,5	237,0	700,6	94
4 ^e trimestre	1.022	68,0	45,1	116,3	243,3	113,2	243,3	716,1	94
1970 1 ^{er} trimestre	1.021	70,1	46,8	115,1	238,9	117,2	238,9	710,1	94
2 ^e trimestre	1.020	70,8	48,2	126,7	244,6	125,2	244,6	741,1	94
3 ^e trimestre	1.023	73,8	46,9	127,7	254,5	129,7	254,5	766,4	94
4 ^e trimestre	1.030	75,6	49,2	139,3	270,3	133,6	270,3	813,6	94
1970 Février	1.021	68,2	45,8	108,3	231,5	114,5	231,5	685,8	95
Mars	1.021	68,4	46,6	115,5	225,7	111,4	225,7	678,2	94
Avril	1.020	69,3	47,1	132,1	253,5	125,9	253,5	765,0	94
Mai	1.020	69,5	49,3	118,2	235,6	123,7	235,6	713,1	94
Juin	1.020	73,1	48,2	129,7	244,8	126,0	244,8	745,3	94
Juillet	1.021	84,6	48,5	152,7	299,8	155,0	299,8	907,4	94
Août	1.022	68,5	46,2	114,0	234,1	118,0	234,1	700,2	95
Septembre	1.025	68,3	46,1	116,3	229,5	116,2	229,5	691,5	94
Octobre	1.028	72,0	47,1	132,6	258,8	125,5	258,8	775,7	95
Novembre	1.030	74,4	48,2	129,6	266,7	134,1	266,7	797,1	94
Décembre	1.031	80,4	52,4	155,8	285,5	141,3	285,5	868,1	94
1971 Janvier	1.031	82,7	53,6	138,3	280,1	143,0	280,1	841,5	95
Février	1.030	76,1	51,8	131,3	266,9	134,4	266,9	799,5	96

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES !

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 ¹ 31 décembre	1970 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 31 janvier	1971 31 janv.
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10.583	10.466	12.243	10.108	12.243	10.108	5.836	6.211
Prêts au jour le jour	5.559	4.894	11.942	10.957	11.942	10.957	4.857	7.471
Banquiers	49.380	72.637	111.824	138.852	111.824	138.852	110.177	131.561
Maison-mère, succursales et filiales	10.353	13.100	15.542	38.766	15.542	38.766	16.094	37.021
Autres valeurs à recevoir à court terme	16.506	21.086	30.932	24.887	30.932	24.887	50.642	37.381
Portefeuille-effets	118.984	119.034	142.197	156.753	142.197	156.753	147.559	158.911
a) Effets publics	41.099	37.717	46.822	41.034	46.822	41.034	52.148	45.261
b) Effets commerciaux ²	77.885	81.317	95.375	115.719	95.375	115.719	95.411	113.761
Reports et avances sur titres	1.516	1.644	1.441	1.809	1.441	1.809	1.362	1.621
Débiteurs par acceptations	29.484	32.044	29.338	37.196	29.338	37.196	29.028	36.261
Débiteurs divers	82.733	110.343	115.987	156.183	115.987	156.183	116.962	161.151
Valeurs mobilières	3	3	141.426	175.718	141.426	175.718	141.979	183.681
a) Fonds publics belges	3	3	132.966	159.698	132.966	159.698	134.656	166.841
b) Autres titres d'emprunt	3	3	8.228	15.788	8.228	15.788	7.085	16.621
c) Actions et parts de sociétés	3	3	226	98	226	98	229	89
d) Autres valeurs mobilières	3	3	6	134	6	134	9	133
Valeurs de la réserve légale	3	3	984	1.128	984	1.128	985	1.131
Participations	3	3	6.573	7.942	6.573	7.942	7.056	7.961
a) Filiales	3	3	2.295	2.440	2.295	2.440	2.742	2.441
b) Autres participations	3	3	4.278	5.502	4.278	5.502	4.314	5.521
Frais de constitution et de premier établissement	114	102	136	135	136	135	139	136
Immeubles	3.300	3.652	4.192	5.014	4.192	5.014	4.235	5.051
Participations dans les filiales immobilières	283	449	310	307	310	307	310	307
Créances sur les filiales immobilières	77	85	200	246	200	246	200	251
Matériel et mobilier	455	465	606	795	606	795	618	781
Divers	5.356	5.574	7.273	9.523	7.273	9.523	7.957	9.345
Total de l'actif ...	444.837	527.786	633.146	776.319	633.146	776.319	645.996	786.256

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actifs des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques
(millions de francs)

1967 31 décembre	28.946	1969 31 décembre	21.161	1969 31 décembre	21.161	1970 31 janvier	20.631
1968 31 décembre	32.935	1970 31 décembre	19.302	1970 31 décembre	19.302	1971 31 janvier	18.631

3 Ancienne subdivision avant le 31 mars 1969 :

	31-12-66	31-12-67	31-12-68
Portefeuille-titres	94.289	110.154	132.211
a) Valeurs de la réserve légale	789	833	907
b) Fonds publics belges	87.264	102.140	119.174
c) Fonds publics étrangers	1.696	2.384	6.129
d) Actions de banques	1.904	2.195	3.075
e) Autres titres	2.436	2.602	2.926

XIII - 12. - SITUATION GLOBALE DES BANQUES

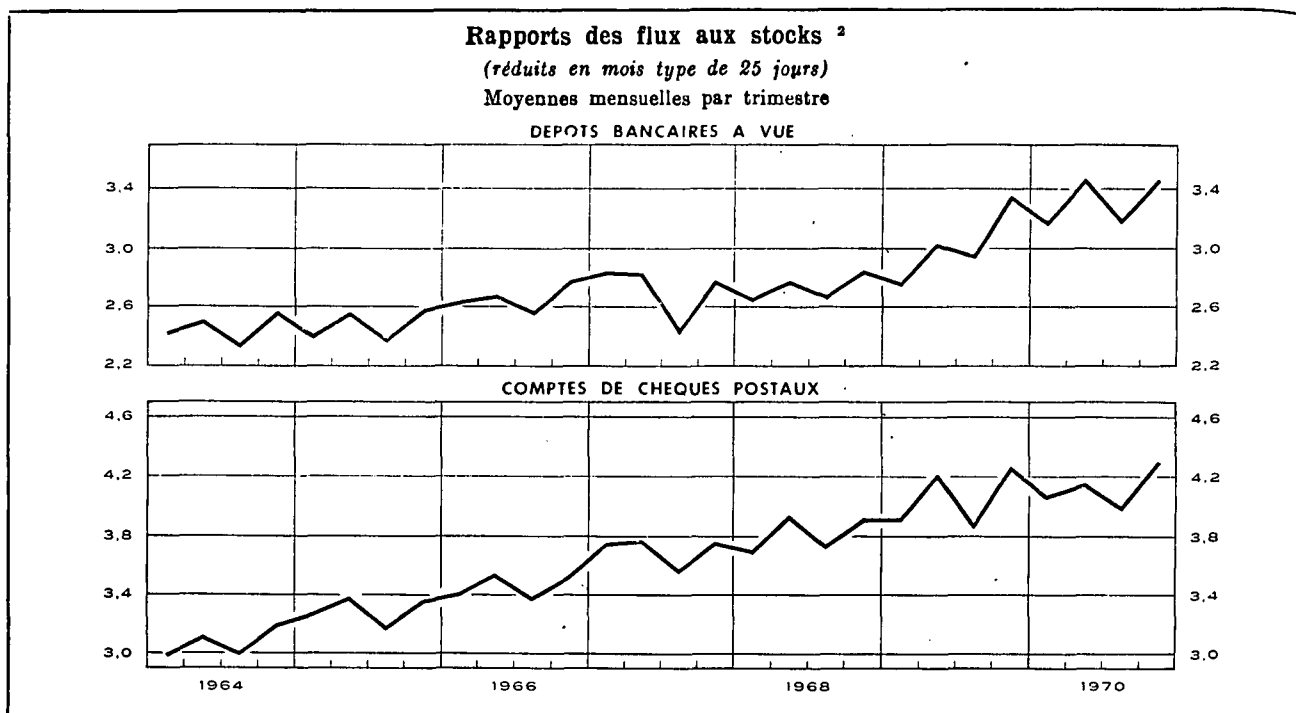
(millions de francs)

Passif

31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre	31 décembre
1967	1966	1965	1964	1963	1962	1961	1960
1.305	922	922	922	922	922	800	1.716
493	490	649	738	738	649	177	539
291	816	273	460	460	273	323	1.157
5.733	8.739	6.906	10.030	6.906	10.030	8.213	10.328
1.354	2.449	1.628	1.291	1.628	1.291	3.173	1.177
4.379	6.290	5.278	8.739	5.278	8.739	4.772	9.351
94.222	119.989	164.481	243.234	164.481	243.234	139.413	240.327
9.963	9.919	12.344	17.296	12.344	17.296	12.964	18.870
29.486	32.044	29.338	37.197	29.338	37.197	29.027	36.268
7.891	13.964	22.457	18.003	22.457	18.003	39.668	26.031
1.320	1.976	1.944	1.817	1.944	1.817	1.913	1.301
244.383	281.371	322.625	366.783	322.625	366.783	322.006	368.919
109.385	122.443	124.004	140.602	124.004	140.602	141.567	139.835
16.773	18.476	26.342	32.976	26.342	32.976	27.031	34.624
50.820	56.919	85.087	96.466	85.087	96.466	86.212	95.610
4.364	7.355	6.107	8.493	6.107	8.493	6.220	9.720
3.493	5.023	7.384	10.732	7.384	10.732	6.769	10.788
57.739	69.787	71.948	74.640	71.948	74.640	72.435	76.423
1.804	1.968	1.753	1.874	1.753	1.874	1.752	1.869
13.546	16.538	18.680	23.269	18.680	23.269	18.984	24.151
941	1.145	1.186	1.242	1.186	1.242	1.184	1.241
13.108	13.298	17.427	19.265	17.427	19.265	16.494	18.026
421.377	500.289	598.310	738.134	598.310	738.134	610.698	747.878
—	—	2.392	3.942	2.392	3.942	2.792	3.942
14.610	17.859	20.442	21.136	20.442	21.136	20.144	21.172
2.368	2.867	4.312	4.289	4.312	4.289	4.310	4.285
833	906	977	1.128	977	1.128	978	1.128
5.425	5.589	6.369	7.268	6.369	7.268	6.416	7.341
224	276	344	402	344	402	338	370
23.460	27.497	32.444	34.223	32.444	34.223	32.505	34.136
444.837	527.786	633.146	776.319	633.146	776.319	643.996	786.236

Les comptes convertis par des sûretés réelles, (titres garantis par des privilèges, (titres garantis par des sûretés réelles conventionnelles, (titres au jour le jour, 8.739 6.906 10.030 1.628 1.291 1.628 3.173 1.177 10.328 8.213 10.030 1.628 1.291 1.628 3.173 1.177 9.351 4.772 139.413 139.413 240.327 18.870 12.964 29.027 39.668 26.031 1.301 322.006 368.919 139.835 16.773 50.820 4.364 7.355 6.107 8.493 6.220 9.720 10.788 76.423 1.869 13.546 16.538 18.680 23.269 18.680 23.269 18.984 24.151 941 1.145 1.186 1.242 1.186 1.242 1.184 1.241 13.108 13.298 17.427 19.265 17.427 19.265 16.494 18.026 421.377 500.289 598.310 738.134 598.310 738.134 610.698 747.878 2.392 3.942 2.392 3.942 2.392 3.942 2.792 3.942 14.610 17.859 20.442 21.136 20.442 21.136 20.144 21.172 2.368 2.867 4.312 4.289 4.312 4.289 4.310 4.285 833 906 977 1.128 977 1.128 978 1.128 5.425 5.589 6.369 7.268 6.369 7.268 6.416 7.341 224 276 344 402 344 402 338 370 23.460 27.497 32.444 34.223 32.444 34.223 32.505 34.136 444.837 527.786 633.146 776.319 633.146 776.319 643.996 786.236

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²			
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brut		réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	
(milliards de francs)							
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08	
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30	
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47	
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71	
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83	
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07	
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13	
1968 4 ^e trimestre	256,7	179,1	435,8	2,89	2,85	3,92	
1969 1 ^{er} trimestre	253,8	185,4	439,2	2,81	2,77	3,92	
2 ^e trimestre	288,7	205,7	494,4	3,00	3,04	4,22	
3 ^e trimestre	273,9	187,2	461,1	3,03	2,95	3,88	
4 ^e trimestre	306,2	201,3	507,5	3,40	3,35	4,26	
1970 1 ^{er} trimestre	291,8	197,5	489,3	3,18	3,18	4,07	
2 ^e trimestre	341,6	211,3	552,9	3,47	3,47	4,15	
3 ^e trimestre	319,3	199,5	518,8	3,29	3,20	4,01	
4 ^e trimestre	349,9	221,0	570,9	3,50	3,46	4,30	
1970 Janvier	282,3	203,9	486,2	3,18	3,06	4,02	
Février	286,4	200,3	486,7	3,02	3,15	4,25	
Mars	306,7	188,4	495,1	3,34	3,34	3,94	
Avril	337,1	209,4	546,5	3,66	3,52	4,28	
Mai	344,9	224,1	569,0	3,23	3,51	4,32	
Juin	342,8	200,4	543,2	3,52	3,39	3,85	
Juillet	343,6	216,1	559,7	3,55	3,42	4,17	
Août	296,2	196,6	492,8	3,02	3,02	4,05	
Septembre	318,2	185,7	503,9	3,30	3,17	3,81	
Octobre	315,3	196,0	511,3	3,42	3,16	3,93	
Novembre	346,5	238,9	585,4	3,24	3,52	4,74	
Décembre	388,1	228,1	616,2	3,84	3,69	4,24	
1971 Janvier	334,4	225,1	559,5	3,08	3,08	4,00	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XI^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

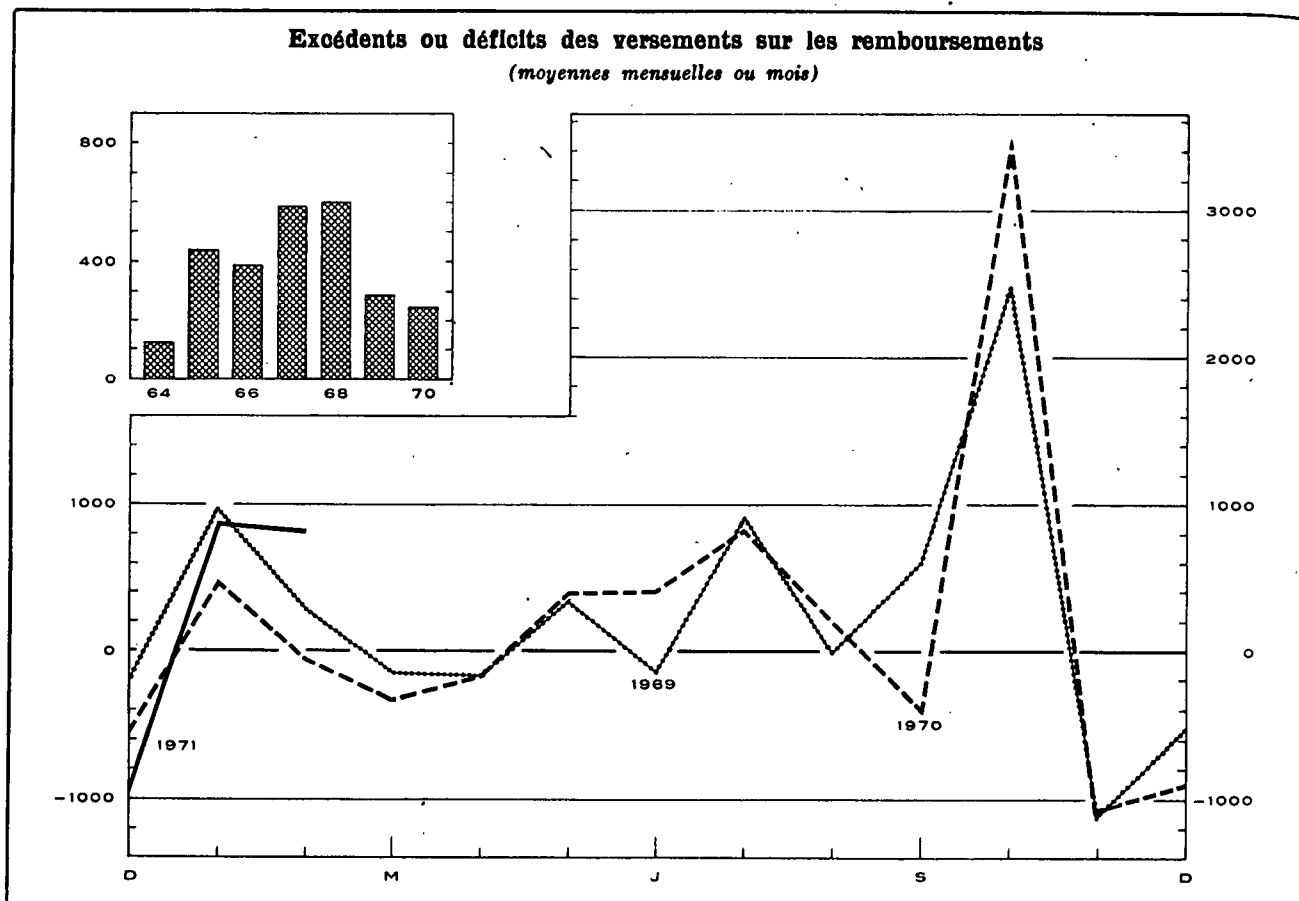
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la Banque Nationale de Belgique
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	589
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	600
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	389
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	320
1967	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	...
1968	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	...
1969	7.833	4.654	...	...	...	8.377	631	...
1968 Janvier	5.815	2.296	...	...	2.023	6.694	...	...
Février	6.113	2.657	...	...	2.282	7.685	...	...
Mars	6.572	3.250	...	...	848	7.262	...	...
Avril	6.537	2.590	...	...	2.771	8.462	...	...
Mai	6.655	2.300	4.000	...	2.100	8.974	585	2.100
Juin	7.534	2.300	5.500	...	1.700	8.915	1.063	3.500
Juillet	7.330	3.660	...	...	2.200	9.365	...	438
Août	7.567	3.785	3.300	...	2.700	10.123	945	2.700
Septembre	7.746	3.685	1.500	...	2.457	8.988	71	2.922
Octobre	7.276	4.194	...	...	2.550	9.927	...	617
Novembre	7.314	3.684	4.000	...	1.234	10.165	1.234	1.264
Décembre	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	...
1969 Janvier	7.567	4.394	...	...	1.745	8.041	611	1.556
Février	7.996	3.838	2.700	...	...	8.292	2.693	...
Mars	8.098	3.685	2.400	...	...	9.221	1.444	...
Avril	8.752	4.135	3.800	...	...	11.711	1.166	...
Mai	8.818	5.204	6.100	...	...	12.315	1.827	2.151
Juin	8.689	4.374	3.500	...	...	10.520	667	1.780
Juillet	8.230	4.619	...	...	...	6.250	2.350	697
Août	8.434	4.254	2.300	...	...	6.041	4.578	692
Septembre	9.355	5.004	2.400	...	...	6.006	5.081	2.031
Octobre	8.776	4.599	...	...	...	5.421	4.434	...
Novembre	8.078	4.114	...	...	...	8.257	332	...
Décembre	7.833	4.654	...	...	...	8.377	631	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période 2	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (1) - (2)	(6)	(7)	
1960	21.840	19.786	2.054	78.887				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395				
1965	32.450	27.211	5.239	112.192				
1966	37.449	32.817	4.632	120.322				
1967	45.363	38.294	7.069	131.137				
1968	50.955	43.751	7.204	142.297				
1969	65.077	56.969	8.108	150.405				
1970	79.080	70.818	8.262	158.667				
	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971
Janvier	6.491	7.569	6.012	6.685	479	884	150.884	159.551
Février	5.214	p 6.577	5.261	p 5.742	-47	p 835	150.837	p160.386
Mars	5.219		5.542		-323		150.514	
Avril	5.859		6.030		-171		150.343	
Mai	5.593		5.192		401		150.744	
Juin	6.111		5.703		408		151.152	
Juillet	6.803		5.967		836		151.988	
Août	5.232		5.027		205		152.193	
Septembre	5.407		5.787		-380		151.813	
Octobre	10.120		6.626		3.494		155.307	
Novembre	5.292		6.345		-1.053		154.254	
Décembre	6.429		7.325		-896		158.667*	

1 A partir de 1963, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

2 Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER Pour l'année 1970, les intérêts capitalisés s'élèvent à F 5.808 millions.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre
ACTIF							
Disponible ¹	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7
Placements provisoires ² :							
Effets sur la Belgique	18,0	20,6	24,6	26,5	29,9	33,0	37,9
Avances à l'industrie	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1
Crédit agricole	0,1	...	...	0,1	0,2	0,5	0,4
Crédit d'exportation	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	—	—	0,1	0,4
Acceptations bancaires	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes ..	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4
Prêts au jour le jour	0,9	...	0,5	...	1,4	...	1,9
Total ² ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0
Placements définitifs ³ :							
Dette directe de l'Etat	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3
Obligations de sociétés belges	0,8	0,8	0,7	1,0	0,9	0,8	0,9
Avances à l'Etat résultant du paiement des allo- cations complémentaires aux prisonniers poli- tiques, et avances à l'Œuvre nationale des inva- lides de la guerre, divers	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2
Prêts hypothécaires	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2
Crédit agricole	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4
Avances à la Société Nationale du Logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, profes- sionnel et universitaire)	—	—	—	—	—	1,5	6,6
Total ² ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts ..	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1
Valeurs échues du portefeuille	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8

PASSIF

<i>Exigible :</i>							
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ⁴ :							
Particuliers	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9	153,9
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Etablissements publics et autres	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9
Total ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9
Dépôts en comptes courants ⁴	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4
<i>Non exigible ³ :</i>							
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

³ A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élevaient à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

⁴ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : Rapports de la CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre
ACTIF							
Placements définitifs ¹ :							
Dette directe de l'Etat	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,3	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Total ...	22,5	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5
PASSIF							
Fonds des Rentes ²	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0
Réserves mathématiques ³	10,8	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 ⁴	9,8
Total ...	24,5	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8

¹ A partir de 1964, la CGER publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Le Fonds des Rentes ne comprend pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

⁴ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : Rapports de la CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre
ACTIF							
Placements définitifs ¹ :							
Dette directe de l'Etat	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Total ...	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6
PASSIF							
Réserves mathématiques et provisions ²	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6
Fonds de réserve et de répartition	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0
Total ...	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6

¹ A partir de 1964, la CGER publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Principaux moyens d'action et placements
(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Crédits aux entreprises et particuliers				Portefeuille-titres 1							
	Inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Dette directe et indirecte de l'Etat 2	Pouvoirs subordonnés	Organismes de la sécurité sociale	Parastatiques de crédit	Parastatiques d'exploitation	Sociétés privées et divers	Etranger	Total du portefeuille-titres
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	7,1	0,6	...	6,6	0,1	14,4		
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,9	0,8	...	7,7	0,1	17,5		
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,7	1,0	0,1	6,2	2,1	0,4	0,1	20,6
1964	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,6	1,0	0,1	6,2	2,0	0,4	0,1	21,4
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,8	1,1	0,1	6,6	2,5	0,7	0,1	23,9
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,8	1,4	0,1	7,2	3,0	0,8	0,1	26,4
1967	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,9	2,0	...	9,4	3,3	0,8	0,1	30,5
1968	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1969	65,6	20,7	29,4	115,7	8,3	68,7	0,4	77,4	18,2	3,7	0,1	12,9	3,5	1,9	0,2	40,5
1970 Août	63,2	20,4	27,4	111,0												
1970 Septembre	63,5	20,4	27,7	111,6	10,0	65,1	0,7	75,8	18,2	3,6	0,1	12,5	3,4	1,5	0,2	39,5
1970 Octobre	63,4	20,4	27,9	111,7												
1970 Novembre	63,2	20,5	28,6	112,3												
1970 Décembre	65,6	20,7	29,4	115,7	8,3	69,1	0,4	77,8	18,2	3,7	0,1	12,9	3,5	1,9	0,2	40,5
1970 Janvier	65,7	20,9	30,2	116,8												
1970 Février	66,7	21,2	31,0	118,9												
1970 Mars	66,5	21,3	31,6	119,4	8,9	70,7	0,5	80,1	18,6	4,2	0,1	13,9	3,5	2,2	0,2	42,7
1970 Avril	66,3	21,4	32,2	119,9												
1970 Mai	67,5	21,6	32,6	121,7												
1970 Juin	68,1	21,7	33,1	122,9	9,5	72,5	0,5	82,5	19,9	4,1	0,1	14,2	3,9	2,3	0,2	44,7
1970 Juillet	68,8	21,8	33,7	124,3												
1970 Août	69,4	22,0	34,1	125,5												
1970 Septembre	69,9	22,1	34,4	126,4	10,4	74,1	0,7	85,2	20,7	4,0	0,1	14,7	4,0	2,6	0,3	46,4
1970 Octobre	70,2	22,3	34,6	127,1												
1970 Novembre	70,2	22,4	35,1	127,5												

Non compris les actions et les participations.

1) Y compris des certificats émis par l'Etat et le Fonds des Rentes.

De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 8,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

2) A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans
(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

Fin de période	1965	1966	1967	1968	1969	1970
ACTIF						
Encours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	12,6	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4
2 ^o garantis par banques et organismes financiers	11,1	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2
3 ^o dont le risque est à charge de l'Institution	25,5	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,3	0,5	0,3	0,1	...	—
Crédits commerciaux	1,0	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	1,5	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8
Crédits gérés pour compte de l'Etat 1	3,1	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9
Placements divers à court terme	11,3	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7
PASSIF						
Obligations	45,6	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1
Bons de caisse	9,3	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	5,9	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,7	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0

1) Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)		
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »											Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	créditeurs	débiteurs		
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires						Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(1) + (8) - (9) = (9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.849	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991
1968	5.803	13.060	2.704	3.043	18.807	412	16.624	17.036	7.574	98.448	10.236	3.496	4.034	63.533
1969	7.574	15.951	2.961	5.002	23.914	836	21.901	22.737	8.751	111.650	9.993	3.998	5.531	80.753
1970	8.751	19.786	3.048	4.010	26.844	490	25.221	25.711	9.884	127.186	10.321	4.693	6.536	99.713
1968 1 ^{er} trimestre	5.803	2.440	681	696	3.826	97	3.617	3.714	5.915	88.988	9.880	3.031	3.858	17.245
2 ^e trimestre	5.915	3.226	555	957	4.738	82	3.662	3.744	6.909	91.810	10.749	3.395	3.892	15.243
3 ^e trimestre	6.909	3.408	745	718	4.871	118	3.961	4.079	7.701	95.004	11.036	3.383	4.462	14.698
4 ^e trimestre	7.701	3.977	723	672	5.372	115	5.384	5.499	7.574	98.448	10.236	4.177	3.924	16.347
1969 1 ^{er} trimestre	7.574	3.933	733	2.025	6.691	182	6.042	6.224	8.041	103.402	11.342	3.352	4.723	20.087
2 ^e trimestre	8.041	4.424	530	1.025	5.979	198	5.028	5.226	8.794	105.415	10.138	3.649	5.928	15.388
3 ^e trimestre	8.794	3.619	884	929	5.432	241	4.719	4.960	9.266	108.768	9.444	4.013	6.427	17.411
4 ^e trimestre	9.266	3.975	814	1.023	5.812	215	6.112	6.327	8.751	111.650	9.993	4.978	5.046	27.867
1970 1 ^{er} trimestre	8.751	4.404	847	1.024	6.275	167	5.751	5.918	9.108	114.930	11.791	5.312	5.299	29.185
2 ^e trimestre	9.108	4.708	564	903	6.175	120	5.021	5.141	10.142	119.334	12.625	4.700	6.420	17.257
3 ^e trimestre	10.142	5.495	903	982	7.380	103	6.533	6.636	10.886	123.216	11.504	4.300	7.269	20.710
4 ^e trimestre	10.886	5.179	734	1.101	7.014	100	7.916	8.016	9.884	127.186	10.321	4.460	7.157	32.561
Janvier	8.751	1.426	235	289	1.950	64	1.924	1.988	8.713	111.984	10.128	5.555	5.261	14.280
Février	8.713	1.538	305	406	2.249	47	1.939	1.986	8.976	113.807	10.749	5.424	5.017	7.913
1971 Janvier	9.884	979	414	456	1.849	18	1.956	1.974	9.759	125.883	11.965	6.378	6.204	11.947
Février	9.759	1.682	250	415	2.347	21	2.432	2.453	9.653	128.075	12.060	6.241	5.853	13.658

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9
Prêts hypothécaires	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2
Prêts sur police	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0
Valeurs étrangères	2,0	2,2	2,2	3,0	3,3	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8
Valeurs congolaises	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para- stataux de crédit	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5
Titres des autres organismes parastataux	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1
Titres des provinces et com- munes	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
Obligations de sociétés belges	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2
Actions de sociétés belges ...	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9
Total des valeurs mobilières ...	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1962	3,03
1963	3,33
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1969	5,91
1970	4,92
1969 1 ^{er} trimestre .	5,32
2 ^e trimestre .	6,00
3 ^e trimestre .	6,33
4 ^e trimestre .	6,01
1970 1 ^{er} trimestre .	4,64
2 ^e trimestre .	4,99
3 ^e trimestre .	4,93
4 ^e trimestre .	5,10

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts, Droits d'hypothèque. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la CGER de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de P.I.N.S.* — *Economie belge en 1969*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
I. Particuliers :											
A. Thésaurisation ¹ :											
B. Epargne-dépôts ² :											
Caisse d'épargne	5,6	9,3	10,2	6,2	9,0	13,9	12,1	9,6	17,3	16,1	21,4
Banques	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1	13,1	19,7
Institutions paratâtiques de crédit	- 0,2	1,4	0,9	0,8	1,3	0,9	1,5	2,7	3,7	2,6	1,0
Mutualités	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
Total ...	6,5	14,6	16,0	11,2	20,9	20,5	22,5	19,3	36,4	32,0	42,3
Doubles emplois ³ ...	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,5	- 8,6	- 6,3	- 5,4
Total net ...	6,2	12,1	15,1	8,9	15,0	18,8	21,8	18,8	27,8	25,7	36,9
C. Epargne-réserves ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,3	1,7	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4	1,4	1,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6	0,7	0,3
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,9	5,4	5,6	4,9	4,6	4,5	6,3	5,4	6,9	6,4
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,0	1,2	0,8	2,0	1,7	1,9
Total ...	7,0	6,7	9,5	8,5	8,0	7,5	7,9	10,8	10,7	12,4	11,5
D. Epargne hypothécaire et immobilière :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	7,3	7,1	8,5	9,2	10,3	12,4	12,9	12,8	14,4	14,7	16,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4	7,6	11,8
Total ...	9,1	8,6	11,3	12,9	14,7	17,8	17,4	24,0	32,8	22,3	27,9
E. Emissions de capitaux :											
Nouveaux placements du public	14,5	18,4	18,0	18,9	13,6	15,9	9,0	21,8	19,6	26,6	35,8
F. Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers											
Epargne nette totale ...	35,8	46,1	53,4	47,7	50,4	59,2	54,2	73,6	89,0	85,6	110,1
Amortissements sur habitations ...	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8	12,6	13,8
Epargne brute totale ...	42,9	53,7	61,0	55,5	58,5	68,0	63,8	84,2	100,8	98,2	123,9
II. Entreprises :											
A. Entreprises privées :											
Epargne nette	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,3	11,6	13,0
Amortissements	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	47,7	52,4	60,6
Epargne brute ...	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	63,0	64,0	73,6
B. Entreprises publiques autonomes :											
Epargne nette	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,5	1,8	1,8
Amortissements	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,8	4,7	4,5
Epargne brute ...	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,3	6,5	6,3
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	44,8	50,9	64,3	59,5	62,9	69,7	71,7	91,4	104,8	99,0	124,9
Epargne brute ...	83,3	90,5	105,0	103,8	108,9	119,9	126,1	152,4	168,1	168,7	203,8

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1 — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹ (9) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁵	3,5 ⁵	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁶	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
4. Pouvoirs subordonnés, Intercom. E3 et E5 et Crédit Communal	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge										
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967, 1968 et 1969 qui s'élevaient respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,3 milliard, 2,2 milliards et - 2,3 milliards; « Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal » 0,6 milliard, 1,6 milliard, 1,2 milliard et 2,4 milliards. L'figure donc plus dans le présent tableau.

² Leur nénaire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4 milliard.

³ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel de même que les bons d'épargne émis par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

⁴ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁵ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁶ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2,8 milliards de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1,6 milliard en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

⁷ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pensions des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2 3	Rendement pour le porteur		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1969	Janvier	9	Intercom. Autor. E3 1969-1981	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,90
	Février	17	Etat belge 1969-1975-1982	6,50 — 6,75 ⁴	99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78	6,71	6,50
	Février	17	Etat belge 1969-1980	6,75	98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97	—	6,90
	Mars	20	S.N.C.B. 1969-1977-1984	6,75	99,25	8 ou 15 ans	3.500	6,99	6,88	7,00
	Avril	28	Fonds des Routes 1969-1981	7,00	98,50	12 ans	9.200	7,25	—	7,10
	Juin	16	Etat belge 1969-1975-1981	7,00 — 7,25 ⁴	99,00	6 ou 12 ans	9.450	7,28	7,21	7,10
	Juin	16	Etat belge 1969-1987	7,50	99,50	18 ans	5.550	7,57	—	7,50
	Septembre	1	Intercom. Autor. E5 1969-1984	5,00	100,00	15 ans	2.000	7,61	—	7,50
	Septembre	9	C.N.C.P. 1969-1975	7,10	99,00	6 ans	500	—	—	7,40
	Octobre	13	Etat belge 1969-1975-1981	8,00 — 8,25 ⁴	99,50	5 a. 6 m. ou 11 a. 6 m.	24.345	8,39	8,13	8,30
	Novembre	24	R.T.T. 1969-1981	8,25	99,00	12 ans	3.500	8,44	—	8,40
	Décembre	10	Ville de Liège 1969-1983	8,25	98,50	14 ans	1.000	8,64	—	8,60
	Décembre	10	Ville d'Anvers 1969-1983	8,25	98,50	14 ans	2.000	8,64	—	8,60
	Décembre	15	S.N.C.I. 1969-1980	8,25	99,00	11 ans	1.500	8,45	—	8,40
							84.795			
1970	Janvier	7	C.N.C.P. 1970-1978	8,25	99,00	8 ans	500	—	—	8,40
	Janvier	14	Etat belge 1970-1980	8,25	99,50	10 ans	5.250	8,42	—	8,40
	Janvier	14	Etat belge 1970-1975-1981	8,00 — 8,25 ⁴	99,50	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	9.800	8,37	8,10	8,50
	Mars	2	Intercom. Autor. E3 1970-1978	8,25	99,50	8 ans	5.000	8,50	—	8,50
	Mars	2	Intercom. Autor. E5 1970-1978	8,25	99,50	8 ans	3.000	3,50	—	8,50
	Avril	13	Etat belge 1970-1976	8,00	99,25	6 ans	6.950	8,18	—	8,10
	Avril	13	Etat belge 1970-1980, 2 ^e a.	8,25	99,50	9 ans 9 mois	8.250	8,44	—	8,40
	Mai	19	S.N.C.B. 1970-76-82	8,00 — 8,25 ⁴	99,00	6 ou 12 ans	3.500	8,46	8,29	8,50
	Juin	18	Fonds des Routes 1970-76-83	8,00 — 8,25 ⁴	99,00	6 ou 13 ans	10.250	8,37	8,22	8,50
	Septembre	14	Etat belge 1970-1983	8,50	99,00	13 ans	10.160	8,69	—	8,70
	Septembre	14	Etat belge 1970-1976-1982	8,25 — 8,50 ⁴	99,00	6 ou 12 ans	15.540	8,55	8,47	8,60
	Octobre	5	C.N.C.P. 1970-1976	8,25	99,00	6 ans	500	—	—	8,40
	Octobre	12	S.N.C.I. 1970-1977-1983	8,25 — 8,50 ⁴	99,00	7 ou 13 ans	2.000	8,57	8,45	8,60
	Octobre	26	Soc. Nat. Logement 1970-1980	8,50	99,00	10 ans	2.500	8,68	—	8,60
	Novembre	16	R.T.T. 1970-1984	8,50	99,00	14 ans	5.000	8,68	—	8,70
	Décembre	7	Ville de Liège 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁴	98,60	8 ou 14 ans	1.000	8,54	8,50	8,60
	Décembre	7	Ville d'Anvers 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁴	98,60	8 ou 14 ans	2.000	8,54	8,50	8,60
							91.200			
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-1984	8,50	100,00	13 ans	13.500	8,50	—	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-1977-1983	8,25 — 8,50 ⁴	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25	8,30
	Février	17	S.N.C.I. 1971-1979	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	—	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-1981	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	—	8,00
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-1983	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,80
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-1985	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	—	7,80

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en valeur évalué au cours d'émission.

3 Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

4 Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

5 Emprunt à lots.

6 Y compris 1.595 millions de souscriptions reçues du 1^{er} au 10 décembre en échange de titres de l'emprunt de l'Etat 1964-69-75.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dettes reprises du Congo 3	Dettes totales (y compris la dette reprise du Congo) 2
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libérés des particuliers en C.C.P.	consolidée 2	à moyen terme	à court terme	totale 2					
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1)+(4)	(6)	(7)	(8) = (6)+(7)						(9) = (5)+(8)	(10)	(11) = (9)+(10)	(12)	(13) = (11)+(12)
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1969 Décembre	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970 Janvier	355,1	13,9	63,0	49,7	481,7	11,1	48,8	59,9	541,6	52,7	594,3	2,6	596,9
Février	350,7	13,9	75,7	46,4	486,7	11,0	48,1	59,1	545,8	52,6	598,4	2,6	601,0
Mars	349,5	13,8	79,8	49,0	492,1	10,9	47,7	58,6	550,7	52,4	603,1	2,5	605,6
Avril	360,7	13,7	69,9	56,0	500,3	10,7	46,9	57,6	557,9	52,5	610,4	2,5	612,9
Mai	359,8	13,4	73,7	48,5	495,4	10,6	46,7	57,3	552,7	52,4	605,1	2,5	607,6
Juin	354,4	12,2	77,7	49,9	494,2	10,4	46,5	56,9	551,1	56,1	607,2	2,4	609,6
Juillet	348,9	11,2	64,6	50,8	475,5	10,3	46,5	56,8	532,3	62,6	594,9	2,4	597,3
Août	347,5	11,2	71,5	47,4	477,6	10,2	46,4	56,6	534,2	62,4	596,6	2,4	599,0
Septembre	353,1	11,1	72,2	46,6	483,0	10,1	46,4	56,5	539,5	62,1	601,6	2,3	603,9
Octobre	365,4	11,9	57,0	52,4	486,7	10,0	44,0	54,0	540,7	62,1	602,8	2,3	605,1
Novembre	361,4	12,2	69,0	48,6	491,2	10,0	42,5	52,5	543,7	61,9	605,6	2,2	607,8
Décembre	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971 Janvier	375,4	12,5	67,1	56,6	511,6	9,8	39,1	48,9	560,5	60,1	620,6	2,2	622,8
Février	378,4	13,8	73,0	51,6	516,8	9,8	34,5	44,3	561,1	59,9	621,0	2,1	623,1

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Période	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 1	Dettes reprises du Congo 2	Dettes totales 3	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds 7	Pour mémoire : Variations de l'en-cours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7
				Certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au Fonds Monétaire International en exécution des Accords Généraux d'Emprunt 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministère de l'Education Nationale 6	Divers 7			
	(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (3) - (4) à (8)	(10)
1963	+ 22,8	- 1,2	+ 21,6	- 0,3	...	- 0,4	...	- 1,0	+ 23,3	...
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	...	...	+ 15,0	...
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,0	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 9,0	...	...	...	...	+ 32,3	...
1970 2 prem. mois	+ 2,6	...	+ 2,6	- 1,5	...	- 0,4	...	...	+ 4,5	...
1971 2 prem. mois	+ 1,5	- 0,1	+ 1,4	- 6,2	...	- 0,4	...	...	+ 8,0	...

1 Variations de la colonne (1) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (2) du tableau XVI - 3a. La dette reprise du Congo ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

3 Variations de la colonne (3) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la Banque Nationale de Belgique; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la Banque Nationale de Belgique finance les prêts consentis au Fonds Monétaire International dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la Banque Nationale de Belgique à l'Office des chèques postaux pour compte du Ministère de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministère de l'Education Nationale auprès de la Banque.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI - 3.

8 Réévaluation du D.M.

XVI . 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1965	1966	1967	1968	1969 p	1965	1966	1967	1968	1969 p	1965	1966	1967	1968	1969 p
A. Secteurs non financiers :															
Etat ²	268,0	277,1	298,0	322,7	340,6	64,8	65,8	66,4	67,0	71,8	332,8	342,9	364,4	389,7	412,4
Paraétatiques d'exploitation	27,9	30,1	33,0	38,0	39,7	8,1	10,0	10,9	12,0	13,5	36,0	40,1	43,9	50,0	53,2
Sécurité sociale et fonds de pension	—	—	—	—	—	14,6	16,1	17,9	15,7	20,1	14,6	16,1	17,9	15,7	20,1
Secteur public non compris ailleurs	30,4	35,9	39,4	46,6	53,6	13,9	14,9	16,3	16,5	16,9	44,3	50,8	55,7	63,1	70,5
B. Intermédiaires financiers ³	132,6	144,9	165,3	191,0	209,4	27,3	29,5	31,8	34,8	37,1	159,9	174,4	197,1	225,8	246,5
Total ...	458,9	488,0	535,7	598,3	643,3	128,7	136,3	143,3	146,0	159,4	587,6	624,3	679,0	744,3	802,7
<i>Pour mémoire :</i>															
Titres congolais et titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion ⁴	11,4	11,5	11,4	11,1	11,0	—	—	—	—	—	11,4	11,5	11,4	11,1	11,0

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur ¹					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1965	1966	1967	1968	1969 p	1965	1966	1967	1968	1969 p	1965	1966	1967	1968	1969 p
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	245,3	264,9	294,2	319,3	346,1	6,5	7,7	9,6	11,0	14,7	251,8	272,6	303,8	330,3	360,8
Paraétatiques d'exploitation	3,8	3,8	3,8	4,4	4,4	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	4,0	4,1	4,2	4,8	4,7
Secteur public non compris ailleurs ⁵	2,1	2,9	3,0	3,0	3,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	2,2	3,0	3,1	3,2	3,3
Sécurité sociale ⁷	4,8	6,8	4,1	4,6	5,0	1,3	1,6	1,5	1,4	1,3	6,1	8,4	5,6	6,0	6,3
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires ⁶	61,5	64,3	74,8	91,0	102,4	60,9	62,4	64,2	65,0	65,7	122,4	126,7	139,0	156,0	168,1
Fonds des Rentes	5,4	5,5	5,0	7,1	6,9	—	—	—	—	—	5,4	5,5	5,0	7,1	6,9
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	50,0	51,1	54,2	61,4	65,6	21,1	22,6	23,6	25,8	26,8	71,1	73,7	77,8	87,2	92,4
Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension ⁷	76,0	78,5	86,9	89,8	91,3	37,9	40,5	43,0	41,0	43,5	113,9	119,0	129,9	130,8	134,8
Organismes publics de crédit non monétaires ...	10,0	10,2	9,7	17,7	18,6	0,7	1,1	0,9	1,2	6,8	10,7	11,3	10,6	18,9	25,4
Total ...	458,9	488,0	535,7	598,3	643,3	128,7	136,3	143,3	146,0	159,4	587,6	624,3	679,0	744,3	802,7

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Y compris les bons de caisse à un an.

⁴ Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

⁵ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

⁶ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁷ Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale » et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966, du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

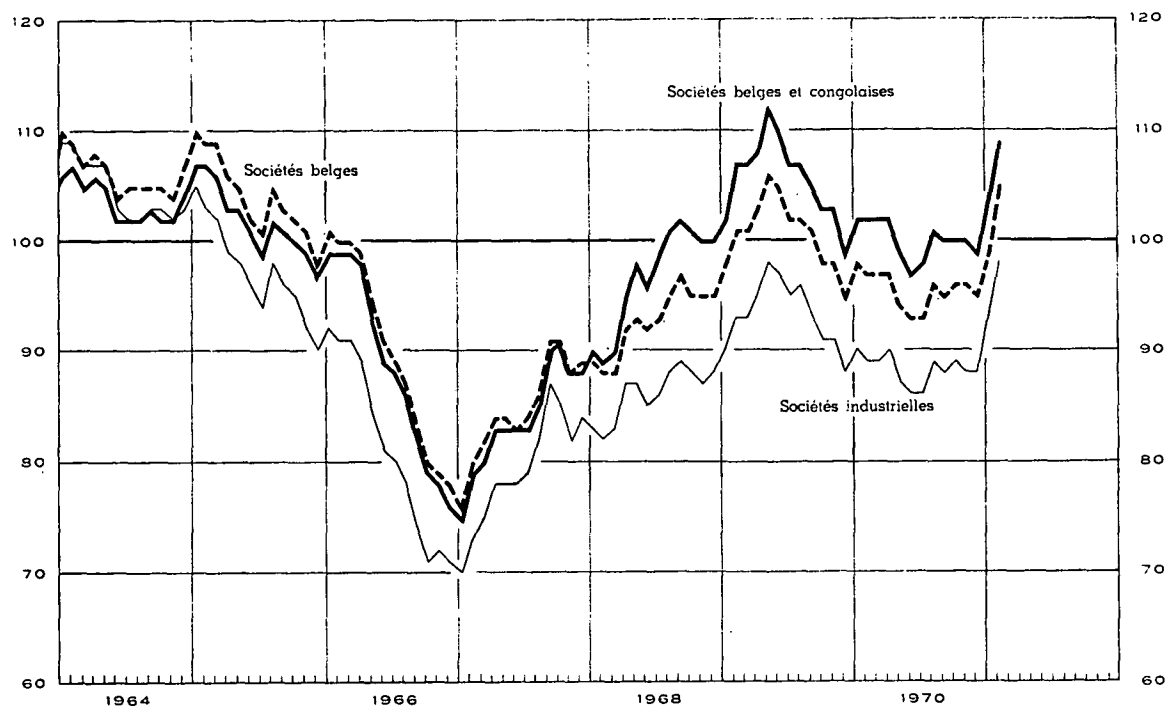
Références bibliographiques : Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. 1, no 3, mars 1961 ; « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXVIII^e année, vol. 1, no 4, avril 1963 ; « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XLII^e année, vol. 1, no 3, mars 1966 ; « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. 1, no 3, mars 1968 ; « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIV^e année, vol. 1, no 3, mars 1970 ; « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — Statistiques Economiques Belges 1966-1968.

XVII.— VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES

Indices des cours des actions au comptant

(Base 1963 = 100)



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Indice global du cours des actions						Taux de rendement 3 5					
	moyennes par séances (millions de francs) 1 5		Au comptant				A terme	Valeurs belges						
			Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		Ensemble		Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles		
				Ensemble	Sociétés industrielles									
(Base 1963 = 100) 2 4						en %								
1964	91		104		106		105		99		3,2		3,0	
1965	83		102		104		97		98		3,4		3,5	
1966	71		88		90		80		88		4,1		4,2	
1967	81		84		85		79		91		4,2		4,0	
1968	134		97		93		86		118		3,8 ^e		3,8 ^e	
1969	149		106		101		93		141		3,7		3,4	
1970	112		100		95		88		128		4,9		5,2	
		1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	
Janvier	117	208	102	104	98	99	90	93	136	128	4,0	5,0	3,7	5,7
Février	105	210	102	109	97	105	89	98	134	134	4,0	4,9	3,7	5,7
Mars	114		102		97		89		134		4,0	5,0	3,7	5,8
Avril	108		102		97		90		135		4,7		4,8	
Mai	138		99		94		87		130		5,0		5,3	
Juin	95		97		93		86		123		5,1		5,5	
Juillet	100		98		93		86		122		5,1		5,6	
Août	91		101		96		89		128		5,1		5,7	
Septembre	115		100		95		88		127		5,3		6,2	
Octobre	133		100		96		89		127		5,3		6,1	
Novembre	109		100		96		88		125		5,4		6,4	
Décembre	126		99		95		88		123		5,3		6,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).
 2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement.
 3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé.
 4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.
 5 Bourse de Bruxelles.
 6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques 4

1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.610	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	82	13.129	555
1968	50	10.383	8.147	2.107	13,2	1.142	99	15.972	695
1969	52	14.459	8.846	2.366	0,3	1.360	109	20.331	942

Sociétés financières et immobilières 5

1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.795	1.353
1967	1.865	44.399	26.192	4.396	398	2.824	167	23.686	1.206
1968	1.892	48.070	27.336	4.914	524	2.868	162	28.128	1.443
1969	1.940	53.487	28.806	5.604	553	3.244	197	33.585	1.780

Industries des fabrications métalliques

1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.087	113
1967	1.391	22.942	19.256	4.011	1.365	1.307	150	2.365	147
1968	1.361	23.941	21.254	3.960	1.331	1.506	122	2.253	149
1969	1.352	28.521	20.480	4.830	1.324	1.483	119	2.104	152

Métallurgie du fer

1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	152	253	23	6.551	484
1967	93	23.949	18.465	770	373	233	22	5.603	410
1968	90	26.196	19.258	513	117	250	22	5.096	348
1969	87	26.883	20.077	869	136	403	31	4.355	393

Industrie textile

1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	302	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	65	286	20
1968	957	13.184	11.951	1.072	714	291	61	273	18
1969	929	13.832	11.285	1.543	481	391	69	274	16

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultate nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Detta obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	896	61
1967	729	12.932	10.838	2.140	317	794	79	860	58
1968	717	14.742	10.226	2.454	372	930	82	773	56
1969	703	16.069	9.908	2.215	479	838	89	851	53
Industrie chimique									
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	595	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	627	1.492	89	482	36
1968	627	35.133	25.842	4.092	947	2.216	84	424	32
1969	643	40.423	25.955	5.297	793	2.684	84	369	30
Electricité									
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	49	14.230	866
1968	17	27.953	5.775	2.598	...	2.308	87	14.183	938
1969	17	27.165	5.312	2.607	...	2.383	77	14.618	936
Industrie du charbon									
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	8	37	18
1968	26	4.908	1.690	94	512	55	6	22	2
1969	25	4.704	1.269	90	342	39	3	19	1
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique *									
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.546	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	61.124	3.790
1967	14.986	240.349	156.423	28.718	7.403	13.118	1.342	66.886	3.683
1968	15.037	278.954	183.097	33.019	7.916	15.943	1.396	73.330	4.087
1969	15.286	310.899	180.992	39.248	6.970	17.872	1.559	89.631	4.639

Notes : voir fin du tableau XVII - 2. page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.935	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.817	60
1967	277	40.281	32.720	2.712	5.164	2.336	146	1.839	112
1968	264	40.235	28.576	4.439	615	2.696	153	3.788	122
1969	252	41.242	27.671	5.139	161	3.012	173	4.170	185

C. — Total général des sociétés par actions ⁴

1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.643	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.941	3.850
1967	15.263	280.630	189.143	31.430	12.567	15.454	1.488	68.725	3.795
1968	15.301	319.189	211.673	37.458	8.531	18.639	1.549	77.118	4.209
1969	15.538	352.141	208.663	44.387	7.131	20.884	1.732	93.801	4.824

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1968 1 ^{er} mois	128	2,7	1,5	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	291	4,2	4,4	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.561	16,8	12,9	2,1	0,6	0,6	0,8
4 premiers mois	4.143	56,3	34,6	7,2	2,0	3,0	1,1
5 premiers mois	7.476	144,2	76,0	14,3	4,1	6,8	1,5
6 premiers mois	9.653	191,9	114,5	20,7	4,9	10,0	1,8
7 premiers mois	10.238	199,0	119,1	21,6	5,1	10,4	2,1
8 premiers mois	10.425	200,2	119,9	21,8	5,2	10,4	2,3
9 premiers mois	10.764	202,9	122,4	22,3	5,4	10,6	2,5
10 premiers mois	11.208	212,5	131,6	22,8	5,6	10,9	2,8
11 premiers mois	11.500	221,9	138,0	24,1	5,7	11,6	3,2
12 mois	11.925	234,3	146,5	26,2	5,9	12,7	3,7
12 mois (avec supplément) ⁶	15.088	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7
1969 1 ^{er} mois	109	1,7	1,3	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	265	5,5	5,6	0,9	0,2	0,2	0,4
3 premiers mois	1.545	25,2	19,0	4,2	0,6	1,7	0,7
4 premiers mois	4.212	84,1	43,4	10,4	2,2	4,6	1,0
5 premiers mois	7.653	184,0	94,6	20,9	4,1	9,9	1,3
6 premiers mois	10.185	244,0	135,3	28,9	5,0	13,9	1,6
7 premiers mois	10.768	252,1	140,1	30,1	5,5	14,3	1,8
8 premiers mois	10.956	254,5	141,3	30,4	5,6	14,5	1,9
9 premiers mois	11.286	257,6	143,4	31,0	5,7	14,6	2,2
10 premiers mois	11.732	264,3	148,1	31,8	5,9	15,0	2,4
11 premiers mois	12.075	277,8	158,9	33,4	6,0	16,0	2,8
12 mois	12.501	288,2	165,8	35,2	6,1	16,8	3,2
12 mois (avec supplément) ⁶	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1968	1 ^{er} mois	1	0,1	0,2	...	...	...	...
	2 premiers mois	5	0,1	0,2	...	...	...	...
	3 premiers mois	24	0,8	0,5	0,1	...	0,1	0,1
	4 premiers mois	43	1,6	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
	5 premiers mois	78	11,3	5,5	1,4	0,2	1,0	0,1
	6 premiers mois	157	18,2	10,7	1,7	0,5	1,4	0,1
	7 premiers mois	184	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
	8 premiers mois	185	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
	9 premiers mois	191	21,0	12,5	1,8	0,5	1,5	0,1
	10 premiers mois	207	22,3	13,1	1,9	0,5	1,5	0,1
	11 premiers mois	219	24,3	14,3	2,0	0,5	1,7	0,1
	12 mois	235	26,1	15,5	2,1	0,5	1,7	0,1
	12 mois (avec supplément) ⁴	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1
1969	1 ^{er} mois	...	...	...	...	...	...	...
	2 premiers mois	2	...	...	...	...	...	0,1
	3 premiers mois	17	0,5	0,1	...	...	...	0,1
	4 premiers mois	37	3,0	0,7	0,2	...	0,1	0,1
	5 premiers mois	79	23,3	16,8	3,4	0,1	2,1	0,1
	6 premiers mois	170	33,3	22,7	4,6	0,1	2,6	0,1
	7 premiers mois	195	35,4	24,4	4,7	0,1	2,7	0,1
	8 premiers mois	198	35,6	24,5	4,7	0,1	2,7	0,1
	9 premiers mois	200	36,2	24,7	4,7	0,1	2,7	0,1
	10 premiers mois	213	37,5	25,2	4,8	0,1	2,8	0,1
	11 premiers mois	225	38,9	26,3	5,0	0,1	2,9	0,1
	12 mois	241	40,3	27,3	5,1	0,1	3,0	0,3
	12 mois (avec supplément) ⁴	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3

C. — Total général ⁴

1968	1 ^{er} mois	129	2,8	1,7	0,4	0,1	0,2	0,4
	2 premiers mois	296	4,3	4,6	0,7	0,2	0,2	0,5
	3 premiers mois	1.585	17,6	13,4	2,2	0,6	0,7	0,9
	4 premiers mois	4.186	57,9	35,5	7,3	2,1	3,1	1,2
	5 premiers mois	7.554	155,5	81,5	15,7	4,3	7,8	1,6
	6 premiers mois	9.810	210,1	125,2	22,4	5,4	11,4	1,9
	7 premiers mois	10.422	219,4	131,4	23,4	5,6	11,9	2,2
	8 premiers mois	10.610	220,6	132,2	23,6	5,7	11,9	2,4
	9 premiers mois	10.955	223,9	134,9	24,1	5,9	12,1	2,6
	10 premiers mois	11.415	234,8	144,7	24,7	6,1	12,4	2,9
	11 premiers mois	11.719	246,2	152,3	26,1	6,2	13,3	3,3
	12 mois	12.160	260,4	162,0	28,3	6,4	14,4	3,8
	12 mois (avec supplément) ⁴	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8
1969	1 ^{er} mois	109	1,7	1,3	0,3	0,1	0,1	0,3
	2 premiers mois	267	5,5	5,6	0,9	0,2	0,2	0,5
	3 premiers mois	1.562	25,7	19,1	4,2	0,6	1,7	0,8
	4 premiers mois	4.249	87,1	44,1	10,6	2,2	4,7	1,1
	5 premiers mois	7.732	207,3	111,4	24,3	4,2	12,0	1,4
	6 premiers mois	10.355	277,3	158,0	33,5	5,1	16,5	1,7
	7 premiers mois	10.963	287,5	164,5	34,8	5,6	17,0	1,9
	8 premiers mois	11.154	290,1	165,8	35,1	5,7	17,2	2,0
	9 premiers mois	11.486	293,8	168,1	35,7	5,8	17,3	2,3
	10 premiers mois	11.945	301,8	173,3	36,6	6,0	17,8	2,5
	11 premiers mois	12.300	316,7	185,2	38,4	6,1	18,9	2,9
	12 mois	12.742	328,5	193,1	40,3	6,2	19,8	3,5
	12 mois (avec supplément) ⁴	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	14.805	3.126	2.143	983	1.928	2.911	17.716	15.987
1967	33.471	14.750	3.081	2.743	338	3.712	4.050	18.800	24.009
1968	51.461	n.d.	1.684	2.485	— 801	4.351	3.550	n.d.	34.982
1969	46.524	n.d.	p 4.203	p 3.073	p 1.130	p 4.495	p 5.625	n.d.	p 29.785

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ³

1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	10	764	40	724	...	724	734	734
1967	86	21	86	57	29	...	29	50	44
1968	1.567	n.d.	2.000	51	1.949	...	1.949	n.d.	1.949
1969	809	n.d.	p 500	p 117	p 383	p ...	p 383	n.d.	p 403

Total général

1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	14.815	3.890	2.183	1.707	1.928	3.635	18.450	16.721
1967	33.557	14.771	3.167	2.800	367	3.712	4.079	18.850	24.053
1968	53.028	n.d.	3.684	2.536	1.148	4.351	5.499	n.d.	36.931
1969	47.333	n.d.	p 4.703	p 3.190	p 1.513	p 4.495	p 6.008	n.d.	p 30.188

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Notes : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 3).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1967 9 premiers mois ...	20.505	4.263	1.669	5.932	46	15	...	15
12 mois	33.471	10.099	3.081	13.180	86	15	86	101
1968 3 premiers mois ...	6.740	2.663	400	3.063	918	...	...	...
6 premiers mois ...	34.543	6.446	550	6.996	1.567	...	2.000	2.000
9 premiers mois ...	38.043	8.539	565	9.104	1.567	...	2.000	2.000
12 mois	51.461	17.671	1.684	19.355	1.567	...	2.000	2.000
1969 3 premiers mois ...	3.865	2.259	525	2.784	5	...	500	500
6 premiers mois ...	14.755	6.573	2.225	8.798	696	1	500	501
9 premiers mois ...	19.890	8.791	2.550	11.341	699	1	500	501
12 mois	46.524	16.890	p 4.203	p21.093	809	21	p 500	p 521
1970 3 premiers mois ...	4.185	1.728	970	2.698	47	...	...	...
1969 Mars	1.313	800	125	925	2	...	...	...
Avril	3.777	1.082	1.000	2.082	3	...	...	...
Mai	1.552	756	700	1.456	644	...	...	...
Juin	5.561	2.476	...	2.476	44	1	...	1
Juillet	1.997	1.265	...	1.265	...	...	...	...
Août	902	399	325	724	...	...	...	...
Septembre	2.236	554	...	554	3	...	...	...
Octobre	4.167	1.035	650	1.685	13	...	...	...
Novembre	3.428	826	...	826	1	...	...	...
Décembre	19.039	6.238	...	6.238	96	20	...	20
1970 Janvier	935	598	20	618	23	...	...	...
Février	1.445	603	750	1.353	16	...	...	...
Mars	1.805	527	200	727	8	...	...	...
Avril	5.375	696	351	1.047	20	15	...	15
Mai	p 4.395	2.427	35	2.462	...	...	...	...
Juin	p 12.428	6.165	...	6.165	...	...	...	...
Juillet	p 1.070	285	500	785	...	...	...	...
Août	p 891	363	...	363	...	...	...	...
Septembre	p 1.725	510	300	810	557	...	...	...
Octobre	p 1.513	578	777	1.355	...	...	...	...
Novembre	p 2.102	481	50	531	587	...	...	...
Décembre	p 10.009	2.277	309	2.586	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.
² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.
³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.
N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4).

Références bibliographiques : Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960 (B.N.B.). — Bulletin Mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse de Bruxelles). — Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank.

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	Banque Nationale de Belgique	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1964 Mars	99,5	1,8	101,3	67,5	34,3	72,4	34,8	209,0	310,3
Juin	102,9	1,4	104,3	70,7	35,2	74,6	36,4	216,9	321,2
Septembre	104,4	1,0	105,4	72,5	36,1	76,5	38,0	223,1	328,5
Décembre	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965 Mars	106,7	2,1	108,8	76,3	36,9	79,2	40,6	233,0	341,8
Juin	111,7	1,7	113,4	77,5	37,7	80,5	42,6	238,3	351,7
Septembre	115,1	1,5	116,6	79,7	38,5	82,6	44,8	245,6	362,2
Décembre	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966 Mars	125,2	1,7	126,9	83,5	39,5	86,7	48,3	258,0	384,9
Juin	129,5	1,4	130,9	86,0	40,5	88,6	50,3	265,4	396,3
Septembre	134,5	1,2	135,7	92,0	41,4	90,7	52,5	276,6	412,3
Décembre 3	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967 Mars	147,7	1,8	149,5	100,4	42,6	93,8	55,4	292,2	441,7
Juin	154,7	1,4	156,1	103,9	43,9	95,4	57,9	301,1	457,2
Septembre 3	157,9	1,2	159,1	108,2	45,0	96,7	60,3	310,2	469,3
Décembre 3	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968 Mars 3	173,1	2,2	175,3	117,4	46,2	100,2	64,1	327,9	503,2
Juin 3	180,1	1,4	181,5	120,6	47,3	101,6	64,5	334,0	515,5
Septembre	181,5	1,1	182,6	128,4	48,3	103,5	66,9	347,1	529,7
Décembre	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969 Mars	201,7	2,4	204,1	134,6	49,6	110,3	68,8	363,3	567,4
Juin	209,2	1,7	210,9	139,8	50,7	113,0	71,7	375,2	586,1
Septembre	205,3	1,4	206,7	148,1	51,9	115,6	74,3	389,9	596,6
Décembre	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970 Mars	208,0	2,4	210,4	159,1	53,5	121,1	77,1	410,8	621,2
Juin	216,4	1,6	218,0	162,8	54,9	122,0	79,1	418,8	636,8
Septembre	217,1	1,2	218,3	169,0	56,5	123,3	81,3	430,1	648,4

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ² (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)		
1964	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.413	1.000	6.431	...
1968	2.135	1.448	2.974	2.346	19	3.089	1.103	6.557	...
1969	3.829	59	3.351	1.280	1.841	3.455	663	7.239	...
1970	3.757	1.631	3.198	1.350	58	6.737	441	8.586	...
1969 1 ^{er} trimestre	3.544	195	3.498	2.190	315	3.527	1.205	7.237	...
2 ^e trimestre	3.280	...	3.077	1.185	1.401	3.298	473	6.357	...
3 ^e trimestre	3.336	14	3.068	919	3.112	1.786	601	6.418	...
4 ^e trimestre	5.143	30	3.761	844	2.500	5.210	380	8.934	...
1970 1 ^{er} trimestre	4.015	934	3.300	1.075	28	6.719	427	8.249	...
2 ^e trimestre	3.958	1.776	3.089	1.342	15	7.089	377	8.823	...
3 ^e trimestre	3.681	1.500	3.131	1.351	188	6.328	445	8.312	...
4 ^e trimestre	3.385	2.302	3.266	1.625	...	6.816	512	8.953	...
1971 1 ^{er} trimestre	4.050	524	3.397	1.456	282	5.849	384	7.971	...
1970 Mars	3.856	2.163	2.488	1.091	7	6.781	628	8.507	...
Avril	4.017	1.247	2.687	1.125	...	6.514	312	7.951	...
Mai	3.069	2.299	3.867	1.980	...	6.925	329	9.235	...
Juin	4.817	1.764	2.690	901	48	7.833	489	9.271	...
Juillet	3.514	1.062	3.253	1.240	528	5.241	820	7.829	...
Août	2.958	2.313	3.407	1.554	...	7.018	106	8.678	...
Septembre	4.600	1.112	2.722	1.258	31	6.738	407	8.434	...
Octobre	2.738	2.992	2.776	2.084	...	5.703	719	8.506	...
Novembre	3.349	1.941	3.471	1.484	...	6.981	296	8.761	...
Décembre	4.068	1.961	3.556	1.302	...	7.767	516	9.585	...
1971 Janvier	5.608	945	3.553	986	...	8.554	566	10.106	...
Février	3.341	418	3.753	1.933	...	5.235	344	7.512	...
Mars	3.133	199	2.920	1.497	819	3.700	236	6.252	...

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'Institut de Récompte et de Garantie et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

¹ Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (jusqu'au 30 avril 1969) et depuis août 1969, divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'Office National du Ducroire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de période ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à P.I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1964	47,3	1,2	15,7	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	15,0	4,0	77,5
1966	62,6	0,8	15,8	8,8	88,0
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1968 4 ^e trimestre	87,3	1,2	21,7	16,0	126,2
1969 1 ^{er} trimestre	84,6	1,0	21,9	22,7	130,8
2 ^e trimestre	88,1	1,9	20,3	27,1	137,4
3 ^e trimestre	88,9	1,1	18,8	32,8	141,6
4 ^e trimestre	98,0	4,4	16,9	21,2	140,5
1970 1 ^{er} trimestre	102,5	5,4	18,9	12,2	139,0
2 ^e trimestre	107,4	4,3	21,2	10,7	143,6
3 ^e trimestre	113,9	6,4	20,3	4,7	145,3
4 ^e trimestre	118,0	7,2	22,8	2,7	150,7

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations 1		Total		Milliards de francs	Milliards de francs	Milliards de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1968 4 ^e trimestre	39	2	191	1.861	547	1.863	738	930	166	2.793	904
1969 1 ^{er} trimestre	39	3	234	1.854	559	1.857	793	998	166	2.855	959
2 ^e trimestre	39	2	181	1.959	571	1.961	752	1.137	171	3.098	923
3 ^e trimestre	39	2	207	1.998	601	2.000	808	1.160	177	3.160	985
4 ^e trimestre	39	2	311	2.209	607	2.211	918	1.347	197	3.558	1.115
1970 1 ^{er} trimestre	39	3	273	2.552	603	2.555	876	1.406	195	3.961	1.071
2 ^e trimestre	39	3	267	2.819	656	2.822	923	1.562	200	4.384	1.123
3 ^e trimestre	39	3	267	2.703	630	2.706	897	1.523	192	4.229	1.089
4 ^e trimestre	40	3	265	3.203	683	3.206	948	1.694	205	4.900	1.153
1970 Février	39	2	232	2.531	578	2.533	810	1.322	186	3.855	996
Mars	39	3	243	2.701	618	2.704	861	1.452	202	4.156	1.063
Avril	39	3	259	2.958	657	2.961	916	1.621	211	4.582	1.127
Mai	39	2	241	2.523	643	2.525	884	1.416	178	3.941	1.062
Juin	39	3	300	2.976	668	2.979	968	1.649	212	4.628	1.180
Juillet	39	3	257	2.834	743	2.837	1.000	1.647	203	4.484	1.203
Août	39	3	253	2.411	562	2.414	815	1.417	179	3.831	994
Septembre	40	3	291	2.865	584	2.868	875	1.505	196	4.373	1.071
Octobre	40	3	266	2.974	660	2.977	926	1.559	203	4.536	1.129
Novembre	40	3	245	2.905	657	2.908	902	1.524	182	4.432	1.084
Décembre	40	4	283	3.729	733	3.733	1.016	2.000	231	5.733	1.247
1971 Janvier	40	3	325	3.070	697	3.073	1.022	1.388	193	4.411	1.215

¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

**XVIII - 4. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET DE VISA DES BANQUES
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période	Plafonds		Encours imputés		Marges disponibles
	En pour cent des moyens d'action retenus ¹ (formule générale uniquement)	Montants (formule générale et formule forfaitaire)	Effets visés ³	Effets non visés réescomptés ⁵	
	(1)	(2)	(3)	(4)		(5) = (2) - (3) - (4)
(milliards de francs)					
1969 Mai	16	54,5	31,1	8,9	14,5
Juin	16	56,5	32,3	7,1	17,1
Juillet	16	56,5	33,6	8,6	14,3
Août	14	48,9	32,1	9,8	7,0
Septembre	14	50,0	32,6	6,6	10,8
Octobre	13 1/3	47,7	33,4	4,9	9,4
Novembre	13 1/3 ²	47,7 ²	32,0	4,0	11,7
Décembre	12	44,0	29,7	4,2	10,1
1970 Janvier	11 1/3	41,5	28,5 ⁴	3,1 ⁴	9,9
Février	10 2/3	40,0	28,7 ⁴	1,7 ⁴	9,6
Mars	10	37,6	27,2	1,1	9,3
Avril	10	37,7	28,0	2,8	6,9
Mai	10	38,6	28,4 ⁴	2,8 ⁴	7,4
Juin	9 1/2	36,8	26,0	2,2	8,6
Juillet	9 1/2	38,1	23,5	3,5	11,1
Août	9 1/2	39,0	21,3	4,6	13,1
Septembre	9	37,1	20,5	4,3	12,3
Octobre	9	37,1	20,4 ⁴	5,8 ⁴	10,9
Novembre	9	38,0	21,0	6,3	10,7
Décembre	9	38,0	20,7	6,2	11,1
1971 Janvier	9	38,0	20,2 ⁴	6,4 ⁴	11,4
Février	9	39,0	19,3 ⁴	4,5 ⁴	15,2
Mars	8 2/3	37,5	19,4	5,1	13,0

N. B. — Pour la signification de ce tableau, et notamment de la colonne (5) « Marges disponibles », voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XI.VIe année, tome I, n° 1, janvier 1971, p. V.

¹ Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

² Le 1^{er} décembre 1969, les plafonds fixés d'après la formule générale ont été ramenés à 12 2/3 p.c. des moyens d'action retenus. A cette date, les plafonds (formule générale et formule forfaitaire) s'élevaient à 46,5 milliards.

³ Effets réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir (ayant un an au plus à courir pour les effets Créditexport depuis le 31 mars 1970).

⁴ Après déduction des effets échéant le dernier jour du mois, mais qui, du fait que ce jour était un samedi ou un jour férié, n'ont pu être encaissés qu'au début du mois suivant.

⁵ Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la Banque Nationale de Belgique et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'Institut de Récompense et de Garantie.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes 1	A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 e	5 e		6 mois	9 mois	12 mois	
1964	3,35										
1965	3,17										
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967	3,19	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1968	2,84	1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1969	5,40	1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970	6,25	1970 Mars ..	7,25	7,65	8,10	8,35	8,37	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1970 Mars	6,65	Avril ..	7,20	7,60	8,05	8,30	8,30	1970 14 avril	8,40	8,40	8,40
Avril	6,47	Mai ...	7,15	7,55	8,00	8,25	8,25	12 mai	8,35	*	8,35
Mai	6,74	Juin ..	7,15	7,55	8,00	8,25	8,25	9 juin	8,35	*	*
Juin	6,34	Juillet ..	7,15	7,55	8,00	8,25	8,25	14 juill.	8,35	*	8,35
Juillet	6,67	Août ..	7,00	7,40	7,80	8,10	8,16	11 août	8,25	8,30	*
Août	6,64	Sept. .	6,85	7,25	7,65	7,95	8,05	8 sept.	8,15	8,20	8,25
Septembre	5,30	Oct. ...	6,50	6,90	7,30	7,60	7,77	13 oct.	8,00	*	8,15
Octobre	6,66	Nov. ..	6,80	6,70	7,10	7,40	7,46	10 nov.	7,60	7,60	7,90
Novembre	5,93	Déc. ..	6,15	6,55	6,95	7,25	7,25	8 déc.	7,45	*	7,75
Décembre	5,55	1971 Janv. .	6,00	6,40	6,80	7,15	7,22	1971 12 janv.	7,35	7,50	7,65
1971 Janvier	4,84	Févr. .	5,00	5,40	5,80	6,25	6,67	9 févr.	7,00	7,10	7,20
Février	4,05	Mars .	4,15	4,50	4,85	5,25	5,53	9 mars	6,00	6,35	6,45
Mars	2,66										

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)
Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8029), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 29 mars 1964, p. 3293).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,0 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixes par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Fonds des Rentes).

7 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
Taux en vigueur au 31-12-1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
24 juin	0,50	1,20	2,50	3,30	3,80
13 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur au 31-12-1963	3,00	0,30	2,00	0,20
1964 1 ^{er} janvier	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 1 ^{er} janvier	3,00	0,50	2,00	0,40
1969 1 ^{er} janvier	3,00	1,00 ⁴	2,00	1,00 ⁴
1970 1 ^{er} janvier	3,50	1,00	2,50	1,00

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1968; 500.000 F à partir du 1-1-1967.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.
³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière. A partir de 1965 : entre le 15 janvier et le 31 décembre d'une même année.
⁴ La prime de fidélité pour l'exercice 1969 fut portée, en avril 1969, respectivement à 0,75 p.c. (1^{re} tranche) et 0,60 p.c. (2^e tranche) et, en juin 1969, à 1 p.c. pour tous les dépôts sans limitation.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) ²	Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962				Taux moyen pondéré ²	
	Dette unifiée (rendement en regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹			Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹			
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		
												4 à 5,75 %	3 à 5,25 %	4,75 à 5,50 %	4 à 5,50 %	0,25 à 8,00 %	5,50 à 7,10 %	5 à 8,50 %	3 à 8,50 %
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—	—	—	
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—	
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—	
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—	
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98	
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	—	—	6,43	6,55	6,47	
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49	
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80	
1968	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64	
1969	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69	
1970	Février	4,09	6,99	6,76	6,09	6,65	6,69	7,29	7,69	7,82	8,18	7,91
	Mars	4,09	6,81	6,71	6,02	6,60	6,59	7,03	7,40	7,65	7,99	7,76
	Avril	4,09	6,80	6,73	5,93	6,61	6,59	6,99	7,48	7,64	7,97	7,75
	Mai	4,09	6,87	6,83	6,00	6,69	6,66	7,13	7,67	7,78	8,01	7,84
	Juin	4,09	6,83	6,84	5,95	6,68	6,65	6,99	7,66	7,77	8,01	7,83
	Juillet	4,09	6,89	6,89	5,94	6,54	6,66	6,97	7,61	7,83	8,00	7,87
	Août	4,09	6,84	6,87	5,88	6,42	6,59	6,82	7,35	7,76	7,93	7,79
	Septembre	4,09	6,96	7,05	5,93	6,41	6,66	7,02	7,28	8,01	8,09	8,00
	Octobre	4,11	7,08	7,09	6,08	6,47	6,77	7,10	7,87	8,05	8,19	8,07
	Novembre	4,11	6,88	6,94	5,90	6,44	6,64	7,22	7,44	7,83	8,09	7,90
	Décembre	4,11	6,71	6,82	5,70	6,41	6,53	7,16	7,09	7,72	8,07	7,83
1971	Janvier	4,11	6,74	6,52	5,70	6,39	6,50	6,92	7,37	7,79	7,97	7,78
	Février	4,11	6,39	6,41	5,62	6,32	6,32	6,92	7,37	7,72	7,89	7,70
	Mars	4,11	6,27	6,13	5,56	6,17	6,18	6,82	7,08	7,42	7,50	7,40
	Avril	4,11	6,18	6,06	5,54	6,16	6,13	6,82	7,06	7,37	7,47	7,37

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Non compris les emprunts perpétuels. — ² Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1960.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 8 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

**XIX 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission ¹	Rendement réel ²	Taux nominal	Prix d'émission ¹	Rendement réel ²	Taux nominal	Prix d'émission ¹	Rendement réel ²	Taux nominal	Prix d'émission ¹	Rendement réel ²
Taux en vigueur au 31-12-1963	4,50	100,00	4,50	5,80	100,00	5,80	5,90	100,00	5,90	6,00	99,00	6,09
1964 16 février ...	4,75	100,00	4,75	6,00	99,50	6,12	6,25	99,00	6,39	6,50	100,00	6,50
1966 4 mars	4,75	100,00	4,75	6,25	100,00	6,25	6,50	100,00	6,50	6,50	99,00	6,59
1 ^{er} juillet ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75 } 7,00	97,50 } 100,00	6,99 } 7,00
1967 1 ^{er} février ..	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	98,75	6,93	6,75 } 7,00	97,50 } 100,00	6,99 } 7,00
1 ^{er} décembre	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1968 15 mars	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60

¹ Prix d'émission pour les particuliers, compte non tenu des commissions.

² Taux de rendement réel brut à l'émission. Le taux de rendement réel est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle du prix de rem-

boursement et des intérêts à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'émission. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

XX. -- BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

Mois changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
en vigueur 31-12-1963		3,—		3,50		4,—		4,—		3,50		3,50		4,—		2,—
Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—			4	4,50				
Juin															3	2,50
Juillet																
Novembre ..			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
Janvier ...	22	3,50														
Avril					9	3,50										
Juin							3	6,—								
Août	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50									6	4,75		
Mars													14	5,25		
Mai	27	5,—									2	5,—			6	3,50
Juillet							14	7,—								
Janvier ...	6	4,50					26	6,50					30	5,—		
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50				
Avril	14	3,50	7	4,—									7	4,50		
Mai	12	3,—					4	5,50							10	3,—
Juillet																
Septembre ..													28	5,—		
Octobre							19	6,—								
Novembre ..							9	6,50								
Novembre ..			20	4,50			18	8,—					20	6,—		
Janvier ...																
Mars			22	5,—			21	7,50					22	7,—		
Avril			19	5,50									15	7,50		
Juillet					4	5,—							2	7,—		
Juillet													29	6,50		
Août			30	5,25												
Septembre ..							19	7,—					3	6,—		
Novembre ..					13	6,—										
Décembre ..			18	6,50								20	5,—	18	6,50	
Février ...																
Mars							27	8,—						3	7,—	
Avril	18	4,—	4	6,—							9	5,50		11	7,50	
Juin	20	5,—			13	7,—								16	8,—	
Juillet									1	5,—						
Août									14	5,50		4	6,—			
Septembre ..	11	6,—													15	3,75
Octobre ...					8	8,—										
Mars	9	7,50					5	7,50	9	7,—						
Avril							15	7,—								
Mai													12	7,50		
Juin													1	7,—		
Juillet	16	7,—														
Août					27	7,50										
Septembre ..													1	6,50		
Octobre ...					20	7,—										
Novembre ..	18	6,50	13	5,75									12	6,00		
Décembre ..	3	6,00	4	5,50												
Janvier ...			8	5,25	8	6,50										
Janvier ...			22	5,—												
Février ...			19	4,75									15	5,75		
Février ...													24	5,25		
Avril	1	5,00					1	6,00	5	6,50	5	5,50				

* Définitions des taux d'escomptes officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

Depuis le 1er juillet 1960, il y a deux taux en Italie. Celui qui est repris ici est le taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au récompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédent celui de l'opération.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 5 février	1971 4 février	1970 5 mars	1971 4 mars
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	16.356	15.238	21.392	15.444	22.598	15.587	22.943
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	1.216	1.368	3.407	2.287	4.264	2.287	4.291
<i>Concours au Fonds Monétaire International</i>	4.423	1.216	1.368	2.083	1.368	2.083	1.368	2.083
<i>Acquisition de droits de tirage spéciaux</i>	—	—	—	952	—	1.882	—	1.927
<i>Autres opérations</i>	260	—	—	372	919	299	919	281
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.290	1.341	1.161	1.290	1.110	1.290	1.110
Monnaies divisionnaires	7	32	44	18	91	94	134	66
Comptes courants postaux	1.194	1.514	252	301	239	262	310	274
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	3.368	2.899	1.651	3.452	3.452	3.452	3.452
Effets escomptés	25.185	36.468	37.546	35.434	37.517	22.544	37.730	49.649
Effets achetés sur le marché monétaire ⁴	3.443	12.251	22.499	16.423	17.655	26.487	16.055	11.047
Effets publics	—	—	—	—	—	—	—	1.925
Bons ou Obligations à moyen terme émis par les organismes à statut légal spécial	—	—	—	—	—	—	—	—
Mobilisation de créances sur la France								
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
Obligations cautionnées	1.810	839	901	98	422	2.938	1.033	2.914
Effets garantis par l'Office des Céréales ⁵	1.859	2.930	2.907	2.709	2.516	1.003	2.134	1.450
Autres effets sur la France	7.697	10.643	8.278	7.124	8.382	3.614	8.368	13.725
Effets représentatifs de crédits à moyen terme :								
Prêts spéciaux à la construction	2.565	4.751	4.707	4.769	4.187	—	4.287	—
Autres crédits à moyen terme	2.249	4.335	6.632	4.290	6.483	1.782	6.133	1.121
Mobilisation de créances sur l'étranger								
Effets représentatifs de crédits à court terme	4.722	7.760	7.310	8.429	8.521	5.108	8.648	9.284
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.283	5.210	6.811	8.015	7.006	8.099	7.127	8.183
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	142	130	60	137	63	139	59
Effets en cours de recouvrement	1.638	3.375	2.806	4.724	1.465	1.904	1.490	2.400
Divers	1.815	5.432	2.082	1.718	1.296	2.252	1.599	2.051
Total ...	78.186	91.216	96.517	96.601	91.185	95.342	90.385	96.607
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	70.508	72.194	72.398	75.621	70.938	74.398	70.493	73.958
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	7.056	5.262	7.663	5.214	8.700	5.110	10.473
Autres comptes créditeurs	1.761	5.074	12.133	7.471	11.114	7.413	10.812	7.308
<i>Compte courant du Trésor public ...</i>	—	1	1	1	1	1	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	246	3.405	9.727	5.781	9.280	5.856	8.264	5.762
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.515	1.668	2.405	1.689	1.833	1.556	2.547	1.545
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	—	—	—	919	919	1.811	919	1.811
Plus-value de réévaluation 1969 ⁶	—	—	2.351	—	—	—	—	—
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	6.642	4.123	4.677	2.750	2.770	2.801	2.807
Total ...	78.186	91.216	96.517	96.601	91.185	95.342	90.385	96.607

¹ Convention du 27 juin 1940.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Décret du 17 juin 1968.

⁵ Loi du 15 août 1980, décret du 29 juillet 1980 et loi du 10 mai 1941.

⁶ Convention du 4 décembre 1969 approuvée par la loi du 24 décembre 1969.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1967 February 28	1968 February 28	1969 February 28	1970 February 28	1970 February 4	1971 February 10	1970 March 4	1971 March 10
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	--------------------	---------------------	-----------------	------------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.888	3.038	3.188	3.202	3.211	3.458	3.225	3.407
Other Securities	1	1	1	37	28	231	64	282
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ..	2.900	3.050	3.200	3.250	3.250	3.700	3.300	3.700

Notes Issued :								
In Circulation	2.869	3.016	3.140	3.243	3.201	3.644	3.244	3.676
In Banking Department	31	34	60	7	49	56	56	24
Total ...	2.900	3.050	3.200	3.250	3.250	3.700	3.300	3.700

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	468	526	486	403	395	684	250	653
Other Securities :								
Discounts and Advances	93	88	70	91	50	106	145	94
Securities	27	31	89	89	82	43	69	93
Notes	31	34	60	7	49	56	56	24
Coin	1	1	1	2	2	2	2	2
Total ...	610	680	706	592	578	891	522	866

Capital	15	15	14	15	14	14	15	15
Rest	4	4	4	4	4	4	4	4
Public Deposits	12	13	12	15	12	12	11	13
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	201	218	231	220	226	398	220	397
Other Deposits :								
Bankers	268	302	301	199	188	235	141	190
Other Accounts	110	128	144	139	134	228	131	247
Total ...	610	680	706	592	578	891	522	866

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1966 December 31	1967 December 31	1968 December 31	1969 December 31	1970 February 4	1971 February 10	1970 March 4	1971 March 10
ASSETS								
Gold certificate account	12.674	11.481	10.026	10.036	11.045	10.464	11.045	10.464
Special Drawing Rights certificate account	—	—	—	—	200	400	300	400
Cash	298	360	207	110	172	258	207	266
Discounts and advances	173	141	188	183	1.186	254	451	1.521
Acceptances :								
Bought outright	69	75	58	64	60	54	56	47
Held under repurchase agreement	124	89	...	...	44	...	...	28
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	34	38	...	...	106	...	...	30
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	11.803	15.975	18.756	22.266	20.629	24.470	20.176	25.437
Certificates	4.351	...	...	...	...	...	...	...
Notes	21.302	26.918	28.706	31.392	31.392	33.236	32.073	33.718
Bonds	6.199	6.087	5.475	3.496	3.496	2.941	2.815	3.078
Total bought outright ...	43.655	48.980	52.937	57.154	55.517	60.647	55.064	62.233
Held under repurchase agreement	627	132	...	...	681	...	...	232
Total U.S. Government securities ...	44.282	49.112	52.937	57.154	56.198	60.647	55.064	62.465
Total loans and securities	44.682	49.455	53.183	57.401	57.594	60.955	55.571	64.091
Cash items in process of collection	7.879	8.465	9.417	10.564	10.020	9.779	9.957	9.795
Bank premises	107	112	113	116	118	132	116	133
Other assets	1.418	2.153	2.894	2.627	1.734	1.182	1.891	728
Total assets ...	67.058	72.026	75.840	80.854	80.883	83.170	79.087	85.877

LIABILITIES								
Federal Reserve notes	39.339	41.642	44.726	47.473	45.712	49.212	45.816	49.511
Deposits :								
Member bank reserves	19.794	20.999	21.773	22.085	23.736	21.747	21.583	24.466
U.S. Treasurer - general account	416	1.123	703	1.312	1.205	1.742	1.058	1.203
Foreign	174	135	216	134	178	129	174	134
Other	588	663	747	807	681	721	764	745
Total deposits ...	20.972	22.920	23.439	24.338	25.800	24.339	23.579	26.548
Deferred availability cash items	5.369	5.972	6.020	7.124	7.135	7.301	7.488	7.416
Other liabilities and accrued dividends ...	238	296	395	581	565	514	552	537
Total liabilities ...	65.918	70.830	74.580	79.516	79.212	81.366	77.435	84.012

CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	570	598	630	669	676	708	679	713
Surplus	570	598	630	669	669	702	669	702
Other capital accounts .....	...	...	...	...	326	394	304	450
Total liabilities and capital accounts ...	67.058	72.026	75.840	80.854	80.883	83.170	79.087	85.877
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	191	156	109	146	147	275	159	261

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1966 31 december	1967 31 december	1968 31 december	1969 31 december	1970 9 februari	1971 8 februari	1970 9 maart	1971 8 maart
ACTIVA								
Goud	6.234	6.166	6.115	6.198	6.231	6.527	6.232	6.529
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.119	2.023	984	1.344	1.330	2.116	1.300	2.750
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	53	50	19	6	7	3	4	9
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	—	—	—	—	346	1.155	346	1.155
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	78	203	211	463	262	72	139	17
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	1.139	895	1.613	1.043	1.284	1.375	1.276	1.375
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	234	233	418	876	598	239	699	93
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	22	20	28	30	35	25	44	24
Belegging van kapitaal en reserves	162	183	226	254	264	288	264	288
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	20	24	21	47	11	20	17	19
Totaal ...	9.061	9.847	9.635	10.261	10.368	11.820	10.321	12.259

PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	8.245	8.558	8.703	9.276	8.864	9.352	8.913	9.433
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	437	873	472	433	631	1.241	536	1.602
<i>s' Rijks schatkist</i>	326	775	394	288	572	1.183	482	1.541
<i>Banken in Nederland</i>	76	43	31	87	12	29	10	22
<i>Andere ingezetenen</i>	35	55	47	58	47	29	44	39
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	56	57	61	70	64	79	61	78
<i>Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen</i> ...	50	48	42	59	54	52	50	53
<i>Andere niet-ingezetenen</i>	6	9	19	11	10	27	11	25
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	13	13	7	8	5	5	5	5
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	—	—	—	—	316	587	316	587
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	171	209	244	268	244	268	244	268
Diverse rekeningen	119	117	128	186	224	268	226	266
Totaal ...	9.061	9.847	9.635	10.261	10.368	11.820	10.321	12.259
N. P. Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	72	84	24	18	18	15	17	15

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1967 dicembre	1968 dicembre	1969 dicembre	1970 dicembre p	1970 gennaio	1971 gennaio p	1971 febbraio	1971 febbraio p
Oro in cassa	1.500	1.827	1.847	1.804	1.860	1.804	1.862	1.803
Cassa ¹	44	37	37	39	31	74	66	130
Portafoglio ²	1.243	1.333	1.652	1.035	1.414	1.010	1.374	994
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	1.209	1.337	1.644	842	794	458	1.025	528
Prorogati pagamenti .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	2.474	2.086	1.626	1.687	1.380	1.821	1.072	1.871
Disponibilita in divisa all'estero .....	—	...	...	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	747	1.035	2.447	3.221	2.561	3.465	2.553	3.356
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	365	531	680	937	815	872	1.222	878
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	166	287	...	1.592	413	1.808	278	1.636
Servizi diversi per conto dello Stato	61	91	138	78	141	95	319	104
Spese	157	179	230	260	7	8	12	19
Totale attivo ...	8.305	9.082	10.643	11.834	9.755	11.754	10.122	11.658
Circolazione dei biglietti ⁵	5.126	5.390	6.100	6.619	5.572	6.083	5.548	5.983
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	52	110	106	193	78	55	50	65
Conti correnti liberi	256	186	87	284	80	157	47	115
Conti correnti vincolati	2.162	2.425	2.784	3.305	2.914	4.315	3.006	4.333
Creditori diversi	537	775	1.200	1.133	1.086	1.095	1.440	1.101
C/c servizio tesoreria .....	...	...	113	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	9	9	10	12	10	12	10	12
Fondo di riserva straordinario	6	7	7	10	8	10	8	10
Rendite	157	180	236	278	7	9	13	21
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	18	—	18
Totale passivo e patrimonio ...	8.305	9.082	10.643	11.834	9.755	11.754	10.122	11.658
Depositanti di titoli e valori	7.340	8.089	11.378	11.351	10.561	11.369	10.088	11.126
¹ Compresi biglietti e monete di Stato	24	14	11	10	14	13	12	21
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	441	506	556	605	561	594	563	573
— istituti speciali	335	324	349	371	350	367	352	380
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	1.208	1.332	1.624	817	770	441	1.000	515
— altri	1	6	20	25	24	17	25	13
⁴ Compresi BOT	153	80	337	—	321	—	311	57
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	3	3	2	n.d.	2	n.d.
⁶ Compresi vaglia cambiari	28	20	20	26	24	30	21	15

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1970 31. Dezember	1970 6. Februar	1970 6 März
AKTIVA						
Geld	16.647	17.881	14.700	14.340	14.697	14.697
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.353	11.503	5.693	28.362	6.774	7.488
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	1.000	3.715	4.200	2.339	2.200	2.200
Ziehungsrechte in der Goldtranche	—	—	—	3.357	—	—
Sonderziehungsrechte	—	—	—	943	738	738
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	1.953	3.134	3.445	2.911	3.672	3.225
Deutsche Scheidemünzen	200	191	138	162	182	190
Postscheckguthaben	418	470	451	447	188	175
Inlandswechsel	2.922	2.139	11.425	14.152	15.795	16.848
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	5	578	285	300	440
Lombardforderungen	950	875	2.797	1.682	2.230	2.733
Kassenkredite	2.220	1.344	1.974	2.434	1.142	1.351
Wertpapiere	2.317	1.688	1.031	760	1.056	1.105
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	6.438	6.148	6.653	8.683	7.032	7.267
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.639	4.053	1.173	...	1.173	1.172
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe ..	1.634	783	722	386	722	722
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.448	3.969	1.699	1.992	1.873	1.873
darunter : a) an I.W.F.	670	2.082	...	...	...	...
b) an Weltbank	1.447	1.644	1.544	1.925	1.718	1.718
c) aus der Abwicklung der E.Z.U.	331	243	155	67	155	155
Sonstige Aktiva	830	813	2.017	1.655	543	670
	53.869	58.711	58.696	84.890	60.317	62.894

	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1970 31. Dezember	1970 6. Februar	1970 6 März
PASSIVA						
Banknotenumlauf	31.574	32.499	34.617	36.479	32.471	33.272
Einlagen von	17.628	21.255	21.089	29.618	24.316	25.791
Kreditinstituten	15.179	17.579	16.890	26.231	20.106	21.012
Öffentlichen Einlegern	2.115	3.299	3.826	2.987	3.913	4.490
Anderen inländischen Einlegern	334	377	373	400	299	289
Sondereinlagen	—	—	—	5.382	—	—
Konjunkturausgleichsrücklagen	—	—	—	2.937	—	—
Konjunkturzuschlag zu den Einkom- mensteuern	—	—	—	2.189	—	—
Sonstige (Bundesbildungsanleihe) ...	—	—	—	256	—	—
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	643	365	472	380	370	588
Einlagen ausländischer Einleger	506	322	383	343	325	532
Sonstige	137	43	89	37	45	56
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte	—	—	—	738	738	738
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren ...	—	—	—	7.532	—	—
Rückstellungen	1.925	2.110	1.170	1.170	1.170	1.170
Grundkapital	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.180	860	860	860	860
Sonstige Passiva	729	1.012	198	2.441	100	185
	53.869	58.711	58.696	84.890	60.317	62.894

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1970 31. Dezember	1971 7. Januar	1971 5. Februar	1971 5. März
AKTIVA				
Gold, Auslandsforderungen und sonstige Auslandsaktiva	51.338	51.820	53.052	56.470
Gold	14.340	14.337	14.335	14.331
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	28.362	28.210	29.178	32.533
Sonstige Geldanlagen im Ausland	2.200	2.200	2.200	2.200
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungsrechte	4.300	4.936	5.106	5.177
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2.131	2.131	2.226	2.226
Sorten und Auslandsschecks	5	6	7	3
Kredite an inländische Kreditinstitute	18.739	16.750	20.752	19.863
Inlandswechsel	14.152	13.546	17.129	16.539
Auslandswechsel	2.905	2.676	2.721	2.721
Lombardforderungen	1.682	528	902	603
Kredite und Forderungen an Bund, Sondervermögen des Bundes und Länder	11.788	11.856	10.533	9.963
Kassenkredite (Buchkredite)	2.434	2.502	1.323	864
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	285	285	140	30
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungserwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	386	386	387	386
Wertpapiere	760	746	535	716
Deutsche Scheidemünzen	163	172	214	214
Postscheckguthaben	447	257	207	183
Sonstige Aktiva	1.655	1.010	1.159	1.156
Insgesamt ...	84.890	82.611	86.452	88.565
PASSIVA				
Banknotenumlauf	36.480	35.197	34.751	35.473
Einlagen von Kreditinstituten	26.250	25.275	27.827	28.064
auf Girokonto	26.231	25.258	27.805	28.041
sonstige	19	18	22	23
Einlagen von öffentlichen Haushalten	6.735	6.466	7.499	8.248
Bund	32	13	9	12
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	236	423	492	357
Länder	1.030	576	1.113	1.653
Andere öffentliche Einleger	55	37	23	29
Sondereinlagen	5.382	5.417	5.862	6.197
Einlagen von anderen inländischen Einlegern	2.033	1.647	1.114	1.025
Bundesbahn	4	5	3	4
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	1.629	1.308	811	723
sonstige Einleger	400	334	300	298
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	361	523	488	337
Einlagen ausländischer Einleger	343	457	459	311
sonstige	18	66	29	26
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungsrechte	738	1.365	1.365	1.365
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	7.532	7.566	8.602	9.127
Rückstellungen	1.170	1.170	1.170	1.170
Grundkapital	290	290	290	290
Rücklagen	860	860	860	860
Sonstige Passiva	2.441	2.252	2.486	2.606
Insgesamt ...	84.890	82.611	86.452	88.565

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 6 février	1971 5 février	1970 6 mars	1971 5 mars
ACTIF								
Encaisse or	13.370	11.356	11.435	11.821	11.508	11.820	11.508	11.819
Devises	1.987	5.601	5.793	8.441	1.494	3.556	2.199	4.128
Bons du Trésor étrangers en FS	432	1.442	1.851	1.851	1.851	1.851	1.851	1.851
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	174	108	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse	142	288	731	399	116	124	103	117
<i>Effets de change</i>	142	281	613	328	116	124	103	117
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i> .....	...	7	118	71	...	...	...	...
Avances sur nantissement	86	160	277	224	12	8	41	11
Titres	182	181	170	156	170	156	170	156
<i>pouvant servir de couverture</i>	9	17	43	51	43	51	64	51
<i>autres</i>	173	164	127	105	127	105	106	105
Correspondants :	87	122	109	108	36	46	47	60
<i>en Suisse</i>	72	100	89	83	16	20	26	34
<i>à l'étranger</i>	15	22	20	25	20	26	21	26
Autres postes de l'actif	59	57	91	70	93	74	91	76
Total ...	16.519	19.315	20.457	23.070	15.280	17.635	16.010	18.218

PASSIF								
Fonds propres	59	60	61	62	61	62	61	62
Billets en circulation	11.927	12.047	12.518	13.106	11.300	11.942	11.482	12.161
Engagements à vue	4.145	6.414	6.955	8.410	2.768	3.987	3.310	4.335
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	3.311	5.776	6.354	7.750	2.341	3.180	2.755	3.685
<i>Autres engagements à vue</i>	334	638	601	660	427	807	555	650
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	550	233	142	202	318	313	318	313
Compte spécial P.T.T.	—	—	—	200	—	200	—	200
Autres postes du passif	438	561	781	1.090	833	1.131	839	1.147
Total ...	16.519	19.315	20.457	23.070	15.280	17.635	16.010	18.218

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	1969	1970	1970	1971	1970	1971
	31 décembre	31 décembre	31 janvier	31 janvier	28 février	28 février
I. Or	4.177	4.145	4.184	4.180	4.185	4.202
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .	46	48	36	44	44	35
III. Bons du Trésor	7	1.046	7	1.066	7	1.062
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	63	—	64	—	64	—
V. Dépôts à terme et avances :	10.673	17.026	9.363	15.062	8.807	15.073
a) à 3 mois au maximum	8.223	13.726	7.015	11.346	6.623	10.281
b) à 3 mois au maximum (or)	—	48	17	82	24	82
c) à plus de 3 mois	2.450	3.237	2.331	3.619	2.160	4.695
d) à plus de 3 mois (or)	—	15	—	15	—	15
VI. Titres à terme :	4.548	2.484	4.575	1.957	5.668	1.880
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	299	268	305	275	292	261
b) à plus de 3 mois	118	152	111	145	128	162
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	3.696	1.459	3.622	1.053	4.176	1.071
b) à plus de 3 mois	435	605	537	484	1.072	336
VII. Divers	17	1	24	1	25	1
<i>Total actif ...</i>	19.531	24.750	18.253	22.310	18.800	22.253

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 31 janvier	1971 31 janvier	1970 28 février	1971 28 février
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	250	290	280	290	280	290
II. Réserves	168	248	183	249	183	249
1. Fonds de Réserve Légale	25	29	28	29	28	29
2. Fonds de Réserve Générale	53	99	65	100	65	100
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes	10	22	10	22	10	22
4. Fonds de Réserve Libre	80	98	80	98	80	98
III. Dépôts (or) :	6.064	5.492	6.110	5.227	6.058	5.252
1. Banques centrales :						
a) à vue	1.936	2.035	1.976	2.432	1.884	2.409
b) à 3 mois au maximum	2.811	2.967	2.811	2.289	2.848	2.353
c) à plus de 3 mois	258	333	275	351	256	331
2. Autres déposants :						
a) à vue	448	157	437	155	459	159
b) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	611	—	611	—	611	—
IV. Dépôts (monnaies) :	12.061	18.071	10.687	15.879	11.282	15.784
1. Banques centrales :						
a) à vue	58	97	38	96	79	87
b) à 3 mois au maximum	9.451	17.061	7.936	14.680	8.494	14.648
c) à plus de 3 mois	1.373	536	1.407	664	1.228	597
2. Autres déposants :						
a) à vue	19	19	19	28	27	23
b) à 3 mois au maximum	1.079	308	1.225	347	1.334	400
c) à plus de 3 mois	81	50	62	64	120	29
V. Effets :	835	469	830	466	830	465
a) à 3 mois au maximum	468	469	429	156	275	—
b) à plus de 3 mois	367	—	401	310	555	465
VI. Divers	121	131	131	150	134	164
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	—	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
IX. Provision	32	49	32	49	33	49
<i>Total passif</i> ...	19.531	24.750	18.253	22.310	18.800	22.253

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 24 décembre 1970

déterminant la date de l'entrée en vigueur de la loi de cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique (Moniteur du 3 mars 1971, p. 2683).

Article 1^{er}. — Les articles 6 à 16 de la loi de cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique sont mis en vigueur le 31 décembre 1970.

Arrêté royal du 21 janvier 1971

fixant le montant d'impôts à affecter à l'alimentation du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, pour l'année budgétaire 1971 (Moniteur du 17 mars 1971, p. 3342).

Article 1^{er}. — Le montant à prélever au profit du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale sur le produit du décime additionnel à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des non-résidents, visé par (...) la loi du 31 mars 1967 attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, est fixé, pour l'année budgétaire 1971, à 700 millions de francs.

.....

Arrêté royal du 4 mars 1971

modifiant la composition des Comités ministériels (Moniteur du 16 mars 1971, p. 3261).

Article 1^{er}. — Les mots « Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget » sont remplacés par les mots « Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques » et les mots « Ministre des Affaires économiques » sont remplacés par les mots « Ministre du Budget » :

(aux arrêtés royaux organiques) (...) du Comité ministériel de coordination économique et sociale (...), du Comité ministériel de la gestion budgétaire et de la fonction publique (...), du Comité ministériel de la politique extérieure (...) (et aux) arrêtés royaux (...) relatifs à l'organisation de la politique scientifique (...).

Art. 2. — Les mots « Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget » sont remplacés par les mots « Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques » *(aux) arrêtés royaux (...) organiques du Comité ministériel des relations communautaires (...).*

.....

Arrêté royal du 12 mars 1971

fixant le ressort et les modalités de nomination des membres des conseils économiques régionaux (Moniteur du 16 mars 1971, p. 3262).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Loi du 23 décembre 1970

modifiant l'article 15, deuxième alinéa, des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, cordonnées par l'arrêté royal du 23 juin 1967 (Moniteur du 17 mars 1971, p. 3341).

(Cette loi autorise des caisses d'épargne privées à étendre leur champ d'activité aux opérations de capitalisation au même titre que les opérations d'assurances sur la vie.)

Loi du 4 février 1971

modifiant la loi du 16 mars 1919, instituant une Société Nationale de Crédit à l'Industrie (Moniteur du 3 mars 1971, p. 2677).

Article unique. — L'article 2, alinéa 1^{er} de la loi du 16 mars 1919, instituant une Société Nationale de Crédit à l'Industrie modifié par l'article 1^{er} de la loi du 9 juillet 1969, est remplacé par les dispositions suivantes :

« La Société Nationale de Crédit à l'Industrie peut accepter des dépôts et émettre des bons de caisse et des obligations, quelle qu'en soit la durée, à concurrence de 140 milliards de francs. Toutefois, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, élever ce montant à 175 milliards par libération successive de sept tranches de 5 milliards de francs chacune ».

Loi du 4 février 1971

modifiant le statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel (Moniteur du 6 mars 1971, p. 2869).

Article unique.

a) A l'article 6, premier alinéa, du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1956 portant refonte du statut de la Caisse nationale de Crédit professionnel, les mots « 400 millions » sont remplacés par « 700 millions »;

b) Au 4^o du même article les mots « 300 millions » sont remplacés par les mots « 600 millions ».

Arrêté royal du 2 mars 1971

autorisant la Société nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de deux milliards de francs (Moniteur du 24 mars 1971, p. 3662).

Article 1^{er}. — La garantie de l'Etat est attachée à un emprunt d'un montant effectif de deux milliards de francs à émettre par la Société nationale du Logement.

Art. 2. — L'emprunt sera émis par tranches et à des conditions qui seront préalablement approuvées par Notre Ministre des Finances.

Arrêté royal du 10 mars 1971

portant relèvement du plafond de l'encours des engagements du Fonds de Garantie, créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel (Moniteur du 24 mars 1971, p. 3663).

Article 1^{er}. — Le plafond de l'encours des engagements du Fonds de Garantie, créé au sein de la Caisse nationale de Crédit professionnel, est porté à trois milliards cinq cents millions de francs par libération d'une deuxième tranche de cinq cents millions de francs.

Arrêté royal du 18 mars 1971

relatif à l'emprunt 7,75 p.c. 1971-1985 à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Société nationale des Chemins de fer belges (Moniteur du 23 mars 1971, p. 3591).

Article 1^{er}. — La Société nationale des Chemins de fer belges est autorisée à émettre, aux conditions déterminées ci-après, un emprunt dénommé « Emprunt 7,75 p.c. 1971-1985 », dont le capital nominal est limité à trois milliards cinq cents millions de francs.

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations (...) portant intérêt au taux de 7,75 p.c. l'an. Elles sont munies de 14 coupons d'intérêt annuels payables le 5 avril de chacune des années 1972 à 1985. (...)

Art. 3. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt est ouverte le 29 mars 1971. Elle est close dès que les souscriptions atteignent le capital nominal de trois milliards cinq cents millions de francs et, au plus tard, le 8 avril 1971. (...)

Art. 4. — Le prix d'émission est fixé à 995 francs net par 1.000 francs de capital nominal. (...)

Art. 6. — L'emprunt est amortissable, à partir de la troisième année, conformément aux modalités ci-après :

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis est affectée à l'amortissement; elle prend cours le 5 avril 1973 et s'accroît chaque année des intérêts des capitaux amortis.

Ces dotations sont destinées au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Le montant de la dotation restant éventuellement disponible au 5 février de l'une des années 1974 à 1984 est affecté au remboursement au pair, le 5 avril suivant, d'obligations à désigner par un tirage au sort.

Les obligations non amorties avant le 5 avril 1985 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Pendant la période du 5 avril 1972 au 4 avril 1973 la Société peut affecter un montant maximum de 2 p.c. du capital nominal émis à l'amortissement par rachat en bourse à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Art. 9. — La Société nationale des Chemins de fer belges se réserve la faculté de rembourser par anticipation, le 5 avril 1978 ou à toute échéance d'intérêt suivante et moyennant un préavis de deux mois à publier au *Moniteur belge*, tout ou partie des obligations restant à amortir. Dans ce cas, les obligations seront remboursées au pair de leur valeur nominale.

Art. 11. — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 21 janvier 1971

fixant le montant d'impôts à affecter à l'alimentation du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale, pour l'année budgétaire 1971 (Moniteur du 17 mars 1971, p. 3342).

(Voir aussi rubrique 1.)

Arrêté royal du 4 mars 1971

rapportant l'arrêté royal n° 29 du 23 décembre 1970, relatif à la constitution d'une provision par les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 12 mars 1971, p. 3165).

Arrêté royal du 25 mars 1971

modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (Moniteur du 31 mars 1971, p. 4028).

Loi du 26 mars 1971

modifiant la loi du 3 juillet 1969 créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 31 mars 1971, p. 4027).

Arrêté royal du 26 mars 1971

modifiant l'arrêté royal n° 21 du 20 juillet 1970 relatif aux mesures transitoires prises en exécution de l'article 99 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 31 mars 1971, p. 4029).

Arrêté royal du 26 mars 1971

relatif à la détaxation progressive des exportations dans le cadre de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 31 mars 1971, p. 4030).

5. — **INDUSTRIE**

Arrêté royal du 27 octobre 1970

prescrivant une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie du sciage du bois, du déroulage et du tranchage du bois, et de la fabrication de fibres et de la laine de bois (Moniteur du 2 mars 1971, p. 2635).

Arrêté royal du 16 février 1971

rendant obligatoire la convention collective de travail du 11 janvier 1971 de la Commission paritaire nationale des constructions métallique, mécanique et électrique modifiant les statuts du « Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques » (Moniteur du 10 mars 1971, p. 3041).

Arrêté royal du 23 février 1971

rendant obligatoire la convention collective de travail du 11 janvier 1971 de la Commission paritaire nationale des constructions métallique, mécanique et électrique modifiant les statuts du « Fonds de sécurité d'existence des fabrications métalliques » (Moniteur du 10 mars 1971, p. 3043).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 1^{er} mars 1971

mettant le texte de certaines dispositions légales en concordance avec les dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires (Moniteur du 11 mars 1971, p. 3118).

7. — COMMERCE INTERIEUR

Loi du 15 décembre 1970

sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat (Moniteur du 20 mars 1971, p. 3493).

Arrêté royal du 25 février 1971

fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat (Moniteur du 20 mars 1971, p. 3500).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Loi du 24 février 1971

portant approbation de sept protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée ainsi que confirmation de huit arrêtés royaux relatifs au tarif des droits d'entrée, d'un arrêté royal concernant le régime d'accise des sucres et d'un arrêté royal concernant la franchise des droits d'entrée et d'accise accordée dans le trafic international des voyageurs, pris au cours de l'année 1969 (Moniteur du 19 mars 1971 p. 3445).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 25 février 1971

modifiant l'arrêté ministériel du 27 septembre 1962 fixant le prix maximum de vente au consommateur du lait de consommation (Moniteur du 2 mars 1971, p. 2641).

**11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES
ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS**

Arrêté royal du 13 janvier 1971

portant adaptation de certaines dispositions légales aux dispositions de la loi du 21 décembre 1970 portant création d'un Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (Moniteur du 25 mars 1971, p. 3707).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Troisième programme de politique économique à moyen terme (71/107/C.E.E.)

Lettre du président de la Commission au président du Conseil. Exposé des motifs. Troisième programme de politique économique à moyen terme (Journal officiel du 1^{er} mars 1971, n° L 49, pp. 1-39).

Décision du Conseil du 22 mars 1971 (71/141/C.E.E.)

relative au renforcement de la coordination des politiques économiques à court terme des Etats membres de la Communauté Economique Européenne (Journal officiel du 27 mars 1971, n° L 73, p. 12).

Décision du Conseil du 22 mars 1971 (71/142/C.E.E.)

relative au renforcement de la collaboration entre banques centrales des Etats membres de la Communauté Economique Européenne (Journal officiel du 27 mars 1971, n° L 73, p. 14).

Décision du Conseil du 22 mars 1971 (71/143/C.E.E.)

portant mise en place d'un mécanisme de concours financier à moyen terme (Journal officiel du 27 mars 1971, n° L 73, p. 15).

Résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres du 22 mars 1971

concernant la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire dans la Communauté (Journal officiel du 27 mars 1971, n° C 28, p. 1).

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de mars 1971. Cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

L'assurance des crédits financiers. (*Contact, Bruxelles, n° 26, février 1971, pp. 7-46.*)

3. INSTITUTIONS MONETAIRES

Création d'un groupement de banques européennes. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 8, 26 février 1971, pp. 1-2.*)

GOOSSENS D., Les professions de reviseur de banques et de reviseur d'entreprises. (*Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, X, n° 1, 1971, pp. 3-16.*)

IE BRUN J., Nature et modalités juridiques du contrôle revisoral des banques. (*Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, X, n° 1, 1971, pp. 31-51.*)

NAESSENS R., Evolutie van de bankkredieten. (*Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, Anvers, 1970, 155 p.*)

VAN VLIERDEN C.M., New Era for International Banking. (*The Banker, Londres, CXXI, n° 540, février 1971, pp. 146-149.*)

4. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

VAN HELSHOECHT L., De Algemene Spaar- en Lijfrentekas. (*Economie in Vlaanderen, Bruxelles, XVII, n° 4, décembre 1970, pp. 39-42.*)

5. MARCHES FINANCIERS - BOURSES DE VALEURS MOBILIERES

DONDELINGER A., La protection de l'épargne et la réglementation régissant les organes collectifs de placement. (*Ministère d'Etat, Bulletin de Documentation, Luxembourg, XXVI, n° 10, 31 décembre 1970, pp. 27-32.*)

L'indice Banque de Bruxelles des valeurs institutionnelles. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 8, 26 février 1971, pp. 3-10.*)

6. FINANCES PUBLIQUES

MUSIN H., La T.V.A. et la comptabilité des entreprises. Les assujettis partiels. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLV, nos 5-6, 1970, pp. 213-220.*)

LEFEVRE E. et VANDE VANNET H., Taux de la T.V.A. pour les biens et services. (*C.E.D.-Samsom, Bruxelles, 1970, div. p.*)

THIRY E., La taxe sur la valeur ajoutée (suite). (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLV, nos 5-6, 1970, pp. 247-278.*)

T.V.A. : les arrêtés royaux n° 25 et 27. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, XXVI, n° 7, 1^{er} mars 1971, pp. 811-821.*)

9. INVESTISSEMENTS ETRANGERS

COPPE A., De Europese uitdaging. (*Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, Anvers, 1970, 137 p.*)

MICHEL R., Les investissements américains en Belgique. (*Centre de Recherche et d'Information Socio-Politiques, Bruxelles, 1970, 171 p.*)

11. EMPLOI ET CHOMAGE

BAUVIR L., L'emploi, facteur primordial d'une politique économique régionale. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 97, octobre-décembre 1970, pp. 18-37.*)

FRERE R., Juridiction du travail. (*Revue belge des Sciences commerciales, Bruxelles, XLV, nos 5-6, 1970, pp. 225-241.*)

GOETHALS H., Actuele problemen in verband met de nieuwste wettelijke beschikking inzake de arbeidsovereenkomsten voor werklieden en bedienden. (*V.K.W. Mededelingen, Anvers, XXVI, n° 2, février 1971, pp. 55-72.*)

Les élections pour les conseils d'entreprise et les comités de sécurité et d'hygiène. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, XXVI, n° 8, supplément, 10 mars 1971, 58 p.*)

Les étrangers en Belgique. (*Bulletin social des Industriels, Bruxelles, XLIII, n° 374, février 1971, pp. 55-93.*)

12. SECURITE SOCIALE

DELEECK H., Où va la sécurité sociale? (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, XIII, n° 1, janvier 1971, pp. 5-29.*)

HENRARD M., La pension des travailleurs salariés. (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, LXXXVI, n° 4734, 6 mars 1971, pp. 161-166.*)

LISMONDE H., Programmation économique et planification sociale. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, XIII, n° 1, janvier 1971, pp. 31-40.*)

13. PRIX ET SALAIRES

Accord national 1971-1972 pour employés des fabrications métalliques. (*Fabrimétal, Bruxelles, n° 102, 1^{er} mars 1971, pp. 93-96.*)

Le coût horaire du travail ouvrier en Europe occidentale. (*Industrie, Bruxelles, XXV, n° 2, février 1971, pp. 105-110.*)

14. SITUATION ECONOMIQUE

L'année économique 1969. Chronologie économique internationale. (*Notes et Etudes documentaires, Paris, nos 3759-3761, 8 février 1971, pp. 1-144.*)

15. POLITIQUE ECONOMIQUE

Het economisch budget 1971. (*Ondernemen, Bruxelles, XXVII, n° 2, février 1971, pp. 91-93.*)

La nouvelle législation sur l'expansion économique; une gamme de possibilités. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVI, n° 10, 5 mars 1971, pp. 93-98.*)

La nouvelle loi d'expansion économique. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, XXVI, n° 8, 10 mars 1971, pp. 979-1000.*)

17. ECONOMIE REGIONALE

DUPRE J., De Provincie Antwerpen en de welvaart. (*Ondernemen, Bruxelles, XXVII, n° 2, février 1971, pp. 59-66.*)

HUYS M. et KEUTGEN G., L'organisation locale et régionale en Belgique. Situation et perspectives d'avenir. (*Industrie, Bruxelles, XXV, n° 2, février 1971, pp. 58-71.*)

Orientation à l'exportation des différentes provinces et régions linguistiques. Années 1966 à 1968. (*Institut National de Statistique, Bulletin de Statistique, Bruxelles, LVII, n° 1, janvier 1971, pp. 3-29.*)

VLERICK A., Expansiewetgeving en nieuwe investeringen. (*Economie in Vlaanderen, Bruxelles, XVII, n° 4, décembre 1970, pp. 34-37.*)

19. INDUSTRIE - AGRICULTURE - PECHE

BEKAERT G. et STRAUVEN Fr., La construction en Belgique, 1945-1970. (*Confédération nationale de la Construction, Bruxelles, 1971, 384 p.*)

L'industrie chimique. 2. L'industrie chimique organique. (*Bibliothèque d'économie d'entreprise, 5. Les secteurs économiques en Belgique. 3.*) (*Kredietbank, Bruxelles, 1970, 66 p.*)

L'industrie des engrais. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVI, n° 11, 12 mars 1971, pp. 105-110.*)

21. ENTREPRISES

CAMU L., Challenging the European Giants. (Extrait from de Challenge of Europe « A Financial Times Symposium » Held in New York, on 2nd December 1970). (*s.n., New York, 1970, 10 p.*)

DE BREUKER R., Comment résoudre le problème du financement des P.M.E. ? (*Institut économique et social des Classes moyennes, Informations, Bruxelles, XXIII, n° 2, 1971, pp. 3-6.*)

FRANSOLET R., Réflexions sur la pratique de la revision d'entreprises. (*Reflète et Perspectives de la Vie économique, Bruxelles, X, n° 1, 1971, pp. 17-30.*)

22. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

La coopération entre les universités européennes. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 139, décembre 1970, pp. 533-864.*)

24. COMMERCE INTERIEUR

Indice mensuel du chiffre d'affaires réalisé dans le commerce de détail. (*Institut National de Statistique, Bulletin de Statistique, Bruxelles, LVII, n° 1, janvier 1971, pp. 30-40.*)

25. COMMERCE EXTERIEUR

Le marché néerlandais à nos portes. (*Informations du Commerce extérieur, Bruxelles, février 1971, supplément, pp. 1-57.*)

26. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

BALOGH T., Exchange-Rate « Flexibility » and Economic Theory. (*International Currency Review, Londres, II, n° 6, janvier-février 1971, pp. 5-14.*)

CHALMERS E., Keeping Out « Hot Money ». (*The Banker, Londres, CXXI, n° 540, février 1971, pp. 132-137.*)

CLENDENNING E.W., The Euro-Dollar Market. (*Clarendon Press, Oxford, 1970, XI + 235 p.*)

COHEN S.D., International Monetary Reform, 1964-1969. The Political Dimension. (*Praeger, New York, 1970, XX + 201 p.*)

FABRA P., Does the Problem of Liquidity Amount to a Liquidity Shortage? (*International Currency Review, Londres, II, n° 6, janvier-février 1971, pp. 15-20.*)

GOLD J., A Comparison of Special Drawing Rights and Gold as Reserve Assets. (Reprinted from « Law and Policy in International Business », Vol. 2, N° 2, Summer 1970). (*Law and Policy on International Business Association, s.l., 1970, pp. 326-351.*)

IKLE M., L'inflation aux Etats-Unis et son incidence sur le dollar en tant que monnaie de réserve. (*Bulletin de la Société de Banque Suisse, Bâle, n° 1, 1971, pp. 1-16.*)

JAMES E., Su una eventuale demonetizzazione dell'oro. (*Bancaria, Rome, XXVII, n° 1, janvier 1971, pp. 16-20.*)

LAUWERS L., Een secundaire markt voor Euro-obligaties. (*Bank- en Effectenbedrijf, Amsterdam, XX, n° 126, février 1971, pp. 57-59.*)

Le crédit international à moyen terme. (*Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, X, n° 101, février 1971, pp. 1-4.*)

L'or en 1970 : les problèmes fondamentaux demeurent. (*First National City Bank, Bulletin mensuel économique, New York, janvier 1971, pp. 11-15.*)

MYERS R.H., International Illiquidity; Realism of Surrealism? (*Ball State University, Muncie (Indiana), 1970, V + 63 p.*)

Neuf banquiers contestent le système monétaire. (*Vision, Paris, n° 2, janvier 1971, pp. 23-26.*)

PALAMENGGHI-CRISPI Fr. et BARATTIERI V., Lo schema dei « diritti speciali di prelievo » : un primo bilancio. (*Bancaria, Rome, XXVII, n° 1, janvier 1971, pp. 21-32.*)

RUEFF J., Le péché monétaire de l'Occident. (*Plon, Paris, 1971, 285 p.*)

TRIFFIN R., International Reserves in 1970 and Beyond. (*The Morgan Guaranty Survey, New York, février 1971, pp. 7-9.*)

TRIFFIN R., La funzione del dollaro sulla scena monetaria internazionale. (*Bancaria, Rome, XXVII, n° 1, janvier 1971, pp. 7-15.*)

27. PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

EMERSON M., Les investissements étrangers au tiers monde. Organismes de financement et mesures d'incitation prises par les pays exportateurs de capitaux. (*L'Observateur de l'O.C.D.E., Paris, n° 50, février 1971, pp. 32-35.*)

STREETEN P., The Developing Countries in a World of Flexible Exchange Rates. (*International Currency Review, Londres, II, n° 6, janvier-février 1971, pp. 21-27.*)

28. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ANSIAUX (Baron), L'avenir monétaire de la C.E.E. (*Conférences de la Société royale d'Economie politique de Belgique, Bruxelles, n° 351, novembre 1970, 35 p.*)

- BARRE R., Interview with M.R. Barre, Vice-President of the Commission of European Communities. (*The Banker, Londres, CXXI, n° 540, février 1971, pp. 122-131.*)
- CARNEY M.K., Developments in Trading Patterns in the Common Market and EFTA. (*Journal of the American Statistical Association, Washington, LXV, n° 332, décembre 1970, pp. 1455-1459.*)
- CARREWYN P., De l'empire colonial à la Communauté Européenne. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 141, février 1971, pp. 97-100.*)
- DE L'ECOTAIS Y., Le début sur la contribution britannique masque une partie des problèmes. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 141, février 1971, pp. 111-115.*)
- FILORI J.-M., L'élargissement de l'Association C.E.E./Afrique. La Communauté devra être attentive aux disparités de développement existant entre ses associés. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 141, février 1971, pp. 130-135.*)
- GIRAUDY J.L., L'approvisionnement de la Communauté en matières premières. Les contingents tarifaires : une anomalie qui devrait disparaître. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 141, février 1971, pp. 126-129.*)
- GORIELY G., Brève plongée dans un passé récent. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 141, février 1971, pp. 93-96.*)
- Het Verenigd Koninkrijk in de E.E.G.? Voor- en nadelen voor de Belgische economie. (Katholieke Universiteit te Leuven, Instituut voor Economisch, Sociaal en Politiek Onderzoek, Centrum voor Economische Studiën, 27). (*Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, Anvers, 1970, 327 p.*)
- If Britain Goes Into the Common Market. (*The Morgan Guaranty Survey, New York, janvier 1971, pp. 3-8.*)
- LAMBERT J., Premier souci pour M. Rippon : hâter la conclusion. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 141, février 1971, pp. 103-106.*)
- Les régions frontalières à l'heure du Marché Commun. (Colloque organisé les 27 et 28 novembre 1969 par l'Institut d'Etudes Européennes). (Université Libre de Bruxelles, Institut d'Etudes Européennes, Colloques européens). (*Presses Universitaires de Bruxelles, Bruxelles, 1970, XIII + 427 p.*)
- MOLITOR B., Konjunkturaussichten der E.W.G. für 1971. (*Wirtschaftsdienst, Hambourg, LI, n° 2, février 1971, pp. 77-81.*)
- Monnaie européenne et plan Werner. (*Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles, X, n° 101, février 1971, pp. 4-7.*)
- MUHLEN E., Les marchés européens des capitaux. (Etudes économiques Luxembourgeoises). (*Université Internationale de Sciences comparées, Luxembourg, 1970, 181 p.*)

NAETS G., L'élargissement de l'Europe verte. Les neuf conditions de la réussite. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 141, février 1971, pp. 116-120.*)

Note de la Commission au Conseil concernant une action communautaire d'ensemble en matière de recherche et de développement scientifique et technologique. (*Bulletin des Communautés Européennes, Bruxelles, n° 1, supplément, 1971, pp. 1-22.*)

PARSONS M., Britain, the Common Market and Exchange Rate Flexibility. (*The Banker, Londres, CXXI, n° 540, février 1971, pp. 138-141.*)

Programme d'harmonisation des impôts directs, propre à assurer le développement et l'intégration des marchés de capitaux dans la C.E.E. (*Bulletin de Documentation Fiscale Internationale, Amsterdam, XXV, n° 2, février 1971, pp. 57-59.*)

Rapport intérimaire au conseil et à la commission concernant la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire de la Communauté. (*Revue trimestrielle de Droit européen, Paris, VI, n° 3, juillet-septembre 1970, pp. 469-485.*)

Règlement financier du Fonds européen de développement. (*Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Notes d'Information et Statistiques, Paris, n° 181, février 1971, 20 p.*)

REY J., Responsabilités et moyens d'action de la Communauté. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 10, 12 mars 1971, pp. 1-6.*)

RICCARDI F., Le mérite de M. Rippon : ne pas exagérer l'importance des obstacles techniques. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 141, février 1971, pp. 101-102.*)

RICCARDI F., Les relations entre la Communauté élargie et les pays neutres européens : tout reste à inventer. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 141, février 1971, pp. 107-110.*)

SAMOY A.G., Benelux : Factor van evenwicht in Europa der Tien. (*Onderne-
men, Bruxelles, XXVII, n° 2, février 1971, pp. 73-78.*)

Sull'unificazione economica e monetaria dell'Europa. (*Bancaria, Rome, XXVII, n° 1, janvier 1971, pp. 123-126.*)

Troisième programme de politique économique à moyen terme. (*Journal officiel des Communautés européennes, Luxembourg, XIV, n° L 49, 1^{er} mars 1971, pp. 1-39.*)

UGUEUX G., Une monnaie européenne : espoir ou réalité? (*Revue générale, Bruxelles, n° 3, mars 1971, pp. 51-62.*)

VERGUESE D., A la recherche du temps perdu. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 141, février 1971, pp. 121-125.*)

29. SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

La F.I.B. et le statut de la société européenne. (*Bulletin de la Fédération des Industries belges, Bruxelles, XXVI, n° 8, 10 mars 1971, pp. 909-912.*)

MULDERS Th.H., De internationale onderneming. (*Economie, Tilburg, XXXV, n° 5, février 1971, pp. 225-237.*)

SLOTNICK D.L., The Fastest Computer. (*Scientific American, New York, n° 2, février 1971, pp. 76-87.*)

VANDROMME P., Le socialisme moderne et Edmond Leburton. (*Labor, Bruxelles, 1970, 142 p.*)

VAN HOUTE J., Le secret professionnel et le fisc. Solutions du droit belge. (*La Revue Fiscale, Bruxelles, XXVII, n° 10-11-12, octobre-décembre 1970, pp. 497-507.*)

WAUTELET M., L'expert-comptable en Belgique. (*Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, X, n° 1, 1971, pp. 53-69.*)

STATISTIQUES

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.C.C.B.R.U.	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Institut de Recherches Economiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.Y.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.			
Population	I - 1	VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
Repartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	1. Tableau général	VIII - 1
Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	2. Exportation selon la nature des produits	VIII - 2
Affectation du produit national :		3. Importation selon l'usage des produits	VIII - 3
a) Estimations à prix courants	I - 4a	4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b	b) Indices du volume	VIII - 4b
II. — Emploi et chômage.			
Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	5. Orientation géographique	VIII - 5
Demandes et offres d'emploi	II - 2	IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
III. — Agriculture et pêche.			
Production agricole	III - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
IV. — Industrie.			
Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	X. — Marché des changes.	
Energie	IV - 3	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
Métallurgie	IV - 4	2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
Construction : données annuelles	IV - 5	XI. — Finances publiques.	
Construction : données mensuelles	IV - 6	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
V. — Services.			
Transports :		3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
a) Activité de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
b) Navigation maritime	V - 1b	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
c) Navigation intérieure	V - 1c	6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
Tourisme	V - 2	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
Commerce intérieur :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1967	XII - 1a
a) Indices des ventes	V - 3a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1968	XII - 1b
b) Ventes à tempérament	V - 3b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1968 ...	XII - 2
VI. — Revenus.			
Rémunérations des ouvriers	VI - 1	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1967 (totaux sectoriels)	XII - 3a
Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1968 (totaux sectoriels)	XII - 3b
VII. — Prix et indices des prix.			
Prix de gros mondiaux	VII - 1	4. Mouvements des créances et des dettes en 1968 (totaux sectoriels)	XII - 4
Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	XIII. — Organismes monétaires.	
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
		a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
		d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
		3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
		4. Stock monétaire	XIII - 4
		5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires, aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme ..	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'État :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII
3. Activité des chambres de compensation	XVIII
4. Profonds de Récompte et de Visa des Banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Principales abréviations utilisées.

Liste des graphiques :

I - 4. — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses.
II - 2. — Demandes et offres d'emploi.
IV - 0. — Résultats des enquêtes de la conjoncture.
IV - 2. — Indices de la production industrielle.
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle pays de la C.E.E.
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du moyen brut par heure prestée.
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique.
VII - 4. — Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique.
VIII - — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.
XI - 6. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice.
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires.
XIII - 13. — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks.
XIV - 5a. — CGER — Mouvements des dépôts.
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comptant.